

Taoufik SOUAMI

# Aménageurs de villes et territoires d'habitants

Un siècle dans le Sud algérien

Préface de  
Michel Marié

E  
VII  
262  
L'Harmattan

Histoires et Perspectives Méditerranéennes

# Aménageurs de villes et territoires d'habitants

## Un siècle dans le Sud algérien

Que font les politiques et les urbanistes quand les territoires et les villes dont ils ont la charge, sont également aménagés par les habitants mêmes ? La vulgate scientifique veut que ces responsables techniques et politiques usent de leur pouvoir pour neutraliser les populations et réaliser leurs desseins.

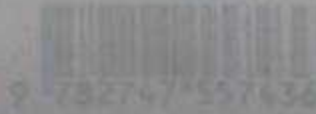
Cet ouvrage propose d'explorer plus avant ce « face à face ». En observant des situations vécues dans le Sud de l'Algérie pendant un siècle, il tente de décrire la complexité et les fragilités des approches institutionnelles et officielles. Des officiers français aux responsables algériens, quelles ont été réellement leurs approches ? Imposition ou négociation ? Confrontation ou évitement ? Bricolages de solutions ou méthodes systématiques ?

*Taoufik SOUAMI, architecte, docteur en urbanisme et aménagement, est enseignant et chercheur à l'Institut Français d'Urbanisme et au Centre Scientifique et Technique du Bâtiment. Ses travaux portent sur les productions informelles de la ville et sur les cultures des professionnels de l'urbanisme et de l'aménagement dans le pourtour méditerranéen et en Europe.*



L'Harmattan

Histoire et Perspectives Méditerranéennes



32,50 €  
ISBN : 2-7475-5743-X

Taoufik SOUAMI

Aménageurs de villes et territoires d'habitants  
Un siècle dans le Sud algérien

E  
VI  
26  
H

E-VII-262

**Histoire et Perspectives Méditerranéennes**  
*Collection dirigée par Jean-Paul Chagnollaud*

Dans le cadre de cette collection, créée en 1985, les éditions L'Harmattan se proposent de publier un ensemble de travaux concernant le monde méditerranéen des origines à nos jours.

**Déjà parus**

Paul SEBAG, *Une histoire des révolutions du royaume de Tunis au XVII<sup>e</sup> siècle*, 2003.

Pierre-Alain CLAISSE, *Les Gnawa marocains de tradition loyaliste*, 2003

Patrick KESSEL, *Le peuple algérien et la guerre*, 2003.

Philippe CARDELLA, *Notes de voyage à Chypre - Opuscule*, 2003.

Cécile MERCIER, *Les pieds-noirs et l'exode de 1962 à travers la presse française*, 2003.

Faïza JIBLINE, *Proverbes et locutions proverbiales en usage à Marrakech*, arabe-français, 2003.

André WILMOTS, *De Bourguiba à Ben Ali*, 2003.

Abderahmen MOUMEN, *Les français musulmans en Vaucluse*, 2003.

David Raphael ZIVIE, *La guerre d'Algérie vue par Francis De Tarr (1960, 1961-1962)*, 2003.

Sadek NEAIMI, *L'Islam au siècle des Lumières. Image de la civilisation islamique chez les philosophes français du XVIII<sup>e</sup> siècle*, 2003.

Jean-François MARTIN, *Histoire de la Tunisie contemporaine*, 2003.

David MENDELSON (coord.), *La culture francophone en Israël, tome I et II*, 2002.

Chantal MOLINES, *Algérie : les dérapages du journal télévisé en France (1988-1995)*, 2002.

Samya El MECHA, *Le nationalisme tunisien scission et conflits 1934-1944*, 2002.

Farid KHIARI, *Vivre et mourir en Alger*, 2002.

Houria ALAMI M'CHICHI, *Genre et politique au Maroc*, 2002.

Yasmine BOUDJENAH, *Algérie - décomposition d'une industrie*, 2002.

**Taoufik SOUAMI**

**Aménageurs de villes  
et territoires d'habitants**

**Un siècle dans le Sud algérien**

*Préface par  
Michel Marié*

L'Harmattan  
5-7, rue de l'École-Polytechnique  
75005 Paris  
FRANCE

L'Harmattan Hongrie  
Hargita u. 3  
1026 Budapest  
HONGRIE

L'Harmattan Italia  
Via Bava, 37  
10214 Torino  
ITALIE

A mes parents, à Ida  
A mes frères, à mes sœurs  
A Léna, à son avenir

## Confession de foi

Cet ouvrage est issu d'une thèse de doctorat en urbanisme et en aménagement soutenue à l'Institut Français d'Urbanisme, en 1999. Elle est née d'un intérêt pour trois sujets intimement liés, en particulier en Algérie : la complexité des rapports entre aménageurs et habitants, le fondement de leurs autorités respectives, la construction quotidienne de ces rapports et leurs évolutions dans la longue durée. Cet intérêt s'est renforcé en constatant, dans le Sud algérien, l'écart entre la réalité et l'image des situations que l'on dit « univoques » et « d'autoritarisme » : une Algérie où le pouvoir politique donnerait une autorité absolue aux aménageurs publics, une période coloniale durant laquelle les colonisateurs auraient écrasé toute expression autochtone. Je me suis ainsi attelé à une lecture de ces situations qui soit la plus précise, la plus nuancée possible pour rendre compte de leur complexité, pour raconter ces moments de fragilité qui font sens au-delà des images arrêtées. Entre l'urbanisme, la socio-politique et l'histoire, cette entreprise difficile était semée d'écueils : les risques de la simplification, de la révision historique et de la généralisation hâtive. Pour conjurer les plus importants égarements, l'encadrement et les orientations de Stéphane Yerasimos (directeur de ma thèse), le soutien et les conseils de Charles Goldblum, et la rigueur quasi-militaire de Pierre Merlin ont été indispensables. Il a fallu aussi la lecture attentionnée et patiente de Djilali Boudiaf. Qu'ils en soient tous ici remerciés. Une autre ressource m'a aidé. Elle ne tient ni de la méthode, ni de l'exercice scientifique : Algérien connaissant la culture française, j'ai été amené à relativiser témoignages français et algériens sur l'aménagement colonial ; architecte-urbaniste mais aussi sociologue et autoconstructeur par procuration, je pouvais mieux décoder les positions adoptées par les aménageurs officiels et les habitants. Mais ceci ne peut-être avoué au risque d'impudeur et d'invalidation académique. Alors chut... le lecteur est invité à garder le secret.

Taoufik Souami

# Sommaire

INTRODUCTION.....	11
<b>PREMIERE EPOQUE (1880-1930)</b>	
<b>LE TEMPS DES CONQUETES ET DES APPRENTISSAGES .....</b>	<b>25</b>
PREMIER CHAPITRE	
FACE A L'INDIGENE : LA CONSTRUCTION D'UNE DOCTRINE D'ACTION SPECIFIQUE.....	27
DEUXIEME CHAPITRE	
VERS UNE METHODE DE CO-PRODUCTION DE L'ESPACE.....	59
<b>DEUXIEME EPOQUE (1930-1957)</b>	
<b>LE TEMPS DES CONFIRMATIONS ET DES DOUTES .....</b>	<b>151</b>
TROISIEME CHAPITRE	
FACE AU BOULEVERSEMENT DE LA SOCIETE INDIGENE :	
DECOMPOSITION ET RECOMPOSITION DES INSTITUTIONS LOCALES .....	153
QUATRIEME CHAPITRE	
HESITATIONS, INTERROGATIONS ET REFORMULATIONS AUTOUR DE LA METHODE DE	
CO-PRODUCTION .....	185
<b>TROISIEME EPOQUE (1957-1980)</b>	
<b>UN NOUVEAU TEMPS, LE TON DES CERTITUDES.....</b>	<b>273</b>
CINQUIEME CHAPITRE	
FACE AU SAHARIEN : INTEGRATION A LA SOCIETE GLOBALE ET FIN DE LA	
SPECIFICITE REGIONALE.....	275
SIXIEME CHAPITRE LA RELATION INSTITUTIONNEL-AUTOPRODUIT ENTRE MODELES	
INTEGRATIONNISTES ET PRATIQUES SEGREGATIONNISTES .....	311
<b>CONCLUSION : TOUT CONTRE L'AUTRE .....</b>	<b>385</b>
<b>GLOSSAIRES.....</b>	<b>411</b>
<b>CREPERES BIBLIOGRAPHIQUES .....</b>	<b>415</b>

## Préface

par Michel Marié

Directeur de recherche émérite au CNRS

Taoufik Souami est algérien, formé dans des universités françaises et enseignant-chercheur à l'Institut Français d'Urbanisme (IFU - Paris). Le livre qu'il publie ici et qui porte sur l'histoire coloniale et post-coloniale des villes sahariennes de son pays, est organisé autour de cette idée que, à l'échelle de la longue durée, les propositions et les décisions d'urbanisme et de développement urbain les plus officielles, les plus institutionnalisées, celles mises en place par les pouvoirs publics - d'abord militaires, puis civils (ce que l'auteur appelle "les institutions") - n'ont eu d'efficace que si ces dernières ont appris à composer avec une toute autre manière de construire la ville qui, elle, fait une place essentielle au temps, à la tradition, aux habitants et à leurs représentants et qu'il nomme "autoconstruction". Peut-être en est-il de la ville comme de toute innovation ? Tantôt elle procède par grandes ruptures spectaculaires, largement institutionnalisées, tantôt au contraire - probablement le plus souvent - l'innovation dans les idées chemine insensiblement, par petites touches discrètes, par capillarité.

Partant de l'idée que la conjonction de ces deux formes de production de la ville - la forme planifiée mise en place dans des jeux institutionnels, et la forme autonome et incrémentale proposée dans les expériences d'autoconstruction, d'économie informelle ou d'architecture vernaculaire - n'est pas le seul apanage des pays colonisés ou dominés et qu'elle concerne autant les pays dits développés, T. Souami remet ainsi en question cet à priori un peu trop fréquemment répandu selon lequel les situations de domination coloniale vont toujours de pair avec une position autoritaire des institutions en matière d'urbanisme et de planification. Il pense au contraire que, même dans les situations les plus coloniales et les plus totalitaires, les pouvoirs officiels ont toujours dû composer et négocier avec de l'espace local et du territoire. Il y a nécessairement eu "co-production" entre les deux formes. En d'autres termes, rien de tel qu'une société locale forte, chargée de culture, d'intermédiaires, de représentants et de tiers, pour faire du bon urbanisme ! Et même si la colonisation a progressivement miné toute cette force médiane, tout ce jeu de l'entre-deux entre les autorités centrales et le local, il faut bien un jour que ces autorités finissent par admettre l'importance que représente le

territoire pour valider leur action ! Co-production donc entre "institutionnel" et "autoconstruit", imbrication permanente entre "aménagement" du territoire et son "ménagement", tel est le fil conducteur d'un travail historique où l'auteur se sert essentiellement du discours des colonisateurs (officiers du génie, officiers des affaires indigènes, ingénieurs et hommes politiques), puis après l'indépendance du discours des autorités algériennes, pour délimiter trois grandes périodes.

Première période (1880/1930), sans doute l'une des plus intéressante parce que marquée par les discours et l'action d'un certain nombre d'administrateurs sahariens hors du commun (Lyautey, Laperrine, Foucauld...), par la prédominance de la culture orale sur la culture écrite et par l'omniprésence d'une sorte de tiers - l'officier des affaires indigènes - essentiel à la société coloniale dans la mesure où, en situation totalement nouvelle et expérimentale, il ne peut jouer des outils conventionnels de la relation au monde local qu'il a connus dans son territoire d'origine et qui pour lui sont ici inopérants. L'auteur peut donc qualifier cette période de fondatrice, dans la mesure où s'y opère progressivement une construction du dispositif institutionnel liée à sa capacité à créer une image de l'autre par laquelle il peut s'identifier. Autrui, l'indigène, le saharien est certes pour l'officier des affaires indigènes un personnage dominé, exploité, mais en même temps il est un sujet actif, un acteur de plein droit avec lequel il doit composer, tantôt ruser, esquiver, menacer, contraindre, mais toujours négocier. Pour ce genre d'officier l'indigène est non seulement celui qui construit sa propre histoire, mais en même temps il construit un peu la nôtre. Ainsi en est-il de l'empire colonial, version Lyautéy.

Seconde période (1930-1957) : la co-production entre institutionnels et autoconstruction est certes toujours à l'ordre du jour, mais elle est particulièrement affaiblie dans un contexte général de pacification et de normalisation à l'échelle de l'Algérie, de montée des modèles métropolitains de gestion locale (influence croissante des administrateurs civils, des ponts et chaussées, des architectes-voyers,...), de routinisation des conduites, d'affaiblissement du corps des officiers des affaires indigènes, ainsi que de difficulté croissante de mise en place des réseaux d'interlocuteurs indigènes.

Troisième période enfin (de 1957 à 1980, guerre d'Algérie puis période d'indépendance), la plus tâtonnante, celle où la notion d'autoconstruction tend à disparaître soit par isolement, c'est-à-dire sa mise à l'écart par rapport aux espaces institutionnalisés, soit par occultation - au fur et à mesure que la figure de l'indigent, du pauvre, tend à se substituer à celle de l'indigène - et où

donc l'idée de co-production entre institutionnels et autoconstruction devient de plus en plus problématique, car les modes d'identification, de construction de soi par reconnaissance de l'autre mis en place dans les périodes antérieures sont devenus caducs ; ce qui n'est pas sans poser de graves problèmes, tant aux autorités coloniales qu'ensuite aux autorités de l'Algérie indépendante.

Voici donc, brièvement résumée une thèse qui m'intéresse non seulement dans son contenu mais aussi, à un niveau plus personnel, par le fait que j'ai été de ces scientifiques dont l'auteur parle dans la troisième partie de son ouvrage et qui ont alors joué un certain rôle dans les institutions de l'époque (guerre d'Algérie et coopération auprès du nouvel Etat indépendant). Avant même l'indépendance (dans le cadre du plan de Constantine mis en place en Algérie par De Gaulle à son arrivée au pouvoir en 1958) j'avais été à l'origine d'une opération dans un bidonville d'Alger (l'Oued Ouchaïa) qui, dans l'intention de réagir contre les institutionnels de l'époque pour qui la ZUP était le nec plus ultra de l'aménagement (et de l'Algérie française), cherchait au contraire à valoriser la capacité autoconstructrice qu'il y avait chez les nouveaux immigrants chassés de leur campagne par la guerre. Je pensais à l'époque que non seulement la politique des ZUP pratiquée par la Caisse des Dépôts et Consignations de l'époque n'était pas à l'échelle du phénomène migratoire, mais que par ailleurs il n'y avait aucune chance de résoudre les problèmes du bidonville sans un minimum de participation de ceux qui les vivaient et de leurs représentants.

Cette expérience à la fois audacieuse et modeste, qui d'une certaine façon vient contredire en partie les tendances abstraites et normalisantes, le théorisme dénonciateur que T. Souami prête aux intellectuels de l'époque, leur incapacité au travail de terrain, me semble en même temps plaider en faveur de son audace concernant la chronologie. Il faut bien voir qu'en situant la dernière période de son histoire à cheval entre la fin de la guerre coloniale et celle de l'indépendance, celui-ci transgresse une règle suivie par grand nombre d'historiens qui le précédent et pour qui 1962 (l'année de l'indépendance) marque une rupture décisive entre le bon et le mauvais urbanisme. Or l'histoire telle qu'il la raconte présente pour moi l'avantage d'accorder un minimum d'existence à des expériences comme celles dont il vient d'être question, et qui le plus souvent ont été gommées de la mémoire officielle, parce que poursuivies et souvent exaltées au début de l'indépendance (parfois même déviées de leur sens initial, comme ce fut le cas de l'Oued Ouchaïa), elles avaient eu le tort d'être conçues pendant la période coloniale. J'ai découvert en lisant Taoufik Souami qu'il y avait une

certaine manière de construire et de déconstruire l'histoire par laquelle, même en ses moments les plus noirs, il y avait place pour ces "inventeurs oubliés", ces "précurseurs anonymes" dont parle Philippe Dard<sup>1</sup> et qui sont de tous les temps et de toutes les époques. Il est bien d'autres raisons pour lesquelles je recommande la lecture de Taoufik Souami. La première, certes d'un intérêt secondaire dans sa réflexion, mais je crois d'un grand apport pour le lecteur français, réside dans l'importance qu'il accorde à un personnage généralement absent de l'histoire coloniale : l'ingénieur. En mettant le projecteur sur ce personnage, l'auteur nous suggère combien les pratiques techniques sont inhérentes à l'acte de coloniser et combien, probablement parce qu'il agit sur un terrain qu'il pense plus ou moins vierge, l'ingénieur est en mesure de donner libre cours à son imagination et à son esprit de conquête. Qu'il soit militaire ou civil, celui-ci nous est ici décrit comme expérimentateur d'un certain nombre de transformations et d'innovations techniques (dans des domaines tels que par exemple la mécanique des sols, la construction de routes et de barrages, l'hydraulique, l'urbanisme, la planification régionale,...) qui vont ensuite faire retour et avoir un rôle essentiel sur le territoire métropolitain<sup>2</sup>. Je pense d'ailleurs que les sciences humaines n'ont pas été étrangères à ce vaste phénomène d'apprentissage et de retour de colonie. Par expérience personnelle, je sais que le Plan de Constantine dont il a été question précédemment et les expériences antérieures dont il s'est inspiré (Lyautey au Maroc dans les années vingt, et le rôle d'un mouvement qui s'appelait "Musée Social" et qui coordonnait architectes, ingénieurs, démographes et sociologues dans cette aventure), a mobilisé pour la première fois de leur histoire à grande échelle, dans les bagages des ingénieurs des ponts et des énarques dont elles étaient les commanditaires, des disciplines - essentiellement la sociologie, la psychologie, l'économie (la géographie et l'ethnologie ayant eu un rôle très antérieur dans la colonisation) - qui jusqu'alors n'étaient jamais sorties de leur cocon universitaire<sup>3</sup>. Même si l'histoire qui nous est ici contée se cantonne dans une période et sur des territoires bien précis, et qu'elle se hasarde rarement à jeter des passerelles avec des phénomènes qui nous sont plus proches dans l'espace et dans le temps (et qui, inévitablement, jouent le rôle de prisme au travers duquel nous appréhendons le passé) il n'en est pas moins vrai que le moment colonial nous apparaît aujourd'hui, avec le recul du temps, comme l'un des degrés zéro de notre éthos techniciste. Ainsi existe-t-il un lien évident entre la frontalité générale des méthodes coloniales et la faculté qu'elle accorde aux techniciens d'expérimenter et d'innover.

Dans un article récent, un sociologue anglais (Peter Miller), se servant des concepts foucauldien pour désigner les transformations qui se produisirent dans les institutions lors de la colonisation de l'Amérique par les Espagnols et les Portugais, parle de "gouvernement" ou de "gouvernementalité à distance" par les ingénieurs. Toutes proportions gardées, les entreprises qui eurent à connaître l'expérience saharienne, confinées dans le huis-clos du désert, eurent à faire ce genre d'apprentissage qui consiste à transporter un matériel important à grande distance, à recruter dans tous les corps de métier, à résoudre le problème du logement dans l'itinérance des grands chapiteaux et des cités de roulottes, à créer de toutes pièces une organisation sociale d'autant plus nécessaire que les hommes étaient coupés de leurs bases-arrières. Bref, à pratiquer des méthodes qui, à bien des égards, ressemblaient aux entreprises et aux camps militaires.

L'intérêt de ce genre de réflexion est de nous montrer combien la colonie, dans le cas français, mais aussi dans bien d'autres cas<sup>4</sup>, a été le lieu où se sont interpenétrées valeurs de guerre et valeurs de paix, ingénierie militaire et ingénierie civile. Les exemples de cette interpénétration où, par la création de l'état d'urgence l'économie de guerre fait irruption au coeur des situations de paix, sont innombrables dans l'ouvrage de Taoufik Souami.

Il est enfin un autre thème sur lequel j'aimerais dire quelques mots et qui certainement a beaucoup à voir avec la manière dont Taoufik Souami traite de la question des interférences entre "institution" et "autoconstruction". Je crois que l'intérêt qu'il porte à cette question de l'intermédiaire et de l'entre-deux est intimement liée à la position-même de son regard. Algérien, profondément identifié à son pays, mais en même temps formé à la française, immergé dans le seul matériau dont il dispose pour approcher la réalité de son pays - à savoir les discours les plus officiels de l'administrateur et de l'ingénieur colonial - l'auteur est particulièrement bien placé pour jeter un regard neuf sur les espaces d'inter-relations, sur les entre-temps et les entre-lieux de mondes qui d'habitude nous sont décrits comme des mondes séparés, voire même incommunicables : le monde de l'indigène et celui de la colonie, le monde de la guerre et celui de la paix, celui de l'auto-production et celui de l'institution, le monde enfin du "communitas" et celui du "societas". L'intérêt me semble-t-il de cette position courageuse et très souvent inconfortable du "passeur" (mais aussi de celui que l'on qualifie très souvent de "traître", et que l'on peut très bien fusiller en temps de guerre) est qu'elle donne à voir des territoires de la production et de la vie sociale dont la caractéristique est de jouer d'autant plus comme différentiels, comme producteurs, comme

accumulateurs de sens, comme "instituant" qu'ils sont mis à l'ombre, hors de la portée du regard. "Interstitiels instituant", pourrait-on dire, car ce sont des lieux où s'opère toute l'alchimie des groupes en formation et qui sont en même temps refoulés en permanence par les institutions.

Et en ce sens, la pensée de Taoufik Souami me fait penser à celle d'un Georg Simmel, ce sociologue allemand du début du vingtième siècle qui, à la différence de Dürkheim son contemporain, plutôt que de porter son attention sur les faits établis, les sociétés constituées, les "institutions", avait mis tout son intérêt à connaître ce tissu conjonctif d'objets, de rites, d'interrelations et de rythmes apparemment anodins et pourtant essentiels d'une société en construction, et qui lui font dire que la vie sociale, les phénomènes de socialisation, se forment, se font et se défont dans les frontières, dans les entre-deux. D'où l'importance que prennent alors tous ces personnages transfrontaliers, tous ces "marginiaux sécant"<sup>5</sup> pour qui le savoir-faire relationnel, le savoir de position - c'est-à-dire ce que l'on a besoin de savoir pour instruire l'action dans laquelle on est engagé et qui n'a pas grand chose à voir avec le savoir classificatoire et désignatif de la sociologie savante - est essentiel. Comme pour Simmel, le monde de Taoufik Souami est peuplé de tiers : tiers inclus et tiers exclus, dont l'officier des affaires indigènes est une des figures les plus éminentes, mais aussi le sociologue, dont la tâche actuelle est de construire une réalité dont il est partiellement le révélateur (le maïeuticien). T. Souami insiste beaucoup sur le mot construction pour parler de ces entités (les institutions et les phénomènes d'autoconstruction) qui ne peuvent exister qu'en se réalisant dans le regard de l'autre. Je crois comme lui que la sociologie, en tant que médiation, passage, est aussi une sorte de construction.

## Introduction

<sup>1</sup> Philippe Dard, "Quand l'énergie se domestique....", Plan Construction, 1986, 175 p.

<sup>2</sup> Dione M., "Les enjeux des politiques et les techniques des travaux publics en Afrique du Nord (1939-1962). Contribution à l'histoire de la colonisation française en Afrique du Nord", doctorat en Urbanisme, Paris VIII, 1995, 545 p. J'ai largement commenté ce texte dans l'ouvrage: Gariépy M., Marié M. (ss la dir. ) : "Ces réseaux qui nous gouvernent", l'Harmattan, pp. 217- 230, 1997.

<sup>3</sup> Marié M., "Les terres et les mots", Méridiens-Klicksleck, 1989, 214 p.

<sup>4</sup> Et là il serait particulièrement intéressant de mettre en comparaison les modèles de valeurs qui ont présidé à la colonisation à la française et ceux de la colonisation à l'anglo-saxonne pour qui les rapports entre l'institutionnel et l'auto-produit ont été très différents.

<sup>5</sup> Sur ce thème : Deffontaines J-P et Prod'homme J-P, *Territoires et acteurs du développement local. De nouveaux lieux de démocratie*, éd. de l'Aube, 179 p., 2001 - Marié M., *Les paradoxes de la recherche-action, ou le savoir nomade*, in Mutations économiques et urbanisation, Plan Urbain, Documentation Française éd., déc. 1993.

Dans cet ouvrage, la fabrication des villes contemporaines et son analyse nous emmènent dans une exploration de l'histoire coloniale et post-coloniale des villes sahariennes. Ces villes et leur histoire apportent un éclairage nouveau et saisissant sur les problèmes et les doutes qui préoccupent aujourd'hui les responsables politiques et techniques des villes, en particulier face aux populations qui s'opposent à leurs décisions et auto-produisent leur part de l'urbain : auto-construction, économie informelle, quartiers irréguliers, création de zones résidentielles réservées, privatisation de villes nouvelles, etc. Durant plus d'un siècle, les villes du Sud algérien ont connu des formes similaires de production « non-institutionnelle » de l'espace, des conflits comparables et surtout des tentatives de coordination édifiantes.

Depuis quelques années, la question du « non institutionnel » est posée au-delà des seules régions en voie de développement. Ce regain d'intérêt pour « l'informel » dans les pays développés, donne à l'histoire urbaine saharienne une toute nouvelle signification.

Dans « *La ville globale* »<sup>1</sup> par exemple, S. Sassen souligne le rôle du secteur informel au sein des mégapoles mondiales les plus avancées (Londres, New York, Tokyo) ; décrivant la région parisienne, H. Hatzfeld<sup>2</sup> insiste sur l'insertion des populations « marginalisées » dans les réseaux parallèles de l'économie urbaine<sup>3</sup>. Ce regain d'attention porté à cette problématique procède d'une remise en cause de l'urbanisme et de la production institutionnelle de la ville, mais plus globalement d'une crise sociétale profonde : les régulations sociales et les formes de redistribution économique fondées sur un modèle salarial paraissent en fin de cycle et vivent une récession structurelle. Ainsi, en mettant à mal les repères et les fonctionnements sociaux traditionnels, le passage vers un monde post-fordiste ébranle la production conventionnelle de l'espace. L'urbanisme, institué sur l'idée d'intérêt général et donc sur l'existence, au sein de la population, d'une majorité homogène, voit celle-ci perdre de sa consistance. La planification urbaine qui s'adresse à la « masse » et participe, en même temps, à sa constitution par la normalisation des comportements, n'a plus de prise sur la réalité. Les interventions urbanistiques qui calibrent leurs normes et leurs outils sur le mode de vie

des classes moyennes, supposées majoritaires, perdent toute efficacité et toute validité sociale ou économique. Si, par le passé, le système salarial a participé à former ces classes moyennes et à les structurer, la crise qu'il traverse actuellement fragilise leurs bases et remet en cause leur construction en une « masse homogène » ou en une « majorité statistique ». De la sorte, l'urbanisme perd l'objet premier de son action et se trouve privé d'un élément essentiel pour sa validation.<sup>4</sup> Des franges entières de la société expriment alors des velléités pour prendre directement en charge la fabrication de leur espace. Parmi celles-ci, on trouve les populations marginales qui ne font plus l'exception ; des couches moins défavorisées les rejoignent progressivement en refusant de participer aux projets d'intérêt général et à la planification (aversion contre les projets publics, rejet des expropriations et des impôts locaux...). Certains habitants (plus aisés) prennent des voies radicales et créent des « villes privées » (« gated communities » aux États-Unis et au Canada, groupe résidentiel exclusif en France comme en Europe)<sup>5</sup>. Ainsi, le Nord rejoint le Sud par la nature et l'acuité des questions qui lui sont posées ; et le Sud s'interroge plus qu'avant sur son devenir, dans la mesure où l'espoir d'intégrer le modèle occidental (salarial) ne constitue plus une solution à ses problèmes. Les modes « non institutionnels » de production de la ville, regagnant l'attention scientifique et médiatique, mettent en exergue la crise des procédés officiels. Plus fondamentalement, ils suscitent des inquiétudes d'éclatement social et de fragmentation spatiale.<sup>6</sup>

Ces enjeux urbanistiques et sociétaux provoquent une plus grande crispation des opérationnels et une certaine paralysie des chercheurs sur la question<sup>7</sup>. À la fin des années 1990, les recherches sur le sujet étaient nombreuses mais elles reproduisaient le même constat qu'au début des

<sup>1</sup> Sassen (S.), *The global city : New York, London, Tokyo*, Princeton University Press, 1991.

<sup>2</sup> Hatzfeld (H.), Hatzfeld (M.), Ringart (N.), « La ville travaille la question de l'emploi dans les interstices », in : *Les annales de la recherche urbaine*, n° 76, septembre 1997, pp. 11-19.

<sup>3</sup> Pour une vue plus globale de l'informalité en France, voir aussi : Mozere (L.), *Informalité sans protection. Une lecture de travaux relatifs à l'économie informelle*, CERFISE-Plan Urbain, 1997.

<sup>4</sup> Voir notamment : Martinand (Claude), Landrieu (Josée) (s. dir.), *L'aménagement en questions*, Ed. DAEL-ADEF, 1996, 342 p. ; Coll., *Sécuriser l'urbanisme*, (Pref. J.-P. Lacaze), Ed. ADEF, 1997, 181 p. ; Genestier (Philippe) (ed.), *Vers un nouvel urbanisme. Faire la ville, comment ? Pour qui ?* Actes de la journée APERAU, Institut Français d'Urbanisme, 1992, La Documentation française, 1996, 275 p.

<sup>5</sup> Perouse (Jean-François), « Istanbul cernée par les cités privées », in : *Urbanisme*, n° 324, mai-juin 2002, pp. 26-31 ; Goueff (Sylvie), « Var : une ségrégation de luxe », in : *Urbanisme*, n° 323, mars-avril 2002, pp. 62-64 ; Le Goix (Renaud), « Les communautés fermées dans les villes des États-Unis. Aspects géographiques d'une sécession urbaine », in : *Espace géographique* tome 30, n°1, 2001, pp. 81-93.

<sup>6</sup> Navez-Bouchanine (F.), *La fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?*, L'Harmattan, 2002, 411 p.

<sup>7</sup> Souami (T.), *La crise de l'urbanisme, et après...*, ministère de l'Équipement, Plan Urbain, 1998, 60 p.

### 1- Rompre avec la démarche évaluative et élargir le champ d'observation.

L'histoire des villes du Sud algérien nous amène à rompre avec la démarche évaluative pour traiter des coordinations et des conflits urbains. Cette démarche pré-orientée l'analyse et inhibe la lecture. En effet, doit-on réellement considérer les interventions officielles aux apparences les plus « normalisatrices » comme des non-relations ? La mise à l'écart par l'institutionnel des espaces informels, n'est-elle pas en soi une approche particulière dont il faudrait considérer plus globalement les origines et les conséquences ? Les évaluations sont souvent empreintes d'un modèle particulier de la relation entre les institutions officielles, conduites par les élites dirigeantes, et les populations auto-productrices, représentant la masse sociale. Dans ce schéma, se redessine la relation qui lie le « pouvoir » et le « peuple ». Une coupure entre ce « pouvoir » et une partie du « peuple » semble, alors, contredire nos principes « démocratiques » et « égalitaires » ; et on s'empresse d'y voir des dérives injustes, voire dictatoriales.

### 2- Considérer la longue durée.

L'histoire des villes sahariennes rend indispensable le fait de porter un regard sur les processus de constitution des relations entre les modes de production de la ville dans la longue durée. Les études qui en ont ponctuellement rendu compte, en produisant une information fragmentaire ; elles n'offrent pas la perspective d'une analyse systématique et globale. Que peut-on conclure de l'expérience de tel organisme public ou de tel autre maire ? Surtout si elles ne durent que deux ou trois années et si, en définitive, elles servent, dans les recherches, à mettre encore en lumière la systématique des interventions institutionnelles et leur incapacité à trouver les chemins de « l'adéquation ».

### 3- Lire la constitution des coordinations dans leur quotidienneté.

Nous envisageons dans cet ouvrage une construction empirique (non plus théorique) des formes que peut prendre une démarche de coordination des modes de production de la ville ; l'objectif étant de dépasser la description des pratiques et des expériences innovantes en la matière, pour en lire le processus de constitution. Les études présentées à ce jour ont réalisé de précieux répertoires d'expériences<sup>13</sup>. Souvent occupées à décrire et à

<sup>13</sup> Voir à titre d'exemple : « Projet Coraux. Vers un réseau européen multiculturel pour le respect du droit d'habiter », *Dialogue et document pour le progrès de l'homme* n° 59, Fondation pour le progrès de l'homme, 92 p., s.d. (1997) ; « 150 fiches pour des dynamiques et des idées en matière de politique de logement en milieu urbain », *Dialogues et documents pour le progrès de l'homme* n° 57, Fondation pour le progrès de l'homme, 277 p., s.d. (1995).

démontrer l'existence de ces pratiques innovantes<sup>14</sup>, les recherches passées évoquent trop brièvement les conditions dans lesquelles ces pratiques ont été construites, les compétences et les logiques doctrinales ou professionnelles des acteurs qui y ont participé mais, plus encore, le processus qui décrit leur formation. Ce processus est, en effet, trop souvent escamoté par le résultat (les montages de projet) et sous-estimé car porté par des actions et des acteurs dont beaucoup d'entre eux sont individuellement peu influents. Bref, une grande part de ce qui compose le processus paraît trop factuel pour faire l'objet d'une lecture scientifique, trop spécifique et ponctuel pour receler des éléments structurants. Pourtant, ces élaborations lentes des interactions, ces hésitations au quotidien, ces négociations rapides sur des détails de procédures ou ces accords tacites jamais écrits et souvent changés, constituent l'essentiel du processus. C'est donc en leur sein que nous décelons les éléments d'une comparaison et d'une réflexion transversale capable de mettre au jour la démarche de construction des « coordinations ».<sup>15</sup>

## Le sens de l'observation et ses mots

En posant la question des démarches adoptées par l'institutionnel<sup>16</sup> pour approcher l'autoproduction de l'espace, nous prenons le parti méthodologique de nous situer clairement au sein de cet institutionnel et d'adopter sciemment son point de vue sur la réalité<sup>17</sup>. Nous nous positionnons délibérément au cœur du fonctionnement institutionnel pour le lire, non pas en le confrontant à la réalité du moment mais en l'analysant à la lumière de sa réalité, celle qu'il construit en fonction de ses logiques et de ses représentations.

Notre questionnement se fonde ainsi sur une construction préalable des faits et des événements. Cette construction est d'origine institutionnelle et ne correspond que partiellement aux situations réelles. Elle est articulée autour de trois catégories : l'institutionnel, l'autoproduction et la co-production.<sup>18</sup>

<sup>14</sup> Pratiques ouvrant sur l'interaction des modes et dépassant l'uniformisation que laisse penser la prégnance des modèles internationaux.

<sup>15</sup> Celles-ci exigent, en effet, une redéfinition et une réadaptation continues des termes des actions urbaines et des procédures de leur élaboration.

<sup>16</sup> Nous définissons ce terme plus bas, il désigne l'ensemble des organismes publics et des responsables officiels.

<sup>17</sup> Cette double position de l'auteur, à la fois conseiller latent et observateur actif, devait être explicitée et non escamotée au risque de ne pas en percevoir les conséquences sur l'analyse.

<sup>18</sup> Chacune de ces catégories est un idéal-type ; c'est-à-dire qu'elle constitue « un tableau de pensées » qui, empiriquement, n'existe pas. En partie fondé sur des faits réels, c'est un

année 1960<sup>8</sup> : face à ces productions urbaines irrégulières ou informelles, les institutions officielles tentent sans cesse de se bâtir une position dominante de façon à regagner une autorité perdue. Conséquence, elles procèdent toujours d'une manière *systématique, brutale, inefficace, inadaptée...* et selon une doctrine préétablie dans les hautes sphères de la décision<sup>9</sup>. Les approches officielles les plus favorables, dans leurs intentions, à la prise en charge et à la prise en compte de l'autoproduction<sup>10</sup>, s'avèrent sur le terrain globalement contre-productives. Elles aboutissent souvent à l'opposé de leurs objectifs : rejet des populations défavorisées, mise à l'écart des quartiers spontanés ou des villes privées, création accrue de lieux d'illégalité, imposition de formes et de procédures exogènes, mise à la norme, coercition sociale... Le bilan semble inchangé depuis trente ans malgré l'apport de nombreuses recherches<sup>11</sup> et d'innombrables expérimentations opérationnelles<sup>12</sup>. Ces recherches ne parviennent pas toujours à rompre avec cette grille d'analyse évaluative de l'action officielle, car elles sont souvent centrées

sur les dimensions autoritaires pour les démonter et parfois les désamorcer. D'où les questions :

Est-ce qu'une position réputée de domination comme celle des responsables politiques et techniques des villes, conduit nécessairement à des actions unilatérales et autoritaires ? Cette position est-elle nécessairement productrice de conflits entre un « pouvoir » dit « dominant » et une « population » systématiquement acculée à la résistance ? Cette position est-elle structurellement contradictoire avec la construction de coordination ?

L'histoire des villes sahariennes nous incite à penser le contraire (à répondre en négatif). En effet, durant près d'un siècle, les responsables qui s'y sont succédés, ont bénéficié de pouvoirs importants octroyés par le gouvernement militaire colonial puis par l'État nationaliste algérien. Malgré des prérogatives parfois très étendues, ces responsables n'ont pas toujours aménagé les territoires du Sud en écartant les habitants et en ignorant leurs fabrications urbaines. Ils ont régulièrement tenté de traiter les conflits et de construire des coordinations avec les formes « non-institutionnelles » de production de la ville. L'histoire des villes sahariennes nous offre ainsi l'opportunité de dépasser l'approche duelle et d'affiner l'analyse des situations. Dans les villes du Sahara, les coordinations d'actions urbaines paraissent plus visibles et surtout leur absence ne se satisfait pas de l'autoritarisme comme explication. En d'autres termes, au lieu de concentrer notre regard sur les opérations les plus réductrices et les plus brutales pour confirmer leur inadéquation, nous abordons plutôt des exemples où les tentatives de mise en relation entre institutionnel et non-institutionnel semblent plus claires.

Nous posons ainsi le processus de mise en relation entre production institutionnelle et production « irrégulière » de la ville, comme objet de réflexion en soi et comme centre des interrogations : à quelles conditions et dans quelles conditions des organismes institutionnels construisent-ils des coopérations ou des coordinations avec l'autoproduction ? De quelle manière peuvent-ils construire une telle démarche ?

L'histoire des villes du Sud met particulièrement en évidence ces exemples car elle met l'observateur en situation de décalage (au sens quasi photographique du terme) et l'invite à porter un autre regard sur les situations. L'observateur découvre alors ce qui était invisible car trop petit, trop furtif ou trop étalé dans le temps pour être perçu. Ces décalages sont donc non seulement géographiques, mais aussi temporels et méthodologiques. Dans cet ouvrage et dans notre démarche, trois de ces décalages sont décisifs.

<sup>8</sup> Voir par exemple : Buregess (R.), « Petty commodity housing of dweller control? a critique of John Turner's views on housing policy », in : *World Development* n°6, 1978, pp. 1105-1134 ; Drummond (D.), *Architectes des favelas*, Dunod, 1981, 112 p. ; Ward (P.) (ed.), *Self-Help Housing a Critique*, Masell Publishing Limited, Alexandrine Press, 1982, 291 p. ; ABAC, CPU, *Les ensembles de logements à développement progressif à Bogota* (Colombie), Plan Construction et Habitat, MELT, 1985, 242 p. ; Bahi (H.), El Malti (M.), Guerraoui (F.), Hamdouni-Alami (M.), *Habitat clandestin au Maroc*, Rabat, CNCPRST - ENA, 1986 ; Toussaint (J.-Y.), *Architecte-urbaniste en Algérie, un fragment de la crise algérienne*, Thèse de doctorat, Université de Paris-X-Nanterre, 1992, 675 p. ; Navez-Bouchanine (F.), *Habiter la ville marocaine*, Ed. L'Harmattan, Gaetan Morin éditeur, 1997, 352 p.

<sup>9</sup> Voir en introduction de notre thèse l'analyse détaillée de ces travaux, de leurs apports et de leurs limites : Souami (T.), *L'institutionnel face à l'espace autoproduit. Histories d'une possible co-production de la ville*, Institut Français d'Urbanisme - Université de Paris-8, 1999, 734 p.

<sup>10</sup> Ces exemples en particulier abordés dans : Durand-Lasserve (A.), *Régularisation et intégration des quartiers irréguliers, Leçons d'expériences en Afrique, dans les États arabes, en Asie et en Amérique latine*, PGU, février 1996, 88 p. ; INTERURBA, *Villes en développement, L'intégration des quartiers irréguliers. Un état du débat en Asie et en Amérique latine, Pratiques urbaines n°12*, janvier 1995, 127 p.

<sup>11</sup> Coquery-Vidrovitch (C.) (dir.), *Tiers-monde : l'informel en question*, L'Harmattan, 1991 ; Lautier (B.), *L'économie informelle dans le Tiers-monde*, La Découverte, 1995 ; Amselle (J.-L.), *Logiques mélangées. Antikropolgie de l'identité en Afrique et ailleurs*, Paris, Payot, 1990 ; BERRY-CHIKHAOU (Isabelle) dir., DEBOULET (Agnes) dir., *Les compétences des citadins dans le monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, ed. Karthala, 2000, 406 p.

<sup>12</sup> Voir par exemple : Réseau Habitat Urbain, *Aménagements en quartiers spontanés africains*, Agence de la Coopération Culturelle et Technique, IUP, 1986, 304 p. ; Bisilliat (J.), *La construction populaire au Brésil. Une expérience à Sao Paulo*, Karthala-ORSTOM, 1995, 174 p. ; Bilvar (T.), « Construction et reconnaissance des barrios urbains du Venezuela », in : *Les annales de la recherche urbaine*, n° 66, mars 1995, pp. 81-86.

Les années 1930 annoncent une seconde période. Elles marquent un moment particulier dans l'organisation de l'institutionnel et donc dans ses relations avec l'autoproduit. De 1929 à 1933, plusieurs événements concourent à ce changement :

- la pacification définitive de la région (1929) ;
- l'introduction d'administrateurs civils aux côtés des militaires pour la gestion des centres urbains (1931-1933) ;
- la participation des ponts-et-chaussées aux projets en collaboration avec les services du génie militaire (la décision d'introduire les architectes-voyers est prise en 1924 et exécutée à partir de 1929) ;
- le transfert du chef-lieu des territoires du Sud-Ouest d'Ain Sefra vers Colomb-Béchar qui correspond à un changement de modèle-type (de la petite ville associée à un ksar, on passe à une agglomération aux grandes ambitions et à la forte croissance, 1930-1933) ;
- une prise de conscience des effets induits de la présence française sur les populations et leurs organisations sociales ;
- la recherche accrue de l'administration directe.

Avant ces années charnières (1929-1932), l'institutionnel « découvrait » les indigènes et l'autoproduction puis il construisait une doctrine pour gérer sa relation avec eux comme individus différents et agissant suivant un mode de structuration de l'espace spécifique. L'époque postérieure à 1930 connaît, elle, une première remise en cause de cette doctrine et de ses stratégies face aux transformations des sociétés sahariennes et au changement du contexte administratif et politique français.

En 1957, la troisième période débute. Le statut particulier des *Territoires du Sud* est réformé pour en constituer des départements similaires, dans leurs principes, à ceux du Nord algérien ou de la Métropole. Leurs habitants devenaient des citoyens de plein droit et étaient alors considérés comme partie intégrante de la société globale, donc incorporés, selon la nouvelle doctrine, dans l'institutionnel. Partant de là, l'approche de l'autoproduction est différente, prise entre un préalable théorique niant son existence et une pratique des plans et des programmes d'urbanisme confrontée à sa concrétude sur le terrain.

Entre 1979 et 1984, des changements intervenus dans l'approche des habitants et de leur espace, enclenchent la quatrième période :

- début de l'ouverture économique avec le changement des responsables politiques (mort de Houari Boumediène et élection de Chadli Benjedid, 1979-1980) ;
- réforme de la gestion socialiste des entreprises et des organismes publics ;
- promulgation des premiers textes sur la réglementation de l'urbanisme et de la construction (1982) ;

- levée du monopole public sur la gestion foncière, constitution des agences foncières, rétablissement des droits de la propriété privée ;
- premières actions de « déguerpissement » des bidonvilles (1983).

Ainsi, de 1957 aux premières années de la décennie 1980, l'institutionnel se présente comme mode de production dominant, considérant l'autoproduction comme une réminiscence de procédés traditionnels et comme réponse à ses propres déficits quantitatifs. L'époque qui suit (1980-1997), voit la définition d'une nouvelle politique de l'habitat en Algérie établie sur le principe d'auto-construction. Celle-ci constitue une tentative de récupération et de réintégration de l'autoproduction sur la base d'une même doctrine œuvrant pour l'adhésion générale des populations aux modèles institutionnels.

Chaque époque est traitée dans une partie de cet ouvrage. Nous en analysons à chaque fois le cadre politique, administratif et juridique global, en restituant le regard porté sur les populations et en reconstituant les doctrines d'action qui leur étaient destinées. Nous procédons ensuite, et pour toutes les époques, à l'étude des relations que l'institutionnel a construites avec l'autoproduction de l'espace : leurs constitutions, leurs variations, leur régularité, leurs principes de fonctionnement, leurs acteurs, leur organisation en méthode particulière ou pas. La dernière période a été écartée de cette version de notre travail. Le lecteur pourra se reporter à la version intégrale de la thèse ainsi qu'aux ouvrages parus sur les politiques d'habitat et d'urbanisme en Algérie au cours des années 1980 et 1990<sup>25</sup>.



<sup>25</sup> Dans le corps du texte, quand nous utilisons des dates précises comme 1930 et 1980 pour désigner ces intervalles de temps particuliers, nous en réduisons, abusivement, la réalité pour en faire un repère et pour souligner leur statut : une « période » charnière faite de transformations nombreuses et rapides.

### L'institutionnel

Nous ne reprenons pas ici, la notion d'« institution » dans son sens le plus large (institutions familiales, religieuses, économiques... ou institution du mariage, de la filiation, de la propriété...). Les sociologies accordent à ce terme une signification qui dépasse largement la nôtre<sup>19</sup>. Nous nous référons plus particulièrement à celles des durkemiens<sup>20</sup> : les institutions constituent un système de normes qui cristallisent des représentations, des comportements et des rapports humains pour les porter aux statuts de généralité et de systématisme. Elles assureraient ainsi la régularité et la stabilité dans les relations sociales en favorisant la confiance et en offrant un repère originel dont la transformation serait alors possible.

Dans cette définition, seules les agences de la société qui sont nommément désignées comme institutions pour contrôler le respect de ces systèmes de normes, nous intéressent. Ainsi, pour différencier notre définition de celle, plus large, des sociologies, nous regroupons ces agences (ces institutions) sous le vocable « l'institutionnel ». Transformer l'adjectif en substantif, ne procède pas de la figure de style ou de l'invention linguistique gratuite. Ce néologisme, si tant est qu'il en soit un, en permettant de distinguer les « agences » des systèmes sociétaux, les caractérise et renvoie à ce qu'ils sont : ces agences ne se suffisent pas du qualificatif institutionnel, elles incarnent totalement les processus sociaux producteurs de normes et de régulations, elles se substituent à ces dernières dans une large mesure. Par « l'institutionnel », nous entendons l'ensemble des organismes qui, constitués à l'origine par la société comme mise en forme des systèmes normatifs, comme cadre à leur organisation et comme garant de leur perpétuation (comme aboutissement de leur cristallisation), finissent par ne plus en tirer leur qualification (qualité et homologation) uniquement pour en subtiliser le rôle et donc le nom. Ces organismes sont alors acteurs car producteurs des normes dont ils présupposent la généralité ou imposent la systématisme. Substantiver le terme « institutionnel » nous permet à la fois de nous démarquer d'une signification plus large, de décrire ses constituants et de l'appréhender comme acteur et non comme un instrument de la société. Le regroupement des différents organismes publics et interférents privés dans une entité unique que nous nommons « l'institutionnel », trouve sa justification dans

schéma de la réalité reconstitué par un procédé théorique, voire d'une manière intuitive. Il ne sert, par conséquent, qu'à guider l'élaboration de notre pensée. Il n'est pas le cœur du questionnement, il en est l'outil. Voir : Weber (M.), *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, 1965.

<sup>19</sup> Voir notamment : Gurwitsch (G.), *Vocation actuelle de la sociologie. Vers une sociologie différentielle*, Paris, PUF, 1950, 1963.

<sup>20</sup> Boudon (R.) et Bourricaud (F.), *Dictionnaire critique de la sociologie*, PUF, 1990.

leur travail commun visant la constitution d'une société « englobante » grâce à la production de normes<sup>21</sup> et de régulations valables pour tous. C'est en cela que nous situons l'institutionnel en dehors du découpage dessiné par la sociologie. Dans le Sud de l'Algérie, les organismes officiels œuvrent, malgré leur divergence, dans cette perspective de formation sociale globale au-delà des spécificités des groupes. Cette posture différencie fondamentalement les organismes officiels et les organisations « populaires ». Les premiers s'inscrivent dans une démarche volontaire de construction sociale où, se situant en dehors de la société pour en « appréhender » les composantes, ils procèdent par la mise en forme des normes et par la généralisation prescriptive. Les seconds passent par des constructions conscientes, endogènes et progressives des différences et des mises en relation, dont l'institution en règles communes relève de la diffusion et de la « ritualisation » sociales<sup>22</sup>. En cela, l'institutionnel désigne autant les organismes et les acteurs officiels qui le constituent qu'un mode particulier d'approche et d'action sur la société, et donc sur l'espace.

### L'autoproduction

L'autoproduction désigne les démarches et les actions organisatrices d'espace qui ne sont pas de l'initiative institutionnelle et qui échappent à sa conduite, à son contrôle et à ses finalités. Le terme « non-institutionnel » aurait suffi à désigner cet ensemble en renvoyant à cet espace « extérieur » à l'institutionnel. Néanmoins, ce terme semble insuffisant. Il ne reflète pas totalement la représentation officielle des constructions populaires. Le regard officiel les considère comme une entité constituée sans reconnaître son organisation interne. Le terme non-institutionnel n'explique pas la structuration de ces actions dites irrégulières. L'autoproduction n'est pas un extérieur, vide ou composé de fragments de pratiques et de populations aux logiques urbanistiques éparpillées. Elle est un monde organisé et animé par des acteurs à part entière de et dans la ville. P. Canal, P. Delis, C. Girard et A. Guicheux<sup>23</sup> ont particulièrement mis en avant le terme « autoproduction » pour rompre avec l'idée que les habitants étaient auto-constructeurs, alors que leurs

<sup>21</sup> Ce qui ne signifie pas des conflits sur la nature de ces normes.

<sup>22</sup> Quand, dans notre texte, nous nommons les seuls organismes officiels comme institutions, nous le faisons par abus de langage pour renvoyer plus exactement au terme « l'institutionnel ». Ainsi, nous ne nions en rien l'existence de ces institutions structurant la vie des habitants du Sahara même si elles sont peu abordées ou mises en avant en tant que telles dans notre réflexion. Elles restent tributaires dans notre travail de leur prise en compte par l'institutionnel.

<sup>23</sup> Canal (P.), Delis (P.), Girard (C.), Guicheux (A.), *Construire la ville africaine. Histories comparées de chantiers autoproduits à Douala (Cameroun) et à Kinshasa (Zaire)*, PCA, 1984, 308 p.

actions organisaient l'ensemble de la filière produisant l'espace.

D'autres auteurs confirmèrent plus tard cette structuration pour des domaines plus larges de l'action populaire, notamment dans le domaine foncier, technique ou encore financier.<sup>24</sup>

Signalons que le terme « production » ne correspond pas ici à la signification qu'y attribuent les théories économiques. Il en reprend l'idée d'intégration des actions dans des processus structurés, touchant au moins une partie de la population et possédant des finalités précises.

### La co-production

Le terme co-production a pris, depuis plusieurs années, une connotation positive ou négative selon les auteurs, pour qualifier la nature même des relations qui le constituent. Partant, il est associé à une idéologie de la mise en relation qui soumet toute réflexion, y recourant, aux soupçons d'angélisme et de volontarisme créateur de liens.

Il ne s'agit pas de discuter de l'efficacité d'une co-production de la ville dans le Sud de l'Algérie. Notre questionnement tourne autour de son existence, de ses conditions et ses modalités de formation. Il ne s'agit donc pas d'évaluer la co-production en expertisant les objets qu'elle produit, mais bien d'observer comment elle se constitue. Ainsi, démontrer l'efficacité et la pertinence des projets résultant de ces conditions n'est pas ici notre propos. Nous centrons notre analyse sur ces moments de mise en relation (des deux modes), et nous nous intéressons à l'objet urbain qu'ils engendrent, que dans la mesure où celui-ci est constitutif, y compris par sa matérialité, du processus d'élaboration des coordinations.

Nous ne donnons pas au terme « relation » une signification restreinte et positiviste (donc évaluative) ; il ne signifie pas lien, contact et échange directs uniquement. L'absence de lien peut se faire dans une relation distante et par le biais d'interactions. Comme le montrent de nombreux exemples, la mise à distance physique peut être favorable à la réalisation de projets et à la concrétisation des objectifs. Pour l'autoproduction ou pour l'institutionnel, l'éloignement et l'évitement de l'autre ont favorisé, dans certains cas, le déploiement d'aménagements urbains spécifiques que la proximité de l'Autre aurait empêché. Ces disjonctions sont, pour nous, des types particuliers de relations à prendre en considération.

<sup>24</sup> El Kadi (G.), *L'urbanisation spontanée au Caire*, thèse de docteur-ingénieur en urbanisme, IUP, ed. URBAMA, 1988, 371 p. ; Aneur (M.), *Fès... ou l'obsession du foncier*, Fascicule de recherches n° 25 d'URBAMA, Tours, 1993, 428 p. ; Chabbi (M.), *Une nouvelle forme d'urbanisation à Tunis : l'habitat spontané péri-urbain*, Doctorat Paris-XII, 1986 ; Navez-Bouchanine (F.), *Habiter la ville marocaine*, Ed. L'Harmattan, Gaetan Morin éditeur, 1997 (thèse soutenue en 1991), 352 p. ; Deboulet (A.), *Vers un urbanisme d'émanation populaire, compétences et réalisations des citadins. L'exemple du Caire*, thèse de doctorat, IUP, 1994, 729 p.

Ainsi, l'absence de lien ne conduit pas à l'inexistence de co-production. C'est la négation de l'Autre qui cause et matérialise sa disparition. C'est son omission, son occultation, son identification et sa reconnaissance (ce qui justifie le « co ») qui conditionnent sa présence. Quand l'Autre n'est plus, la co-production n'existe plus puisqu'elle perd tout sens, toute justification. Ignorer, nier ou effacer l'Autre signifie mettre en place une production unique menée par un seul « acteur » ou un seul mode. La co-production n'est pas faite uniquement de liens mais de relations qui se concrétisent par des contacts directs ou qui se font à distance par interactions et influence. Elle remet l'existence de l'Autre au centre de la problématique. Elle permet, comme troisième idéal-type, de poser la question des relations non comme résultantes de contingences et d'actions fortuites mais comme construction volontaire et pensée. Nous posons ainsi l'hypothèse que l'élaboration de la co-production, ensemble d'interactions, est étroitement liée au regard porté sur l'Autre. Comprendre la relation de l'institutionnel et de l'autoproduction passe ainsi par l'analyse de l'appréhension du second par le premier.

### L'exposé chronologique

Pour mieux rendre compte de la coexistence entre l'institutionnel et l'autoproduit, dans le Sud algérien, nous l'avons réinscrit dans la chronologie de son évolution. Celle-ci a en effet connu quatre grandes périodes.

La première débute en 1880 quand l'expansion française dans le Sud était menée de manière systématique. Jusqu'à cette date, quelques centres comme Laghouat, constituaient les avant-postes, aux portes du Sahara. L'occupation successive de Tougourt, de Ghardaia, d'Ouargla et surtout d'Ain Sefra en 1880, marque le début de la cohabitation entre une organisation française coloniale de l'espace et celle traditionnelle des indigènes. Les pratiques officielles s'inscrivirent alors, dans une doctrine commune et selon un regard similaire sur les habitants, regard reconnaissant ces derniers comme acteurs extérieurs à l'institutionnel. La doctrine devait son originalité à la spécificité statutaire de ces territoires du Sud, reconnus autonomes. En effet, le cadre politique, administratif et juridique qui définissait leur nature et leur fonctionnement, était exceptionnel et donnait une grande liberté d'initiative et des pouvoirs étendus aux responsables français locaux. Ceux-ci forgèrent un mode de faire particulier envers l'autoproduction, dégagés comme ils l'étaient des obligations procédurales et réglementaires.

## Premier chapitre

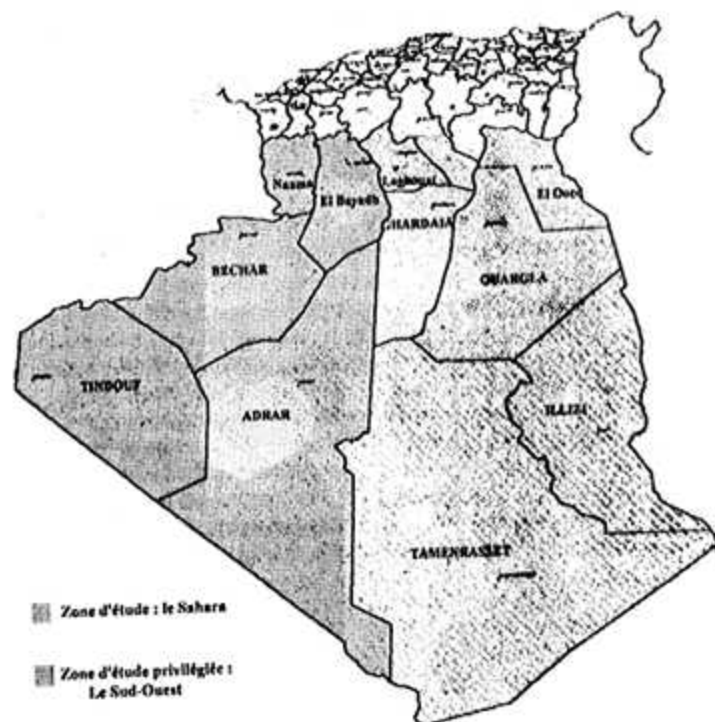
Face à l'indigène : la construction d'une  
doctrine d'action spécifique

Jusqu'au début des années 1950, la relation entre les responsables français et les indigènes s'est construite, dans le Sud de l'Algérie, sur un fond procédural et juridique peu contraignant, avec une politique saharienne à proprement parler quasiment inexistante. C'est donc un ensemble de principes, réunis en doctrine commune, qui a fondé le regard sur les indigènes et qui a guidé l'élaboration d'une relation avec eux. La spécificité du Sud algérien, à ce sujet, comparé notamment au Nord, est basée sur au moins deux faits :

- la particularité du cadre administratif ;
- les caractéristiques des dirigeants français affectés dans cette région.

L'analyse croisée de ces deux faits permet non seulement d'entrevoir les conditions favorables à l'émergence de formes de co-production de la ville, mais aussi de comprendre leur élaboration même. Les projets porteurs d'articulations entre les deux modes ne prennent leur signification que dans la mesure où ils sont resitués dans les contextes administratifs et dans les démarches professionnelles. Tel est donc l'objectif de ce premier chapitre pour la période 1880-1930.

Figure 1. – Aire d'étude et région privilégiée : le Sud-Ouest.



**Première époque (1880–1930)**

**Le temps des conquêtes et des  
apprentissages**

## I - Le cadre institutionnel, la particularité saharienne

### I.1 - L'organisation administrative

Le Sud de l'Algérie, occupé par la France à partir de 1880, a connu tout au long de cette présence française un statut particulier. Jusqu'en 1957, le Sahara algérien est resté sous l'autorité militaire et a connu l'administration des officiers de commandement, ainsi que l'intervention des ingénieurs du génie militaire. Ce sont le fondement de ce statut et les raisons de son existence que nous exposons dans les lignes qui suivent.

#### I.1.1 - La séparation des territoires civils et militaires

Quinze ans après le débarquement français en Algérie, l'ordonnance royale du 15 avril 1845 officialisait la division entre territoire civil et territoire arabe. « Le premier est défini comme celui dans lequel la population européenne est nombreuse, les services publics organisés, le régime de la propriété foncière suffisamment établi pour qu'y règne la liberté de transaction »<sup>1</sup>. Le second est en quelque sorte le négatif du premier : « Là, point de colons européens, point d'établissements auxquels on puisse songer à donner un caractère de permanence [...] le régime militaire seul leur convient, et le soin de l'appliquer ne peut être utilement confié qu'au gouverneur général et à ses officiers généraux, sous la haute direction du ministre de la Guerre »<sup>2</sup>. Dans ces territoires, les officiers (les commandants de place) assumaient les fonctions dévolues à la fois aux maires, aux commissaires de police et aux juges de paix en France.

La pratique du terrain fit apparaître la nécessité d'une troisième catégorie de territoire où, la sécurité étant assurée et l'arrivée des colons se faisant proche, il était dès lors difficile de distinguer entre intérêts de ces derniers et ceux des indigènes, lesquels pouvaient entrer en conflit. Cette troisième catégorie fut alors créée : « le territoire mixte » où « les relations avec les indigènes et les intérêts qu'elles font naître doivent être incessamment protégés »<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Frémeaux (J.), *L'Afrique à l'ombre des épées*; T.I. : Des établissements côtiers aux confins sahariens, Paris : SHAT, 1994, p. 15.

<sup>2</sup> Note sur la division du territoire, par le maréchal Soult, ministre de la Guerre, in *Rapport au Roi sur le Projet d'ordonnance royale du 15 avril 1845*, *Moniteur Universel*, n° 108, 18 avril 1845, pp. 1.011-1.012.

<sup>3</sup> *Moniteur Universel*, 1845, pp. 1.011-1.012.

Comme stipulé dans l'article 14 de la loi du 16 juin 1851, pour les territoires militaires comme pour les territoires mixtes « aucun droit de propriété ou de jouissance portant sur le sol du territoire d'une tribu ne pouvait être aliéné au profit de personnes étrangères à la tribu »<sup>4</sup>, alors que le droit d'aliénation était expressément prévu en territoire civil.

#### I.1.2 - Les raisons du statut militaire du Sahara

Selon de nombreux historiens contemporains, la conquête du Sahara a été vécue par l'armée française et plus largement par les autorités françaises comme une contrainte, une obligation. En effet, ce territoire ne présentait pas alors de richesses. L'expansion dans ce territoire ne constituait pas une finalité en soi. Pour les trois étapes d'occupation du Sud, les raisons étaient stratégiques, militaires, politiques, mais à chaque fois extra-sahariennes.

*Premier temps : assurer les voies commerciales sahariennes*

Les incursions réalisées dans les années 1850, avaient pour objectif de sécuriser les voies menant vers le Soudan et particulièrement vers la colonie française au centre de l'Afrique. À l'ambition d'un bloc africain de la France, s'ajoutait l'objectif plus proche du contrôle des routes commerciales qui traversaient ce vaste territoire et qui étaient porteuses de richesses : « nul ne songe qu'il [le Sahara] puisse posséder un véritable intérêt économique. En fait, comme une mer, il ne vaut que par la prospérité des régions qu'il sépare, et les relations commerciales qu'il peut permettre entre elles »<sup>5</sup>. En réalité, c'est la peur d'une intervention britannique, voire prussienne, qui déclencha les différentes extensions françaises en direction du sud. C'est donc dans le « cadre des rivalités franco-anglaises » que s'inscrivaient ces opérations.

*Deuxième temps : le Sahara dans les affaires intérieures françaises*

Dans les années 1870, ce n'est plus la rivalité avec la Grande-Bretagne qui oriente les choix, mais plutôt la situation intérieure française. Après la chute de l'Empire et la crise vécue en France, l'Algérie devient le lieu des actions fortes et symboliques. Pour l'équipe gouvernante, les extensions sahariennes constituaient un moyen pour dépasser l'esprit de résignation<sup>6</sup>. Les territoires sahariens conquis constituaient une partie des actions de « remobilisation » des Français.

<sup>4</sup> Article 14 de la loi du 16 juin 1851 cité dans Annie Rey-Goldzigue, *Le royaume arabe*, Alger : S.N.E.D., 1977, 814 p., p. 24.

<sup>5</sup> Frémeaux (J.), op. cit., p. 23.

<sup>6</sup> Agéron (C. R.), « Gambetta et la reprise de l'expansion coloniale », *Revue d'Histoire d'Outre-mer*, 1972, pp. 165-204.

### Troisième temps : sécuriser définitivement le Sud

Pour cette dernière phase, 1890-1930, les considérations militaires ont principalement motivé l'occupation de l'ensemble du Sahara. Ainsi, le ministre des Affaires étrangères, précisait que l'objectif était « d'établir solidement notre influence au sud de l'Algérie » et « d'empêcher surtout que d'autres ne nous barrent la route du Soudan et ne puissent nous prendre à revers en cas d'hostilité »<sup>7</sup>. Il s'agissait aussi de sécuriser l'intérieur d'un territoire. En effet, les différentes révoltes qui secouaient l'Algérie depuis le début de l'occupation (Abd el-Kader 1833, Mokrani 1870, Bou Amama 1881) faisaient craindre aux autorités françaises une transformation des territoires sahariens en berceaux des émeutes et des résistances contre l'occupation étrangère.

Indispensable à l'ambition africaine de la France, nécessaire à sa sécurité militaire, le Sahara « pauvre » et sans intérêt direct ne présentait aucune similarité avec les autres territoires français. C'est dans cet « environnement » politico-militaire et géostratégique que fut constitué le cadre d'administration du Sahara et furent construites les villes du Sud.

#### 1.1.3 - La création des Territoires du Sud

En 1901, les parlementaires français, constatant l'augmentation rapide des dépenses de l'expédition saharienne (19 millions en 1900, 9 millions en 1901, 30 à 40 millions au total), demandèrent au gouvernement d'étudier la question de l'organisation de ces territoires nouvellement occupés. Le projet d'organisation proposait une séparation du Nord et du Sud de l'Algérie. Le gouverneur général justifiait cette séparation ainsi : « Ces deux Algéries, elles existent en fait et sont nettement différenciées par le climat, par la nature du sol, par les habitudes des tribus, par les coutumes et le droit qui leurs sont propres, par l'administration spéciale et traditionnelle dont elles font l'objet »<sup>8</sup>. Berthelot, rapporteur de cette loi, insistait, lui, sur l'autonomie du budget dans le Sud algérien : « l'ensemble des impôts payés par ces misérables tribus du désert devra être intégralement dépensé sur place »<sup>9</sup>. Ainsi, la loi du 24 décembre 1902 consacra ces points de vue et institua un nouveau groupement territorial, dit Territoires du Sud. Elle confirma, par là, la spécificité du Sahara en le mettant sous l'autorité militaire. Une organisation administrative particulière fut mise en place.

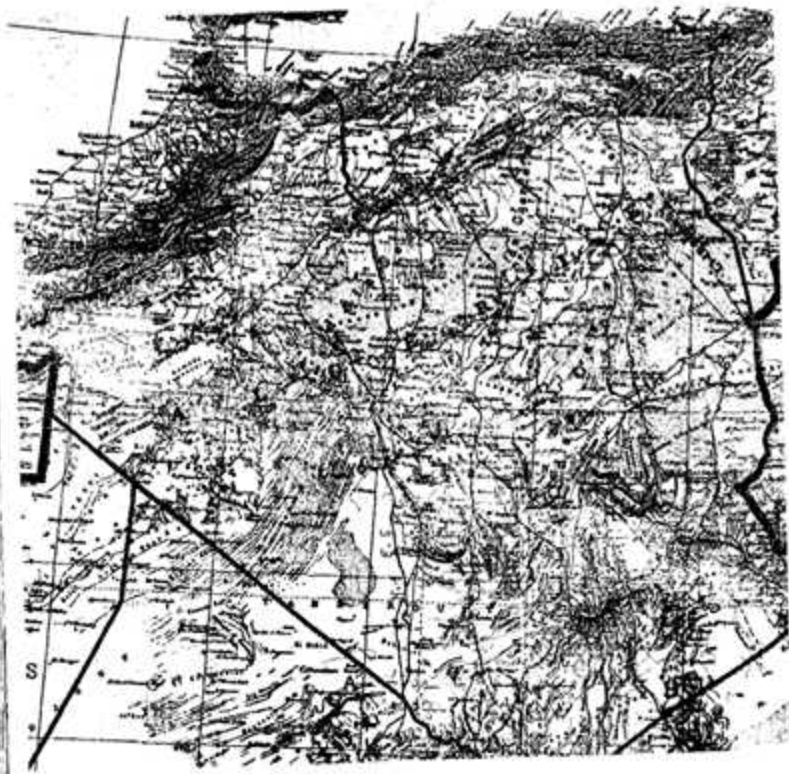
<sup>7</sup> Lettre d'août 1891 citée dans La Martinière (H. de) et Lacroix (N.), *Documents pour servir à l'étude du Nord-Ouest Africain*, T. III : les Oasis de l'Extrême-Sud, Alger : Imp. du Gouvernement Général, 1897, 4<sup>e</sup>, XV-544p., p. 64.

<sup>8</sup> « Discussion du projet de loi portant organisation des Territoires du Sud de l'Algérie », *Annales de la Chambre des députés*, séance du 25 mars 1902, pp. 1904-1911, p. 1908.

<sup>9</sup> Ibid.

Figure 1. Carte de l'Algérie, les frontières géographiques des Territoires du Sud, 1929





L'unité territoriale créée par la loi de 1902 reposait sur les principes suivants :

- institution d'un budget spécial pour les *Territoires du Sud*, les ressources locales devant subvenir aux dépenses civiles, les frais d'occupation militaire restant à la charge de la métropole ;
- attribution au gouverneur général de l'Algérie :
  - 1- des pouvoirs les plus étendus et la responsabilité la plus entière touchant l'administration et la défense de ces territoires ;
  - 2- des pouvoirs détenus par les préfets des départements.

Il fallait alors fixer entre les deux parties de l'Algérie une ligne de démarcation. Cette dernière devait faire que les *Territoires du Sud* comprissent non seulement les zones désertiques, mais également des régions déjà livrées à la colonisation ou prêtes à lui être cédées aux portes du désert. C'est pourquoi la limite qui sépara l'Algérie du Sud de l'Algérie du Nord a été définie, en englobant, dans les *Territoires du Sud*, les régions relativement riches et peuplées (Touggourt, Djelfa, Gélyville et Mécheria). Elle devait déterminer un groupement capable de vivre, d'assurer ses dépenses civiles et même d'entreprendre de grands travaux.

#### 1.1.4 - L'organisation administrative

Le cadre institutionnel défini en 1902 donnait une autonomie à l'ensemble des *Territoires du Sud* vis-à-vis du Nord : autonomie budgétaire et de direction. Mais il attribuait aussi à des échelles inférieures de l'administration locale, une autonomie d'action importante. Il regroupait ainsi, sous la responsabilité des mêmes personnes, l'autorité militaire, les fonctions judiciaires et les prérogatives administratives. Il plaçait au centre du dispositif l'unité communale, c'est-à-dire le composant le plus local.

#### Les fonctions préfectorales

Les attributions préfectorales en matière d'administration communale étaient exercées directement par le gouverneur général ou, en vertu des délégations spéciales, par les commandants militaires.

Plus tard, le gouverneur général a été autorisé à remplacer dans les *Territoires du Sud* tout ou partie du personnel militaire par des administrateurs et administrateurs-adjoints des services civils de l'Algérie. À ces territoires ainsi délimités, la loi de 1902 avait donné un statut : ils étaient dotés de personnalités civiles, ces dernières pouvant posséder des biens, concéder des chemins de fer, entreprendre de grands travaux publics, contracter des emprunts. L'organisation financière des *Territoires du Sud* a été instituée par le décret du 30 décembre 1903, qui précisait les règles concernant la préparation et le fonctionnement du

budget civil : préparé par le gouvernement général, ce budget devait être approuvé par décret après avis du conseil de gouvernement. En outre, l'administration des *Territoires du Sud*, au sommet de laquelle se trouvait le gouverneur général, appuyé par le secrétaire général du gouvernement, a été instituée par le décret du 14 août 1905 ; elle se rapprochait d'une manière générale de celle des communes mixtes de l'Algérie du Nord. L'ensemble était constitué par quatre grandes circonscriptions (territoires) ayant chacune à leur tête un officier supérieur avec le titre de « commandant militaire du territoire ».

### Organisation communale et militaire

Chaque territoire était divisé en communes mixtes ou indigènes. La distinction essentielle entre ces deux types de communes résultait du mode de désignation de leur commission municipale : partiellement élue dans les communes mixtes, cette commission municipale était désignée, dans sa totalité, dans les communes indigènes. Chacun de ces types devait être adapté à « l'évolution civique » des populations qui composaient les circonscriptions du Sud. Ces commissions municipales des communes mixtes des *Territoires du Sud* présentaient la particularité d'être présidées soit par un officier, soit par un administrateur des services civils. En leur absence, ils étaient remplacés par l'officier adjoint ou par l'administrateur adjoint délégué. Les Européens étaient représentés par des conseillers municipaux élus pour six ans, dont le nombre variait suivant l'importance de la population à représenter. Les autres membres étaient les présidents de djemaâs<sup>10</sup>, élus pour six ans également et les caïds<sup>11</sup>, membres de droit. Dans les communes indigènes, la commission municipale était présidée par le chef d'annexe (militaire) qui prenait le titre d'administrateur de la commune et qui était remplacé, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'officier premier adjoint. L'élément européen était représenté, dans ces communes, par le chef d'annexe, l'officier premier adjoint et les autres chefs d'annexes ou de postes. Quant aux musulmans, ils étaient représentés par les caïds de toutes les tribus composant le territoire de la commune.

À cette division d'ordre administratif, se superposait étroitement la répartition militaire du commandement des « groupes musulmans ». Le découpage des quatre territoires militaires en cercles, annexes et postes,

correspondait aux divisions et hiérarchies de l'organisation militaire de commandement.

L'administration et le commandement des *Territoires du Sud* étaient confiés, sous contrôle du commandement militaire avec des attributions voisines de celles d'un sous-préfet, soit à des administrateurs des services civils de l'Algérie, soit à des officiers du service des affaires indigènes. Chaque annexe était dirigée par l'un de ces fonctionnaires, civil et militaire, désigné par le titre d'« administrateur chef d'annexe-maire » lorsqu'il assumait à la fois le commandement et l'administration de sa circonscription.

En définitive, l'organisation instaurée a consisté à réunir dans les mêmes mains le pouvoir militaire et le pouvoir administratif. Ce parallélisme, illustré par le tableau qui suit (tableau 1), donnait aux officiers-administrateurs-juges une relative autonomie, dont les seules limites étaient le fait de contraintes budgétaires et de terrains.

Nous pouvons d'ores et déjà constater que le cadre institutionnel restait globalement souple quant au type d'action à mener dans ces territoires.

Tableau 1- Situation des unités militaires et des communes en 1905<sup>12</sup>

	Unités de commandement	Unités administratives
Territoire d'Ain Sefra Chef-lieu : Ain Sefra	cercle de Géryville	C.M. de Géryville
	cercle de Mécheria	C.M. de Mécheria
	annexe d'Ain Sefra annexe de Béni Ounif	J.C.M. d'Ain Sefra
	postes de Taghit et Talza annexe de Béni Abbès	J.C.I. de Colomb-Béchar
Territoire de Ghardaia Chef-lieu : Djelfa	cercle de Djelfa	C.I. et C.M. de Djelfa
	cercle de Laghouat	C.I. et C.M. de Laghouat
	cercle de Ghardaia et poste d'El Goléa annexe d'Ouargla	J.C.I. et C.M. de Ghardaia
Territoire de Touggourt Chef-lieu : Biskra	annexe de Biskra	C.I. de Biskra
	cercle de Touggourt annexe d'El Oued	J.C.I. de Touggourt
Territoire des Oasis Chef-lieu : Adrar	annexe du Touat annexe du Tidikelt poste du Gourara	J.C.I. des Oasis sahariennes

<sup>10</sup> Djemaâ : assemblée traditionnelle constituée de sages et de personnes influentes, chargée de la gestion des affaires et de l'arbitrage des conflits de la communauté. L'administration française en a fait parfois une institution officielle jouant comme relais entre indigènes et fonctionnaires coloniaux.

<sup>11</sup> Caid : Chef d'une tribu, d'un douar ou d'un ksar, reconnu ou désigné par l'administration française pour gérer les affaires de sa communauté et y faire appliquer les décisions officielles.

<sup>12</sup> Direction des Territoires du sud, *Exposé de la situation générale des territoires du Sud de l'Algérie de 1930 à 1946*, Rapport d'ensemble présenté par ordre de M. Yves Chataigneau, Ambassadeur de France, Gouverneur Général de l'Algérie, Alger, Imp. Officielle, 1947, 541 p., p. 53.

## I.2 - L'organisation judiciaire

L'organisation judiciaire était aussi un composant important du cadre institutionnel mis en place dans le Sud. Il est vrai que l'appareil judiciaire fut souvent négligé dans les études et les exposés, car il était perçu comme relativement « léger » pour les *Territoires du Sud*. Mais paradoxalement, cette « légèreté » faisait, voire accroissait, son importance.

L'organisation de la justice présentait dans les *Territoires du Sud* quelques particularités qui découlaient, en partie, de celles pensées pour l'organisation administrative.

### I.2.1 - La justice française

Dans les *Territoires du Sud*, la justice française, civile ou « répressive » (pénale), était réservée aux Européens et aux Israélites, y compris les Israélites du M'Zab (sujets français), depuis que le décret du 15 mars 1860 avait assimilé ces derniers aux Européens du point de vue répressif. Aussi, dès le début de l'expansion dans ces régions, la responsabilité des affaires civiles a été attribuée aux commissaires civils et aux commandants de place.

Plus tard, de petites variations furent introduites dans la perspective d'une intégration au système juridique du Nord, mais elles n'ont jamais touché à la primauté de l'autorité des officiers locaux en la matière.

À partir de 1930, une tendance vers l'assimilation progressive, quoique prudente, des *Territoires du Sud* à ceux du Nord, commença à se manifester dans le domaine judiciaire. Comme dans le Tell, la juridiction du premier degré s'est vue assurée par des justices de paix.

Enfin, le décret du 29 avril 1941 avait conféré aux chefs d'annexes et de postes, et à leurs adjoints les fonctions de juge de paix et de suppléant de juge de paix. La juridiction de chacun des officiers s'appliquait à toute l'étendue de la circonscription dans laquelle il exerçait déjà les attributions de maire. D'autres officiers des *Affaires indigènes* étaient ses adjoints, soit en qualité de suppléant, soit pour remplir les fonctions d'officier du ministère public.<sup>13</sup>

Cette justice concernait une part réduite de la population autochtone qui, jusqu'en 1947, n'avait accès qu'avec parcimonie à la citoyenneté française et se voyait appliquer la justice réservée aux musulmans.

<sup>13</sup> Direction des *Territoires du Sud*, op. cit., p. 376.

### I.2.2 - La justice musulmane

L'organisation de la justice musulmane dans les *Territoires du Sud*, telle que déterminée par le décret du 8 janvier 1870, a institué le cadî, juge musulman de droit commun, pour s'occuper, en premier ressort, de toutes les affaires civiles et commerciales, des questions d'État, ainsi que celles relevant du statut personnel musulman et, en dernier ressort, des actions personnelles et des actions mobilières et immobilières.

L'option de juridiction était toutefois ouverte aux musulmans des *Territoires du Sud*, qui, d'un commun accord, pouvaient saisir pour leurs contestations le juge de paix qui statuait alors d'après les principes du droit musulman. Quant aux magistrats musulmans des *Territoires du Sud*, adels, bachadels et cadis, ils siégeaient dans leurs mahkamas<sup>14</sup>.

L'organisation judiciaire semblait donc peu contraignante et à la recherche d'une adaptation aux spécificités locales. Les Français reconduisaient, en effet, la structure préexistante jusque dans les titres et les dénominations (l'organisation traditionnelle locale et celle introduite par les Turcs), mais en lui donnant une forme nouvelle : celle d'une hiérarchie territorialisée, spatialement située.

Une des préoccupations qui présidaient à ce choix, était d'éviter le rejet par les populations du fait de la destruction de leur structure judiciaire existante. Les autorités françaises ne cherchaient pas à s'immiscer dans le contenu de cette justice (les jugements), il leur importait seulement « *que justice soit faite et que l'ordre soit assuré* ». Néanmoins, un certain contrôle est toujours nécessaire et une intervention directe est parfois rendue obligatoire ; il était alors indispensable de donner une forme lisible à cet édifice judiciaire. Par conséquent, il convenait d'y inscrire une hiérarchie et une répartition spatiale des prérogatives permettant une compréhension et, le cas échéant, une intervention rapide des officiers administrateurs.

Par ailleurs, cette structure de la justice pour les musulmans permettait la mise en œuvre, d'une manière différenciée et relativement adaptée, de lois coutumières, ô combien nombreuses et différentes dans le Sud.

<sup>14</sup> Direction des *Territoires du sud*, op. cit., p. 380.

## II - Les hommes

Le cadre institutionnel défini par la loi de 1902 était ainsi souple et peu contraignant : il ne définissait que les limites budgétaires des actions à mener dans les *Territoires du Sud*. Le contenu de celles-ci, leur orientation, leur mise en œuvre étaient laissés à l'initiative des officiers locaux. C'est donc dans les conceptions et les actions de ces officiers que nous pourrions déceler le regard porté sur la relation avec les indigènes et plus particulièrement sur la production locale de l'espace. Cette analyse porte sur les trois types d'acteurs :

- les commandants d'armes étaient les officiers dirigeant les territoires, les annexes et les postes ; ces officiers étaient les principaux décideurs puisqu'ils étaient investis de tous les pouvoirs militaires, judiciaires et administratifs ;
- les officiers des *Affaires indigènes* étaient spécialisés dans la gestion des relations avec les populations indigènes. Ils étaient les auxiliaires permanents des commandants d'armes et remplaçaient souvent ces derniers, particulièrement pour les questions touchant les populations locales ;
- les officiers du génie militaire étaient des intervenants obligatoires dans toute action de construction ou d'aménagement.

### II.1 - Des doctrines...

#### II.1.1 - Les commandants d'armes : une nouvelle génération d'officiers ou la formation d'une doctrine coloniale nouvelle

Au moment des expansions sahariennes et de la mise en œuvre de la loi de 1902, des officiers aux conceptions nouvelles et particulières arrivèrent au commandement des *Territoires du Sud*. Il nous semble intéressant de mettre en lumière le parcours et les idées de ces officiers et les conditions de leur regroupement dans le commandement saharien. Ils définirent, en effet, la doctrine et les façons de faire de tous les responsables qui se succédèrent à la direction des centres sahariens.

Ces officiers d'une même génération (Lyautey né en 1854, Laperrine né en 1860, Largeau ou Gouraud, tous deux nés en 1867) avaient en commun une vision en rupture avec les conceptions militaires traditionnelles.

Lyautey est à ce titre un bon exemple. Il écrivit le « *le Rôle social de l'officier* », ce qui lui valut de nombreuses critiques de la hiérarchie et le poussa à partir de France pour le Tonkin. Il s'était toujours considéré plus comme « *colonial militaire* » que militaire colonial<sup>15</sup>. Laperrine, lui, fut longtemps considéré comme « *exclu de l'armée d'Afrique* » pour indiscipline<sup>16</sup>. L'enjeu de ces oppositions, de ces rejets et de ces prises de position était le rôle de l'armée dans la société, y compris dans les colonies. Ces officiers rompaient avec une conception conventionnelle qui restreignait l'intervention de l'armée aux seuls moments de la conquête, du contrôle et du maintien de l'ordre. Ils préconisaient une vue plus globale car, à leurs yeux, le maintien de la paix dans un territoire conquis passait par une redéfinition des relations armée-population : l'armée devait être ferme tout en étant proche dans la vie quotidienne de la société autochtone. Nous voulons pour preuve ce texte écrit par Lyautey au début de son commandement à Ain Sefra. Il illustre une doctrine qui trouva en cet officier un fondateur, « un argumenteur » et un ardent propagateur :

*« Nos administrateurs et officiers doivent défendre au nom du bon sens les intérêts qui leurs sont confiés et non les combattre au nom du règlement. C'est aussi le rôle le plus délicat, celui qui exige le plus d'application et d'efforts, celui où il peut révéler ses qualités personnelles, car détruire n'est rien, reconstruire est plus difficile. C'est que chacun d'eux, en face d'une responsabilité et d'une initiative, s'était ressaisi : ils avaient retrouvé une raison de vivre. D'abord, jamais on ne nous fera admettre qu'un mode d'emploi qui met en œuvre quotidiennement, à toute heure, toutes les facultés viriles, initiatives, responsabilité, jugement, lutte contre les hommes et les événements, démilitarise... Il « décaporalise » peut-être, ce qui n'est pas la même chose. [...] Croit-on qu'il ne faille pas plus d'autorité, de sang froid, de jugement, de fermeté d'âme, pour maintenir dans la soumission, sans tirer un coup de fusil, une population hostile et frémissante, que pour la réduire à coups de canon une fois soulevée ? Attachés à l'œuvre locale, dégagés des mauvais bruits de la métropole, exaltés par le résultat immédiat de l'action directe, par la responsabilité du commandement, ils sont tous des hommes de devoir actif et précis. »<sup>17</sup>*

<sup>15</sup> Le Révérend (A.), *Lyautey*, Paris : Fayard, 1983, 496 p., pp. 192-194.

<sup>16</sup> Pottier (R.), *Laperrine, conquérant pacifique du Sahara*, Paris : Nouvelles éditions latines, 1943, 202 p., pp. 15-17, p. 21.

<sup>17</sup> Notes écrites de Lyautey, Ain Sefra, s.d. [1901-1903], dact., 2 p., SHAT I H 4776 bis.

Les partisans de la conquête, selon ces nouvelles conceptions, se rencontrèrent en Algérie pour la plupart lors de la campagne contre le soulèvement de Bou Amama en 1881. Ces officiers gardèrent dès lors des relations continues : Laperrine, Motylinski, Foucauld, Castries, pour les plus connus, se croisèrent et se rencontrèrent au gré des affectations et des voyages. Malgré la disparité des parcours, les idées restèrent très proches. Foucauld versa, lui, dans la mystique et continua son voyage au Maroc, en Syrie, en Palestine et s'installa enfin à Ain Sefra, commandée alors par... Lyautey. « *Sa culture, sa conviction que la conquête doit se justifier par le rayonnement spirituel et les œuvres de charité, sont de nature à convaincre ses interlocuteurs que la guerre n'est qu'un moyen parmi d'autres, et que l'Afrique du Nord n'est qu'un élément dans la partie qui se joue entre la France et le Monde musulman* »<sup>18</sup>.

C'est Jonnart, gouverneur général, qui reconstitua ces groupes et plaça ces hommes aux postes stratégiques. Malgré l'opposition de l'armée, il nomma le 6 juillet 1901, Laperrine commandant des *Oasis sahariennes* ; et le 10 septembre 1903, il nomma Lyautey commandant du territoire d'Ain Sefra. Laperrine fut d'abord choisi pour sa grande connaissance du Sahara où il avait servi à deux reprises entre 1893 et 1898. Lyautey fut, lui, choisi pour sa capacité d'organisation et d'administration. Il avait en effet participé à la mise en œuvre des méthodes d'administration de Gallieni au Tonkin. Sa mission était donc à la fois militaire et diplomatique, voire économique puisque l'établissement de marchés faisait partie de ce qu'on appelait alors « *la politique de l'attraction* »<sup>19</sup>.

C'est donc une conception toute nouvelle du rôle de l'armée dans l'action locale qui trouva dès le début du siècle son premier terrain d'application dans les *Territoires du Sud* et un second, dix ans plus tard, au Maroc.

### II.1.2 - Les officiers des *Affaires indigènes* : naissance d'un corps d'officiers administrateurs indépendants

Les commandants d'armes étaient chargés dans les *Territoires du Sud*, de fonctions et de tâches multiples. Les officiers des *Affaires indigènes*, quant à eux, étaient là pour les seconder dans les tâches d'administration et de justice. Il leur arrivait souvent de les remplacer en tant que spécialistes des langues, des pratiques et de l'organisation des indigènes. L'imbrication de ces deux catégories d'officiers ajoutait au flou de façon

telle qu'il était souvent difficile d'identifier l'origine des actions menées dans un territoire. En effet, sur le terrain, les pratiques des officiers de base s'écartèrent assez vite du cadre global et institutionnel défini par l'arrêté fondateur de 1844, où « *partout et à tous les degrés* », devenus officiers des affaires indigènes, les responsables des bureaux arabes étaient subordonnés au commandant militaire territorial.

« *En fait, leurs supérieurs absorbés par des tâches purement militaires, leur laissent souvent de grandes responsabilités [...]. Enfin, et peut-être surtout, aux yeux des milieux « colonistes », ils personnifient le pouvoir militaire. Rien d'étonnant à ce que, dans le vocabulaire de la colonie, « bureaux arabes » désigne, pour les Français comme pour les indigènes, le gouvernement militaire dans son ensemble* »<sup>20</sup>. Par la suite, les grandes actions en direction des indigènes reposèrent sur ces officiers : l'établissement de la propriété individuelle dans les tribus (sénatus-consulte du 22 avril 1863) et le système communal (arrêté du gouverneur du 20 mai 1868). Dans ce dernier, l'officier des Affaires arabes devint officiellement le délégué du commandant militaire, président de la commission municipale des communes mixtes.

La loi du 13 mars 1875 sur l'organisation militaire de l'armée regroupa sous la direction des *Affaires indigènes* les commandants de cercles et les officiers des bureaux arabes, pour renforcer la position des seconds sous les ordres des premiers. Mais l'importance des officiers des bureaux arabes (appelés depuis officiers des *Affaires indigènes*) allait en s'accroissant. Les bureaux arabes prenaient ainsi une position centrale dans le dispositif français en Algérie.

Dans beaucoup de situations, les responsables des *Affaires indigènes*, les commandants de territoire et les officiers de cercles, se retrouvaient autour d'un même principe d'action que Lyautey avait su énoncer : la liberté d'agir et surtout de réagir en fonction des conditions locales, une action plus proche des populations qui établit un équilibre entre respect et écoute des indigènes, d'une part, et affirmation d'une autorité et d'une présence française, d'autre part. Ce culte de l'autonomie locale trouva sa première application dans la formation même des officiers des *Affaires indigènes*. Institués en 1913, les cours destinés à la formation de ces officiers restaient élémentaires et peu orientés<sup>21</sup>. La formation des officiers se faisait surtout dans les bureaux et par la pratique (il faut remarquer qu'un second cours fut créé au Maroc par Lyautey). En effet, la pratique sur le terrain restait la meilleure méthode de formation et d'apprentissage que les cours institués ne pouvaient réaliser. Les officiers formés dans ces cours passaient plusieurs années dans les

<sup>18</sup> Frémeaux (J.) et Nordman (D.), « La Reconnaissance au Maroc de Charles de Foucauld », in : Raison (J. P.) et Nordman (D.), *Sciences de l'Homme et Conquête coloniale*, Paris : P.E.N.S., 1980, 238 p., pp. 79-113.

<sup>19</sup> Dunn (R. E.), *Resistance in the desert, Moroccan to French Imperialism, 1881-1912*, The University of Wisconsin Press, 1977, 291 p., pp. 176-200.

<sup>20</sup> Frémeaux (J.), op. cit., T.II., p. 26.

<sup>21</sup> Voir Tableau établi d'après les programmes des années 1936-1937, A.G.G.A., 18 H 176.

bureaux arabes pour gravir les échelons, ne prenant en charge un bureau dans sa totalité qu'après plusieurs années d'exercice à un rang subalterne. Ainsi, en 1864, parmi les 18 chefs de bureaux de 1<sup>re</sup> classe, 14 avaient plus de dix ans dans le service ; sur les 37 chefs de 2<sup>me</sup> classe, 11 avaient plus de dix ans et 27 comptaient plus de 7 ans. Cela ne changea pas par la suite : en 1909, sur 7 chefs de 1<sup>re</sup> classe, 4 possédaient 16 ans d'ancienneté, le moins ancien comptant déjà 11 ans ; sur les 24 chefs de 2<sup>me</sup> classe, aucun n'avait moins de 7 ans d'A.I. On évaluait alors à 4 ou 5 ans le délai nécessaire pour permettre à l'officier d'exercer ses fonctions avec efficacité.<sup>22</sup>

C'est donc dans les pratiques que nous retrouverons le versant concret d'une doctrine fondée sur l'action locale et autonome.

## II.2 - ...et des pratiques

La mise en œuvre concrète de cette doctrine et les lignes directrices de ses pratiques nous sont révélées par des exemples de mise en place des intermédiaires et des interfaces entre le système institutionnel français et l'organisation indigène. Il serait fastidieux et inutile de rapporter les différents événements qui jalonnèrent la gestion des officiers. Dans les prochains chapitres, nous porterons notre attention sur de tels détails pour les actions qui portent exclusivement sur l'espace.

Quels sont donc les principes qui découlent de cette doctrine d'action et qui orientent, au quotidien, les pratiques des officiers et leur relation avec les indigènes ?

### II.2.1 - Quatre principes opératoires pour la gestion de la relation avec les indigènes

#### II.2.1.1 - Une « administration maigre »

Le terme d'« administration maigre », inventé en 1906 par Henri Lorin, géographe et historien de la colonisation, décrit le mode de gestion que les officiers appliquaient sur le terrain<sup>23</sup>. Les actions de ces derniers étaient réduites à deux fonctions principales : la justice et la collecte des impôts. Elles étaient effectuées avec mesure, car l'objectif premier n'était pas de rendre justice ou de prélever les populations, mais d'asseoir l'autorité française dans ces régions. Ainsi, les officiers ne tenaient tribunal que pour des conflits que la justice locale musulmane n'avait pas

résolus. Recours final, placé presque au sommet des structures juridiques, le tribunal servait à affirmer l'autorité de l'officier face aux chefs indigènes. Dans une note d'inspection, on pouvait lire : « Dans un pays d'une organisation si rudimentaire et où l'on dispose de si peu d'agents indigènes, si mal payés, et par suite si corruptibles, la garantie la plus sûre est que tout indigène puisse librement arriver jusqu'au résident lui-même »<sup>24</sup>. Ainsi, les premiers officiers prenaient surtout des mesures d'ensemble, fortes symboliquement. Ils ne souhaitaient pas intervenir dans le détail des organisations locales, ni interférer dans leurs intrigues et leurs conflits. Ils faisaient preuve d'une compétence sur une multitude de questions mais dans la seule perspective de renforcer leur pouvoir. « L'administration, écrivait Pellissier de Reynaud, est fort simple chez les Arabes. Elle se borne à prendre des mesures de police et de surveillance contre les voleurs, et souvent contre les voleurs de bétail, à régler l'écobuage des terres pour qu'il n'en résulte pas d'incendies, à prévoir ou à réprimer des rixes entre des peuplades, à veiller à la conservation des droits des diverses propriétés riveraines d'un cours d'eau, enfin à assurer l'exécution des jugements »<sup>25</sup>. L'administration qui, faute de moyens, se voulait simple, devint dépendante, en retour, de la construction d'un pouvoir solide afin de s'assurer du respect et de l'application de ses décisions. Le fondement d'une autorité passait obligatoirement par une gestion simple, avec des interventions limitées et ciblées. Bugeaud définit très tôt ce mode d'administration : « Nous devons gouverner directement les Arabes, mais de haut et non dans les rouages inférieurs »<sup>26</sup>. La simplicité signifiait aussi une forte réduction des contraintes administratives coloniales qui exigeaient des formalités longues et incompréhensibles par les indigènes. Trentinian recommandait de « ne pas craindre de s'écarter dans une sage mesure des règles d'une législation qui n'a pas été faite pour une colonie naissante [...] des écritures n'ajoutent rien à l'efficacité du contrôle. C'est en effet la valeur et la fermeté des hommes placés à la tête du service plus que leur multiplication qui assurent l'exercice des droits de l'État et la défense de ses intérêts »<sup>27</sup>.

<sup>22</sup> Note d'inspection attribuée au capitaine Peletingas en 1851; Frémeaux (J.), *Les Bureaux arabes dans la Province d'Alger, 1844-1856*, thèse de 3<sup>ème</sup> cycle, Centre d'Université de Toulouse-le-Mirail, 1977, 509 p., p. 446; Le capitaine Gaden, *Notice sur la Résidence de Zinder*, R.T.C., 1903, pp. 606-657, pp. 740-794, pp. 762-763.

<sup>23</sup> Pellissier de Reynaud, *Annales algériennes*, 1<sup>re</sup> Ed. Paris: Anselin et Gauthier-Laguionie, 1836-1839, 3 Vol., XV-376, 427, 500 p. T.II, p. 360.

<sup>24</sup> Lettre de Bugeaud au ministre de la Guerre, 18 août 1843, citée dans Germain, *La politique indigène de Bugeaud*, Paris: Larousse, 1955, VIII-383 p., p. 210.

<sup>25</sup> Situation politique et militaire du Soudan français, Discours du colonel de Trentinian à l'ouverture du conseil d'administration (19 mai 1897), B.C.A.F., juin 1897, pp. 210-224, p. 216.

<sup>22</sup> Frémeaux (J.), op. cit., T.II, Paris: SHAT, 1994, p. 96.

<sup>23</sup> Lorin (H.), *La France puissance coloniale*, Étude d'histoire et de géographie politique, Paris: Challamel, 1906, 492 p., p. 31.

### II.2.1.2 - Le maintien de la hiérarchie locale

Le maintien de la hiérarchie sociale locale fut essentiel pour la réalisation du commandement sur un territoire. Cette hiérarchie était l'intermédiaire le plus efficace entre les officiers et les indigènes. Deux raisons justifiaient ce mode opératoire :

- la difficulté d'imposer rapidement des ordres à des populations musulmanes. Valé écrivait à ce propos : « les ordres donnés directement par les Chrétiens ne sont reçus qu'avec mépris par le peuple et, pour parvenir à les faire exécuter, le moyen le plus efficace selon moi est de les transmettre par un homme de la religion du prophète dont, toutefois, l'esprit éclairé puisse apprécier l'intérêt des deux peuples »<sup>28</sup> ;
- la recherche d'une économie du personnel militaire déployé dans les régions sous contrôle militaire direct. Les généraux cherchaient à alléger le dispositif, particulièrement dans le Sud qui ne représentait pas un intérêt majeur pour la France.

Comme nous l'avons montré plus haut, les officiers français ont rapidement su reconnaître à quel niveau de la hiérarchie intervenir. Ainsi, les beys et grands chefs, bien que reconnus, furent vite écartés au profit des chefs de tribus, chefs de ksar ou de djemaâs pour les plus grands ksour du Sud. Les officiers ne cherchaient pas un découpage spatial mais un découpage des influences au sein des populations. Ce souci allait jusqu'à organiser et faire apparaître des influences qui avaient disparu par l'effet de la guerre. Il ne s'agissait pas, pour les officiers, de succéder à une autorité passée, mais bien de se constituer, dans les hiérarchies existantes, des intermédiaires à l'échelle et à la localisation pertinentes.

À la recherche de l'efficacité du commandement et de l'administration, les officiers adaptèrent continuellement ce réseau d'intermédiaires aux changements des hiérarchies locales et aux exigences des projets coloniaux. Et cette efficacité prévalut à toute autre considération éthique ou politique.

### II.2.1.3 - Le respect des coutumes locales

Dans la continuité du maintien de la hiérarchie locale, le respect des coutumes et des traditions locales constituait un principe d'action majeur pour les officiers. Ne pas bouleverser une hiérarchie passait par la protection, dans la mesure du possible, de ses fondements, à savoir les coutumes. Le respect de ces dernières participait ainsi directement et indirectement à asseoir le respect et l'autorité des officiers.

<sup>28</sup> Lettre de Valé à Molé, Bône, 8 novembre 1837, citée dans Yver (G.), « Correspondance du maréchal Valé », T.I., Paris : Larose, 1949, 467 p., p. 62.

Ainsi, l'officier tentait de s'inspirer de la législation musulmane, représentée le plus souvent par le recueil de la jurisprudence malékite de Sidi Khalil<sup>29</sup>. Il se résignait souvent à accepter des pratiques comme celles de la dia (une indemnité versée aux parents de la victime d'un meurtre). Il restait conscient qu'une condamnation devant un tribunal n'atteindrait pas le désir de vengeance et aurait pour première conséquence de priver la famille du condamné, du secours d'un guerrier ou d'un travailleur. Il considérait par conséquent qu'il ne servait à rien de condamner « un individu dont la vie est sans valeur et qui n'est pas en général le vrai coupable, car le milieu sait se défendre »<sup>30</sup>.

La seconde « coutume » que les officiers durent accepter difficilement est celle de l'esclavagisme. Ce fut probablement le sujet principal de désaccord, voire de contentieux, avec les indigènes. Les commandants d'armes tentèrent à plusieurs reprises de réduire ces pratiques et de les restreindre, mais sans grand succès. Cause de plusieurs conflits et d'oppositions, l'esclavagisme fut le sujet d'un rappel à l'ordre et d'une recommandation de la part des responsables des *Affaires indigènes*. Ainsi, le gouverneur général Charon, résumant l'argumentation des officiers des bureaux arabes, expliquait que les « indigènes dévoués à notre cause » redoutaient que l'émancipation des esclaves ne fût le prélude à d'autres modifications touchant la constitution de leur société, par exemple le statut du mariage<sup>31</sup>. Comme le rappelle Frémeaux, peu d'événements étaient venus par la suite modifier ces pratiques dans l'ensemble des territoires contrôlés par l'armée, d'autant plus que leur abandon était souvent générateur de troubles<sup>32</sup>. Le respect des coutumes locales s'affirmait alors définitivement comme la condition à une bonne administration des relations avec les indigènes.

### II.2.1.4 - Une protection « raisonnée » des indigènes

Cette protection des indigènes apparaissait à deux occasions : lorsqu'il y a des conflits entre tribus de territoires voisins, ou entre indigènes et colons français. Cette protection atteignait parfois un niveau qui pouvait laisser croire à une totale intégration des officiers aux populations qu'ils étaient censés diriger. Cette idée, présente dans nombre d'écrits, mérite précisions car l'adhésion des officiers aux causes de leur population, voire à leurs coutumes, conditionnait la construction de la relation qui les liait. Les officiers ne partageaient pas totalement les intérêts des civils

<sup>29</sup> Recueil des jugements rendus par les cadis musulmans d'obédience malékite.

<sup>30</sup> Beslay (F.), *Les Régulats, de la paix française au front Polkaïro*, Paris : L'Harmattan, 1984, 187 p., pp. 114-115 ; Larminat (E. de), *Chroniques irrégulières*, Paris : Plon, 1962, 406 p., p. 27.

<sup>31</sup> Lettre de Charon au ministre de la Guerre, Alger, 10 mai 1849, A.N.F. 80728.

<sup>32</sup> Frémeaux (J.), op. cit., T.II, p. 65.

français. Certes, ils savaient leur rôle de militaires de la colonisation : ils étaient là pour préparer la voie au commerce, en aidant à la construction des villages de colonisation et en se chargeant de mettre en contact des commerçants français avec des producteurs locaux. Ces missions ne suffisaient pas, cependant, pour amener les militaires à s'identifier totalement aux milieux européens d'Outre-mer. Dans les années 1850-1880, le régime militaire était régulièrement accusé d'entraver le développement des libertés et de freiner la mise en valeur sous le faux prétexte de sécurité. Dans les conflits qui opposaient les populations autochtones aux colons, les officiers prenaient plus souvent le parti des premiers. Ils (particulièrement ceux des A.I.) se considéraient comme les dernières protections contre les abus des colons qui multipliaient les brutalités, la provocation des mises en fourrière du bétail d'indigènes, l'abus de confiance dans les ventes et les contrats de travail<sup>33</sup>.

L'engagement des officiers des A.I. aux côtés de leurs administrés prenait une ampleur qui amena certains à parler d'assimilation totale des officiers par les populations autochtones. D'où les récits romancés pour décrire les officiers sahariens « *faisant corps avec leurs administrés* ». La réalité était plus complexe. Les officiers, dépourvus des moyens d'asservissement direct que procurait la force militaire, utilisaient des méthodes particulières pour asseoir leur autorité : d'une part, la construction d'une image charismatique auprès des populations, d'autre part, le respect de contraintes de l'administration française pour en obtenir la reconnaissance (l'un renforçant l'autre).

## II.2.2 - De l'administration à l'urbanisme

### II.2.2.1 - La figure de l'officier bâtisseur : de l'administration générale des indigènes à l'action d'aménagement

La « légèreté » du mode d'administration conduisit les responsables français à privilégier les actions de développement locales et particulièrement celles liées aux aménagements ruraux et urbains. Les officiers préférèrent souvent la réalisation des infrastructures aux tâches de commandement. Lyautey a, là aussi, constitué une référence pour ses collègues dans leur quête de la confiance et de l'adhésion des populations locales. Ses textes et ses écrits inspirèrent et guidèrent les officiers. N'est-il pas l'auteur d'un de leurs leitmotivs : « *Être un de ceux auxquels les hommes croient, dans lequel les milliers d'yeux cherchent l'ordre, à la voix et à la plume duquel les routes s'ouvrent, des pays se repeuplent, des*

*villes surgissent...* »<sup>34</sup>. Formés pour le commandement militaire, les officiers se voyaient investis, de fait, de nouvelles fonctions. Du militaire à la négociation, de la négociation à l'administration, de l'administration au judiciaire et enfin à la construction, la mutation du rôle des administrateurs locaux s'est réalisée graduellement, mais dans une période relativement courte (en quelques années voire quelques mois pour certains). On ne leur confiait pas là, des réalisations conventionnelles pour l'armée (fortification, casernement...) mais bien des réalisations relevant entièrement du civil. Ils étaient considérés comme les agents de la politique « civilisatrice » de la France. Lyautey écrivit à ce propos : « *... la politique humaine et civilisatrice. J'y suis attaché par une conviction croissante. Certes, toute politique indigène doit être appuyée sur la force, le seul porte-respect, surtout en pays musulman, et Bérard l'a bien vu en Crète et l'a bien raconté. Mais cette « force » ne doit être que le moyen, la sécurité assurée, elle doit aller toute à l'effort civilisateur. Oui, ici, il nous faut des troupes alertes, entraînées, solides mais pour couvrir nos chemins de fer, nos marchés, nos prospecteurs miniers, nos médecins, tout cet arsenal pacifique destiné à donner à ces peuples la vie qu'ils ignorent* »<sup>35</sup>. Le manuel des troupes employées dans l'Outre-mer confirmait et officialisait ce rôle de « *soldats bâtisseurs* » qui, « *à une époque quelconque de sa carrière, devra s'improviser architecte et constructeur.* »<sup>36</sup>

### II.2.2.2 - La production de l'espace entre les officiers d'armes et le service du génie, l'exemple d'Ain Sefra

Les textes officiels, la doctrine ambiante et les nécessités du terrain ont ainsi conduit les officiers de commandement (ou ceux des *Affaires indigènes*) à intervenir dans la production de l'espace. L'importance qu'ils prirent en ce domaine – traditionnellement réservé aux officiers du génie – posa des problèmes dans l'organisation et dans la mise en œuvre des actions de construction et d'aménagement. Il s'est alors négocié sur cette question, devenue centrale pour les *Territoires du Sud*, une formulation plus précise de la doctrine d'action, particulièrement autour de l'autonomie locale des officiers de commandement. Pour mieux saisir les nuances d'un conflit qui opposa officiers de commandement et ceux du génie, il nous semble essentiel de focaliser notre analyse sur le territoire d'Ain Sefra.

<sup>34</sup> Benoist-Méchin (J.), *Lyautey l'Africain ou le rêve immolé*, Lausanne : Clairefontaine, 1966, 308 p., p. 291.

<sup>35</sup> Le général Lyautey, Rapport du territoire d'Ain Sefra, le 27 mai 1904, Extraits du journal et du courrier personnel, Ain Sefra : 1903-1905, p. 9, SHAT 1 H 4776 bis.

<sup>36</sup> *Manuel à l'usage des troupes d'Outre-mer*, première partie, op. cit., p. 317, p. 389.

<sup>33</sup> Frémeaux (J.), op. cit., pp. 443-446.

Figure 2. Le territoire d'Ain Sefra et ses principaux centres, 1947



a - La répartition des prérogatives en matière d'aménagement :  
l'autonomie locale ou les hiérarchies du génie ?

À la fin de l'année 1902, une grande partie du Sahara était contrôlée par l'armée française. Si la sécurité n'y était pas définitive, elle était globalement assurée. La France qui hésitait jusqu'alors à annexer ces territoires, s'y engagea définitivement. Pour cela, les militaires devaient compléter leur dispositif en postes armés, provisoires pour certains et définitifs pour d'autres. Comme ces postes étaient éloignés des routes principales et des centres d'approvisionnement du Nord, il apparut nécessaire de faire réaliser les travaux par les officiers d'armes locaux. Le 12 juillet 1903, le général Cazes, commandant le 19<sup>e</sup> corps, fixa la répartition des travaux de la manière suivante (pour éviter des confusions, surtout d'ordre budgétaire) :

- 1- exécution des travaux par le commandant d'armes pour les postes avancés de l'Ouest et du Sud, et par le service du génie pour les autres places ;
- 2- répartition, par le général directeur du génie, des crédits nécessaires à l'exécution des travaux dirigés par les commandants d'armes ;
- 3- en cas de difficulté particulière pour ces derniers travaux, consultation du chef du génie, qui devait se déplacer au besoin sur l'ordre du général commandant le corps d'armée.

L'objectif était que le service du génie ne perde ni le contrôle, ni l'emploi des crédits, ni l'exécution des travaux.

Le 10 septembre 1903, Lyautey fut nommé commandant du territoire d'Ain Sefra. Une grande liberté d'action et d'initiative lui fut alors accordée pour entreprendre ce qui lui semblait nécessaire pour établir l'autorité de la France ; comme l'indiquait sa première lettre d'instruction : « Le général commandant la subdivision d'Ain Sefra est chargé d'assurer, sous sa responsabilité, la sécurité sur les confins du Sud-oraoui. À cet effet, bien qu'il reste placé sous la haute autorité du général commandant la division d'Oran, la plus grande initiative devra lui être laissée pour utiliser, au mieux des intérêts de la défense, les divers éléments mis à la disposition pour l'accomplissement de sa mission. [...] Le général commandant la subdivision d'Ain Sefra [...] aura la libre disposition des forces militaires et indigènes et la haute direction de tous les services militaires, administratifs et politiques installés dans son commandement »<sup>37</sup>. Cette liberté octroyée au nouveau commandant du territoire d'Ain Sefra concernait explicitement le domaine de la construction, puisque Lyautey rappelait dans sa lettre une

<sup>37</sup> Le général André (L.), Instructions pour le général commandant la subdivision d'Ain Sefra, État Major de l'armée, le 2 novembre 1903, SHAT.

dépêche du ministre de tutelle précisant que : « dans les divisions en brigades opérant isolément, les généraux par lettre de commandement ont à l'égard des chefs de service les mêmes attributions que celles des commandants de corps d'armée à l'égard des directeurs »<sup>38</sup> et a fortiori à l'égard du chef du génie local. Lyautey entendait ainsi asseoir son autorité sur la chefferie du génie de son territoire. Il obtint d'ailleurs très vite un renforcement des possibilités d'action de ce service au moment de son arrivée à Ain Sefra, puisque « le chef de détachement et les hommes du 26<sup>e</sup> bataillon du génie ont été mis [...] à la disposition du chef du génie pour le service spécial confié à ces détachements »<sup>39</sup>.

Lyautey, pour qui la réalisation de travaux d'équipement était essentielle dans sa mission militaire et politique, n'entendait pas pour autant gérer directement et autoritairement le génie du territoire. Son objectif était de donner à ce service les moyens d'agir et d'entreprendre, mais surtout d'organiser au mieux ses initiatives. L'autonomie de ce service était une condition de travail que seule la disponibilité de moyens pouvait assurer. Lyautey, tout en laissant une grande part d'initiative au chef du génie, donnait néanmoins des recommandations, voire des directives précises.

À l'échelle locale, le génie adhérait à cette idée d'une réorganisation plus autonome et renforcée en moyens, mais la direction centrale du génie ne pouvait, elle, que s'opposer à une telle initiative qui bousculait toutes les hiérarchies et faisait fi des règles habituelles. Une telle indépendance par rapport à la hiérarchie du Génie, mais surtout l'autonomie budgétaire, ne pouvait être acceptée par le commandement du génie. Ce dernier ne défendait pas une aire de ses prérogatives et de son pouvoir, il refusait la rupture avec une culture de travail et de fonctionnement propre au génie<sup>40</sup>.

Le principe intangible du contrôle et de la maîtrise dans la culture professionnelle des membres du génie, ne pouvait autoriser une quelconque indépendance du chef local du service. Celui-ci devait, selon cette même culture, rester dans la hiérarchie, car seul le directeur du génie (ici celui d'Oran) possédait une marge de liberté dans la décision. Le chef avait, lui, un droit de proposition uniquement. Le commandant d'armes, pourtant muni d'une lettre de commandement lui attribuant des pouvoirs étendus, restait fortement encadré et gardait une marge de manœuvre restreinte dans le domaine du génie. Le pouvoir d'allocation de crédits

<sup>38</sup> Lettre du général commandant la subdivision d'Ain Sefra (Lyautey) à M. le chef du génie à Ain Sefra, Ain Sefra, le 21 novembre 1903.

<sup>39</sup> Le capitaine Meyrieu chef du génie à M. le général commandant la subdivision Ain Sefra (Lyautey), Ain Sefra le 23 novembre 1903.

<sup>40</sup> Lettre du commandant du génie du 19<sup>e</sup> corps d'Armée à Monsieur le général commandant le 19<sup>e</sup> corps d'Armée à Alger, à propos de l'organisation du service du génie dans les Territoires du Sud, 18 décembre 1903.

procurait non seulement le pouvoir décisionnel à celui qui le possédait mais devenait tout simplement le vecteur principal de communication et de parole entre les services concernés. On ne traitait pas des problèmes en fonction du projet, mais en fonction du type et de l'importance des dépenses, du mode de circulation des allocations.

Il se jouait à cette occasion, une confrontation directe entre des cultures d'actions différentes : une culture qui se voulait d'« organisation de l'efficacité et de la facilité » d'une part, et la deuxième qui se prétendait de « structure de la rigueur budgétaire et de la fiabilité technique » d'autre part<sup>41</sup>.

#### *b - La mise en œuvre de l'organisation théorique : entre « efficacité locale » et « rigueur du génie »*

Les antagonismes s'accroissent malgré les instructions répartissant les responsabilités entre les commandants d'armes et les officiers du génie. Elles s'approfondissent avec l'augmentation du nombre de postes permanents dont la construction se faisait urgente.

En 1905, le ministre de la Guerre décidait de faire de Colomb et de Béni-Ounif des postes permanents. Le général Cauvin, commandant supérieur du génie, demandait de confier les travaux de ces postes au service du génie. Le débat prit alors une plus grande intensité. Lyautey, commandant du territoire concerné, n'entendait pas laisser échapper à son contrôle des réalisations entamées sous sa responsabilité. Il considérait que les travaux étaient assurés dans les meilleures conditions par ses officiers et les hommes de troupes en dehors de l'égide du génie<sup>42</sup>. Cette confrontation des cultures d'actions se manifeste en une opposition terme à terme : opposition de « l'efficacité » et de la « rigueur », qui trouve des développements dans une opposition de « l'efficacité locale » et de « la rigueur réglementaire », de « la volonté des hommes » contre « la compétence d'un service »...

Chaque partie se représentait les moyens de réaliser ses objectifs ainsi que les obstacles à son organisation.

Pour le commandant de territoire, l'efficacité faisait appel à trois principes :

- une adaptation des moyens de financement, quitte à outrepasser certaines règles budgétaires<sup>43</sup> ;

<sup>41</sup> Il s'agit là de cultures qui portent sur l'organisation des actions et non sur l'organisation du produit de cette action, l'espace. L'opposition pour le premier ne signifie pas obligatoirement une opposition sur le second.

<sup>42</sup> Lettre du général Lyautey, commandant la subdivision d'Ain Sefra à Monsieur le général commandant le 19<sup>e</sup> corps d'armée, Alger, le 20 février 1905.

<sup>43</sup> Ibid.

## Deuxième chapitre

**Vers une méthode  
de co-production de l'espace**

Entre 1880 et 1930, les cadres institutionnels, peu contraignants, avec la prééminence des officiers des A.I. et leur doctrine, ainsi que le regard porté sur le Sahara, ont participé à la construction d'un mode d'action institutionnel spécifique et différent des méthodes utilisées dans le Nord de l'Algérie. Cette spécificité de l'action institutionnelle a conduit à une gestion particulière de la « cohabitation » de ce mode avec le mode indigène et traditionnel.

Quelle conséquence sur l'espace et son mode de constitution durant la même période ? Pendant toute cette période, l'espace indigène, très éloigné des conceptions françaises de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècles, apparaissait presque systématiquement dans sa concrétude physique et dans son fonctionnement comme un obstacle à la production institutionnelle. Les projets successifs étaient les seuls moyens mis en œuvre pour résoudre ces confrontations régulières. De 1880 à 1930, la production de l'espace s'était ainsi réalisée, projet après projet, en fonction des convictions des officiers des A.I., responsables administratifs et judiciaires, et des officiers des corps techniques, particulièrement les officiers du génie. Pour comprendre les formes spatiales et leur constitution, il faut analyser la confrontation, presque quotidienne, des responsables institutionnels à l'espace indigène. Il convient alors de reconstituer les approches des officiers, parfois personnelles, leur représentation du fonctionnement de l'espace « indigène », les solutions envisagées et les choix réalisés. Faute d'une conception globale explicitement exprimée dans des circulaires ou dans des recommandations écrites, les projets qui jalonnèrent les grandes étapes de production institutionnelle de l'espace, étaient les seuls lieux où des stratégies d'action s'élaboraient, voire se transformaient et se propageaient. Ces grandes étapes correspondaient aux phases de constitution des centres urbains français :

- première installation (militaire),
- constitution du domaine militaire,
- création de villages européens,
- équipement des villages,
- extension des villages (après 1930),
- équipement des extensions (après 1930),
- plan d'action communale (1947).

Nous avons choisi d'analyser, dans chacune de ces phases, l'élaboration des projets institutionnels face à l'espace indigène.

Jusqu'en 1957, l'action urbaine institutionnelle se concentrait dans sa méthode et dans ses moyens sur l'équipement des agglomérations. Peu de

### III - Conclusion

Les pages qui précèdent, révèlent et soulignent les principales caractéristiques du contexte saharien au début du siècle. Trois caractéristiques sont particulièrement à noter :

- *La spécificité institutionnelle des régions sahariennes.* Il ne s'agit pas tant d'une spécificité géographique et climatique comme en présenterait toute région ou tout territoire, que d'une spécificité qui démarque le Sud de l'Algérie des autres territoires contrôlés par la France, particulièrement le Nord de l'Algérie. Cette spécificité institutionnelle, « politique », d'administration..., qui prend également appui sur les caractéristiques climatiques et géographiques, est essentielle dans le développement de notre thèse : elle conforte notre idée sur la spécificité de la question de l'autoproduction dans le Sud de l'Algérie. Tous les éléments tendent à montrer que la spécificité de l'institutionnel (de son apparition et de son intégration dans la vie quotidienne locale) correspond à une spécificité de sa relation à la production locale. Contrairement au Nord de l'Algérie, voire plus largement du Maghreb, les conditions de la constitution de passerelles entre les deux modes de production étaient présentes.
- *Le cadre institutionnel mis en place pour les seuls Territoires du Sud était restreint.* Il correspondait à une « limitation » volontaire de la présence et de l'action française dans le Sud. Cette limitation ne traduit pas l'absence d'une politique ou l'inexistence d'une stratégie. La politique des « Territoires du Sud » consistait justement à construire un encadrement politique fondé sur une présence militaire faible, efficace et surtout économique. Cette politique, qui réduisait au minimum la présence française dans ces régions, plaçait de fait la question de la relation avec les indigènes au centre du travail et des modes de faire des représentants institutionnels locaux. Ce qui, au Nord et dans d'autres colonies, pouvait être réalisé par la force (entre autres militaire), passait ici par une meilleure relation avec les indigènes. En réalité, les marges de liberté les plus importantes n'étaient pas situées sur un plan politique, mais dans les méthodes et les moyens de travail à utiliser sur le terrain. Là, intervenaient les officiers des différents corps d'armée avec leur doctrine et leurs modes de faire.
- *L'action des officiers locaux a été continuellement prise entre la liberté sur le plan local et leur dépendance vis-à-vis de la hiérarchie.* L'éloignement et les faibles moyens mis à la disposition des officiers et leurs prérogatives ont poussé ceux-ci, y compris les plus respectueux de la hiérarchie, à agir en fonction des conditions locales. C'est à

l'occasion de cet éloignement par rapport au cadre réglementaire que des relations particulières ont été mises en place avec les indigènes et avec leur mode de production.

Ces principales caractéristiques du contexte saharien, pendant les trente premières années d'occupation française, ont favorisé l'élaboration et la diffusion d'une doctrine d'action particulière vis-à-vis des indigènes. Parmi ses principaux initiateurs et concepteurs, Lyautey en fut une figure majeure. En effet, il énonça dans ses textes, dans ses recommandations et par ses décisions, plusieurs principes pour construire et gérer la relation entre institutions officielles françaises et populations locales. Le premier de ces principes (celui qui fondait la démarche globale) était la reconnaissance des communautés et des tribus indigènes comme acteurs, de plein droit, de la vie politique, économique et sociale. De là découlaient d'autres préceptes dont les principaux étaient :

- une administration peu interventionniste et limitée dans ses procédures (ce qui prolongeait la « légèreté » du cadre juridico-administratif global mis en place pour l'ensemble du Sahara) ;
- le maintien de la hiérarchie locale en acceptant comme interlocuteurs et comme représentants les personnes désignées selon les hiérarchies sociales autochtones et par les systèmes « d'élection » communautaires traditionnels (chef de ksar ou de tribus, djemaâs...) ;
- le respect des coutumes locales, lequel se traduit par l'adoption de certaines d'entre elles dans le système français de régulation (le recours aux lois coutumières dans les jugements et les arbitrages), et aussi par le fait de se conformer partiellement aux rites et aux modes de vies traditionnels ;
- une protection « raisonnée » des indigènes particulièrement contre les abus des colons et des administrations chargées de la colonisation du territoire algérien. Cette protection se manifestait principalement par la réaffirmation régulière des droits des autochtones (notamment dans le domaine foncier) et par un rappel de la nécessité politique et stratégique de maintenir les tribus et les ksour dans le giron du gouvernement français.

Transmis d'officiers en officiers par la voie du côtoiement quotidien, d'administrateurs en administrateurs par la voie des échanges épistolaires, de générations en générations par le biais des apprentissages sur le terrain, ces principes ont constitué une doctrine en grande partie officieuse et implicite. Pour autant, elle guida les actions et les initiatives des responsables locaux particulièrement pour l'aménagement et pour la construction. Ces derniers constituèrent un domaine d'action stratégique et essentiel pour les officiers. Ils représentèrent un terrain propice à la traduction et à la mise en œuvre de la doctrine d'action en direction des indigènes.

- un usage optimal des moyens matériels et techniques disponibles ;
- la volonté des hommes qui réalisent les travaux.

Pour le commandant supérieur du génie, les instruments de la rigueur étaient :

- une préparation préalable des travaux par le génie grâce à des plans<sup>44</sup> ;
- le respect des règles techniques ;
- le contrôle et la planification globale des travaux.

Du point de vue du commandant du territoire, le général Lyautey, les obstacles à l'efficacité recherchée résidaient dans les manques suivants :

- la méconnaissance des officiers du génie chargés de la réalisation des travaux<sup>45</sup> ;
- le recours pour raison réglementaire à des entrepreneurs extérieurs ;
- une méconnaissance des conditions locales.

Pour le commandant supérieur du génie, les obstacles dans la mise en œuvre rigoureuse de constructions étaient :

- le non-respect des règles techniques et de classification<sup>46</sup> ;
- l'incompétence des hommes chargés de la réalisation et du suivi ;
- le non-respect des règles de financement et des circuits officiels.

Ainsi, les instruments et les méthodes des uns prenaient l'allure d'obstacles pour les autres, presque terme à terme. L'opposition ne pouvait être résolue en écartant un des deux principaux protagonistes. Chacun engageait une partie des moyens nécessaires à la construction et aucun ne pouvait se passer de l'apport de l'autre. Les commandants d'armes étaient les décideurs sur le terrain et dirigeaient les hommes sur les chantiers, le génie était pourvoyeur en moyens financiers et matériels. Les arbitrages devenaient nécessaires à toutes les occasions et pour tous les projets. Ils étaient élaborés, certes selon les situations et les considérations techniques, mais principalement suivant les attributions du budget. Ce dernier restait en effet la préoccupation majeure et constituait le vecteur principal autour duquel se construisaient les débats, les arbitrages et les décisions.

L'ensemble de ces tractations, durant plusieurs années, illustre le processus de gestation nécessaire à la traduction de la doctrine guidant la relation avec les indigènes en doctrine d'action dans l'espace. La relative autonomie revendiquée pour l'administration des biens et des hommes

<sup>44</sup> Lettre du commandant supérieur du génie en Algérie à M. le général de division, commandant le 19<sup>e</sup> corps d'armée, Alger, le 8 mars 1905.

<sup>45</sup> Lettre du général Lyautey, commandant la subdivision d'Ain Sefra à Monsieur le général commandant le 19<sup>e</sup> corps d'armée, Alger, le 20 février 1905.

<sup>46</sup> Lettre du commandant supérieur du génie en Algérie, le 8 mars 1905, op. cit.

était régulièrement refondée et maintenue pour la production de l'espace. L'intime imbrication entre une autonomie d'action en matière d'aménagement spatiale et la politique indigène constituait le cœur de la doctrine adoptée. Lyautey en résumait le fonctionnement dans ces quelques lignes écrites à l'occasion du congrès international de l'urbanisme aux colonies : « Dans [ma] longue carrière coloniale, deux positions m'ont passionné entre toutes, la politique indigène, l'urbanisme. La politique indigène, condition première de notre vie coloniale, de notre progression, de la pacification, de l'adhésion des populations, de notre union de plus en plus étroite avec elles, de tout ce qui fait la grandeur et la noblesse de cette action coloniale, constructrice et non destructrice, ainsi que je l'ai souvent proclamé. L'urbanisme, entendu dans son sens le plus large, est de la même famille que la politique indigène. Il apporte de la vie, le confort, le charme et la beauté. Sauvegarde de l'art indigène, conservation scrupuleuse des monuments du passé, leur appropriation aux nécessités de la vie moderne avec un souci constant du respect des traditions, recherche pour les constructions nouvelles d'un mode approprié à la diversité des pays, lutte quotidienne contre les formalismes administratifs, contre les routines arrogantes contre les laideurs des « Modèles Types », cette énumération seule suffit à faire comprendre tout le prix qu'il y a pour un chef à se donner à cette action créatrice. Pour lui, s'il a le moindre souci de l'art et de la beauté, c'est la détente et le délassement après le dur travail quotidien. [...] Allez voir, comme d'une part on peut sauvegarder les monuments du passé, respecter la vie traditionnelle dans les cités indigènes, et comment d'autre part on peut concevoir des villes nouvelles et les réaliser, dès qu'on est dégagé des inextricables routines, des servitudes administratives, du formalisme négatif, qui dans la métropole, s'opposent sans répit à toute initiative et s'entendent supérieurement à organiser l'obstruction contre toute réalisation rapide et pratique. »<sup>47</sup>

Lyautey a su ainsi construire une méthode particulière mais surtout il a pu l'inscrire dans les mentalités et les esprits de ses successeurs dans le Sud de l'Algérie. Plusieurs décennies après son passage dans la région, le directeur de l'OCRS faisait encore référence à ses déclarations. Décrivant l'ampleur de la réalisation française dans le Sahara, le directeur écrivait en 1962 : « L'œuvre ne serait pas ce qu'elle est si ces hommes, sous l'impulsion d'abord de nos prédécesseurs, ne l'avaient menée dans un esprit d'équipe et n'y avaient mis d'instinct la « parcelle d'amour » dont parlait Lyautey. »<sup>48</sup>

<sup>47</sup> Maréchal Lyautey, Préface de : L'urbanisme aux colonies et dans les pays tropicaux, Actes du Congrès international de l'urbanisme aux colonies, 1932, 388 p.

<sup>48</sup> Rapport d'activité de l'OCRS, avril 1962, source SHAT.

choses étaient faites spécifiquement pour le logement ou pour l'habitat. Le logement et l'espace habité, d'une manière générale, restaient l'affaire des particuliers et non celle de l'action publique. Ce n'est qu'à partir de 1947, avec les plans d'action communale, que l'on vit apparaître des préoccupations touchant le logement des particuliers, et chemin faisant l'espace habité de l'indigène.

Ainsi, une méthode commune à tous les officiers et à toutes les phases apparut et se constitua tout au long des années et des projets : la négociation et l'adaptation continue aux spécificités de l'espace indigène et aux caractéristiques de son fonctionnement.

Dans ce second chapitre, nous analysons les phases comprises entre 1880 et 1930, c'est-à-dire la première installation (militaire), la constitution du domaine militaire, la création des villages européens et l'équipement de ces villages. Les autres phases (extensions des villages, leur équipement et les plans d'action communaux) sont traités dans un chapitre ultérieur (chap. quatre). Cette première période (1880-1930) est en effet marquée par un fonctionnement particulier des projets urbains. Elle décrit les étapes d'élaboration d'une méthode spécifique pour approcher l'espace indigène :

- première étape : l'espace indigène mis à l'écart et ignoré dans des interventions systématiques et autoritaires ;
- deuxième étape : l'espace indigène vu comme un obstacle à la mise en place de l'institutionnel, élaboration de différents moyens pour éliminer ou contourner l'obstacle : séquestre des terres, expropriation, réinterprétation de la nature du foncier (dans la continuité des méthodes employées dans le Nord) ;
- troisième étape : l'espace indigène comme élément de la composition de la « ville » : partage du territoire, mise en commun des équipements, localisation particulière de ceux-ci ;
- quatrième étape : l'espace indigène comme nécessité pour la survie et pour l'équilibre du territoire : équipement spécifique pour le ksar ; les indigènes installés dans les parties coloniales.

Chacune de ces grandes étapes d'évolution dans l'approche coloniale de « l'espace ksourien » marque donc un type particulier de relations entre l'institutionnel et l'autoproduit. Des grands blocages résolus par « l'effacement » de l'Autre, les officiers passaient à une mise en relation, à distance, qui permettait aussi l'évitement si nécessaire. Cette évolution était en grande partie le fait des officiers des A.I. qui, jouant de leur connaissance des structures locales et de la possibilité d'intervenir par l'intermédiaire des chefs indigènes, avaient mis en œuvre une méthode d'action fondée sur la recherche de consensus, tout au moins de *modus vivendi*.

## I - Les premières installations fortifiées : de l'imposition à l'insertion

La période des premières installations s'étend de 1881 (date des premières redoutes construites au sud du Tell) au début du XX<sup>e</sup> siècle (l'extension française dans le Sahara était confirmée). Tout au long de cette vingtaine d'années, le mode d'installation français dans le territoire s'est graduellement transformé, pour passer d'une systématique militaire à une démarche plus pragmatique et plus proche de la structure préexistante du territoire : la structure des espaces indigènes.

Figure 4. Les ksour et les centres d'Ain Sefra



Source : SHAT 114794.

## I.1 - La systématique militaire

Dans un premier temps, beaucoup de redoutes et de postes ont été créés sans tenir compte de l'existence des ksour et de leurs positions. Ce qui orientait les lieux des implantations françaises, c'était surtout la nécessité de relais régulièrement disposés sur le territoire. La logique militaire prévalait. Les militaires français ne se préoccupaient pas, dans ces premiers moments, de faire correspondre le réseau militaire au réseau de ksour existant. Le général Bugeaud avait posé un principe selon lequel « il n'y avait rien de plus défavorable que la multiplication des postes retranchés »<sup>49</sup>. Il professait que la meilleure façon d'utiliser « l'avancée » était de la répartir dans des postes distants les uns des autres d'au moins quatre grandes ou petites étapes. De la sorte, le nombre de postes se trouvant à une distance relativement faible les uns des autres, permettait d'entretenir dans chacun d'eux les éléments d'une petite colonne mobile qui, en deux ou trois « marches », se joignaient à la garnison du poste voisin pour former un groupe capable de « produire un effet utile ». « Entre l'occupation par un grand nombre de postes et la mobilité il y a, écrivait le général, la différence qui existe entre la portée du fusil et celle des jambes »<sup>50</sup>. Cette attitude paraît aussi du regard porté sur les ksour au sud du Tell. Pour les militaires, ces régions, principalement occupées de nomades, étaient dépourvues de centres de peuplement et de regroupement significatifs. Les « rares villages » paraissaient sans importance comme en témoignent les premières descriptions :

« les ksouriens, représentant la population sédentaire du pays, habitent des villages mal bâtis en pierre sèche ou en boue, placés sur les routes du Gourara ; ces ksour, entourés de jardins ou de palmeraies, coupés de nombreux murs, généralement eux-mêmes protégés par une enceinte continue, sillonnés de ruelles couvertes si étroites et si basses qu'un homme ne peut s'y tenir debout, offrent assez exactement l'image d'un bloc de boue dans lequel on aurait percé des galeries et creusé des grottes régulières en guise de logements. Ils constituaient, à l'époque, des forteresses redoutables et servaient d'entrepôts aux nomades. Heureusement, leurs habitants, gens paisibles, craignant la guerre qui pourrait les ruiner en un jour, dissimulés et lâches comme tous les opprimés, cherchaient à se mettre du côté du plus fort, c'est-à-dire du nôtre. »<sup>51</sup>

<sup>49</sup> Cité dans le Rapport du commandant de la colonne sur l'installation de la redoute de Géryville, Géryville 1852-1881, 1881, SHAT 1H794.

<sup>50</sup> Ibid.

<sup>51</sup> Rapport du commandant de la colonne sur l'installation de la redoute de Géryville, Géryville 1852-1881, 1881, SHAT 1H794.

Ainsi, les redoutes de Géryville (1881), de Mécheria (1881) ou encore de Béni Ounif et de Djanan-ed-Dar (avant 1900) étaient implantées sans tenir compte de l'existence des ksour de la région. Les principaux facteurs pris en compte pour l'implantation de ces redoutes étaient :

- la réalisation de la sécurité de la redoute en assurant des vues sur les routes et le contrôle de l'environnement ;
- la disponibilité des conditions nécessaires à la vie quotidienne des soldats (eau potable, bois, matériaux de construction...).

Le rapport pour la construction de la redoute de Géryville (actuellement El Bayad) résume en grande partie les préoccupations premières des officiers :

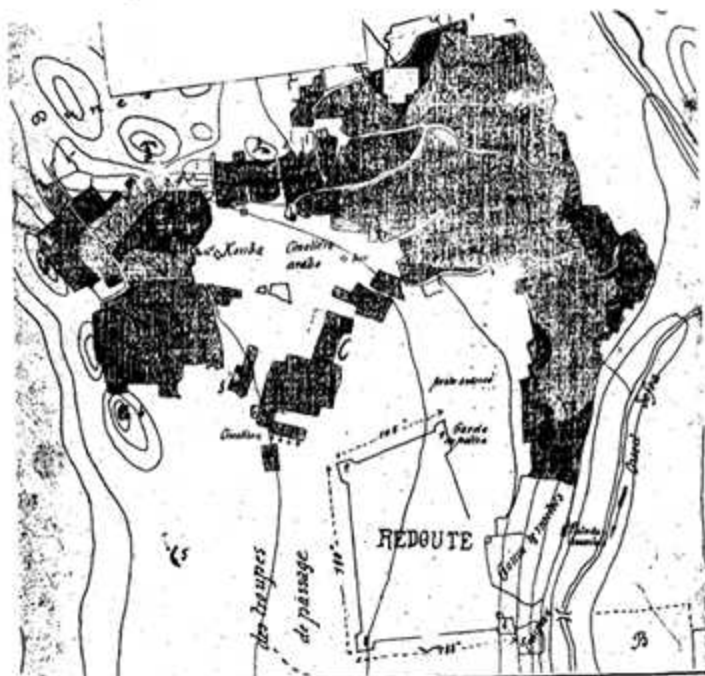
« Situé à six marches de Saïda et à cinq petites étapes du ksar de Laghouat, le point de El Biodh répondait donc assez exactement aux idées dont l'application avait permis la pacification du Tell. De plus, El Biodh se trouvait à trois marches des deux centres religieux d'Ain Madhi et El Biodh-Sid-Cheikh dont la surveillance s'imposait. Le colonel Renault avait déjà signalé l'importance de sa position. Le nouveau poste s'élèvera donc sur les bords de l'oued El Biodh à l'endroit où les eaux de la vallée se réunissent, au bord d'une plaine fertile et bien arrosée fournissant du fourrage en abondance. La forêt qui couvrait les flancs du Bou-Dergha devait donner le bois de la construction et de chauffage. Des routes pouvaient s'ouvrir facilement dans toutes les directions. Le climat était sain. Enfin, le poste allait tenir sous ses canons un groupe important de silos des Trafi ».<sup>52</sup>

## I.2 - Les premières inflexions de l'approche systématique

La seule exception dans cette période fut Ain Sefra. Cette installation, qui confirmait la méthode militaire systématique, fut aussi l'occasion d'amorcer quelques changements. Lieu de commandement et capitale jusqu'en 1930 des régions du Sud-Ouest, Ain Sefra participa, par la même occasion, à propager une nouvelle approche du territoire.

<sup>52</sup> Rapport du commandant de la colonne sur l'installation de la redoute de Géryville, « Géryville 1852-1881 », 1881, SHAT 1H794.

Figure 5. L'installation de la redoute d'Ain Sefra



Source : SHAT 1H794.

Ainsi, le général commandant la colonne ayant décidé, en 1881, que le point d'occupation dans la région des ksour (sud-ouest) était Ain Sefra pour sa position intermédiaire entre différents postes, le commandant du génie rechercha, dans les environs de ce ksar, la position où devait être créé l'établissement militaire définitif.

Et, comme pour Gélyville ou Mécheria, il prit en compte les mêmes conditions. En premier lieu, la position devait jouir de propriétés militaires suffisantes pour :

- permettre une bonne défense et disposer de vues assez étendues pour surveiller le terrain ;
- protéger les approches du camp ;
- et, si menace il y a, faciliter, avec le concours de la garnison, le débouché dans la plaine des convois de ravitaillement venant du nord. Il suffisait donc que l'extérieur de l'ouvrage à construire fut assuré

dans un rayon de 300 ou 400 m, dans les directions les plus vulnérables, pour que ces propriétés militaires fussent suffisantes.

La facilité d'accès à l'eau, la proximité d'un ksar sur lequel il était indispensable d'exercer une « action répressive » en cas d'insurrection, et enfin la nécessité d'échapper à la menace d'envahissement par les sables mobiles dans un rayon étendu, étaient les conditions secondaires à remplir. Malgré la présence du ksar, les officiers semblaient continuer l'approche systématique. Le ksar était considéré uniquement du point de vue de la sécurité au même titre que les routes ou les monts environnants. Il était là, ni comme espace d'activité humaine, ni comme source d'une forme d'occupation de l'espace, ni encore comme élément d'une organisation particulière du territoire.

Néanmoins, il est possible d'identifier trois inflexions dans ce mécanisme d'installation militaire.

1- Le ksar n'était plus un danger essentiel et sa proximité n'était plus un obstacle majeur d'installation. Ainsi, pour Ain Sefra, deux positions furent envisagées pour la redoute.

La première était située sur un promontoire. Elle était élevée d'une trentaine de mètres au-dessus de l'oued Sefra, distante de 300 m environ du cours d'eau et de 1500 m du ksar, dont elle était séparée par la rivière et par de nombreux jardins entourés de murs. Les officiers appréciaient « l'horizon » de ce point<sup>53</sup>. Seulement, la nature du terrain inspirait des craintes d'ensablement possible du poste. La seconde situation était un terrain à l'est du ksar – coupé par quelques jardins isolés – qui formait un plateau descendant en pente douce jusqu'aux berges de la rivière. Les avantages particuliers de cette situation au voisinage du ksar, protégée des problèmes d'ensablement, avaient décidé de l'adopter pour l'établissement de la redoute. Le chef du bataillon soulignait le danger lié à la proximité du ksar. Ainsi, la seconde situation fut préférée malgré le danger que constituait le ksar. Entre les inconvénients de l'ensablement dans la première position et l'insécurité potentielle du ksar pour la seconde situation, les officiers préférèrent clairement la seconde solution. Ce choix montre bien comment le regard porté sur le ksar s'est vite infléchi pour tempérer l'idée de danger.

2- Quelques éléments de l'espace ksourien, et non pas seulement du ksar (palmeraie, territoire, puits, routes...), ont été pris en compte. En plus des divers facteurs décrits plus haut, les officiers prirent en considération la configuration générale de la rive droite de l'oued Sefra. La nature du sol (agricole), les facilités d'accès au ksar, les vues assurées sur le cours

<sup>53</sup> Rapport du chef de bataillon Saurem, commandant du génie des troupes expéditionnaires du Sud au général de division commandant la colonne (à la direction du génie en Algérie), Ain Sefra, le 16 décembre 1881, SHAT 1H794 (plans et cartes).

même de la rivière, et en même temps la nécessité d'éviter le cimetière arabe, ont pesé dans la décision d'installer la redoute.

3- Les matériaux et les techniques constructives des ksouriens ont été observés et analysés de près dans la perspective d'une réutilisation pour les bâtiments militaires. C'est là un des premiers liens qui se noua entre la production institutionnelle de l'espace et l'autoproduction locale. Il participait, dans ces premières périodes, à l'apparition d'un nouveau regard sur le ksar et sur l'espace ksourien. À ce propos, nous pouvons lire à la fin du rapport pour la construction de la redoute d'Ain Sefra :

*« ce qui paraît devoir être dans la région la base de ce genre de constructions, c'est la terre rouge usitée dans toute l'Algérie, comme suppléant au sable dans le mortier qui jusqu'ici semble donner des propriétés plastiques des plus remarquables. Les murs des ksour sont faits presque exclusivement avec cette terre seule et dans les destructions effectuées par le service du génie aux deux Morar, on a pu constater le degré extraordinaire de ténacité auquel on arrive ainsi. Le commandant du génie a fait expérimenter pour des murs de 0,4 m un béton formé de cette terre mouillée et mélangée de cailloux roulés de la rivière ou ses débris quelconques. Il espérait ainsi suppléer aux maçons qui lui manquaient avec des hommes peu exercés. Le dernier point n'a pas été complètement atteint, mais les parements de mur ainsi formés ont fait prise malgré le temps pluvieux. Aussi, ne semble-t-il pas douteux que ces murs en moellons de grès aux faces reliées par cette terre arrivent à donner des constructions durables : l'expérience des ksour est là pour l'indiquer. Le commandant du génie n'hésiterait pas à employer ce mode de construction même pour le mur d'enceinte »<sup>54</sup>.*

Ces inflexions étaient le fait des officiers locaux et provoquaient les critiques de leurs supérieurs, notamment des responsables centraux du génie militaire. Ainsi, le colonel directeur du génie en Algérie reprocha au projet qui lui était présenté, la faiblesse de la sécurité notamment à cause :

- de la proximité du ksar,
- de la dimension réduite de la redoute au vu du nombre d'hommes qui devaient s'y abriter.

Le directeur du génie recommanda alors l'usage des baraquements types déjà conçus au lieu des « bâtiments en terre » envisagés.

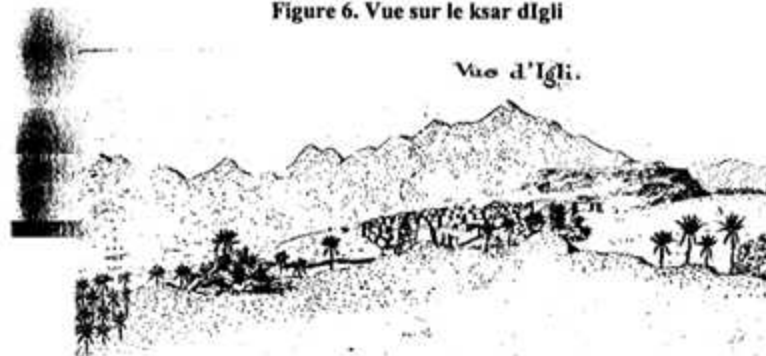
Par conséquent, les critiques portaient, presque terme à terme, sur ces inflexions qui, pour le responsable supérieur du génie, constituaient un éloignement des règles et des procédures en vigueur jusque-là.

<sup>54</sup> Ibid.

### I.3 - L'adoption du réseau ksourien, la proximité spatiale

Ces changements amorcés à Ain Sefra dès 1881, ne s'arrêtèrent pas là. Les officiers des bataillons opérationnels, confrontés aux réalités du Sud, finirent par adopter comme principe d'implantation, la construction de redoutes à proximité des principaux établissements sahariens, les ksour. Cette tendance se confirma lors de l'installation militaire définitive à Igli et Taghit, en 1900 et 1901.

Figure 6. Vue sur le ksar d'Igli



Source : SHAT IH 794

Pour Igli, le ksar a été considéré, dans un premier temps, comme source de danger. Néanmoins, il fut intégré parmi les autres facteurs d'installation d'une manière « normale » et non plus exceptionnelle. Le ksar fut abordé dans toutes ses composantes (cimetière, oasis...); il fut inséré dans le projet comme lieu de vie et d'activité, même si ce fut sous la contrainte due aux risques d'épidémies et de transmission de maladies. La transformation du projet préalable témoigne de ces nouvelles considérations et de cette nouvelle approche.

Le premier emplacement envisagé (fig. 7) pour la redoute d'Igli était l'ancien emplacement du camp militaire occupé le 5 avril 1900. Ce terrain se trouvait entre le cimetière et les jardins de l'oasis sud, à 600 mètres environ du ksar. Cet emplacement présentait pour les officiers de nombreux inconvénients : dominé de très près, à l'est par le djebel Youdia et les hautes dunes de l'erg, à l'ouest par le djebel Kébir (ancien ksar) et par la montagne voisine, cachée du côté du sud par les palmiers et les autres arbres de l'oasis. Cette position n'avait de vues directes qu'en direction du nord, du côté du ksar et sur une étendue qui ne dépassait pas

La construction de la redoute de Taghit donna le ton pour confirmer cette démarche. Plus globalement, elle permit l'institution d'un principe d'implantation des redoutes : la superposition du réseau des redoutes militaires au réseau de ksour existants. Mieux encore, la construction de cette redoute fut l'occasion d'énoncer la nécessité de la proximité d'un ksar pour tous les projets qui allaient suivre. Avec le projet de Taghit, les officiers réalisèrent que les ksour occupaient les positions stratégiques, aux croisements des principales routes et pistes, sur les points les plus avantageux de la topographie ou à proximité des principales sources d'eau<sup>56</sup>. C'est pourquoi le rapport sur la construction de la redoute de Taghit commençait par rappeler cette situation essentielle :

À partir de cette analyse, l'emplacement proposé pour la redoute ne pouvait que se rapprocher du ksar, c'est-à-dire de la partie inoccupée du plateau, celle qui se trouvait le plus près du défilé. La surface disponible n'étant pas suffisante pour l'installation totale de la garnison, le mur d'enceinte devait se continuer dans la plaine. Par conséquent, la redoute fut accolée au ksar (fig. 9).

Figure 9. L'installation de la redoute à Taghit



Source : SHAT 1H799

<sup>56</sup> Rapport du chef du génie à Ain Sefra sur la construction de la redoute de Taghit, 22 décembre 1900, SHAT 1H795 (plan de la redoute).

#### 1.4 - Quelle proximité du ksar : accollement ou prise de distance ?

Le principe de la proximité d'un ksar étant admis et généralisé, ce furent par la suite le contenu et les conséquences de cette proximité qui occupèrent le débat. En effet, entre un accollement au ksar et une implantation à 5 ou 6 km de celui-ci, les avis divergeaient.

En 1901, le commandant de la division d'Oran plaide pour le maintien de la redoute de Taghit accolée au ksar. Pour le général Risbourg :

- la première position, contiguë au ksar et occupée par une redoute provisoire, assurait un bon « abri » aux officiers et aux hommes ;
- sur la seconde position, située à 3 km du ksar, la construction d'une redoute pouvait entraîner, pour mieux assurer la défense de cette dernière, l'obligation de démolir tous les bâtiments existants sur la première position.

Le général concluait donc qu'il y avait avantage et économie à établir la redoute définitive sur l'emplacement provisoire qui avait été choisi par le capitaine du génie, à proximité du ksar. « Un plan a été soumis, écrivait le général Risbourg, par le directeur du génie au général commandant supérieur du génie en Algérie qui ne l'a pas accepté sous prétexte qu'il faudrait détruire le ksar [...] cette observation du commandant supérieur du génie est une erreur, car il suffirait d'améliorer le mur du ksar. »<sup>57</sup>

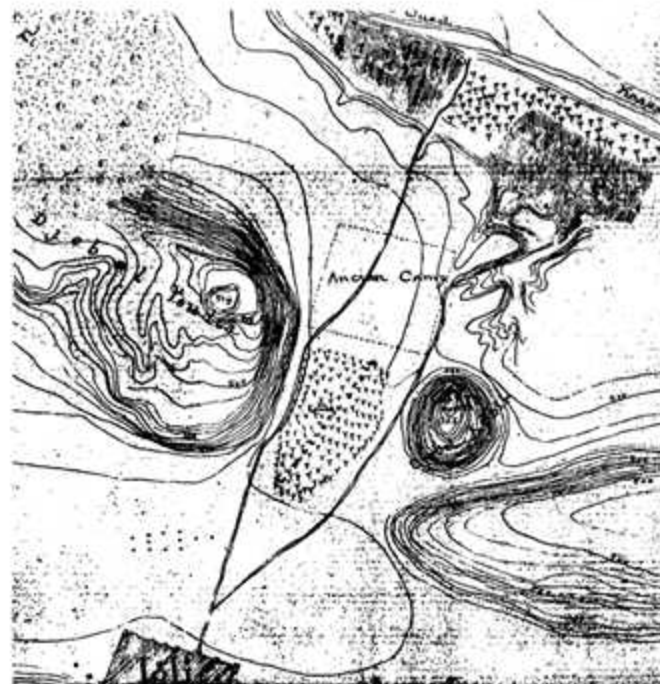
Concernant Igli, le commandant de la division d'Oran s'opposa également au projet qui éloignait la redoute du ksar en la plaçant sur un mamelon rocheux où s'était installée, en 1900, l'ancienne colonne. Il faisait alors remarquer que ce mamelon était à plus de 5 kilomètres du ksar d'Igli et échappait ainsi aux vues. On n'y voyait pas la vallée de la Saoura. Le commandant de la division proposa alors une autre solution. Par l'entremise du commandant du 19<sup>e</sup> corps d'armée, il essaya d'obtenir du général commandant supérieur du génie en Algérie l'abandon des premiers projets adoptés et l'installation d'une redoute pour 100 hommes sur l'emplacement de l'ancien ksar d'Igli en ruines.

Il précisait que, depuis ce dernier emplacement, on dominait complètement le ksar qui n'était éloigné que de 600 mètres environ ; il soulignait également qu'on surveillait très bien la vallée de la Saoura, la route de Beni Abbès, la palmeraie d'Igli et la vallée de la Zousfana.

<sup>57</sup> Lettre du général Risbourg, commandant la division d'Oran à M. le général commandant le 19<sup>e</sup> corps d'armée, 28 février 1901, SHAT 1H799 (plans).

un kilomètre. L'eau nécessaire à l'alimentation était prise dans l'oasis où existaient de nombreux puits servant à l'arrosage des jardins ; mais ces puits, creusés dans les parties basses du terrain, étaient soustraits aux vues du camp et se trouvaient par suite exposés à « des coups de mains dangereux de la part de gens mal intentionnés »<sup>55</sup>. De plus, le partage de ces sources et les contacts directs avec les indigènes faisaient craindre les risques de transmission de maladies et d'épidémies. La proximité de l'oasis et l'existence d'un vaste cimetière aux portes même de la redoute laissaient naître des craintes sérieuses pour l'état sanitaire des troupes.

Figure 7. Premier emplacement de la redoute d'Igli

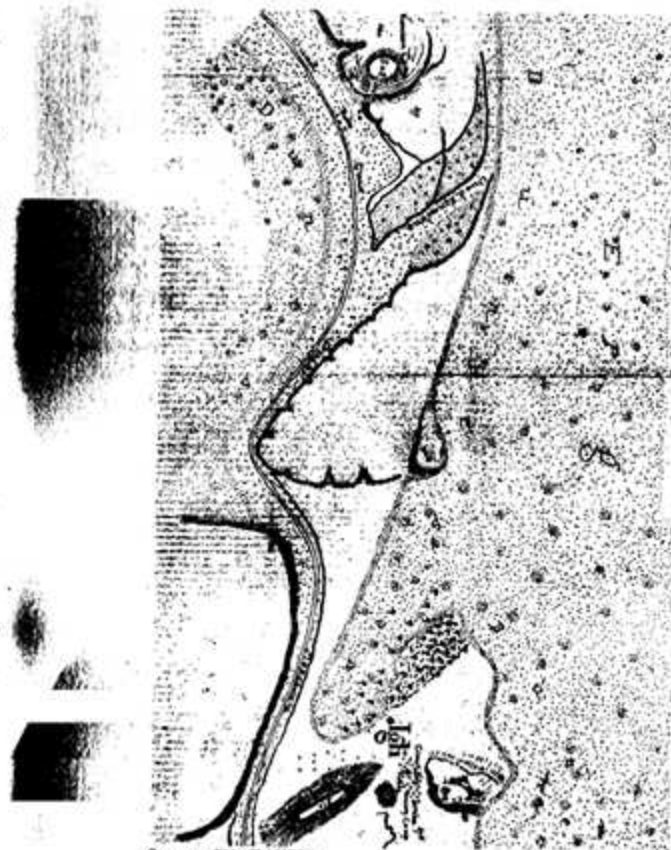


Source : SHAT 1H794

<sup>55</sup>Note du capitaine du génie Lauray au sujet de la position occupée par les troupes de la colonne d'Igli au confluent de l'oued Guir et de l'oued Zousfana, 31 mai 1900, SHAT 1H794 (plan).

Le colonel commandant la colonne fit rechercher immédiatement un autre emplacement plus favorable (fig. 8). La position qu'il jugea « la meilleure » se trouvait sur la rive gauche de l'oued Guir, à 6 km du ksar d'Igli. Pour le commandant, cette position présentait les avantages suivants : vues très étendues sur les vallées de l'oued Guir, de l'oued Zousfana, proximité de l'eau et surveillance facilitée des puits, abondance de bois aux environs, réduction des contacts avec les indigènes et par conséquent des risques d'agressions et de transmission de maladies.

Figure 8. Second emplacement de la redoute d'Igli



Source : SHAT 1H794

En réponse à l'ensemble de ces observations, le général commandant le 19<sup>e</sup> corps d'armée se rangea contre les propositions du commandant de division aussi bien pour Taghit que pour Igli. Il écrivit :

*« A Taghit, vous estimez qu'il est préférable de placer la redoute à proximité du ksar et même d'englober celui-ci dans la redoute : cette disposition aurait l'inconvénient de nous accoler aux indigènes dont la fidélité est toujours douteuse, et de placer la fortification et les installations des troupes à proximité d'un foyer de maladies et même d'infection. En ce qui concerne Igli, M. le général Bertrand n'avait pas jugé adéquat à ce propos, pour des raisons d'hygiène, d'occuper l'emplacement de l'ancien ksar, auquel vous proposez de revenir, parce que, de là, on surveille facilement le ksar actuel, le point d'eau et les deux vallées. Vous reprochez à l'emplacement choisi pour le moment, d'être, au contraire, à 5 kilomètres du ksar actuel qui, en outre, n'est pas vu. Je vous ferai remarquer que le ksar resterait sous notre action, malgré cette distance de 5 kilomètres et que, pour empêcher l'accès aux nomades ou dissidents qui voudraient y venir, il suffirait d'ouvrir une large brèche à la fortification qui l'entoure »<sup>58</sup>.*

Cette opposition sur la distance entre la redoute et le ksar aboutit à un schéma intermédiaire réalisant à la fois la sécurité, le contrôle du ksar et la mise à profit de ses ressources (puits, palmeraies, voies...). Cette solution consistait à placer la redoute à quelques centaines de mètres des ksour existants. Tel fut le cas pour Taghit et Igli. Ainsi, à partir de cette date, la grande majorité des postes furent construits à proximité et en fonction des ksour existants. Ce fut le cas d'Adrar, de Kenadsa, de Béchar, de Béni Abbès et d'autres centres encore. Cependant, il y a lieu de noter quelques exceptions quant à la mise en œuvre de cette solution intermédiaire : Timimoun, par exemple, où la première implantation militaire française fut construite dans un bordj du ksar. Elle a d'ailleurs entraîné la destruction d'un quartier. Les officiers ont ainsi créé un espace de séparation autour du bordj, transformé en redoute.

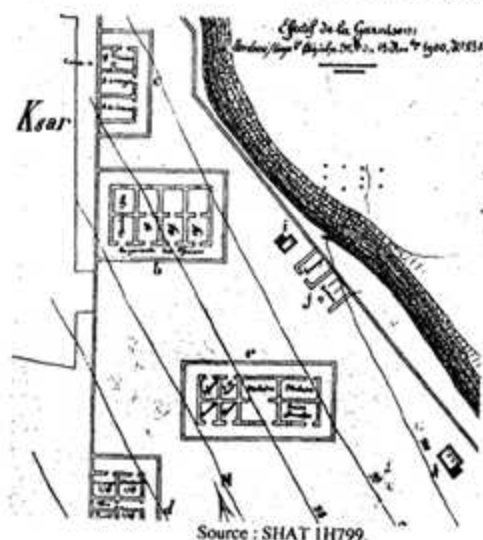
Cette proximité nouvelle, généralisée à partir du début du siècle, marque définitivement le début du parallèle spatial et direct entre l'espace institutionnel et l'espace autochtone.

Au-delà des considérations de stratégie militaire, de nécessité de contrôle territorial, cette proximité était l'œuvre de certains officiers des divisions du Sud. L'adoption de ce principe d'implantation correspondait, en effet, à l'arrivée d'officiers des A.L., formés depuis 1881 aux doctrines que nous avons décrites dans les paragraphes précédents. Ce fut l'occasion pour ces

officiers français de réaliser un rapprochement de l'espace indigène, tout en évitant un contact trop prolongé et trop contraignant. Le maintien d'une distance minimale et l'adoption d'une dimension réduite de l'installation militaire participaient à la réalisation de cet objectif. Néanmoins, pendant ces premières années, les militaires restaient dans une logique d'opposition en affirmant de manière autoritaire un mode de contrôle de l'espace : les redoutes étaient implantées d'une manière brutale, elles étaient imposées. L'espace autochtone était, là, un objet « muet et dépourvu de caractère particulier » dont la principale expression, ou le contenu essentiel, était le « danger » d'une attaque ou d'une révolte possible. L'action française intégrait dans ses raisonnements l'espace autochtone comme objet aux composantes peu identifiées et peu différenciées.

En revanche, dès le début, un lien se mit en place et persista durant toutes les périodes en prenant des figures différentes : un échange autour des matériaux et des techniques constructives. Dès 1881, cet échange s'installa sans donner lieu obligatoirement à des constructions ou à des projets précis. Il fut le vecteur d'une observation réciproque et d'une connaissance plus fine de l'Autre, qui engendra parfois des influences, voire des échanges concrets.

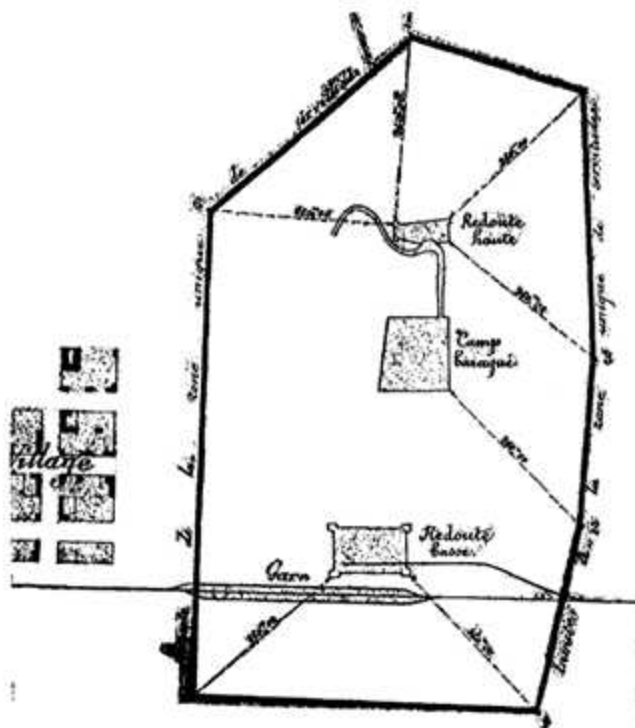
Figure 10. L'installation de la redoute de Gervilly



Source : SHAT 1H799.

<sup>58</sup> Lettre du général Trisot, commandant le 19<sup>e</sup> corps d'armée à monsieur le général commandant la division, 20 mars 1901, SHAT 1 H 799 (plan).

Figure 12. La zone de servitudes proposée pour le Kreider

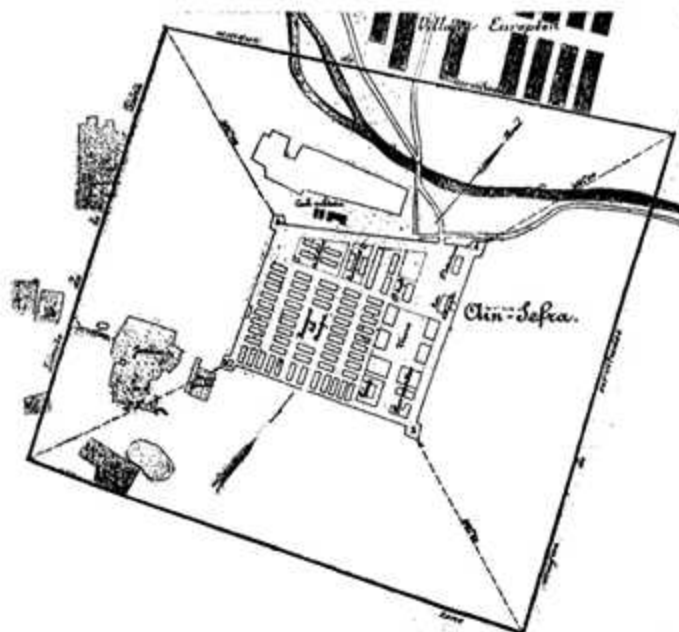


Source : SHAT 1H804.

À Ain Sefra, le chef du génie proposa de classer la redoute dans la 2<sup>ème</sup> série des places de guerre à titre de poste militaire, et de réduire les zones de servitudes à une zone unique obtenue aux moyens de distances mesurées sur des capitales, mais aussi sur des perpendiculaires élevées au milieu de deux courtines. Les distances prises par le chef du génie étaient de 250 mètres, excepté au saillant nord, sur la capitale duquel cet officier compta 200 mètres, pour éviter d'englober dans la zone des servitudes des portions du village européen. Si le directeur du génie ne s'opposa pas à ces propositions, ce fut, cette fois-ci, le rapporteur du projet auprès du commandant supérieur du génie qui formula les critiques les plus importantes.

Le rapporteur faisait remarquer que le tracé proposé n'était pas conforme aux prescriptions de l'article du 10 avril 1853 (article d'après lequel les distances devaient être mesurées sur les capitales) et que la distance réglementaire de 250 mètres n'était pas totalement respectée. « Il s'agit, écrivait-il, de règles géométriques simples et essentielles pour assurer la pérennité du rôle militaire. »<sup>59</sup> (fig. 13).

Figure 13. La zone de servitudes d'Ain Sefra



Source : 1H804

<sup>59</sup> Extrait du registre des délibérations du comité des fortifications, séance du 16 mai 1884. Avis du comité sur le classement et la délimitation des zones de servitudes des postes de Mécheria, du Kreider, d'Ain Sefra, d'Ain Ben Khelil, Direction du génie de Saïda, SHAT 1H804 (les plans).

## II - La constitution du domaine militaire : du séquestre à la négociation

La définition des zones de servitudes et du domaine militaire connut aussi un processus d'adaptation régulier face aux caractéristiques des espaces indigènes. Les officiers passèrent ainsi de l'application systématique des règles géométriques pour la définition du domaine militaire et des zones de servitudes à une adaptation de ces zones à la nature du foncier et à la disponibilité de terrains.

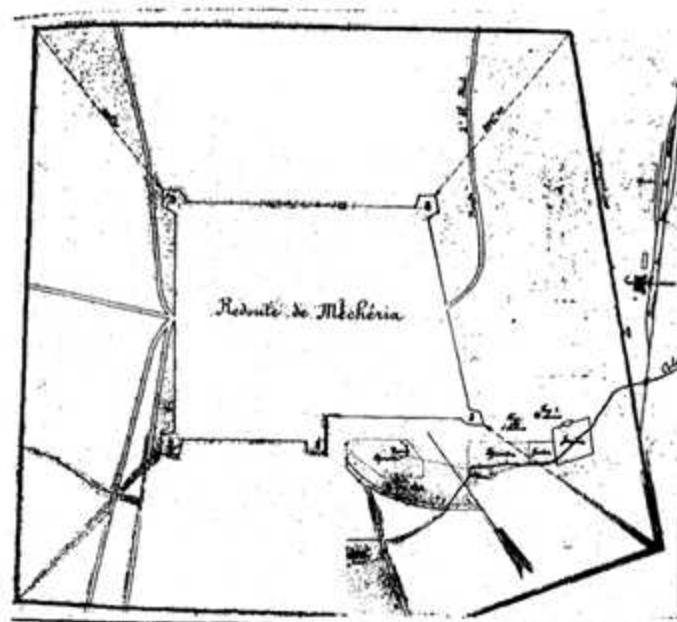
### II.1 - La systématique géométrique et réglementaire

Avant 1900, la définition des zones de servitudes et du domaine militaire était réalisée d'une manière systématique et ne tenait compte d'aucun élément du site dans lequel elle s'inscrivait. Par conséquent, elle ne prenait pas en considération l'espace indigène ou sa structuration mais seulement les règlements. Ces derniers consistaient en un ensemble de règles géométriques permettant de tracer des polygones distants de 250 m des limites des redoutes et des bâtiments militaires. Ces polygones définissaient ainsi les zones à intégrer au domaine militaire et à soumettre à des servitudes.

Pour les officiers du génie, ces règles ne pouvaient souffrir aucune exception et devaient être systématiquement appliquées à tous les établissements.

Pour Mécheria, en constatant que la gare de chemin de fer stratégique était située à environ 250 mètres à l'est de la redoute, le chef du génie proposa de la classer ainsi que la remise à machines, dans la zone de servitudes. En revanche, le bureau arabe, les abreuvoirs de la redoute élevée et le village, situés à plus de 250 mètres de la redoute, malgré leur relation à l'organisation défensive, n'étaient pas rangés parmi les forteresses (précisément pour obéir aux prohibitions du décret du 10 août 1853) (fig. 11).

Figure 11. Zone de servitudes de Mécheria



Source : SHAT 1H804.

Au Kreider, le chef du génie tenta de déroger à la règle pour s'adapter et proposa les trois ouvrages du Kreider (redoute haute, redoute basse, enceinte du camp baraqué) dans les fortifications à classer en réduisant les zones de servitudes à une zone unique, obtenue en comptant 100 mètres sur les capitales, mais aussi sur les prolongements des deux faces d'enceintes.

Le directeur du génie n'approuva pas ces propositions. Il estimait que cette modification, pourtant admise par le commandant supérieur du génie, laissait toujours subsister un tracé contraire aux prescriptions de l'article 18 du décret du 10 avril 1853 : les distances devaient en effet être mesurées sur les capitales. En outre, il ne voyait pas les raisons de remplacer la longueur légale de 250 mètres par une longueur « arbitraire » de 100 mètres, puisque le polygone correspondant aux distances de 250 mètres laissait complètement en dehors de son contour le village de Kreider (fig. 12).

## II.2 - Les premières adaptations des mécanismes de définition du domaine militaire

Cette rigidité réglementaire dans la définition du domaine militaire connut un assouplissement suite à sa confrontation aux réalités locales. Dans un premier temps, il fallut répondre aux exigences de la colonisation française ; phase intermédiaire avant l'adaptation aux contraintes liées à l'espace des indigènes. Nous en voulons pour exemple le cas de terrains de colons qui s'étaient retrouvés, par le fait de l'application systématique du règlement, dans le « domaine militaire » : le 13 mars 1880, le chef du génie à Géryville exposait au comité des fortifications<sup>60</sup> que le bornage de la zone unique des servitudes de cette place, tel que fixé par la décision ministérielle du 9 août 1871, avait soulevé une opposition lors de sa mise en œuvre en 1879. Durant l'accomplissement des formalités réglementaires, un propriétaire (M. Guillaume) avait alors adressé au conseil de préfecture d'Oran une réclamation au sujet du bornage, assurant que deux maisons qu'il avait bâties, avaient été, à tort, englobées dans la « zone prohibée ».

Le chef du génie précisait, dans son exposé, que la préexistence de ces maisons était attestée par une déclaration de deux habitants de Géryville visée par le commandant supérieur du cercle faisant fonction de maire. Il estimait en conséquence qu'il y avait lieu de modifier le tracé de la zone des servitudes de façon à « exonérer les constructions ».

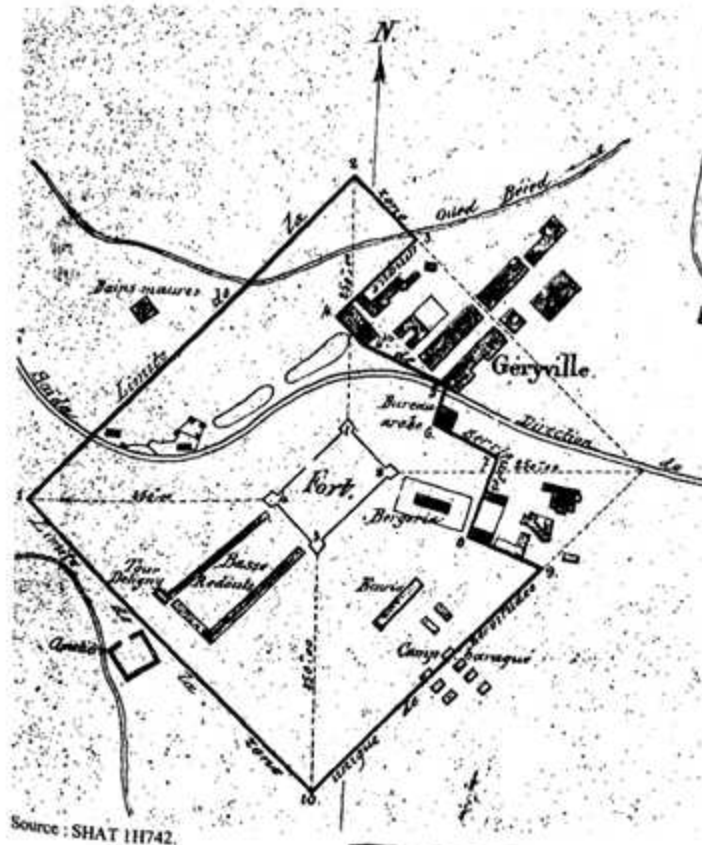
Cette solution, qui signifiait la transgression des règlements, provoqua une réaction négative des supérieurs hiérarchiques et une forme de résistance.

Lors du même comité de fortification, le général commandant le génie en Algérie fit observer que le décret de classement qui avait établi les servitudes autour du poste de Géryville, était daté du 29 avril 1857. Les bâtisses élevées par M. Guillaume en 1867 et 1878 ne pouvaient donc pas être considérées comme préexistantes, et, du point de vue du droit, la réclamation de ce particulier devait être considérée sans fondement. Il faut noter que le comité des fortifications, dans sa délibération du 28 janvier 1870, faisait exonérer des servitudes le village qui entourait le poste en dehors de la zone unique (fig.14). En définitive, le commandant et le directeur du génie décidèrent de modifier la délimitation approuvée par la décision ministérielle du 9 août 1871 de manière à exonérer les bâtisses de ce colon.

<sup>60</sup> Extrait du registre des délibérations du comité des fortifications, séance du 13 mars 1880. Le ministre renvoie à l'examen du comité un rapport du service local du génie, en date du 21 janvier 1880, tendant à faire modifier la limite de la zone unique des servitudes de la place de Géryville.

Si dans les premiers moments, les règles étaient strictement appliquées sans considération pour les contraintes locales, les formes géométriques (parfaites) dessinées finissaient ainsi par connaître les premières inflexions. Par le biais de ces petites inflexions, un affaiblissement de la règle géométrique fut amorcé. La porte était dès lors ouverte et d'autres facteurs pouvaient faire leur apparition pour influencer sur les décisions. Le deuxième type de contraintes qui encouragea une plus grande adaptation aux conditions locales fut le statut des terrains.

Figure 14. La zone de servitudes de Géryville



### II.3 - La prise en compte des structures locales

Dans les premières années d'occupation à Kreider, les officiers avaient eu recours à l'expropriation de terrains pour constituer le domaine militaire, évitant ainsi la question du foncier indigène. La presque totalité des terrains y avait été réservée pour l'armée (fig. 15). Ce procédé d'évitement de l'obstacle (la structure locale) ne pouvait de toute façon pas être reproduit et l'on finit par adapter les plans au statut et à la disponibilité de terrains. Cette démarche fut réalisée pour la première fois à Ain Sefra. En septembre 1883, le général commandant la division d'Oran rappela la nécessité (politique) d'indemniser immédiatement les anciens propriétaires des superficies occupées par les divers corps de la garnison, ou par les européens qui s'étaient installés sur ce lieu à la suite des colonnes militaires. Le général fit procéder à la reconnaissance et à l'évaluation de ces superficies par une commission spéciale. Comme la redoute et les emplacements utilisés par les européens devaient être cédés gratuitement par la djemaâ, il apparut que tous les terrains à acquérir étaient occupés soit par les services militaires, soit par le bureau arabe. « Dans ces conditions, écrivit le gouverneur général, et alors surtout que la création d'un centre de population européenne n'est pas encore arrêtée, le budget de la colonisation ne saurait prendre à sa charge le prix d'immeubles dont le paiement incombe à l'administration de la guerre et à la commune indigène. »<sup>61</sup>

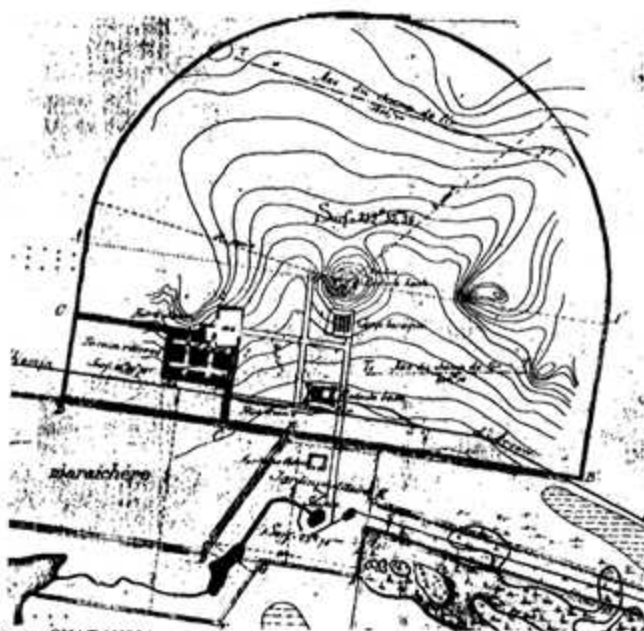
Il fallut l'intervention expresse du ministre de la Guerre pour que cet ordre d'indemnisation fût appliqué. Par lettre du 10 novembre 1883, le ministre de la Guerre confirma au général commandant supérieur du génie, l'ordre de « réaliser les actes destinés à constater la cession gratuite des terrains de la djemaâ et l'acquisition des autres terrains, dont le prix devra être acquitté... »<sup>62</sup>

Cette lente évolution du mode de faire aboutit à une plus grande prise en compte de l'existant et, plus particulièrement, des immeubles et des propriétés indigènes. Cette pratique se généralisa à partir du centre de décision d'Ain Sefra vers l'ensemble des autres établissements. Les officiers « centraux » s'y opposèrent quelques temps, mais finirent par admettre sa nécessité.

<sup>41</sup> Lettre du gouverneur général de l'Algérie à M. le général commandant supérieur du génie en Algérie, le 20 septembre 1883. 1H803.

<sup>42</sup> Lettre du ministre de la Guerre à M. le général commandant supérieur du génie, le 10 novembre 1883. SHAT 1H803.

**Figure 15. Domaine militaire de Kreider**



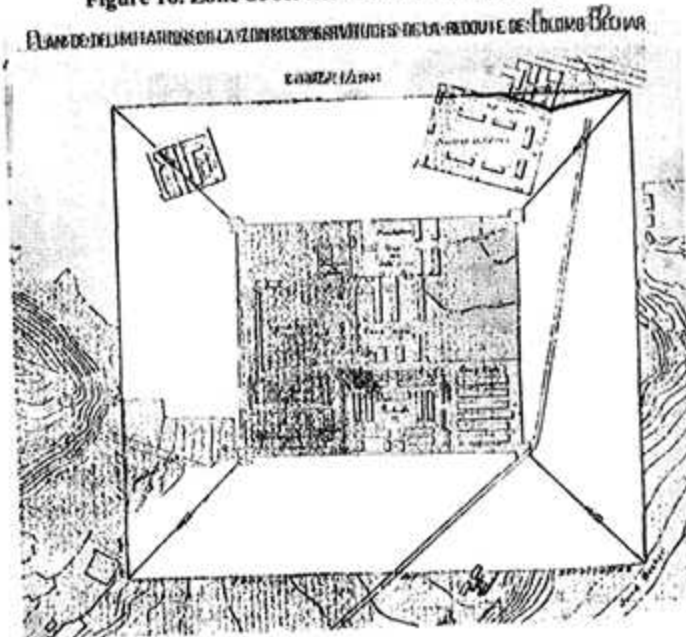
Source : SHAT 1H804

Ainsi, en 1923, le chef du génie établit une zone de servitudes unique et restreinte autour de la redoute de Colomb-Béchar. Cette zone était déterminée conformément aux prescriptions du décret du 10 août 1853, mais s'étendait à une distance de 165 mètres seulement, mesurés sur les capitales de l'enceinte (fig. 16). Pour le responsable du génie, la limite réglementaire de 250 mètres n'avait pas lieu d'être imposée, la sécurité de la place n'en étant nullement affectée. En étendant au contraire cette zone jusqu'à sa limite réglementaire, une partie de l'agglomération européenne et du village saharien risquait de se trouver soumise au régime des servitudes, ce qui entraînait pour l'État des formalités et des charges supplémentaires. La limite de la zone ainsi déterminée englobait une partie de l'agglomération constituée par les bâtiments de la gare. Pour l'officier du génie, si on lui réservait une zone de servitudes, elle s'ajouterait à celle de l'enceinte fortifiée et serait constituée par un polygone exceptionnel qui ne paraissait pas s'imposer. Il pensait que la délimitation du domaine militaire qui devait faire suite à celle des

servitudes défensives, allait permettre d'étendre la zone d'interdiction, en portant les bornes du terrain militaire à des limites convenables en accord avec l'autorité civile locale. Grâce à cela, « aucune propriété particulière ne se trouve dans la zone des fortifications ainsi définie. »<sup>63</sup>

Les officiers centraux du génie adoptèrent également ce principe et poussèrent encore plus loin l'adaptation du règlement aux contraintes locales. Le général Benoit, commandant supérieur du génie en Algérie, approuva ces propositions pour Colomb-Béchar et proposa que la largeur de la zone des servitudes sur les capitales des bastions soit ramenée à 140 mètres. Pour le commandant du génie, cette dimension était la largeur maximale que l'on pouvait attribuer à la zone des servitudes sans y inclure une construction civile préexistante. Ce qui permettait « d'éviter le paiement d'indemnités ».

Figure 16. Zone de servitudes de Colomb-Béchar



Source : SHAT 1H804.

<sup>63</sup> Rapport du chef du génie d'Ain Sefra au sujet du classement, de la délimitation des zones de servitudes et des fortifications de la redoute de Colomb-Béchar, le 3 août 1923, SHAT 1H804.

## II.4 - À la recherche d'une adaptation aux limites spatiales et à la valeur foncière

Pour éviter les indemnités, les officiers tentèrent de limiter les zones aux terrains domaniaux, et quand cela n'était plus possible, ils s'orientèrent vers les terres indigènes sans grande valeur. À Mécheria, le chef du génie traça les limites du domaine militaire en fonction des terrains appartenant à l'État, pouvant être cédés à l'armée. Il écrivit dans son rapport : « Le dessin annexé au présent rapport indique les limites des divers terrains nécessaires au service militaire, tracées conformément aux dispositions du plan approuvé par le ministre ; ces terrains sont compris en totalité dans le périmètre de ceux qui ont été expropriés aux Hamyan pour la création du centre de Mécheria et qui sont ainsi devenus domaniaux. »<sup>64</sup>

Il s'agit là d'une forme de reconnaissance de l'espace indigène (foncier), puisque les officiers essayaient de l'éviter en agissant sur les seuls terrains français. Ce mode d'action qui se confirma et se généralisa, se trouva vite confronté à l'exigüité des terrains domaniaux.

Les participants à la conférence de fortification<sup>65</sup> d'Ain Sefra constatèrent, en 1891, la difficulté d'agrandir le champ de tir, faute de terrains domaniaux, et proposèrent alors de conserver la butte et les abris existants en agrandissant le champ de tir sur ses côtés et en arrière de la butte (fig. 17). La parcelle ainsi délimitée était comprise dans des terrains de parcours inutilisables. Il était en effet expressément défendu de faire pâturer, de couper de l'herbe ou de faire des terrassements de quelque étendue que ce soit dans un certain rayon autour de la place, et cela dans le but de faciliter la consolidation des terrains mouvant par la végétation. En 1892, le chef du génie confirma la proposition : « le champ de tir d'Ain Sefra peut être convenablement agrandi à l'aide de terrains adjacents et sans valeur, appartenant aux tribus à titre collectif, et dont la cession à titre gracieux pourrait probablement être obtenue sans difficulté. En raison de cette circonstance, il semble que cette cession doive être demandée, s'il y a lieu. Il serait toujours possible, si les démarches entreprises à ce moment n'aboutissaient pas, de remettre à

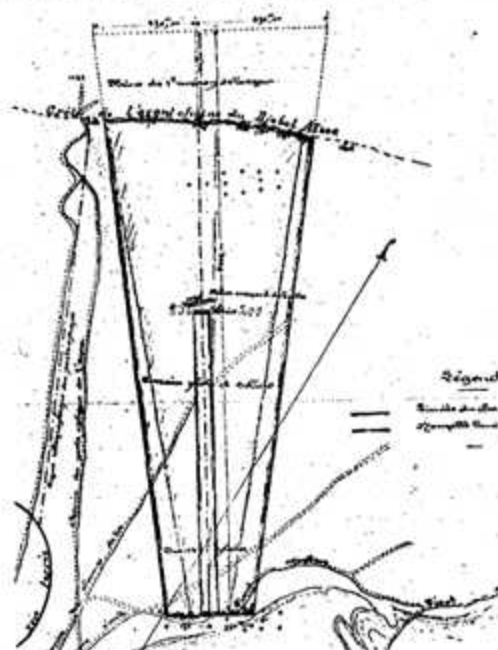
<sup>64</sup> Rapport du capitaine Chateyron, chef du génie, tendant à obtenir l'affectation au département de la guerre de divers terrains destinés à constituer le domaine militaire de la place de Mécheria, le 9 janvier 1891 (plan).

<sup>65</sup> Procès verbal de convenance au sujet de l'installation d'un champ de tir à Ain Sefra, 29 mai 1891, SHAT 1H798.

plus tard l'acquisition des terrains demandés<sup>66</sup>. Il faut remarquer que pour limiter l'extension du champ de tir à ces terrains, le chef du génie dut enfreindre les règles définissant les tracés des champs de tir. Il ne respecta pas, en l'occurrence, les distances légalement exigées.

Ainsi, quand l'acquisition des terrains indigènes devenait inévitable, les officiers orientaient cette extension vers les terrains d'une valeur moindre et donc facilement cessibles par les populations. Ces dernières ne devaient pas y attacher une grande importance. Rien ne s'opposait alors à la réalisation des extensions à moindres frais. Pour mettre en œuvre ce type d'adaptation, le chef du génie ne respectait plus les règles et s'écarterait de leur rigidité géométrique pour atteindre ses objectifs (ici la constitution d'un champ de tir).

Figure 17. Le champ de tir d'Ain Sefra et son projet d'extension



Source : SHAT 1H798.

<sup>66</sup> Sur l'extension du champ de tir d'Ain Sefra en 1892, rapport du capitaine Chardeyron, chef du génie transmissif d'un procès verbal au sujet de l'installation du champ de tir d'Ain Sefra, le 9 juin 1891, SHAT 1H798 (voir plan).

## II.5 - Les blocages et le recours à l'expropriation

Ces adaptations ne suffisaient pas toujours à dépasser les obstacles liés à la structure de l'espace indigène. En 1892, divers terrains appartenant à des indigènes étaient compris dans la zone des fortifications de la redoute d'Ain Sefra. Pour les militaires, il y avait urgence à acquérir ces terrains pour la constitution définitive de la zone.

Les acquisitions devaient porter sur deux groupes de jardins situés de chaque côté du cercle du bastion 3. Tous les autres terrains nécessaires à la constitution de la zone des fortifications étaient domaniaux. Ils étaient en outre compris parmi ceux dont l'affectation au département de la guerre, pour la constitution du domaine militaire de la place, avait été demandée dans un rapport du 6 juin 1891.

Les deux jardins restants, inscrits au plan de lotissement comme domaniaux par l'acte administratif du 12 janvier 1887, étaient en réalité des jardins cultivés par des indigènes qui les possédaient depuis longtemps. Selon le chef du génie, il semble que ce fut par erreur qu'ils ont été englobés parmi les terrains que la djemaâ du ksar d'Ain Sefra avait consenti à céder gracieusement à l'État par délibération du 24 décembre 1885. Tout en demandant l'affectation de ces jardins, le chef du génie faisait toutes sortes de réserves sur les difficultés que pouvait rencontrer cette affectation<sup>67</sup>. En conséquence, et par précaution, il avait compté ces lots parmi ceux dont l'acquisition devait être poursuivie.

Les négociations engagées dans ce but avec les propriétaires, n'ayant pas abouti, en raison des prix élevés demandés<sup>68</sup>, le chef du génie demanda l'autorisation de réaliser l'expropriation des terrains. Il soumit alors au gouverneur général d'Algérie l'idée de prononcer l'expropriation, sans prise de possession d'urgence des terrains nécessaires pour la constitution de la zone des fortifications de la place. Par dépêche, le ministre de la Guerre prescrivit au général commandant supérieur du génie d'entreprendre auprès du gouverneur général les démarches nécessaires pour procéder à l'expropriation sans prise de possession d'urgence des parcelles de terrains. Quelques temps après, le gouverneur prononça l'expropriation dans les conditions spécifiées.

<sup>67</sup> Rapport du capitaine chef du génie à Saïda, au directeur du génie à Oran, le 17 février 1892, SHAT 1H803.

<sup>68</sup> Rapport du capitaine Kruger chef du génie tendant à obtenir du gouverneur général de l'Algérie l'expropriation sans prise de possession d'urgence des terrains nécessaires à la constitution de la zone des fortifications de la place d'Ain Sefra, le 25 octobre 1894, SHAT 1H803 (liste et plan).

Ainsi, quand quelques aménagements dans les projets ne suffisaient pas, quand les adaptations enfreignant les règlements n'évitaient pas les blocages, on recourait encore à des méthodes, plus autoritaires, comme l'expropriation. Les officiers contournaient l'obstacle que constituait l'espace des indigènes grâce à ce procédé « exceptionnel ». Il est vrai qu'ils atténuèrent l'impression d'injustice que ce dernier suscitait chez les populations, en évitant la prise de possession urgente des terrains.

## II.6 - Du choix autoritaire à la négociation

Cette évolution aboutit à un rééquilibrage, voire à une inversion, des rapports de force entre les officiers et les indigènes. Pour la constitution du domaine militaire, toujours en transformation, les officiers devenaient de plus en plus dépendants des stratégies d'implantation indigène. « Victimes » de leur propre volonté d'adaptation et de leur respect des structures autochtones, les responsables militaires finissaient par entériner les choix des habitants. L'épisode de la constitution du champ de tir de Géryville en 1937 est un exemple de ce nouveau rapport officiers-indigènes concernant l'organisation de l'espace.

L'autorité militaire cherchait depuis longtemps, dans le voisinage de Géryville, un terrain pour établir un champ de manœuvre. Des pourparlers furent engagés en 1936 avec la tribu des Gueraridj qui possédait aux environs de la redoute, au pied du djebel Merdoufa, un terrain répondant aux conditions exigées pour l'établissement d'un champ de tir. Un échange de terrain fut proposé. Cet échange consistait à remettre à la tribu des Gueraridj, un terrain militaire situé dans Géryville même, et dénommé « Ancien champ de tir », contre le terrain du djebel Merdoufa. Par délibération en date du 10 avril 1936, la djemaâ de la tribu accepta l'échange proposé, sous réserve que le pacage lui restât permis sur le terrain. Une conférence mixte eut lieu le 19 juin 1937 à laquelle assistait le chef d'annexe. Il y est alors décidé que l'emplacement choisi pour la création du champ de tir de circonstance devait servir par la suite à l'implantation du futur champ de tir permanent de la garnison de Géryville. Le chef d'annexe ne fit d'abord aucune objection et avait, alors, l'air d'admettre la création, dans un futur imprécis, d'un champ de tir permanent sur le terrain du djebel Merdoufa. L'affaire semblait donc réglée quand, le 11 octobre 1937, le chef d'annexe transmit au commandant supérieur du cercle d'Ain Sefra une nouvelle délibération de la djemaâ de la tribu des Gueraridj, de laquelle il ressortait que cette tribu s'opposait dorénavant à l'installation d'un champ de tir permanent, cette installation devant entraîner, sur une zone de 1.700 hectares environ, une servitude qu'elle rejetait.

Le chef d'annexe, dans sa transmission, faisait connaître que les raisons invoquées par la djemaâ étaient justifiées, que ce n'est qu'ultérieurement qu'il avait été question d'établir un champ de tir permanent et un champ de manœuvre. En conclusion, il demandait que les conditions de la cession soient modifiées dans le sens désiré par la tribu. Le 15 octobre 1937, le commandant supérieur du territoire appuyait la façon de voir du chef d'annexe. Dans la première quinzaine de novembre, le chef du génie fit savoir que la gêne imposée aux indigènes par la transformation du champ de tir de circonstance en champ de tir permanent serait sans nul doute considérable et que les desideratas exposés par la djemaâ dans sa délibération du 10 septembre 1937 semblaient pouvoir être pris en considération. Le commandant du territoire ajoutait dans sa transmission : « La djemaâ de la tribu des Gueraridj, s'apercevant que la création d'un champ de tir permanent est susceptible de léser les intérêts de la tribu, demande que la délibération du 10 avril 1937 soit annulée [...] j'estime qu'il y a lieu d'envisager la réunion d'une nouvelle conférence en vue de définir un nouveau projet d'utilisation du champ de tir de circonstance du djebel Merdoufa en tenant compte des desideratas de la tribu des Gueraridj »<sup>69</sup>. Le directeur du génie donna son avis définitif, le 27 janvier 1938, en désignant d'une manière pertinente l'origine du blocage : une mauvaise communication entre les officiers locaux et les représentants indigènes. Pour le directeur du génie, la bonne foi de la djemaâ des Gueraridj ne pouvait être suspectée et les services locaux (chef d'annexe de Géryville et chef du génie de Colomb-Béchar) auraient dû s'assurer, avant d'adresser au ministre des propositions concrètes, que la djemaâ s'était effectivement rendue compte des intentions de l'autorité militaire et des répercussions qu'aurait, sur les terrains de la tribu, l'installation d'un champ de tir permanent avec toutes ses servitudes. À cause de ces carences de la représentation locale, la djemaâ refusa de s'engager dans la voie d'un échange. Le commandant supérieur du génie, le général Doizelet, émettant son avis définitif, le 11 février 1938, estimait, lui aussi, que la responsabilité était partagée entre les représentants français et ceux des indigènes.<sup>70</sup>

Les conséquences de ce type de blocages s'étendaient souvent au-delà de l'affaire traitée pour perturber d'autres projets et actions urbaines exigeant des contacts et des négociations entre officiers et indigènes.

<sup>69</sup> Cité dans la lettre du capitaine Bourgeois, chef du génie à M. le colonel directeur du génie à Oran, Colomb-Béchar, le 30 décembre 1937, SHAT 1H1.

<sup>70</sup> Annexé au rapport du capitaine Bourgeois, chef du génie, concernant le projet d'échange de terrain avec la tribu de Gueraridj à Géryville, Colomb-Béchar, le 17 janvier 1938, SHAT 1H803.

Ainsi, un an plus tard, le 15 février 1938, le chef d'annexe de Géryville, présentait au gouverneur général une demande émanant de la djemaâ des Gueraridj, et du caïd de la tribu, pour obtenir la cession du terrain de l'ancien champ de tir de Géryville dont l'échange contre deux parcelles appartenant aux Gueraridj avait été envisagé. En réponse, le gouverneur général pris la décision suivante : « Dans les conditions actuelles, l'immeuble dont les Gueraridj sollicitent la cession n'est pas disponible. En conséquence, la demande formulée par la djemaâ de cette tribu ne saurait être, pour l'instant du moins, favorablement accueillie. »<sup>71</sup>.

Cet épisode montre ainsi l'équilibre qui s'établissait dans les rapports de force entre les représentants indigènes et les officiers militaires, tant que ces derniers n'utilisaient plus des moyens exceptionnels pour réaliser leurs projets (séquestre, expropriation...). Il révèle également le rôle primordial et indispensable du chef d'annexe comme intermédiaire dans le processus de décision. Mieux encore, ce chef d'annexe apparaissait, aux yeux des officiers supérieurs, comme représentant des intérêts des populations autochtones. Quand cet intermédiaire, placé au centre des mécanismes de décision, ne jouait pas son rôle d'une manière optimale, les projets étaient bloqués. De même, quand il n'agissait pas dans le sens d'un compromis, grâce à sa connaissance fine des facteurs locaux, et laissait les mécanismes institutionnels face aux logiques autochtones, la confrontation se transformait en opposition et aboutissait à l'échec de toute action envisagée sur l'espace.

Dans le cas de Géryville, un retard d'intervention du chef d'annexe était à l'origine des difficultés. La moindre brèche dans cette action d'intermédiation et de rééquilibrage des pouvoirs aboutissait inévitablement à l'échec des initiatives. C'est pourquoi, les responsables des annexes et ceux des bureaux arabes du Sud furent les auteurs de nombreux courriers adressés pratiquement à tous les niveaux de décision pour :

- rappeler les droits d'usage des tribus sur des terrains,
- exiger l'indemnisation des occupations de propriétés indigènes,
- infléchir les prétentions des projets militaires, ou encore
- déplacer des installations françaises.

<sup>71</sup> Lettre du gouverneur général de l'Algérie à M. le directeur de l'enregistrement des Domaines et du Timbre du Département d'Oran, le 21 mars 1938, SHAT 111803.

### III - La création des villages européens : pour une cohabitation des pratiques

L'installation des villages connus, elle aussi, une évolution que l'on peut analyser selon trois critères :

- la position du village par rapport à la structure spatiale préexistante ;
- le foncier sur lequel est installé le village ;
- la participation des indigènes à la constitution du village (leur accès aux terrains dans les villages, la position des terrains attribués, le type de constructions autorisées, les formes urbaines produites par les indigènes et leur position dans l'ensemble de l'agglomération...).

Pour ces trois critères, nous pouvons retracer l'évolution des méthodes institutionnelles qui s'éloignèrent progressivement du modèle appliqué dans le Nord (celui-ci prêtait peu d'importance à la réalité locale et écartait les obstacles que constituait la structure indigène) pour se rapprocher d'une plus grande adaptation aux conditions locales du Sud, c'est-à-dire d'une prise en compte de la structure spatiale autochtone.

Ainsi, quand le village était installé sur des terrains appartenant à des indigènes, les officiers passèrent de la confiscation des terres (le cas de Saida et dans une moindre mesure celui de Mécheria), au recours à l'expropriation (les cas de Mécheria et Géryville), puis à l'expropriation de terrains sans grande valeur (Géryville), à la cession gratuite, et enfin à l'échange contre d'autres biens fonciers (Ain Sefra). La participation des indigènes à la construction même du village témoigne d'une évolution similaire : exclusion des indigènes pour les attributions de terrains (Kreider), distribution limitée et conditionnelle (Géryville), puis répartition plus large avec une gestion « prudente et vigilante » de la position des terrains accordés (Ain Sefra, Timimoun), pour aboutir à une distribution ouverte accompagnée d'une spécialisation de l'espace réservé aux indigènes.

#### III.1 - La position des villages

La situation des villages a longtemps dépendu de la demande de terrains, de l'installation des premiers civils français, ainsi que des conditions de vie locales (eau, bois...). La proximité ou l'éloignement du ksar, le statut des terrains ne semblaient pas préoccuper, dans les premiers moments, les responsables de la création des villages. Pour le premier village du Sud, Kreider, le chef du génie décrivait ainsi les étapes : « Le poste de Kreider récemment créé est appelé à prendre une certaine importance ; non pas

seulement au point de vue militaire, ce qui est indiscutable, mais même au point de vue colonial. Une source abondante de vastes terrains cultivables, de carrières de pierres à chaux, de sable et de pierre à bâtir, de dépôts de gypse et de terre argileuse pour la fabrication du plâtre, des briques et des tuiles, telles sont les conditions favorables qui attireront les colons »<sup>72</sup>. Aussi, le chef du génie prit l'initiative de tracer un village, à trois cents mètres de la courtine ouest de la redoute basse, et d'accorder des lots aux individus qui demandaient à construire (fig. 18). Il demanda que, si l'on approuvait la création du village, on régulariserait les baux provisoires. Il suggéra aussi que, « en retour de la confiance témoignée par les colons », l'État fit les dépenses nécessaires pour l'aménagement de la source et l'assainissement des marais.

### III.1.1 - La création de centre, une décision réglementaire : le poids de l'administration centrale et de la procédure

Cette création au Kreider (ainsi que pour d'autres villages) fut une nouvelle occasion de conflit entre les responsables locaux et l'administration centrale. En effet, la procédure voulait que toute création de centre ait été soumise aux délibérations du conseil supérieur des centres, et décidée par le gouvernement général de l'Algérie. Le service des domaines devait également participer pour le traitement de ces questions.

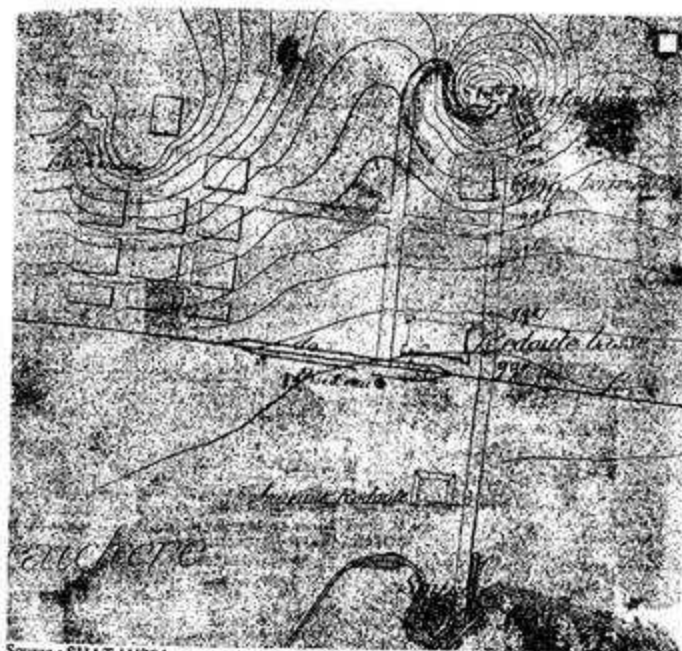
Pour Kreider, premier village de la région, le directeur du génie porta un regard critique aussi bien sur le fond que sur la forme du projet proposé par le chef local du génie. Il estimait qu'avant de songer à constituer la propriété privée, il était indispensable de :

- prévoir les besoins de l'État : définition des terrains nécessaires aux usages militaires, et ceux indispensables aux civils ;
- déterminer l'étendue des servitudes portées par les ouvrages défensifs qui composaient le poste, en fixant également les zones intérieures et extérieures des fortifications.

Concernant la position du village, le directeur du génie jugeait que le projet de création présenté par le chef du génie du Kreider établit le village dans une situation dominante beaucoup trop rapprochée de la redoute basse. Il proposait, en raison de l'étendue des terrains disponibles et des servitudes pour cette redoute, de porter à 600 m la distance nécessaire ; même s'il y avait de ce fait éloignement du centre (fig. 18).

<sup>72</sup> Rapport du chef du génie sur la création d'un village au Kreider, le 18 novembre 1881. SHAT 1H 803 (plan).

Figure 18. La position du village du Kreider



Source : SHAT 1H794.

Sur la forme du dossier et le respect de la procédure, le directeur invita le chef du génie à :

- s'abstenir de donner des concessions de terrains, et à annuler les baux provisoires qu'il avait passés, en laissant le soin, à qui de droit, d'assigner des emplacements aux « fournisseurs » et « industriels » qui avaient accompagné les troupes au Kreider ;
  - empêcher que les établissements autorisés par le commandement local n'empiètent sur le domaine militaire ;
  - rédiger le projet de lotissement des terrains militaires.
- Le 22 novembre 1881, le colonel directeur du génie rappela à son subordonné que la création d'un centre entraînait essentiellement dans les attributions du général commandant la division, préfet en territoire militaire, à qui il appartenait, et à lui seul, d'en prendre l'initiative et de la soumettre au conseil général et au général supérieur.

La commission de colonisation constata, lors de sa réunion du 28 février 1882, consacrée au village du Kreider, qu'elle se trouvait, dans une certaine mesure, en présence d'un fait accompli. Le constat était en effet clair : « le chef du génie a choisi un emplacement et tracé cinq îlots rectangulaires en six lots ; une douzaine de ces îlots sont occupés et six maisons en maçonnerie sont actuellement en voie de construction. »<sup>73</sup>

### III.1.2 - Des critères réglementaires excluant l'espace préexistant

Dans ces premiers pas de la colonisation dans le Sud, l'autonomie des responsables locaux pour la création et l'aménagement de nouveaux centres était ainsi refusée. Le directeur du génie comme l'ensemble des autorités centrales rejetait toutes les initiatives locales, même si celles-ci produisaient des espaces en conformité avec les critères réglementaires et avec la politique de colonisation.

Il en est ainsi de l'exemple du Kreider. Tout en critiquant la démarche suivie, les officiers supérieurs constataient la pertinence des choix. Ceux-ci étaient conformes aux règles appliquées jusque-là dans le Nord de l'Algérie ; leur énumération dans ce cas particulier permet de voir comment elles ne considéraient que les facteurs naturels du site et excluaient tout élément de l'espace ksourien. La commission de colonisation lors de sa réunion du 28 février 1882 (fig. 18 et 19) considéra le projet du chef du génie pertinent car :

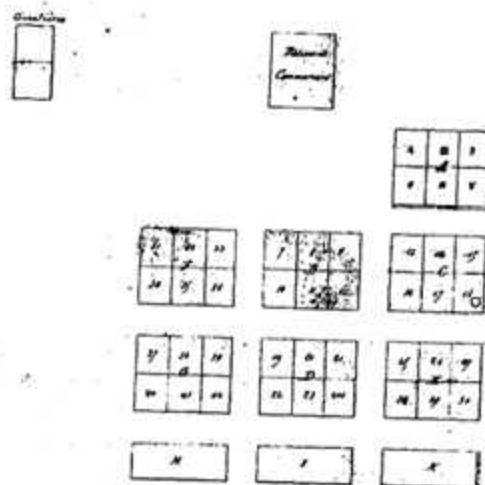
- le village était au nord de la voie ferrée et à l'ouest des redoutes nouvellement construites ;
- les rues étaient parallèles et perpendiculaires à la redoute basse ;
- le sommet de contrefort permettait l'installation des bâtiments communaux : église, mairie, gendarmerie, écoles, réservoir.

La commission constata également que le village ne nuisait pas à la sécurité des ouvrages de fortification ni à la constitution du domaine militaire. L'emplacement choisi laissait intacts les terrains à préserver pour le domaine militaire. Enfin, les membres de la commission reconnaissaient que le village était bien situé à proximité des eaux et des meilleurs terrains de culture, qu'il était relativement salubre car les vents régnant au Kreider étaient les vents du sud-ouest traversant le village sans passer par les marais et par les terres de culture fraîchement remuées. Ce village se prêtait à la création ultérieure de nouveaux îlots, vers l'ouest, et se trouvait à proximité des « eaux vives » et de terrains propres à la culture maraîchère.<sup>74</sup>

<sup>73</sup> Commission des centres, procès verbal relatif à la création du village du Kreider, le 28 février 1882, SHAT 1H794.

<sup>74</sup> Ibid.

Figure 19. Le village du Kreider et ses îlots



Source: SHAT 1H794.

Par conséquent, si le chef du génie s'était éloigné de la procédure légale, il avait néanmoins largement mis en application les critères réglementaires orientant l'implantation des villages de colonisation : c'est-à-dire sécurité, respect des servitudes militaires, proximité de l'eau et de terres agricoles, topographie et nature du terrain, protection sanitaire et possibilité d'extension future. Aucun critère ni aucune recommandation n'imposait aux concepteurs des villages de prendre en compte l'existence d'un centre indigène, le statut du terrain, la structure du territoire ou tout autre composant de l'espace indigène préexistant.

### III.1.3 - Carence de la représentation indigène, suprématie des logiques sectorielles et absence de l'espace autochtone

Ce résultat, pour un premier centre créé au Sud-Ouest, Kreider, est compréhensible quand on constate l'absence de « représentants indigènes » dans la commission de colonisation : ni officiers des A.L., ni membres des *Affaires arabes* du GGA. La commission du Kreider était composée de quatre responsables :

- Président : M. Picot, capitaine du génie, chef du génie au Kreider ;
- M. Gouillon, capitaine au 4<sup>e</sup> bataillon ;

- M. Lobit, médecin-militaire ;
- M. Tenaïlle d'Estais, lieutenant au 9<sup>e</sup> régiment.

Pourtant, l'instruction du gouverneur général du 12 juin 1876<sup>75</sup> rappelait clairement la composition d'une telle commission, à savoir :

- 1- le commandant supérieur, président ;
- 2- un officier du génie ;
- 3- un agent des ponts et chaussées ;
- 4- un médecin ou officier de santé ;
- 5- le géomètre de la circonscription ;
- 6- deux propriétaires notables ;
- 7- un agent des domaines, secrétaire ;
- 8- un officier des *Affaires indigènes*.

L'absence des deux propriétaires notables, de l'agent du domaine et de l'officier des A.I. renseigne mieux sur le contenu du plan adopté pour le village du Kreider.

Ce projet suscita des réactions différentes en fonction de la lecture et de la culture des administrations qui y participèrent. La multiplication des intervenants (en comparaison avec les projets militaires) mena à une plus grande confrontation des logiques d'action dont le principal oublié, en ces années 1880, fut l'espace indigène. Le directeur du génie préoccupé, lui, par les établissements militaires écrivait : « *appelé à donner [...] avis sur l'emplacement d'un village à créer au Kreider, je n'approuverais point, en ce qui me concerne, celui qui a été choisi, et où le procès-verbal de la commission indique que des baraques sont déjà édifiées. Je le trouvais trop rapproché, et dominant par rapport à la redoute basse...* »<sup>76</sup>. Le responsable du service de colonisation, chargé du financement des travaux et de la gestion économique des villages européens, s'inquiétait, quant à lui, de la prévision des dépenses. Il écrivait ceci au chef du génie à propos du projet<sup>77</sup>. Enfin, du point de vue du représentant du gouverneur général pour les affaires de colonisation, responsable de la gestion et de la politique indigène, « *la création du village du Kreider aura une importance politique du premier ordre [...] mais encore l'élément de colonisation qui y sera implanté contribuera à pacifier les indigènes de la région avoisinante.* »<sup>78</sup>

<sup>75</sup> Cité dans la lettre du Bureau des affaires civiles de la division d'Oran à M. le colonel, commandant la région Mécheria-Kreider, le 22 février 1882, SHAT 1H803.

<sup>76</sup> Lettre du colonel Guichard, directeur du génie à Oran, au général commandant supérieur du génie en Algérie, Oran, le 20 mars 1882, SHAT 1H 803.

<sup>77</sup> Lettre du Bureau des affaires civiles (service colonisation) au capitaine chef du génie à Kreider, le 10 mars 1882.

<sup>78</sup> Lettre du chef du 2<sup>ème</sup> Bureau du GGA à M. le général commandant la division d'Oran, le 10 mai 1882, CAOM 211L75.

Chaque intervenant élaborait son évaluation du projet selon ses préoccupations sectorielles, et donc aucun ne se souciait de la relation avec l'espace préexistant. La seule réflexion comportant la question indigène était d'ordre politique et restait loin des considérations spatiales.

### III.1.4 - L'apparition du ksar dans le « territoire » du village : l'indispensable intervention des officiers des A.I.

Pour la création du village de Mécheria, le même procédé fut utilisé. Le chef du génie local se conforma à la lettre d'instruction envoyée le 20 mars 1882 par ses supérieurs hiérarchiques. Il en respecta les recommandations pour le choix de l'emplacement et du tracé, et proposa un projet qui fut positivement accueilli par le directeur du génie.<sup>79</sup>

Il ne pouvait en être autrement puisque la définition de la position optimale devait obéir à des critères réglementaires. Le conseiller rapporteur du gouvernement général résumait la situation en considérant que l'emplacement choisi pour le village était dans « *une heureuse situation* », non loin du chemin de fer, et à proximité de la redoute, où la population pouvait au besoin trouver un refuge assuré. Le forage de six nouveaux puits et la construction d'une conduite suffisaient, du point de vue du conseiller, à l'alimentation en eau potable ; alors que par la voie ferrée, les communications et l'écoulement des produits étaient facilités<sup>80</sup>. Il fallut attendre la création du village d'Ain Sefra, installé à proximité d'un ksar, pour voir l'espace indigène enfin pris en considération (fig. 20). En cela, il marqua un changement par son traitement particulier et par l'attention les officiers portèrent aux structures existantes. La participation des officiers des *Affaires indigènes* se fit plus grande aussi bien dans les chaînes de décision locales que dans les bureaux du gouvernement général. Ces officiers arrivèrent à convaincre les autres intervenants de l'intérêt de disposer d'une main d'œuvre proche, d'où intérêt d'avoir un centre de peuplement indigène situé à proximité. La participation des autochtones à une économie européenne locale naissante fut plus tard un argument supplémentaire. Quelques officiers des A.I. essayèrent aussi de mettre à profit les aménagements préexistants. Le village d'Ain Sefra fut ainsi installé à proximité des principales voies de circulation, aux limites des jardins de la palmeraie et aux abords de quelques puits. Cette proximité impliquait en retour des contraintes : statut du foncier, droit de passage...

<sup>79</sup> Lettre du Colonel Guichard, directeur du génie à Oran, au général commandant supérieur du génie en Algérie, Oran, le 20 mars 1882, SHAT 1H 803.

<sup>80</sup> GGA, secrétariat général du gouvernement, Note pour M. le conseiller rapporteur près le conseil de gouvernement, Alger, le 3 août 1883, CAOM 211L74.

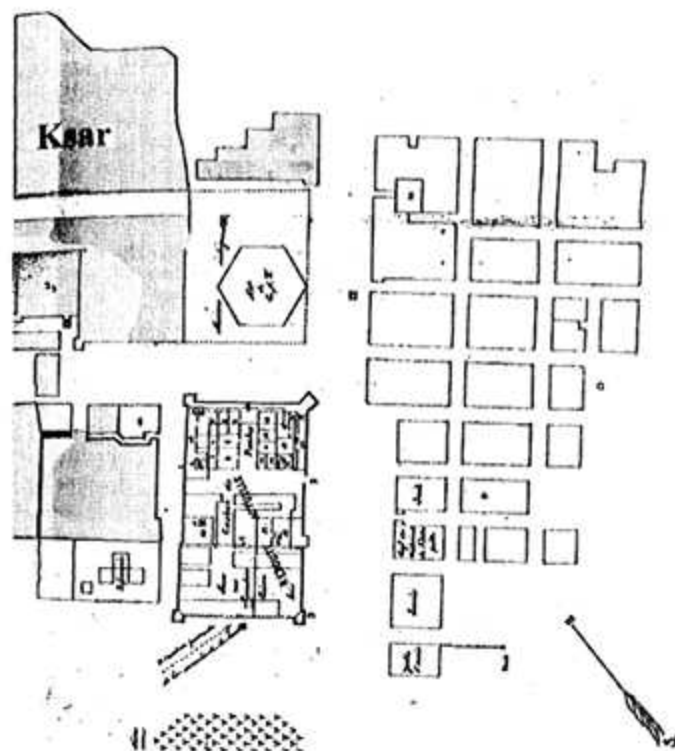
Figure 20. Le village d'Ain Sefra



Source : SHAT 1H804.

La création du village fut l'occasion de mettre en place un modèle d'implantation qui devait être reproduit dans l'ensemble du Sud-Ouest par les chefs d'annexe, en collaboration avec le chef du génie. Ainsi, les villages qui suivirent, furent installés à proximité d'un ksar, séparés de celui-ci par la redoute et les bâtiments militaires, et implanté à la limite d'un parcours important du territoire. Tel fut le schéma mis en œuvre à Timimoun, Béchar, Béni Abbès ou encore Kenadsa.

Figure 21. Village de Timimoun, 1925



Source : SHAT 1H801.

## III.2 - Les villages et le statut du foncier

La création des villages, qui exigeait des surfaces de terrains relativement importantes, avait conduit les officiers français à porter un regard nouveau sur la structure du foncier chez les indigènes et donc à l'intégrer dans le processus d'aménagement des centres de colonisation.

### III.2.1 - L'ignorance ou l'illusion de la facilité du problème foncier

Lors des premiers temps de la création des villages, les officiers considéraient les terres à occuper comme disponibles, sans difficulté majeure. Ainsi, pour les officiers responsables de la colonisation de Mécheria, « la question de propriété ne saurait préoccuper attendu qu'il n'y a en cette région, sauf dans les ksour, ni melk, ni sebaga »<sup>81</sup>. Pourtant, dès le 4 juillet 1882, en réponse à la demande du gouverneur général, le directeur de l'enregistrement des domaines et du timbre du département d'Oran écrivait au sujet de Mécheria : « aucun [document] n'établit les droits de propriété de l'État, pas plus que les plans n'indiquent la superficie des villages et celle des terres qui doivent y être annexées pour en former le territoire. En l'état, mon service se trouve dans l'impossibilité de consigner sur les sommiers de consistance des biens de l'État, les immeubles dont il s'agit. En admettant que ces terrains soient acquis par droit de conquête ou comme terres vagues et abandonnées, il faut néanmoins qu'à la suite d'un procès verbal détaillé de reconnaissance et de prise de possession, un arrêté spécial les déclare réunis au domaine. »<sup>82</sup>

### III.2.2 - Les premiers essais de contournement par « détournement »

Face à la réalité des droits des indigènes sur les terres convoitées pour l'implantation des villages, les autorités tentèrent de contourner l'obstacle en amoindissant l'importance et la réalité de ces droits. Pour Kreider, le directeur du domaine eut recours, dans ses deux rapports de 1882, à la notion (ou statut) de « sebaga » pour soupçonner les tribus d'exagérer l'ampleur de leurs revendications. Nous retrouvons, à cette occasion, une remise en cause de ce statut, le directeur rappelant à plusieurs reprises qu'il n'existait pas dans la loi française.

<sup>81</sup> Deux notes, le 2 avril 1883, du 2<sup>ème</sup> Bureau du GGA adressées au chef du Bureau finance, CAOM 21L72.

<sup>82</sup> Lettre du directeur de l'enregistrement des domaines et du timbre du département d'Oran au gouverneur général, le 4 juillet 1882, CAOM 21L72.

Cette attitude ne pouvait résoudre les situations concrètes auxquelles étaient confrontées les officiers pour la création des villages. Alors, on crut pouvoir résoudre le problème par une reconnaissance partielle de ces droits. Pour le village de Mécheria, le directeur du domaine reconnaissait que son étendue était prélevée entièrement sur les terrains de parcours des Hameyans. Toutefois, il envisageait de les revendiquer comme appartenant au domaine forestier, le versant du djebel Antar étant occupé par plusieurs arbres. Cette question qui intéressait aussi le régime des eaux, fut confiée au service des forêts. Au-delà de ce périmètre, le directeur du domaine n'avait d'autre choix que d'admettre le statut « sebaga » (ou de « terrains collectifs de parcours ») au reste du territoire convoité. Dans ces conditions, et pour mettre le domaine de l'État à l'abri de toute convoitise et partant de revendication ultérieure, le directeur recommanda une solution négociée : « il y a lieu de demander aux djemaâs des Hameyans l'abandon de la partie de leur territoire destinée à former le centre de Mécheria, tel que l'a délimité la commission. »<sup>83</sup>. Ainsi, l'approche qui faisait appel au « détournement » juridique, fut confrontée aux réalités et montra vite ses limites. Face aux risques de conflits, voire de révoltes, les responsables au gouvernement général envoyèrent une mise au point et écrivirent au sujet de l'aire du village de Mécheria : « Cette superficie est toute entière prélevée sur les terrains de parcours de la tribu des Hameyans. Hormis une portion réduite du djebel Antar, que l'État pourrait peut-être revendiquer comme appartenant au domaine forestier, les terres qu'elle englobe sont essentiellement de nature sabaga et doivent être délimitées en collaboration avec les tribus concernées. »<sup>84</sup>.

### III.2.3 - Les dernières tentations d'autoritarisme face à la complexité et aux blocages

La propriété indigène, complexe et souvent opaque pour les officiers, poussa ces derniers, un moment, à revendiquer des solutions encore plus autoritaires et expéditives permettant d'imposer rapidement leur procédure. C'est ce qu'illustre l'épisode d'acquisition des terrains convoités pour la création du village de Mécheria. Le 20 mars 1883, les djemaâs des Hameyans consentaient la cession gratuite de ces terrains à l'État suivant une délibération à laquelle avaient pris part les djemaâs des tribus voisines. Mais, quelques jours plus tard, le 21 avril, en séance de la commission municipale de la commune indigène, le caïd des Ouled Sidi

<sup>83</sup> Lettre du service de l'enregistrement des domaines et du timbre (direction d'Oran) à M. le gouverneur général civil de l'Algérie, 2<sup>ème</sup> Bureau (des finances), Oran le 14 avril 1883, CAOM 21L73.

<sup>84</sup> GGA, secrétariat général du gouvernement, op. cit.

Khalifa revendiqua pour sa tribu la propriété des terrains de Mécheria ajoutant qu'elle ne faisait aucune difficulté pour les abandonner à son tour. La commission prenait alors compte de la délibération d'abandon des Ouled Sidi Khalifa.

Le 30 mai, le général commandant la division d'Oran s'éleva contre les « prétentions » émises par les Ouled Sidi Khalifa et aussi par les Rezaïna<sup>85</sup>. Il refusa les propositions de cession gratuite par les djemaâ de ces dernières tribus, parce qu'elles étaient de nature à créer des conflits. Il considérait que le sénatus-consulte n'avait pas été appliqué dans cette région, et que, par conséquent, la nature sebaga de la terre n'avait pas de caractère officiel. Dans cette situation, et pour mettre le domaine de l'État hors de toute revendication ultérieure, le général recommanda d'exproprier tous les terrains à comprendre dans le périmètre du centre de Mécheria.

D'autres officiers envisagèrent d'acquérir les terrains nécessaires à la colonisation dans le Sud oranais avec un moyen plus autoritaire : l'imposition du séquestre collectif sur les territoires des tribus qui ont participé aux insurrections. Pour les tenants de cette méthode (le responsable du domaine et le directeur du génie), le séquestre avait pour effet d'éviter à l'administration toutes dépenses. L'expropriation entraînait, en effet, des coûts d'indemnisation et des frais généraux. L'autre solution envisagée par ces mêmes responsables se fondait sur le « caractère incertain de la propriété », l'absence de droits vérifiés juridiquement opposables à l'État et la possibilité d'obtenir comme garantie l'abandon gratuit contre des droits de jouissance qui seraient reconnus aux détenteurs du sol.

Pour les officiers locaux, le séquestre devait être rejeté car injuste et « impolitique ». Le général commandant la division d'Oran fit observer, en effet, par lettre du 12 juillet, que les indigènes des Hameyans (sujets algériens) et les Chafaâ avaient fait preuve d'une fidélité qui ne s'était pas démentie, qu'aucune défection ne s'était produite chez les Ouled Sidi Khalifa, et que si les indigènes de Saïda avaient fait l'objet de peines spéciales, c'est non pour des faits insurrectionnels, mais pour des faits de vol.

Le responsable du domaine, tout en ne contredisant pas les remarques du commandant de division, possédait sa propre vision hostile à une telle prise en compte de la propriété indigène : « Il n'y a donc pas, conclut-il son avis, à se préoccuper de la question des indemnités, et par suite, de l'évaluation des terres. Il n'y a pas à se préoccuper non plus, dans ces

<sup>85</sup> Citée dans la note du GGA, secrétariat général du Gouvernement, note pour M. le conseiller rapporteur près le conseil de gouvernement. Alger, le 3 août 1883, CAOM 211.74.

immenses territoires, de la situation qui sera faite aux indigènes dépossédés. On peut affirmer que l'expropriation ne leur occasionnera aucun préjudice suivant une expression de leur djemaâ, la constitution du centre de Mécheria sera un gage de tranquillité pour leur pays »<sup>86</sup>. Aussi, il procéda aux premières formalités d'expropriation et l'enquête préalable fut annoncée par un avis administratif en date du 26 mai 1883. Le général commandant supérieur du génie s'opposa à l'expropriation et préféra qu'« ait été pris purement et simplement possession des terrains jugés nécessaires à la création comme conquérants, ainsi qu'il a été fait du reste pour l'établissement du chemin de fer de Saïda à Mécheria ». L'expropriation présentait, à son avis, un autre danger car l'administration risquait de se trouver, pour la construction du chemin de fer de Mécheria à Ain Sefra, dans l'obligation de recourir au même mode d'acquisition, alors que ces terrains pouvaient, comme cela avait eu lieu pour la première section, être occupés en vertu du droit de conquérants. Le gouverneur général fit observer que les circonstances, en changeant, avaient imposé à l'administration l'acquisition régulière des terrains là où elle avait pu précédemment, en raison des hostilités ouvertes, prendre possession du sol manu militari pour la construction d'un chemin de fer stratégique. Le gouverneur général mettait ainsi un terme à toute velléité de retour à des méthodes autoritaires, voire brutales, telles le séquestre ou l'expropriation sans versement d'indemnités. En se basant sur les rapports des officiers des A.I., préoccupés par la nécessité de préparer les installations coloniales futures, il confirmait définitivement le principe du respect du statut foncier local et, chemin faisant, de la structure spatiale indigène quelle qu'ait été sa complexité.

### III.2.4 - Les premières solutions : le recours à l'expropriation

Pour Mécheria, le conseil du gouvernement, reconnaissant la nécessité d'un centre, décida la mise en œuvre des diverses formalités de l'expropriation<sup>87</sup>. Le 8 septembre 1883, le GGA publia l'arrêté suivant :

« Article 1<sup>er</sup> - Est déclaré d'utilité publique la création d'un centre de population européenne, sous le nom de Mécheria.

Article 2<sup>e</sup> - Est prononcée l'expropriation des terrains nécessaires à la création de ce centre d'une superficie de 3.597 hectares, présumés appartenir aux djemaâs des tribus des Hameyans, tels figurés au plan,

Article 3<sup>e</sup> - La prise de possession de ces terrains aura lieu d'urgence. »

L'expropriation semblait être la première solution permettant de mettre les terrains nécessaires à la disposition des projets français sans nier totalement tout droit aux indigènes. Elle constituait une première étape

<sup>86</sup> Ibid.  
<sup>87</sup> Ibid.

dans la reconnaissance des structures existantes et dans l'éloignement vis-à-vis des méthodes « brutales ».

Progressivement, l'expropriation devint une solution extraordinaire usitée quand les négociations entreprises avec les tribus connaissaient un échec. Elle était alors utilisée d'une manière plus limitée : sans prise de possession d'urgence ou en visant des terres de parcours sans grande valeur et non indispensables à l'organisation spatiale locale. De premier outil d'action, l'expropriation s'est transformée en dernier recours.

Exemple : en 1885, le commandant de la division d'Oran décidait l'expropriation des terrains de tribu pour la constitution du village de Géryville. Le 17 juin 1885, le gouverneur général demandait ce qui justifiait cette « mesure exorbitante de droit commun » que la loi n'autorisait que pour les besoins de la colonisation ou de la défense, et qui ne pouvait trouver une justification lorsqu'il s'agissait de donner uniquement satisfaction à des intérêts particuliers de communes ou de personnes. Le responsable des Affaires arabes de la division d'Oran répondit au gouverneur général<sup>88</sup>, qu'en présence du refus de cession gracieuse par la djemaâ propriétaire, l'expropriation pour cause d'utilité publique, avec prise de possession d'urgence, devenait indispensable. Pour étayer sa demande d'expropriation, le commandant reprit une partie du rapport du directeur du domaine qui écrivait : « *À part quelques immeubles situés à Géryville, les autres ne paraissent pas être la propriété de l'État. Ces terrains nécessaires au village ont été, jusque là, considérés par erreur, comme biens de l'État. Il s'avère donc nécessaire de procéder à l'expropriation pour mener à terme le projet du centre européen de Géryville* ». Devant le refus de cession des tribus et étant donné la nature de ces terrains, le gouverneur prononça l'expropriation en octobre 1886 pour les 1.687 hectares appartenant à la fraction des Gueraridj, la tribu des Ouled Aissa Gueraridj et la fraction des Laghouat du Ksel. Comme le montrent les rapports préliminaires, le refus des tribus était dû, d'une part à la lenteur des négociations, dont l'officier tenait à rapporter tous les éléments aux autorités centrales, et d'autre part aux multiples incompréhensions avec les chefs des tribus sur les possibilités d'accès des indigènes aux aires concernées. Ces négociations avaient été menées par le commandant d'armes seul. Celui-ci n'avait pas pu faire appel à l'aide d'un officier des A.I., ce qui montre encore une fois l'importance de ce dernier. Néanmoins, le coût de l'expropriation encouragea le recours accru à la négociation et favorisa une meilleure connaissance de la structure du territoire et de ses utilisateurs.

### III.2.5 - La généralisation d'une méthode : la reconnaissance, la négociation et la cession à l'amiable

Dans une circulaire adressée à l'ensemble des annexes et des postes du Sud, le responsable de la colonisation au GGA rappelait : « *il ne sera sans doute pas possible de recourir régulièrement à la mesure d'expropriation comme le propose M. le général commandant la division, le gouverneur général ne disposant pas du fond nécessaire pour solder le montant des indemnités. En tout cas, il serait imprudent d'autoriser l'expropriation avant de savoir aussi exactement que possible le montant des dépenses à engager* »<sup>89</sup>. Ainsi, pour Kreider, la tribu des Ouled Sidi Khalifa avait posé problème en refusant dans un premier temps d'abandonner son droit de pâturage et de passage sur une partie des terrains nécessaires à la création du centre. Envisageant l'expropriation, le commandant de la division consulta le directeur des domaines. Celui-ci, tout en soulignant l'inexistence de document prouvant le droit de la tribu, conseilla de trouver une solution à l'amiable et de négocier une cession à titre gracieux, le gouvernement général ne possédant pas les moyens de verser des indemnités. Des négociations furent amorcées à nouveau avec les tribus du Kreider, et après une réduction du périmètre du village de 53 000 hectares à 35 000 hectares, un accord a été conclu.<sup>90</sup>

À l'occasion de la création du village d'Ain Sefra, ce principe a été confirmé et repris puisque cette agglomération, en tant que centre de décision, était prise comme exemple. Ainsi, le 24 octobre 1883, le commandant de la division informa le gouverneur général de la délibération de la djemaâ du ksar d'Ain Sefra, portant abandon à l'État, à titre gracieux, des terrains où la redoute et les constructions appartenant aux Européens dans cette localité, ont été élevées<sup>91</sup>. Concernant les terrains occupés par le bureau arabe de ce poste, le commandant insista auprès du gouverneur pour mettre les frais d'acquisition de ces derniers sur le compte de l'État.

Avec la création du centre d'Ain Sefra, une nouvelle étape était franchie. Non seulement, on recherchait des solutions négociées et acceptées par les tribus dans le but de réduire les frais de création, mais les responsables, particulièrement les officiers locaux et les membres du corps des A.I., rappelaient le paiement des indemnités et encourageaient la réparation des dommages subis par les indigènes.

<sup>88</sup> Circulaire 3<sup>ème</sup> Bureau du GGA, le 20 juin 1883, CAOM 21 L.72.

<sup>89</sup> Division d'Oran, Affaires arabes, Oran le 19/12/1883, lettre à M. le gouverneur général, CAOM 21 L.72.

<sup>90</sup> Lettre du Bureau divisionnaire des Affaires arabes (Oran) (signé par le général de division) à M. le gouverneur général., le 24 octobre 1883, CAOM 21 L.75.

<sup>88</sup> CAOM 21 L.82 (plan).

Les lettres échangées dans cette période sont éloquentes à ce titre. Le responsable des *Affaires indigènes* au GGA écrivait, le 7 août 1883, à son collègue du service de la colonisation : « *Un certain nombre de parcelles ayant été enlevées à des indigènes pour la construction de la redoute et des maisons d'Européens venus là à la suite de nos colonnes, le commandant de la division d'Oran croit qu'il est de la dignité de l'administration de désintéresser les possesseurs primitifs de ces espaces, et il a fait procéder à une reconnaissance de ces superficies et à leur évaluation* »<sup>92</sup>. Le 4 septembre 1883, le responsable des *Affaires indigènes* du GGA rappelait<sup>93</sup> au directeur du génie à Oran que les jardins d'Ain Sefra, alors affectés à la pépinière du génie, à l'ambulance, à la troupe, aux officiers et au commandement supérieur, étaient à indemniser. Tous les terrains à acquérir à prix d'argent étaient ceux occupés, soit par les services militaires soit par le bureau arabe. Le 3 juillet 1883, le responsable des *Affaires indigènes* au sein de la division d'Oran faisait une mise au point pour Ain Sefra. Il rappelait que des parcelles d'indigènes avaient été occupées pour construire la redoute et les maisons d'Européens. Il ajoutait : « *Il me paraît, [...] qu'il est de notre intérêt, au point de vue de notre domination dans cette région, d'indemniser les indigènes qui ont été dépossédés pour la création du poste d'Ain Sefra, sans avis préalable et sans qu'aucune mesure conservatoire de leurs droits ait été prise. Nous affirmons ainsi envers eux les intentions que nous avons formulées au moment de notre occupation du poste et qui les assuraient que nous venions pour les protéger et apporter dans le pays la paix et la prospérité.* »<sup>94</sup>.

Ainsi, se suivaient les lettres et les rappels des officiers des *Affaires indigènes*, conscients qu'ils engageaient, dans ces premières actions de création de villages, l'avenir de tout l'aménagement des centres de peuplement. La recherche de la seule économie et de la réduction systématique des dépenses ne pouvait que ruiner l'avenir des établissements européens qui, pour ces officiers, devaient se construire avec les tribus locales. La reconnaissance des droits des tribus et l'indemnisation de l'occupation de terres indigènes permettaient d'asseoir une relation régulière de confiance, nécessaire au déroulement des actions qui allaient suivre. La reconnaissance du statut du foncier se doublait ainsi d'une reconnaissance des indigènes comme intervenants à part entière dans le projet de centre.

<sup>92</sup> Note du 3<sup>ème</sup> Bureau du GGA pour M. le chef du 4<sup>ème</sup> Bureau du GGA, Alger, le 7 août 1883, CAOM 21L75.

<sup>93</sup> CAOM 21L75.

<sup>94</sup> Lettre du Bureau divisionnaire des Affaires arabes, op. cit., le 3 juillet 1883, CAOM 21L75.

### III.3 - Les indigènes dans les villages

À l'exception de quelques cas, les villages indigènes (exemple de ksar El jadid à Kenadsa) ne sont apparus qu'après 1930 à l'occasion des extensions. Vraisemblablement, ce n'est qu'à ce moment que fut pensée la séparation des indigènes et des Européens dans les villages. Avant cette date, ces derniers comportaient des « poches » d'habitants indigènes. Du rejet total à la ségrégation planifiée, l'évolution fut lente.

#### III.3.1 - L'accès des indigènes au village et leur position dans sa structure

Pour les premiers villages créés, les officiers destinaient tous les lots urbains aux Européens. Comme au Nord, ces centres étant réservés à la colonisation, les indigènes n'étaient pas concernés par les projets. Ainsi, pour Kreider, la liste des attributaires dans le village était constituée exclusivement d'Européens<sup>95</sup>.

##### Liste des acquéreurs à Kreider en 1881

- Pages Eugene 4 (A)
- Mauriach Joseph 12 (B)
- Baron Hyppolite 14-15 (C)
- Boffa Laurent 16 (C)
- Soblin Paul 17 (C)
- Torres Antoine 18 (C)
- Boisson Simon 21 (B)
- Ballage Amable 24 (D)
- Duc Ferdinand 25 (E)
- Lafarge Benoit 26-27 (E)
- Labeyrie Fabien 28 (E)
- Bruyere Louis 29-30 (E)

Source : Projet du village de Kreider, SHAT 1H803.

Pour Géryville, la conception était plus ouverte et la participation des indigènes à la vie économique et urbaine, défendue par les officiers des A.I., plaidait pour leur intégration au sein des villages. Cette intégration était, néanmoins, partielle et liée à des conditions particulières : les attributaires devaient faire preuve de leur capacité à entreprendre une activité économique. Le 27 mars 1884, le commandant de la subdivision de Géryville dressa l'état nominatif des indigènes qui remplissaient les conditions de cette dépêche réglementaire et qui désiraient devenir acquéreurs de lots à Géryville : « *Plusieurs indigènes portés sur cet état ne paraissent pas avoir les aptitudes nécessaires pour cultiver eux-mêmes mais ils peuvent employer leurs domestiques à mettre leur lot industriel* ».

<sup>95</sup> In *Projet du village de Kreider*, 29 novembre 1881, SHAT 1H803.

en rapport [...] D'autre part, l'aliénation des lots industriels aux indigènes ne me paraît pas porter préjudice aux Européens habitant le centre de Géryville.<sup>96</sup>

Les indigènes qui n'avaient pas été autorisés à acheter des terrains, pouvaient y accéder par le biais de la location. Ce moyen restreignait évidemment les possibilités d'usage. C'est ainsi que le commandant de Géryville dressa la liste des indigènes qui, n'ayant pas été autorisés à acquérir des lots au centre de Géryville, désiraient les louer pour une période de trois années.<sup>97</sup>

Figure 22. L'intégration des indigènes dans le village de Géryville

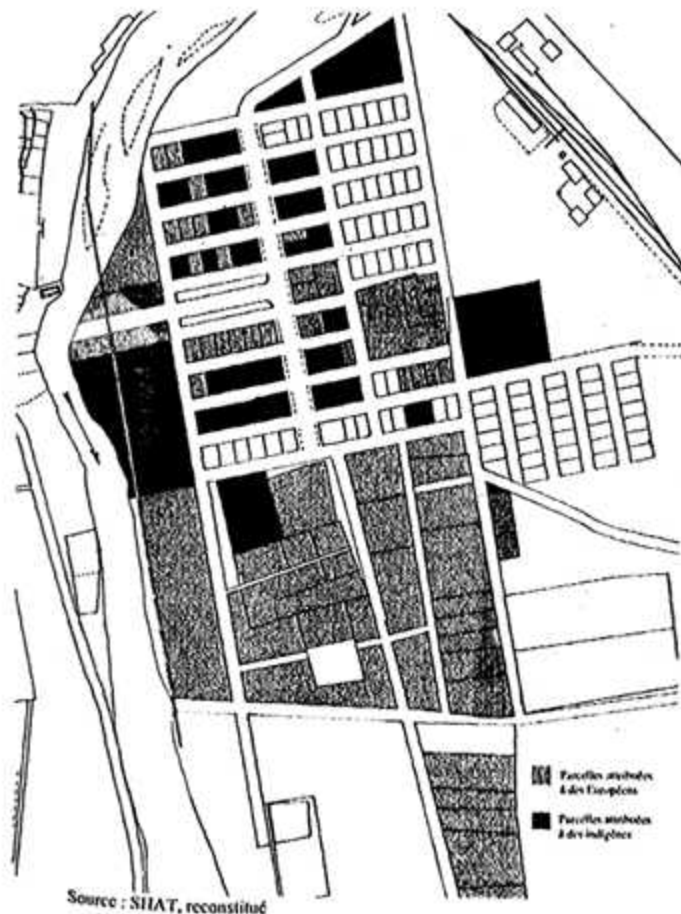


<sup>96</sup> Lettre du général Paillard de Saint-Germain, commandant la subdivision d'Ain Sefra, à M. le général commandant la division d'Oran, le 27 octobre 1884, CAOM 24H107.

<sup>97</sup> Lettre du colonel Cauchemez, commandant la subdivision d'Ain Sefra à M. le général commandant la division d'Oran, Ain Sefra, le 2 juillet 1884, CAOM 24 H107.

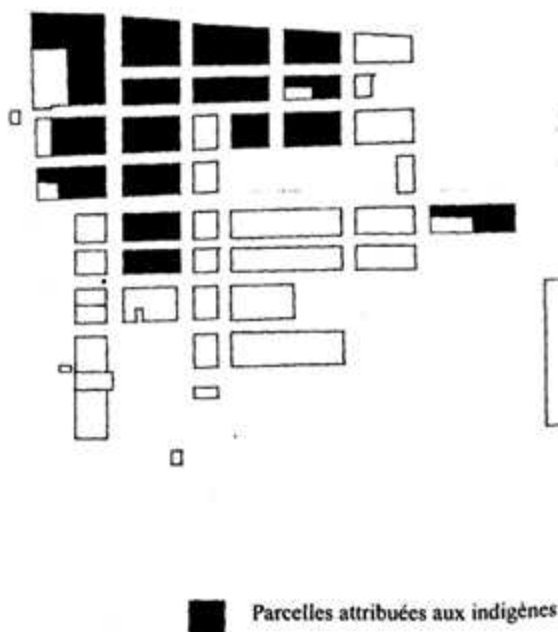
pour Ain Sefra (fig. 23), les critères furent revus à la baisse, voire abandonnés. On aboutit ainsi à un accès relativement libre et « normal » des indigènes aux terrains du village. Aucune condition particulière n'était exigée. Néanmoins, il apparaît clairement, au vu du tableau des acquéreurs, qu'il s'agissait, pour la plupart, de notables, de commerçants et d'indigènes travaillant dans l'administration française.

Figure 23. L'intégration des indigènes dans le village d'Ain Sefra



Il faut remarquer que ces terrains avaient été occupés par les habitants sans l'autorisation des responsables militaires. Ceux-ci n'avaient exprimé aucune opposition ou résistance. Bien au contraire, les officiers essayèrent de régulariser au fur et à mesure cette situation comme le montre la liste et les documents présentés en annexe. Il faut surtout noter qu'il n'existait pas de séparation nette entre un quartier exclusivement indigène et un autre, européen. Les populations locales se regroupaient dans des parcelles proches et constituaient ainsi des « poches » d'habitants indigènes dans le village européen (fig. 22, 23, 24 et 25). Cette « normalisation »<sup>98</sup> de l'intégration des indigènes dans l'espace du village perdura tout au long de sa construction. Les responsables portèrent d'ailleurs autant d'attention à la protection de la propriété privée des indigènes qu'à celle des Européens.

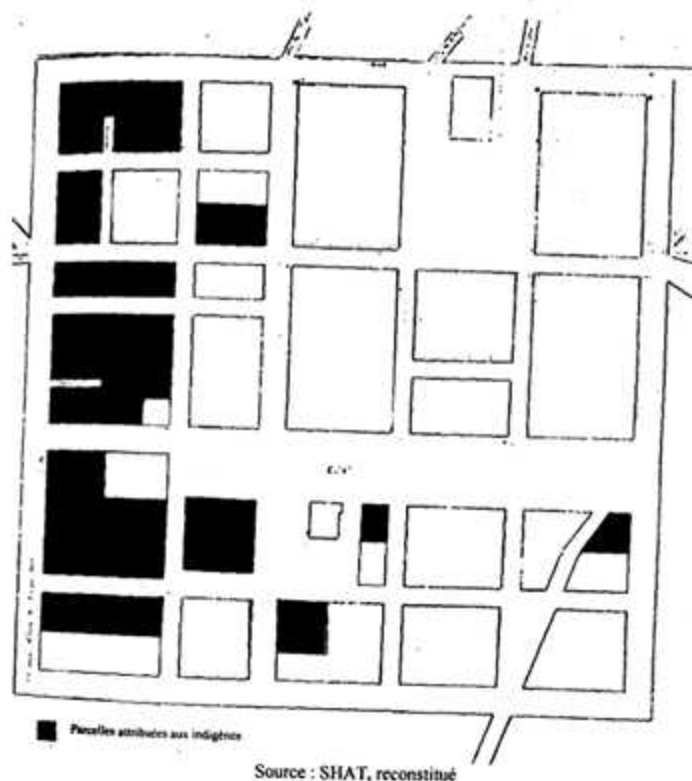
Figure 24. L'intégration des indigènes dans le village de Timimoun



Source : SHAT, reconstitué

<sup>98</sup> Nous entendons par là que l'intégration ne constitue plus un fait exceptionnel.

Figure 25. L'intégration des indigènes dans le village de Mécheria



Source : SHAT, reconstitué

C'est ce qu'illustrent les discussions autour d'un projet de voie visant à libérer la vision directe entre la redoute et la gare d'Ain Sefra. Ce projet, dans son premier tracé, nécessitait, en 1887, d'éliminer un certain nombre de parcelles et de constructions. À l'ouest de l'avenue de la gare, 9 lots concédés à des spahis, 29 lots à des indigènes étaient les principaux concernés. Le chef du génie écrivait alors : « peut être vaudrait-il mieux interdire toute construction sur les lots non concédés et frapper de servitude les constructions qui existent déjà, sans exiger de suite leur démolition. Elles sont construites dans d'assez mauvaises conditions, et

leur durée ne saurait être très longue»<sup>99</sup>. Suite à une enquête, le commandant supérieur, administrateur de la commune mixte, estimait que la compagnie franco-algérienne (de chemin de fer) devait supporter les frais d'expropriation de cette partie du village, soit 60 000 f d'indemnités à payer aux propriétaires des lots déjà concédés par la commune<sup>100</sup>. Devant cette situation qui risquait de léser une grande partie des indigènes habitant le village, le commandant de la division d'Oran fit remarquer que la fixation ou la modification d'un plan d'alignement exigeait une enquête préalable, permettant aux intéressés de consigner leurs observations sur un registre ouvert à cet effet. Si, ainsi, tous les occupants des lots de la partie ouest du village d'Ain Sefra avaient formulé une opposition, dans l'enquête, au changement proposé, le conseil de préfecture aurait pu émettre un avis défavorable sur le projet et personne n'aurait pu alors s'octroyer légalement le droit de passer outre sans exposer la décision à un recours au Conseil d'État<sup>101</sup>. Devant l'insistance du commandant de division et du chef d'annexe de Geryville, le chef du génie finit par écrire un rapport permettant la conservation des lots indigènes.<sup>102</sup>

Ce projet de modification avorté révèle l'importance qu'accordaient les officiers locaux au maintien des droits et de la participation des indigènes dans le village. Il éclaire aussi une méthode d'aménagement de l'espace qui restait ouverte afin d'envisager les modifications les plus importantes. Il n'existait pas de planification minutieuse de chaque action dans le village. À titre de comparaison, les villes du Nord, bâties à partir de plans plus élaborés, connurent plus de problèmes d'adaptation lors de leur réalisation. Les petites localités ne semblaient pas échapper à cette approche. L'exemple de l'intégration des indigènes dans les villages nous est également livré par le commandant Lesourd concernant El Biodh Sidi Cheikh. La première distribution de terres dans cette localité qui remontait au lieutenant Charlet, vers 1905, concernait principalement les terres de cultures entourant le village (embryonnaire). À cette date, eut lieu la construction du premier barrage pour mettre en culture la rive de l'oued en faveur des habitants du ksar Chergui. On tint compte, pour cette distribution, des droits reconnus par la coutume aux différentes fractions. Les douars nomades eurent des droits sur les terrains à proximité de leur village. En dehors d'une attribution faite par le caïd ou la djemaâ, le

<sup>99</sup> Lettre du capitaine Laurens, chef du génie à M. le colonel directeur du génie à Oran, le 5 avril 1887, SHAT 1H803 (plan).

<sup>100</sup> Ibid.

<sup>101</sup> Voir lettre du général de division Detric, commandant la division d'Oran, à M. le colonel directeur du génie, le 16 mai 1887, SHAT 1H804 (plan sur calque joint).

<sup>102</sup> Rapport du capitaine Laurens, chef du génie, au sujet des modifications apportées au lotissement du village d'Ain Sefra, le 19 novembre 1887, SHAT 1H803 (plan).

défrichement d'une parcelle de terre ou le creusement d'un puits pouvait être la source du droit de propriété, ou tout au moins d'usage. À El Biodh Sidi Cheikh, on se référa constamment à cette première distribution des terres, faite selon les droits reconnus par la coutume locale. Lorsque, à l'initiative de l'autorité administrative ou caïdale, on voulut en faire fi et attribuer un terrain à un membre de la tribu où sa fraction n'avait pas de droit, on s'était toujours heurté à une opposition irréductible, surtout chez les nomades. Ainsi, certaines décisions judiciaires restèrent, de ce fait, lettre morte. L'autorité administrative et caïdale, ainsi que la djemaâ élue, essayèrent de faire prévaloir l'unité de la tribu sur les divisions de douars ou de fractions, mais sans succès.<sup>103</sup>

Ce dernier exemple, extrême dans certains de ses aspects, illustre la variation des situations et l'importance relative accordée aux us et coutumes des indigènes entre des villages de colonisations destinés prioritairement aux Européens et ceux dont on savait qu'ils resteraient principalement habités par les indigènes.

### III.3.2 - Possibilités et limites de construction de l'espace dans le village

Les premiers villages du Sud de l'Algérie ne se dotèrent pas, avant les années 1930, de réglementations pour la construction. Les officiers du génie tenaient néanmoins à dicter un certain nombre de règles minimales qui reprenaient largement les traditions du génie en la matière, tout en introduisant des « éléments d'ordre » inspirés des conditions locales, tels que les matériaux de construction disponibles. Les règles de construction étaient, dans un premier temps, précisées dans les contrats de location ou de vente des lots urbains (Cf infra).

Cette approche peu « contraignante » de l'officier local fut vite corrigée par le chef du génie, par l'intermédiaire de la commission des centres, réunie le 28 février 1882. Pour les contraintes générales, la commission rappela ainsi qu'elle avait donné une largeur de 25 m aux rues du village, pour les essais de plantations. Elle rappela également que le village du Kreider devait surtout être un centre agricole. C'est la raison pour laquelle les lots urbains devaient permettre à chaque colon de posséder, à côté de la maison, une cour et une remise pour abriter les bestiaux et le matériel de culture ainsi que les produits récoltés. La commission avait jugé nécessaire de faire des lots de 30 m sur 25 m.<sup>104</sup>

<sup>103</sup> Le commandant Lesourd (M.), *Statut juridique des personnes et des terres au Sahara*, Paris, SHAT, 1957, 173 p., p. 91-92.

<sup>104</sup> La commission des Centres, procès verbal relatif à la création du village du Kreider, le 28 février 1882, SHAT 1H794.

# Kreider : Exemple d'un contrat pour la location de terrain

*Bail sous promesse conditionnelle de propriété définitive*  
 Nous, soussigné, Tilot Charles Eusèbe Ernest, capitaine du génie au Kreider, adjoint sous réserve de l'approbation du gouverneur général civil de l'Algérie, représentant le domaine de l'État, déclarons louer sur le territoire du Kreider à Pagès, Eugène  
 né à Sorat, département de l'Ariège le 17 janvier 1843  
 marié à Baptistine, Constant le 3 août 1870 (pas d'enfants)  
 pour une période de neuf ans à partir du premier novembre 1881 les immeubles domaniaux énumérés au tableau ci-après.

Désignation et nature des lots	Numéros du plan de lotissement	Contenance	Classement des lots
Lot urbain	4 (A)	7 ares 50	1 <sup>re</sup> qualité

*Tel que surplus qu'ils sont désignés au plan ci-annexé.*

*Les clauses et conditions du bail seront fixées ultérieurement par les autorités compétentes conformément aux lois et décrets de décisions du gouverneur général civil, qui sont actuellement en vigueur. Sous réserve de l'accomplissement par le locataire susnommé, et, le cas échéant, par les locataires successifs, de ces clauses et conditions; nous faisons sous l'approbation du gouverneur général civil, promesse formelle de concéder gratuitement à l'expiration du délai de neuf ans aux locataires occupant la propriété définitive des immeubles désignés au tableau ci-dessus.*

Elle définit les conditions directement imposées aux colons :

- 1- chaque lot devait être d'abord loué, pour 3, 6 ou 9 ans à raison d'un franc par an ;
- 2- le locataire était tenu de construire la clôture sur la face extérieure de chaque îlot;
- 3- le locataire devait habiter l'immeuble loué : s'il le quittait sans en prévenir l'administration compétente, ou sans avoir cédé son droit, l'administration des domaines pouvait disposer du terrain loué et des immeubles édifiés dessus sans indemnité au locataire ;
- 4- à l'expiration d'un bail de neuf ans, la concession définitive et gratuite d'un lot, devait être accordée à tout locataire qui se serait conformé aux conditions et qui aurait élevé sur son terrain une construction en maçonnerie, ayant une surface 20 m<sup>2</sup> minimum ;
- 5- les locataires ou concessionnaires restaient soumis, pour toutes les questions de salubrité et d'hygiène, au règlement de police en vigueur dans la place.

Ces règlements de police n'apparurent au Sud qu'à la fin des années 1930. Avant cette date, la « régulation » de la construction était effectuée au cas par cas, en fonction de la cohérence de l'ensemble et de la nuisance possible d'un ouvrage.

Régulièrement, des infractions aux règles explicites ou à celles implicites (reconduites de la tradition du génie) étaient constatées et gérées. Tel était l'exemple d'une construction du cadi à Mécheria qui enfreignait les règles dictées par la commission de colonisation<sup>105</sup>. En 1885, le commandant de la division d'Oran rapportait que le cadi des Haméyans Chafaâ, lors de son arrivée à Mécheria, obtint l'autorisation du commandement d'armes de construire en dehors du périmètre de ce centre et de commencer des travaux sur un point qu'il choisit à quelques centaines de mètres de la redoute. Face à ces infractions, le commandant de division donna d'abord des instructions pour mettre un terme à de telles entorses au règlement, et pour que les commandants d'armes « se tiennent à l'exercice de leurs attributions purement militaires ». Il n'ordonna pas pour autant la démolition du bâtiment du cadi. Mieux encore, il écrivit au gouverneur général pour faciliter sa régularisation : « Quoique celui-ci se trouve en dehors du périmètre du village, il a été élevé sur un terrain compris dans le territoire de Mécheria et j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir autoriser la vente de gré à gré au cadi [...] de la parcelle occupée, en restreignant la superficie à céder à l'étendue suffisante pour y englober les travaux faits par ce magistrat musulman »<sup>106</sup>. Cette régularisation était limitée et prenait en compte les contraintes d'extension du village ainsi que les droits des autres indigènes sur le site.

La construction des villages fut jalonnée de ce type d'infractions aux règles de construction. Il apparaît, d'une manière générale, que les officiers locaux permettaient souvent des constructions « irrégulières » tant qu'elles ne remettaient pas en cause le fonctionnement et les extensions futures des villages, et dans la mesure où elles ne causaient pas de conflits entre les habitants. Dans ce dernier cas, les solutions n'étaient pas dictées par les règlements – qui jusque-là restaient relativement généraux et souples – mais grâce à une négociation et une consultation dont les officiers des A.I. et les chefs de djemaâs étaient les principaux animateurs. Il était, par conséquent, de l'intérêt des officiers d'encourager l'intégration des indigènes aux villages. Cela leur permettait de restreindre les aires de conflits potentiels à des zones plus réduites dont, en plus, ils avaient une relative connaissance, voire une certaine maîtrise. Il leur restait alors à gérer la dimension des espaces occupés par les indigènes dans les villages et l'usage qui en était fait.

<sup>105</sup> GGA, secrétariat général du Gouvernement, op. cit., Alger, le 3 août 1883, CAOM 21L74.

<sup>106</sup> Lettre du général commandant de la division d'Oran au gouverneur général, Oran, le 27 janvier 1885, CAOM 21L73.

## IV - L'équipement des villages

Après les premières installations militaires, la constitution du domaine foncier et l'implantation des villages coloniaux, l'équipement était le quatrième moment d'interaction entre institutionnel et autoproduction. Il continua cette longue évolution des méthodes d'action coloniale vers la prise en considération d'une appropriation indigène de l'espace. Par conséquent, la réalisation d'infrastructures ou d'édifices publics connut les mêmes étapes de reconnaissance de l'Autre, de tentation de contrôle, de négociation. Cette évolution fut néanmoins différente pour l'équipement urbain et pour l'équipement architectural. Dans le premier cas, la gestion d'un territoire commun exigea une collaboration plus étroite et régulière entre indigènes et français. Dans le second, les relations ne pouvaient que prendre la forme d'influences indirectes. Equipement urbain et architectural exigeaient des lectures différentes.

### IV.1 - L'équipement urbain

Afin d'analyser le comportement des officiers face à l'espace autoproduit lors de la période d'équipement, nous ne pouvons nous limiter aux seules agglomérations où des ksour préexistaient. Les contacts directs entre les deux modes, à l'occasion de l'équipement, se faisaient pour la plupart, à l'intérieur des villages. L'équipement des aires « coloniales » occupées par les indigènes est particulièrement révélateur des confrontations entre les deux modes. Différencier les deux situations types est essentielle :

- pour les villages proches de ksour, il était possible de minimiser les conflits en définissant des aires d'action spécifiques ;
  - pour les agglomérations où la relation se faisait principalement par les espaces indigènes internes aux villages, il était nécessaire de gérer les inévitables confrontations entre les procédés institutionnels et les modes d'appropriation et de production indigènes.
- Les villages proches de ksour connaissaient, eux aussi, des problèmes internes car comportant des habitants indigènes, mais ces problèmes se posaient d'une manière moins brutale, et donc moins démonstrative. Le fonctionnement parallèle des deux modes de production de l'espace s'opérait sur des deux plans qui autorisaient le déploiement de plusieurs stratégies et permettaient la réduction des blocages :
- le plan spatial où se jouaient les stratégies d'évitement et de gestion des proximités ;
  - le plan des représentants où se réalisaient les stratégies de négociation et de mise en commun des références.

### IV.1.1 - Les villages proches de ksour, les limites de la séparation spatiale

Pour les villages proches de ksour, l'équipement des agglomérations passa d'une mise à l'écart de l'espace ksourien à son intégration dans le processus de conception des projets, et aboutit à sa prise en charge totale.

#### IV.1.1.1 - La mise à l'écart de l'espace ksourien et la séparation des aires d'intervention : la primauté du militaire

Après la création des villages, les premières installations d'équipements étaient effectuées en ignorant l'espace autoproduit voisin, le ksar. Dans ces premiers moments, l'aire coloniale « réservée », longuement constituée (domaines militaires et surfaces prévues pour les villages), laissait croire que la liberté d'action institutionnelle était totale. La prééminence des chefs du génie sur les questions d'équipements mettait en avant les préoccupations militaires qui restaient, en ce début du XX<sup>e</sup> siècle, très présentes.

Ainsi, en 1902, l'installation de la gare à Béni Ounif fut réfléchie et conçue en fonction des critères de sécurité et des possibilités de protection. La facilité d'accès au ksar, les voies empruntées par les indigènes ou la relation avec l'établissement autochtone avec la palmeraie n'étaient pas intégrées comme facteurs de décision.

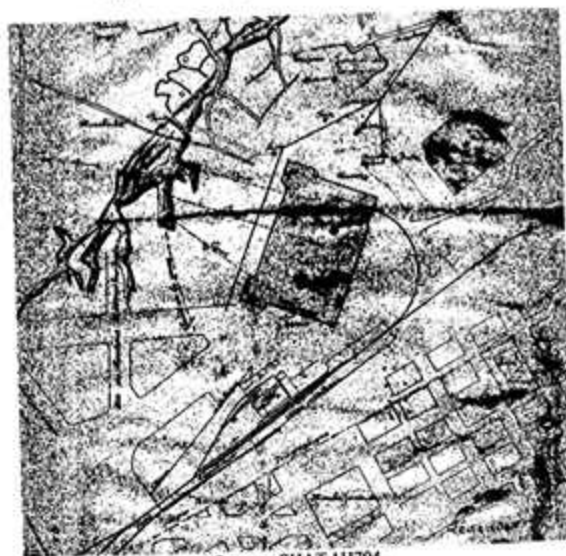
Le général commandant supérieur du génie présentait ainsi ce projet de gare : « *L'emplacement choisi définitivement pour la gare est à l'endroit même où se trouve actuellement le camp de la mission franco-marocaine (C). L'ouvrage militaire ne pourra pas lui être accolé, parce qu'il se trouverait en plaine, que ses vues du côté de la palmeraie de Beni Ounif [...] seraient très réduites, et qu'il serait dominé à l'ouest, par un mamelon (B) en arrière duquel se trouvent des couverts dangereux.* »<sup>107</sup>

Une seconde position, dite « position A », à l'extrémité est du garet El Hamir, fut rejetée car elle était élevée de 40 mètres au-dessus de la plaine et était trop éloignée. De même, au sujet de l'emplacement du bureau arabe, pour lequel on supposerait la prise en compte de la position du ksar, seule la relation aux établissements militaires fut considérée.

<sup>107</sup> Rapport du général commandant supérieur du génie pour le général commandant le 19<sup>e</sup> corps d'armée, Beni Ounif, le 11 mai 1902, SHAT 1H1794 (plan joint).

contamination soit écarté. Le chef du génie relevait à cette occasion un second problème de salubrité : « Il ne paraît pas nécessaire de continuer l'égout plus loin car le terrain au voisinage de ce point est infecté, les fumiers sont déposés au pied du jardin; en ajoutant la présence de latrines aux indigènes. On pourrait toutefois recouvrir sur cinquante mètres de plus la tranchée qui entraîne les eaux du lavoir »<sup>109</sup>. Le plan de raccordement et d'éloignement fut donc adopté puisqu'il recevait l'avis favorable du directeur du génie, du médecin, du directeur du service de santé, du caïd et du général commandant supérieur du génie en Algérie.

Figure 27. Projet d'égout à Béni Ounif



Source : SHAT 1H794.

L'eau, sa gestion et sa protection constituaient, particulièrement dans ces régions, un enjeu majeur. Elle était par conséquent le grand dénominateur commun qui fondait l'unité du territoire. Autour de son usage, s'établissait une partie des choix d'aménagement de l'espace. Elle cristallisait alors les conflits entre les deux modes de production de l'espace. La prise en compte des indigènes et de leur espace sous la pression de ce dénominateur commun était particulièrement claire à Ain

Sefra. À l'occasion de la redéfinition de la gestion de l'eau dans ce village, se fit jour, encore une fois, l'incontournable nécessité d'unifier la gestion de l'espace. Les officiers qui y dirigeaient les travaux, en firent, dans une certaine mesure, le lieu privilégié des idées « innovantes » en matière de prise en compte de l'indigène.

Ainsi, l'officier du bureau arabe d'Ain Sefra fut le premier à s'élever contre le projet du génie, établi en 1902, pour l'utilisation des sources d'eau par les militaires. Dans ce projet, le chef du génie de la place proposait la construction d'un barrage pour relever le niveau de l'eau dans les puits, au lieu de diminuer la consommation des habitants. Pour le chef du bureau arabe, il aurait résulté du barrage projeté des conséquences négatives particulièrement pour les indigènes :

1- Si le barrage empêchait les infiltrations souterraines de se produire, tous les puits situés en aval, dans la petite vallée en tête de laquelle se trouvaient les sources, risquaient rapidement d'être à sec. Or l'eau qui s'échappait dans le thalweg de cette vallée servait non seulement à l'alimentation en eau potable du ksar d'Ain Sefra, mais encore à irriguer les nombreux jardins des indigènes qui s'y trouvaient. « Les indigènes n'ont pour seul et unique moyen d'existence que les maigres produits de ces jardins, qu'ils n'obtiennent qu'à force de soins et d'arrosages. Privés d'eau potable et d'eau d'irrigation par suite de la suppression de l'eau de source et de l'assèchement de leurs puits, c'est la ruine complète pour ces indigènes et l'obligation pour eux d'abandonner leur ksar »<sup>110</sup>.

2- Depuis l'occupation du poste d'Ain Sefra, le service des Affaires indigènes s'était efforcé, au moyen de la main d'œuvre militaire qui lui avait été accordée, de créer des plantations dans la Dune, aux environs immédiats d'Ain Sefra. Ces plantations, outre les agréments qu'elles procuraient, avaient pour but de fixer les sables mouvants qui menaçaient d'envahir le ksar et la redoute. L'officier du bureau arabe faisait remarquer que le captage de toute l'eau par le barrage projeté risquait d'assécher entièrement le sable des dunes et aurait eu, en outre, pour effet de rendre très problématiques les arrosages absolument indispensables pour la conservation de ces plantations.<sup>111</sup>

3- Le barrage projeté pouvait augmenter momentanément la part d'eau qui aurait été affectée au village, mais, en définitive, ce travail aurait eu surtout pour résultat, malgré les précautions prises pour la répartition et la surveillance de la consommation, de faire disparaître plus rapidement la quantité d'eau, limitée dans l'agglomération.

<sup>109</sup> Procès verbal de conférence relative à l'aménagement des sources des dunes pour augmenter les ressources en eau de la place d'Ain Sefra, le 10 septembre 1902, SHAT 1H.  
<sup>111</sup> Ibid.

Etant données toutes ces considérations, le chef du bureau arabe s'opposa à la réalisation du projet de barrage. Il suggéra une solution alternative : « nous proposerons d'exercer des recherches d'eau non pas à proximité des sources actuelles qu'il y a lieu de respecter et de protéger, mais beaucoup plus à l'ouest de ces sources de telle sorte qu'en cas de découverte de l'eau, les travaux de captage qui pourraient être effectués ne puissent influencer leur rendement »<sup>112</sup>. Une fois effectuée, cette solution assurait d'un débit constant permettant d'alimenter convenablement les établissements militaires et civils d'Ain Sefra sans nuire aux intérêts et aux droits des indigènes du ksar. En conclusion d'une conférence tenue en 1902, le directeur du génie recommanda de faire une étude plus approfondie du régime de la nappe qui alimentait les puits de la dune et de rechercher de nouvelles sources dans les environs. Il se rangeait ainsi à l'avis du chef du bureau arabe.<sup>113</sup>

Figure 28. Plan AEP d'Ain Sefra - 1902



<sup>112</sup> Ibid.

<sup>113</sup> Voir le même procès verbal du 10 septembre 1902, SHAT 1H.

Cet épisode montre clairement comment les officiers du génie étaient conduits à prendre en compte les indigènes et leur espace (ksar et palmeraie) dans la conception des équipements projetés. Il révèle également combien l'avis des chargés des Affaires indigènes était décisif.

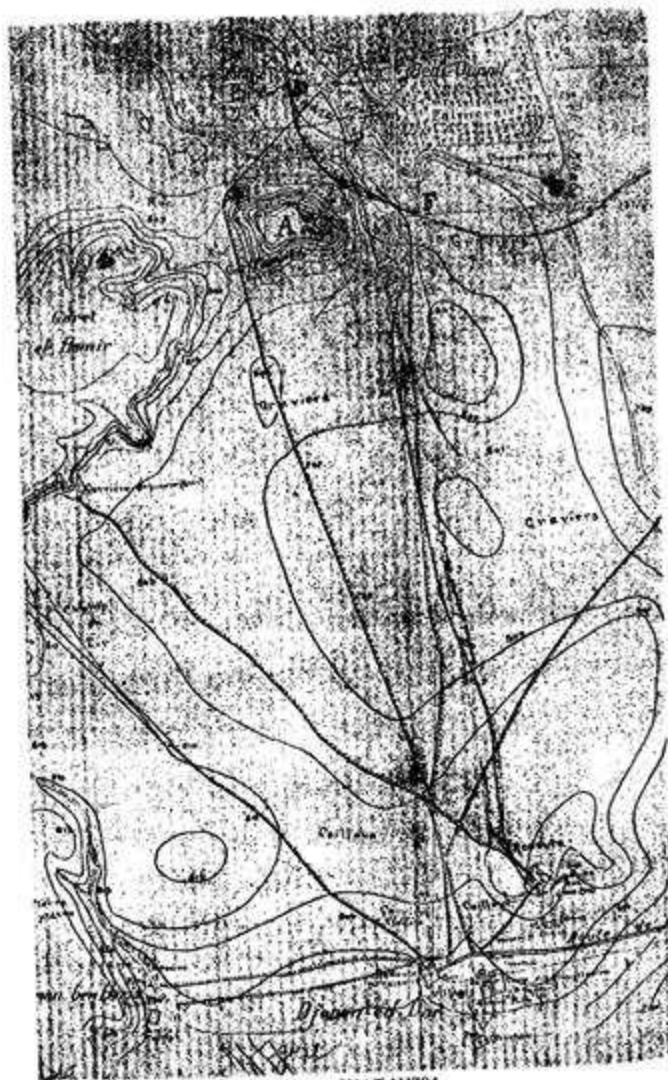
#### IV.1.1.3 - L'intégration du ksar dans le processus de conception de l'équipement

Cette tendance à prendre en considération les intérêts des indigènes aboutit à leur intégration dans les projets d'équipement. On ne prévoyait plus alors des équipements pour les établissements militaires et les espaces européens exclusivement, mais pour l'ensemble de l'agglomération, dont les espaces indigènes (ksar et palmeraie).

Ain Sefra connu, dès 1891, une première prise en compte du ksar dans la conception de la distribution de l'eau. À cette époque, il s'agissait d'une exception (qui ne s'est généralisée qu'à partir des années 1900). Cette intégration, réalisée avec quelques hésitations, essayait de réduire l'impact du ksar et de ses habitants dans le projet d'AEP. Ce dernier était une nouvelle occasion de confrontations entre les officiers administrateurs (membres du corps des A.I.) et les responsables du génie qui possédaient les premiers réseaux et étaient seuls capables d'entreprendre des ouvrages techniques de ce type. En 1891, la commune mixte d'Ain Sefra proposa au génie un projet d'adduction partielle de la source des Dunes, pour l'alimentation du village d'Ain Sefra. La canalisation proposée pour le village devait être connectée sur la conduite installée par l'armée<sup>114</sup>. Le chef du génie adhéra au projet présenté par la commune. Celle-ci se réservait une part de 65 m<sup>3</sup> d'eau/jour répartis aux civils ainsi : Toutefois, le chef du génie apporta quelques corrections au projet. Il faisait remarquer que si on tenait compte du nombre des indigènes fixés habituellement près de la source pour en utiliser les eaux, ce nombre de 1.048 habitants paraissait élevé. En outre, en le supposant admis, il aurait inclus 700 indigènes au minimum. Pour cet officier, il semblait que l'allocation journalière de 50 litres, admissible pour les Européens, était exagérée pour des Arabes et pouvait être réduite à 25 litres. D'ailleurs, le projet ne comportait qu'une borne fontaine pour le ksar tandis qu'il en était attribué six au village dont la population ne dépassait pas 400 habitants. De l'indemnité à payer par la ville, le chef du génie proposait également de déduire la valeur du terrain occupé par la conduite militaire,

<sup>114</sup> Voir la lettre du général Plessis, commandant provisoire de la division d'Oran, à M. le colonel directeur du génie, Oran, le 12 septembre 1891, SHAT 1H798.

Figure 26. Projet de gare à Béni Ounif



Source SHAT 1H794

Il en fut ainsi, également, pour la construction d'une voie ferrée de Béni Ounif à la redoute de Djenan ed Dar. Le tracé fut étudié pour relier les installations militaires de manière à rester dans le champ de vision et de protection. Le bureau arabe et l'hôpital d'Ain Sefra furent aussi conçus en fonction des besoins et des critères militaires : proximité des établissements militaires, possibilité d'intervention rapide en cas de mutinerie, facilité d'évacuation...

Cette approche qui se fondait sur la liberté d'action, a priori autorisée par la disponibilité d'une aire « réservée », se trouva confrontée à l'unité du territoire dès lors qu'on envisageait des infrastructures, des réseaux d'égouts et d'AEP.

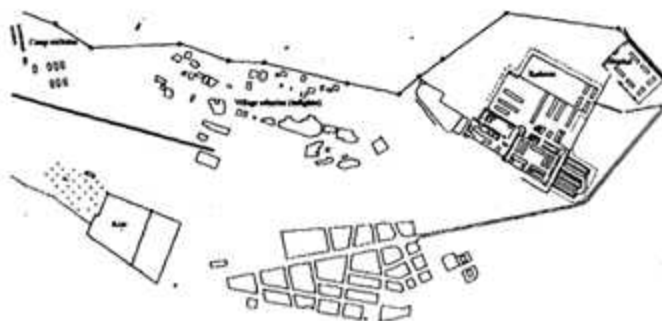
#### IV.1.1.2 - La nécessité de la relation : l'incontournable unité écologique du territoire

L'évitement de l'Autre grâce à la prise de distance et au partage implicite des terres, ne pouvait durer puisque les implantations françaises et indigènes partageaient un même territoire. Cet état de fait resurgit comme donnée incontournable, dans un premier temps, pour des projets d'assainissement. Ceux-ci rappelèrent l'unité écologique d'espace difficilement divisible. Il semble à cette occasion que les officiers français redécouvrirent la totalité du territoire et l'imbrication de ses composantes. Ils durent donc reconsidérer le ksar, les indigènes et leur structuration spécifique de l'environnement. La distance physique n'avait pas permis une séparation des fonctionnements des aires institutionnelles et autochtones.

Sept ans après le projet de la gare à Béni Ounif, le chef du génie constatait que les eaux usées de la redoute et d'une partie du ksar étaient évacuées par trois canaux (un canal appartenant à la djemaâ). Ils se déversaient tous dans un ravin séparant la redoute du ksar (fig. 27). Le ravin en question n'était profond que de 4 à 5 m, il avait une pente très faible. L'eau des égouts n'était qu'en partie absorbée par les puisards, l'excédent s'écoulait sur les talus du ravin où « elle [déposait] des matières fétides à l'air libre, sans que jamais la quantité d'eau soit suffisante pour procurer un courant dans le fond du ravin »<sup>108</sup>. Or l'absorption de ces eaux sales et la présence de ces dépôts constituaient un danger de contamination pour les eaux de la nappe souterraine qui alimentait les puits de la redoute. Pour le chef du génie, le remède consistait à rejeter les eaux d'égouts vers l'oued Melias en les conduisant par un égout collecteur jusqu'à un point situé suffisamment en aval par rapport à la redoute et suffisamment bas pour que le risque de

<sup>108</sup> Procès-verbal de conférence relative à l'amélioration du système d'égouts de la redoute de Béni Ounif, Béni Ounif, 1909, SHAT 1H (plan joint).

Figure 29. Projet d'égout à Colomb-Béchar, 1910.



Source : SHAT 1H803.

En 1912, le projet d'alimentation en eau potable de Béchar avait été décidé. Tout en confirmant la mise à l'écart du petit ksar, il donnait, encore une fois, la primauté aux zones militaires et européennes. À l'image du projet d'égouts, il était tracé aux limites extérieures des villages saharien et nègre<sup>122</sup>. Les responsables de Colomb-Béchar craignaient, en installant des conduites dans les zones indigènes, des difficultés d'accès pour l'entretien et surtout ils redoutaient les branchements non autorisés. Ils estimaient que les béchariens étaient « habitués à chercher l'eau à l'extérieur de leur lieu de résidence »<sup>123</sup>, et que cela ne leur procurerait pas une gêne particulière. Les officiers des A.I. qui n'étaient pas totalement satisfaits du tracé, l'avaient néanmoins accepté. Ils préféraient compenser la difficulté d'accès par une part plus importante d'eau, négociée auprès des militaires. Les pourparlers aboutirent à une convention qui illustre bien la primauté du militaire et la position dominante du génie, particulièrement dans le cas de Colomb :

« Article 1<sup>er</sup> : L'alimentation en eau sera assurée dans les conditions du projet du chef du génie en date du 18 octobre 1911.

Art. 2 : Les travaux [...] seront exécutés par le service du génie.

Art. 4 : La répartition de l'eau captée se fera dans la proportion de 2/5 pour la consommation civile et 3/5 pour la consommation militaire.

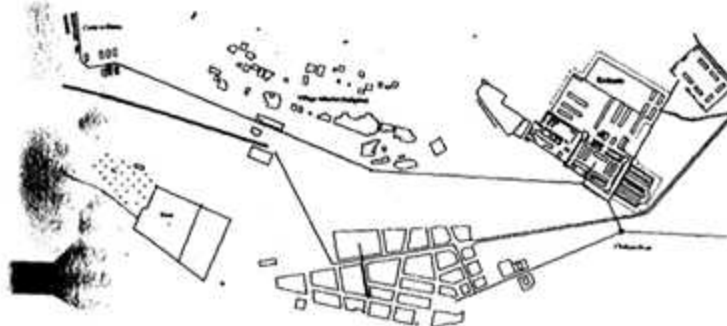
Art. 5 : L'entretien [...] sera assuré par les services militaires. Les 2/5 de la dépense seront à la charge de la commune de Colomb. »<sup>124</sup>

<sup>122</sup> Rapport du plan d'adduction d'eau de Colomb-Béchar, 1912, SHAT 1H799 (plan).

<sup>123</sup> Ibid.

<sup>124</sup> Convention pour l'alimentation en eau du village de Colomb-Béchar, 1<sup>er</sup> août 1912, SHAT 1H799.

Figure 30. Projet d'AEP de Colomb-Béchar, 1912.



Source : SHAT 1H803

Cette grande dépendance vis-à-vis du génie militaire s'expliquait en partie par l'inexpérience des officiers des A.I. en place à Colomb. Les mêmes responsables du génie et de l'intendance prenaient l'ascendant plus facilement sur les officiers des A.I. à Colomb que sur ceux d'Ain Sefra. Ceci illustre, encore une fois, l'importance de la formation et de la personnalité des membres des A.I. dans la gestion des projets.

Néanmoins, la domination du génie était d'abord liée à ses moyens de financement qui faisaient basculer le bénéfice des actions d'aménagement en faveur des préoccupations militaires. Cette dépendance des premiers projets d'équipement s'inscrivait, par le biais des conventions et des contrats, dans la réalité pour de longues années. Aussi, au moment où les moyens civils devinrent plus importants et permirent une autonomie, la négociation avec le génie resta inévitable et difficile.

En 1925, soit 13 années après le premier projet d'alimentation en eau, les améliorations de l'AEP à Béchar concernaient toujours les seuls établissements militaires. Pourtant dans la même année, l'étude rédigée par le médecin-major Ceard montrait que l'alimentation en eau des bâtiments militaires avait été améliorée et était donc satisfaisante. En revanche, pour les civils, le médecin-major écrivait : « il faut s'étonner que, 22 ans après son occupation, Colomb-Béchar n'ait encore à sa disposition que l'eau soit de l'oued ou celle des puits, sans que l'usage de cette eau ne soit entouré de toutes les garanties légitimes qu'impose la science »<sup>125</sup>. La situation de

<sup>125</sup> Rapport sur la question des eaux potables à Colomb-Béchar par le médecin-major de 2<sup>ème</sup> Classe Ceard, médecin-chef de l'hôpital et Cuenca (L.), officier du génie, 30 juillet 1925, SHAT 1H7.

dans la partie où cette conduite traversait le territoire appartenant à titre collectif aux indigènes<sup>115</sup>.

Ces restrictions apportées à l'intégration des indigènes dans la conception des équipements finirent par disparaître au début du XX<sup>e</sup> siècle. Pendant que le principe en était largement admis dans l'ensemble des agglomérations du Sud-Ouest, les officiers des A.I. d'Ain Sefra innovèrent encore et considérèrent que les équipements devaient, non seulement prendre en compte les indigènes, mais aussi faciliter la communication entre le village et le ksar. Dans tous les cas, les projets ne devaient ni ne pouvaient constituer des obstacles entre ces deux espaces. Ce nouveau principe apparaissait clairement à l'occasion de l'installation d'un lazaret en 1914. Le 3 octobre 1910, le général commandant le 19<sup>e</sup> corps d'armée et le gouverneur général prescrivirent d'étudier dans chaque place, y compris dans les localités dépourvues de garnison, la création de lazarets éventuels où seraient soignés civils et militaires atteints de maladies épidémiques, telles que typhus, peste, choléra, etc. La circulaire insistait, concernant les *Territoires du Sud*, sur la nécessité d'une entente entre les représentants des municipalités et l'autorité militaire, puisque le service médical y était exclusivement confié aux médecins de l'armée. À Ain Sefra, le premier projet présenté en 1911 par le médecin-chef de l'hôpital militaire, avait proposé d'utiliser l'infirmerie indigène comme lazaret éventuel. Immédiatement, le chef de l'annexe s'était opposé à cette solution, rappelant que l'infirmerie était un bâtiment communal ayant une affectation déterminée. Le service du génie choisit un second emplacement compris entre : la zone militaire à l'est, les derniers jardins du ksar et la pépinière du génie au nord, et l'infirmerie indigène, avec la route du ksar au village et les différents chemins donnant accès à l'infirmerie indigène et à l'école qui lui était contiguë à l'ouest. Il demanda ainsi l'attribution de ces terrains auprès des services du domaine. Le chef d'annexe s'y opposa pour les raisons suivantes :

1- la commune avait demandé en 1906 l'attribution comme dotation communale des lots que le génie voulait se faire concéder pour la réalisation du lazaret. La commune comptait y créer la seule route empierrée du village, qui donnait accès au ksar, ainsi que deux autres embranchements qui desservaient l'infirmerie indigène et l'école indigène. Pour le chef d'annexe, si ce terrain était devenu propriété de l'État, le génie aurait pu à son gré interdire le passage aux indigènes et à leurs troupes<sup>116</sup>.

<sup>115</sup> Voir le rapport du capitaine Chardeyron, chef du génie, au sujet d'un projet d'adduction partielle de l'eau de la source des dunes au village d'Ain Sefra, le 20 septembre 1891. SHAT 1H798.

<sup>116</sup> Rapport du capitaine Gauthier, chef de l'annexe d'Ain Sefra, au sujet de l'installation d'un lazaret éventuel à Ain Sefra, le 19 juin 1914, SHAT 1H803.

2- Le chef d'annexe faisait remarquer, dans un second temps, que le lazaret devait être installé en cas d'épidémie grave uniquement. Par conséquent, il paraissait illogique d'en concentrer le foyer de propagation à 50 mètres des casernements de la troupe, à 20 mètres de l'infirmerie, où se rendaient chaque jour de nombreux indigènes pour la consultation, et à 50 mètres d'une école d'enfants. Il ne paraissait pas rationnel, selon le chef d'annexe, d'établir ainsi un camp d'isolement entre deux agglomérations telles que le village d'Ain Sefra et le ksar, qui n'avaient qu'une voie d'accès traversant l'emplacement à réserver aux contagieux : « dans ces conditions, comment feront les indigènes pour vaquer à leurs affaires dans le village ? Par où passeront les habitants européens et les indigènes des tribus pour se rendre aux bureaux de l'annexe, puisqu'il n'y a que cette seule route ? »<sup>117</sup>. Le chef de l'annexe rapportait que la population s'était émue de cette situation.

Comme pour le projet d'AEP, le chef d'annexe proposa des solutions de remplacement. Il signala un emplacement approprié pour le lazaret à 1.500 mètres au nord-ouest : l'ancien camp de discipline où restaient quatre baraquements. Il suffisait d'assurer leur conservation par quelques réparations annuelles. À côté de l'un d'eux se trouvaient des cellules individuelles qui convenaient pour l'isolement des malades. Il existait à l'intérieur un puits avec une pompe, qui donnait de l'eau en abondance, puisque les disciplinaires avaient créé un jardin. Ce terrain était complètement isolé, qu'on pouvait facilement surveiller. Cette solution fut en définitive retenue et appliquée.

Encore une fois, la maîtrise dont faisaient preuve les chefs d'annexe dans l'aménagement spatial et pour la conception des équipements leur permettait de prendre l'ascendant sur les ingénieurs du génie. Les idées et les choix des chefs d'annexe et des officiers des A.I. s'imposaient en général face à l'autorité des officiers du génie. Cette autorité était pourtant difficilement ébranlable puisque les règlements et les procédures leur accordaient la primauté et surtout leur réservaient l'attribution des crédits.

#### IV.1.1.4 - Des équipements pour le ksar : la règle de l'extériorité

Ce processus d'évolution aboutit en définitive à la programmation et à la réalisation d'équipements destinés au ksar. Ces projets concernaient, pour la plupart, l'alimentation en eau et l'évacuation des rejets ; deux domaines que les officiers voulaient contrôler au mieux car ils influaient aussi dans le fonctionnement des espaces européens.

<sup>117</sup> Ibid.

l'agglomération civile étant bien moins bonne, le médecin-major considérait que la commune était probablement dans l'obligation de créer un système de distribution et que l'autorité militaire devait être tenue au courant en vue de sa participation éventuelle dans son exécution. C'est en lisant l'avis du directeur du génie dans ce même rapport que l'on comprend à quel titre le génie finit par s'intéresser aux problèmes d'AEP de la partie civile : « Il est sans doute du plus grand intérêt de constater que, grâce aux dispositions de toute nature prises par l'autorité militaire, l'hygiène de la garnison de Colomb-Béchar est très satisfaisante, mais il convient néanmoins que ladite autorité lutte, dans la mesure de ses moyens contre les causes possibles d'épidémie prenant naissance chez la population civile. La garnison ne pourrait, en effet, échapper que difficilement, en ce cas, à toute contamination. La question de l'alimentation en eau de la population civile doit donc intéresser l'autorité militaire. Il y aurait donc lieu de poursuivre conjointement les pourparlers avec la commune et les études relatives à la construction d'une canalisation prenant son eau dans l'oued, en amont de Colomb »<sup>126</sup>. L'unité écologique du territoire poussa encore une fois à la prise en compte et à la prise en charge des indigènes.

#### IV.1.2.2 - Des équipements pour les indigènes : difficultés, blocages, solutions et intervention des officiers des A.I

La mise à l'écart de l'espace civil et des espaces indigènes dans les programmes d'équipement ne pouvait durer plus longtemps, pour des raisons sanitaires au moins. En même temps, l'équipement de ces espaces engendrait des confrontations et des difficultés particulières. Pour résoudre et dépasser ces dernières, les responsables locaux ont mis en œuvre deux types de démarches :

- la mise en place de solutions combinant critères institutionnels et logiques d'appropriation indigènes ;
- la négociation de solutions grâce aux intermédiaires indigènes et français (officiers des A.I.).

#### a - Les difficultés et leur dépassement par des solutions intermédiaires entre règles institutionnelles et usages indigènes

Dans l'effort d'équipement des espaces indigènes, les officiers se trouvèrent confrontés à des logiques d'appropriation très différentes des usages pour lesquels les règles et les procédures françaises étaient conçues. Pour l'alimentation en eau, les officiers découvraient un mode d'approvisionnement traditionnel. Le médecin-major de Béchar écrivait au sujet des indigènes : « L'approvisionnement en eau se fait d'une façon primitive, soit par prise directe dans l'oued, à l'aide de récipients divers

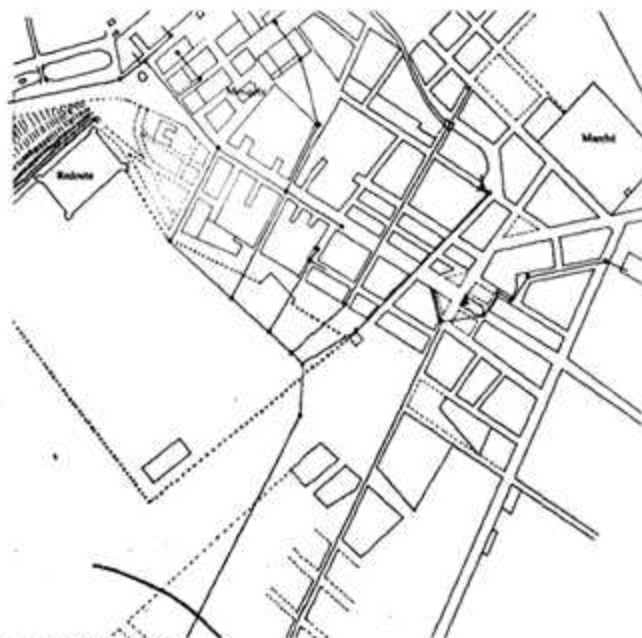
dont la guerba et le dellou (les types les plus utilisés), soit par l'intermédiaire de séguia, canaux d'irrigation des jardins de la palmeraie ou de petits puisards extemporanés creusés à proximité de l'oued ou dans son lit même »<sup>127</sup>. L'autonomie de ce fonctionnement, au sein des villages, soustrayait l'AEP indigène au contrôle des officiers. Il devenait alors difficile d'instaurer une « discipline » nécessaire au fonctionnement d'une distribution publique. Celle-ci devait identifier chaque usager ainsi que sa consommation afin d'évaluer sa contribution aux dépenses de construction et d'entretien. Le contrôle était aussi nécessaire, aux yeux des officiers, pour maintenir les eaux fournies dans un état conforme aux normes d'hygiène. Ainsi, suite à l'apparition en 1921 et 1922, au sein de la population militaire et civile de Colomb-Béchar, de diverses « maladies », et particulièrement de la typhoïde dont l'origine hydrique était avérée, le commandant d'armes envisagea une série de mesures destinées à garantir la salubrité des eaux du poste et du centre militaire. Les premières mesures, d'ordre prophylactique, visaient alors l'établissement, autour de chaque puits, d'un périmètre de protection, la réfection des puits existants, l'amélioration de l'hygiène urbaine par l'exécution d'importants travaux de voirie, etc. En 1925, la population civile n'avait pas bénéficié de ce régime. Les puits du village, dans les cours ou sur la voie publique, restaient exposés à toutes les contaminations. Si les puits communaux étaient régulièrement nettoyés, les puits des particuliers, échappant précisément au contrôle des officiers, étaient loin de faire l'objet des mêmes soins. Les officiers rapportaient que les indigènes qui cultivaient dans les jardins, au voisinage de l'oued, continuaient à les souiller jusqu'en 1925. Aucun four crématoire n'avait été créé dans le centre. Quant à l'hygiène urbaine, elle était « rudimentaire » et suscitaient les critiques les plus sérieuses : « Ici tout est à faire, écrivait le médecin-major, dans des conditions difficiles sans doute, puisqu'il faut se heurter comme toujours, en matière de progrès, à l'indifférence, voire même à l'hostilité de la population civile à laquelle on ne donne pas toujours des ordres, même en territoire militaire. »<sup>128</sup>

La solution envisagée par le médecin-major passait obligatoirement par l'unification de la source de distribution. Pour cet officier, réduire au minimum les causes de la pollution des eaux de boisson, recueillir, épurer et, au besoin, stériliser les eaux choisies en les soustrayant à toutes les influences capables de les rendre nocives, exigeait la création d'un point d'eau unique, offrant toutes les garanties et d'où pourrait partir un système complet de canalisations desservant le village de Colomb et les quartiers militaires. Le médecin-major définissait ainsi un réseau de distribution constitué d'une canalisation unique aboutissant aux habitations ou aux fontaines

<sup>126</sup> Rapport du capitaine le Clavez, chef du génie, le 31 juillet 1925, SHAT 1117.

<sup>127</sup> Rapport sur la question des eaux potables à Colomb-Béchar, op. cit.  
<sup>128</sup> Ibid.

Figure 31. Projet d'AEP de Géryville, 1922.



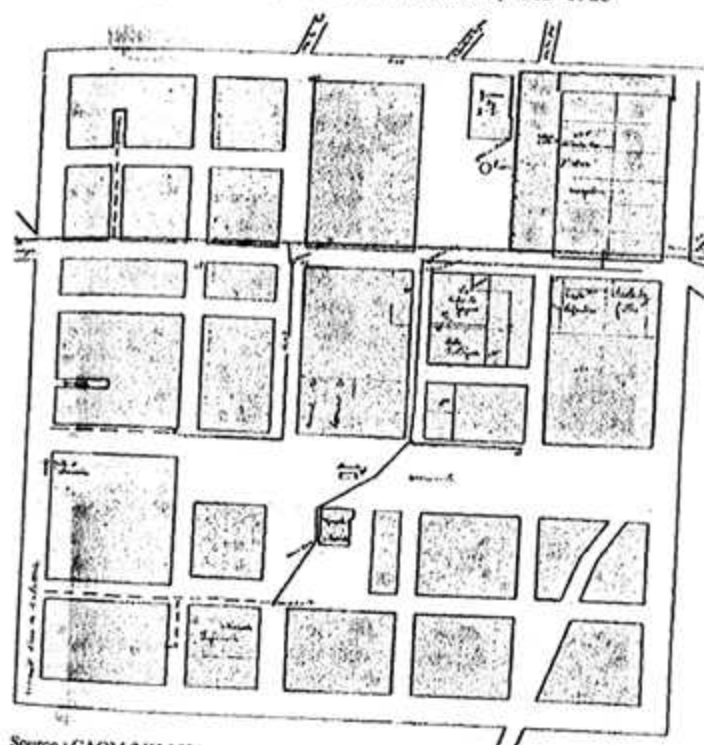
Source : CAOM 24H168.

À Mécheria, mettant à profit le projet d'AEP<sup>133</sup>, les habitants indigènes demandèrent une extension des canalisations à l'intérieur des impasses qu'ils avaient aménagées. L'administration exclut, dans un premier temps, de revoir son plan car elle refusait les dépenses supplémentaires. Les habitants négocièrent alors, par l'intermédiaire de l'officier des *Affaires indigènes*, une alimentation de la mosquée, la construction d'un puits et d'abreuvoirs à l'extrémité est du village et une extension de la canalisation vers des fontaines, encore plus à l'est (fig. 32). Ils obtinrent ces « aménagements » du réseau. L'officier des A.I. fit valoir qu'ils évitaient des pertes d'eau et la constitution de retenues insalubres provoquées naguère par les nombreux puisages dans les anciens puits, lointains et mal aménagés.<sup>134</sup>

<sup>133</sup> Plusieurs lettres échangées au sujet du projet d'AEP de Mécheria [1923-1925], CAOM 24H179.

<sup>134</sup> Signalons que ces solutions soulevaient parfois l'opposition des Européens qui y voyaient des dépenses inutiles pour la collectivité.

Figure 32. Projet d'AEP de Mécheria, 1923-1925



Source : CAOM 24H 168.

Ces solutions particulières qui mettaient en place des régimes spécifiques pour les indigènes, n'étaient pas sans poser problème dans le fonctionnement de l'ensemble de la ville, habitée par d'autres catégories. Les difficultés liées à cette spécificité des autochtones se confondaient alors avec des problèmes plus habituels de rapports de force et de conflits d'intérêts. Les problèmes « indigènes » devenaient une composante et parfois une justification à des confrontations plus générales. Ils reprenaient leur place dans les situations complexes de villes naissantes où les différents groupes sociaux essayaient d'asseoir leur influence. Les négociations ne se faisaient plus entre deux parties et en des termes globalement simples mais devaient intégrer une multitude d'autres acteurs avec leurs logiques et leurs objectifs. En effet, à

publiques où les populations, notamment indigènes, pouvaient s'approvisionner librement. Il tenta ainsi d'éviter « l'hostilité de la population civile et surtout [...] celle des indigènes »<sup>129</sup> en s'abstenant de contrarier leur mode d'appropriation de l'espace et de collecte de l'eau. Sa solution était médiane entre le mode traditionnel et les règles institutionnelles. Elle maintenait la tradition indigène qui fonctionnait sur un mode d'accès libre et gratuit à l'eau (à l'extérieur de l'habitation) et confortait, par là même, une certaine autonomie d'usage. Elle permettait aussi aux officiers un contrôle sanitaire de la consommation de l'eau. Cette solution confirmait aussi, à une échelle réduite, le principe de séparation spatiale. Les « poches d'habitants indigènes » constituaient en quelques sorte de « petits ksour » (au cœur des villages) aux limites desquels s'arrêtait l'action institutionnelle.

Pour autant, cette solution était implicitement considérée par les officiers comme une étape dans le processus d'insertion des indigènes et de leur production de l'espace dans le fonctionnement institutionnel. Cet idéal lointain d'une intégration des indigènes, rarement explicite dans le discours des militaires, n'était pas un projet planifié et codifié, mais une intention latente et omniprésente, permettant une meilleure acceptation des écarts par rapport aux règles institutionnelles et plus globalement par rapport à une représentation de l'action de structuration et d'organisation de l'espace. Cette conception était variable en fonction des officiers, de leur doctrine et de leur rôle dans le processus de décision. Les officiers des A.I., comparés aux officiers du génie, faisaient moins référence à cet idéal d'intégration et acceptaient donc plus facilement la nécessité d'adaptation de leurs méthodes.

Dans les exemples présentés ici, les difficultés étaient surmontées grâce à des solutions intermédiaires qui passaient, à chaque fois, par l'abandon d'un certain nombre de principes de l'action institutionnelle et par une prise en compte du fonctionnement de l'espace indigène. Souvent, c'est par le biais d'une intervention de l'officier des A.I. que les projets du génie furent corrigés et c'est grâce à l'intervention du caïd que de petites modifications étaient parfois acceptées par les populations.

#### **b - Les difficultés et leur dépassement par la négociation grâce aux officiers des A.I.**

Le second moyen utilisé pour surmonter les antagonismes opposant les méthodes institutionnelles et les usages indigènes était la négociation par l'intermédiaire des officiers des A.I. et des responsables autochtones. Ces négociations conduisaient la partie indigène à prendre des engagements et à

transformer une partie de ses modes d'appropriation, faute de bouleverser aussi vite ses représentations.

En 1922, lors des discussions sur l'extension et l'amélioration de l'AEP de Géryville, des difficultés liées aux usages des habitants indigènes du village apparurent. Les officiers constatèrent que des particuliers étaient branchés sur la canalisation principale sans autorisation de la commune. En envisageant l'extension du village vers l'est et vers le village nègre<sup>130</sup>, le conseil municipal exprima sa crainte de voir les dépenses engagées non recouvertes par les redevances des populations, « habituées à obtenir l'eau gratuitement et sans ordre »<sup>131</sup>. Des procès verbaux avaient été dressés pour constater que le caïd et certains membres de sa famille effectuaient ces connections sans autorisation « officielle ». Un membre de la commission fit remarquer qu'au même moment, l'eau se perdait dans le quartier du bas (nord), alimenté par une conduite spéciale, de diamètre plus fort que celui du quartier du haut presque privé d'eau pendant tout l'été. « Ces fuites, affirmait-il, sont dues à des branchements sauvages qui, non seulement ne sont pas autorisés, mais sont réalisés en dehors de la connaissance de tout représentant de l'autorité et par des particuliers ignorant totalement les nécessités techniques d'une telle installation »<sup>132</sup>. Cet exposé était étayé par les réserves des responsables de la voirie sur la capacité des indigènes à s'acquitter des droits pour l'établissement de canaux de distribution. Suite à l'intervention du chef des Affaires indigènes auprès du caïd, une première officialisation des branchements illégaux fut effectuée. Cela permit l'inauguration d'une série de « réunions ». L'officier des A.I. y rappela que mettre à la disposition des habitants indigènes une quantité suffisante et régulière d'eau potable était un impératif sanitaire. Il insista également sur les « apports des commerçants indigènes à la prospérité de la ville », que les membres de la commission municipale ne pouvaient ignorer. Ainsi, on aboutit à une solution particulière qui engageait les indigènes à payer une participation forfaitaire unique. En contrepartie, la question du recouvrement des redevances régulières était mise en suspens et les responsables de la voirie s'engageaient à multiplier les fontaines et les points d'eau, mais surtout à les rapprocher des rues habitées par les indigènes (fig. 31). Néanmoins, les membres de la commission municipale avaient limité cette solution au seul espace du village existant, se réservant le droit d'appliquer une autre disposition pour l'extension.

<sup>129</sup> Cette expression désignait tous les ensembles bâtis initiés et réalisés par les indigènes, souvent avec des matériaux précaires.

<sup>130</sup> Extrait du registre des délibérations de la commission municipale de la commune mixte de Géryville, séance du 4 août 1922, CAOM 24H168.

<sup>132</sup> Ibid.

<sup>129</sup> Ibid.

mesure que les villes connaissaient une croissance rapide, la gestion de l'espace devenait plus complexe.

Ainsi, certains habitants européens s'appuyèrent sur cette différence des indigènes pour considérer comme inutiles les dépenses destinées à l'aménagement des zones qu'ils habitaient ; l'objectif étant de réorienter les investissements ou tout simplement de les empêcher puisque ces investissements publics dans l'aménagement urbain étaient le principal levier de la valorisation foncière et immobilière. En 1926, par exemple, un habitant européen de Géryville s'opposa au projet d'extension du réseau d'AEP dans une partie de la ville habitée principalement par les indigènes. Il rapportait ainsi son intervention dans une lettre de protestation adressée au gouverneur général : « j'ai protesté contre ces travaux que j'estime inutiles et trop onéreux. J'ai fait remarquer que la rue Tirman est habitée en grande partie par les indigènes (une seule famille européenne l'habite), que ce n'est pas dans les mœurs des arabes d'envoyer dehors leurs femmes chercher de l'eau aux fontaines publiques et que d'ailleurs toutes les maisons, sans exception, de cette rue, possédaient chacune un puits »<sup>135</sup>. Nous noterons à cette occasion, l'intervention du bureau central des A.I. du GGA en faveur de la réalisation du projet. Des négociations réunissant les protagonistes étaient provoquées par le responsable du bureau local des A.I. et aboutirent à l'abandon de la plainte. Le projet devait ainsi être réalisé sans qu'aucune autre opposition n'ait été formulée.

Les officiers des A.I. continuèrent ainsi, pour toutes les questions d'aménagement, à intervenir comme intermédiaires, voire comme arbitres. Leur rôle dépassait la recherche de solutions ponctuelles et s'élargissait à la construction de relations régulières et « normales » entre les indigènes et l'ensemble des autres communautés. Ces officiers, conscients de l'exception des solutions accordées aux indigènes, savaient qu'une disposition négociée et acceptée à chaque étape et pour chaque équipement, était une condition à la réalisation de tous les autres projets.

### *c - Des difficultés et des blocages insurmontables : les carences des intermédiaires*

Les officiers ne parvenaient pas toujours à résoudre les problèmes posés par la présence des espaces indigènes dans les villages de colonisation. Parfois, les projets n'aboutissaient pas et restaient lettre morte. Ces blocages étaient surtout le fait d'une trop grande intransigeance du génie dans l'application des règles et de leur attachement à la primauté des intérêts militaires. La suprématie du génie et des intérêts militaires pesèrent un long moment, par exemple, sur l'aménagement de Colomb-Béchar (conduisant à négliger

des parties occupées par les indigènes). Le projet d'électrification, commun à la zone militaire et au village<sup>136</sup>, envisagé en 1932, fut vite abandonné devant l'insistance de l'autorité militaire à réaliser en premier lieu « le remplacement des installations existantes par une centrale militaire, susceptible de fournir l'éclairage à la garnison ». Le projet se heurtait également au tracé proposé par le génie, éloigné du village européen et qui obligeait à traverser le village saharien, solution que l'autorité civile n'acceptait pas alors.

Dans d'autres exemples, des éléments différents venaient s'opposer à la réalisation d'équipements. Ainsi en 1923, un premier projet pour l'électrification d'Adrar<sup>137</sup> fut dessiné par le génie. Il n'aboutit pas car il ne concernait que les bâtiments militaires ; l'armée n'avait pas les moyens de supporter seule les dépenses. En 1931, un second projet fut étudié par le service du génie. Il donna lieu aux conclusions suivantes : « Ce projet accuse un déficit [...] ; il faut en attribuer la cause, primo, au paupérisme général de la population civile, secundo, à la dépense afférente, pour le fonctionnement du groupe [...] si l'innovation d'un tel projet enthousiasme la population civile, elle n'y souscrit que normalement pour s'éclairer plus tard « a giorno » quand l'électrification sera réalisée »<sup>138</sup>. Malgré l'augmentation de la consommation potentielle, le projet d'électrification restait encore irréalisable, affirmait le commandant de l'annexe du Touat. De plus, les budgets de la guerre et de la commune, souscrivant pour une grande part à la réalisation de ce projet, restaient insuffisants. L'adhésion des habitants à ce projet d'équipement ne suffit pas à sa réalisation. Bien au contraire, ils furent considérés à l'origine de son échec car incapables de payer. En réalité, cette explication était insuffisante ; la faible solvabilité des habitants n'était pas un fait nouveau et spécifique à Adrar. L'officier du génie demeurait en réalité prisonnier d'un raisonnement normatif et financier qu'il a été, à chaque fois, nécessaire de dépasser pour mettre en œuvre les projets. Nous pouvons remarquer l'absence d'officiers des A.I. à Adrar à cette période. Un officier des A.I. aurait pu, comme pour les exemples que nous avons présentés plus haut, infléchir ce raisonnement, apporter d'autres solutions et peser sur les autorités centrales (GGA) pour augmenter les subventions.

Ces blocages, qui menaient à l'abandon des projets, montrent la fragilité des moyens permettant la résolution du parallèle entre les deux modes de production de l'espace. Ils soulignent l'importance des intermédiaires (officiers des A.I., caïd...). Ces derniers, dont le rôle n'était pas codifié, ni

<sup>135</sup> Lettre de M. Marché (habitants de Géryville et membre de la commission municipale) à M. le gouverneur général d'Algérie, Géryville, le 1<sup>er</sup> mars 1926, CAOM 24H168.

<sup>136</sup> Voir plan, SHAT 1H800.

<sup>137</sup> Ibid.

<sup>138</sup> Rapport présenté par le capitaine Poux, chargé de l'expédition des affaires de l'annexe du Touat, à M. le commandant militaire du territoire à Colomb-Béchar, SHAT 1H800 (plan joint).

inscrit dans une structure précise, avaient construit leurs propres méthodes d'approche tout au long des projets et de leurs expériences. Ces méthodes, transmises d'une manière informelle et parfois implicite, constituaient une culture commune de l'action dans l'aménagement. Elles consistaient en un ensemble de principes que chaque officier essayait de mettre en œuvre en fonction de ses capacités et des réalités auxquelles il était confronté. La connaissance fine des indigènes et de leur structure sociale, la recherche de l'adaptation des règles militaires, l'optimisation des moyens locaux, l'évitement systématique des confrontations directes, la recherche « d'échanges » (mêmes symboliques), le maintien d'une relation régulière de consultation, la systématisation de la négociation, le recours à des arbitrages extérieurs reconnus, étaient autant de principes mis en œuvre pour permettre une coexistence de la production institutionnelle et de l'autoproduction de l'espace. D'une certaine manière, les officiers des A.I. s'étaient pliés à un principe central dans le fonctionnement indigène : « la gestion consensuelle ».

## IV.2 - L'équipement et l'architecture

Il semble nécessaire de nous pencher, avec une attention particulière, sur certains aspects architecturaux de la production spatiale institutionnelle. Ceux-ci nous paraissent comme un des lieux de mise en relation entre les deux modes de production. En effet, le « face à face » ne s'opérait pas uniquement par le biais de la juxtaposition directe des espaces autoproduits et institutionnels. La relation se faisait également par les influences réciproques d'un mode sur l'autre, et par l'effort d'adaptation par chacun, d'« une part de l'architecture » de l'Autre. Là encore, l'histoire de la relation est l'histoire d'une évolution lente.

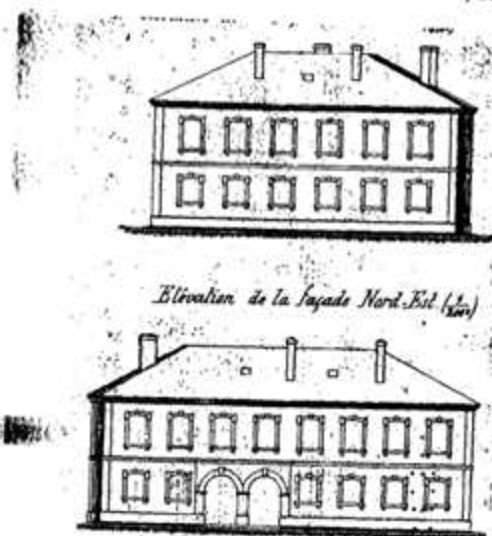
Il s'agit d'analyser ici tout ce qui, dans la réalisation des constructions et des équipements publics, permet de lire la relation entre les deux modes. On y trouve donc une analyse de la position de ces édifices dans la ville (par rapport aux espaces indigènes), des aspects architecturaux, de leur évolution du point de vue esthétique ainsi qu'une lecture portant sur l'usage des matériaux.

### IV.2.1 - Les bâtiments militaires : de l'efficacité économique à la réflexion esthétique

Les premiers bâtiments construits étaient militaires. Ils répondaient d'abord à deux exigences : la simplicité et l'économie. La recherche d'une forme d'adaptation aux conditions locales et *a fortiori* au « style architectural du Sud » n'était pas d'actualité dans les années 1880. Les bâtiments ainsi produits s'inscrivaient dans la continuité de la production architecturale du

Nord. En effet, les édifices de Saida (villes des hauts plateaux, construites dès 1850) étaient pris en exemple pour les premières constructions à Mécheria et à Géryville. Ils étaient, à quelques détails près, conformes aux modèles de bâtiments de casernement imposés dans toute la France.<sup>139</sup>

Figure 33. Bâtiment militaire de Saida, 1881



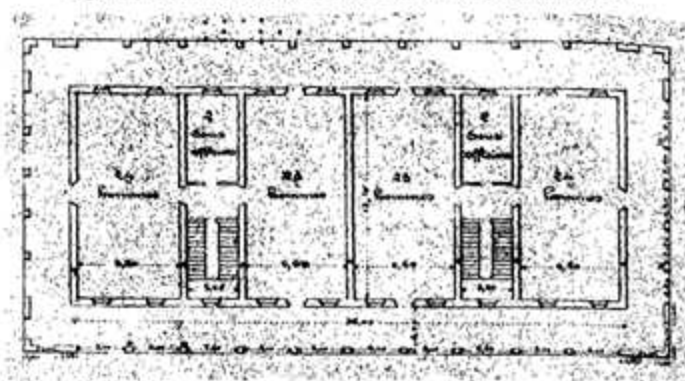
Source : SHAT 1H742.

Il faut attendre la moitié des années 1890 pour voir les ingénieurs dépasser les seuls facteurs d'économie et de simplicité, et intégrer, parmi leurs préoccupations, l'idée d'une adaptation des constructions à l'environnement local. La première forme d'adaptation concerna la protection contre les conditions climatiques et particulièrement les rayonnements solaires. Pour la première fois en 1894, un chef du génie donnait l'explication suivante au sujet d'un bâtiment de casernement à Géryville : « L'orientation de ce bâtiment étant oblique sur le méridien, on a fait régner la veranda sur les quatre faces pour la protection du soleil, [...] les vides seront ainsi moins larges ce qui ne peut que présenter des avantages. »<sup>140</sup>

<sup>139</sup> Plans et façades de bâtiments militaires, SHAT 1H742.

<sup>140</sup> Rapport du chef du génie pour construire un pavillon à étage pour le casernement de la compagnie montée de Géryville, le 12 décembre 1894, SHAT 1H739 (plan joint).

Figure 34. Plan d'un bâtiment militaire de Géryville, 1894



Source : SHAT 1H742.

Les bâtiments militaires de Géryville, reproduction de ceux d'Ain Sefra<sup>141</sup>, suscitèrent également une discussion au sujet de leur « apparence extérieure ». Le général commandant supérieur du génie y décéla nombre de carences et recommanda de :

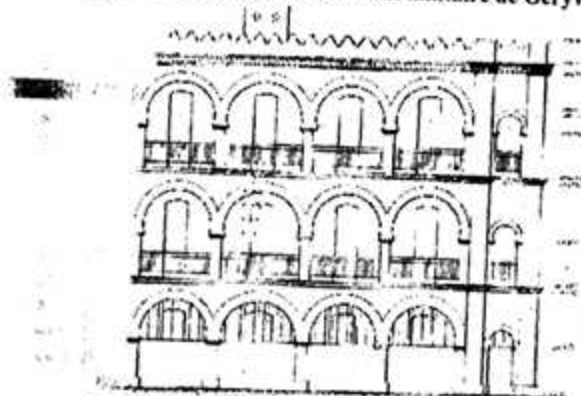
- relever le premier étage d'environ 0,50 m afin de le différencier du rez-de-chaussée et pour « élancer davantage la construction » ;
- « accuser les cages d'escalier » en les encadrant entre 2 piliers continus pour permettre de réduire la largeur des baies sous arcades ;
- « garnir » les tympans au-dessus des petites baies des extrémités de la véranda d'un motif de décoration corrigeant « l'effet désagréable » produit par leur hauteur relativement grande (fig. 35).

À son tour, le colonel directeur du génie intégra ce débat sur l'aspect esthétique et présenta d'autres observations :

- « les baies qui correspondent aux cages d'escaliers ont une largeur exagérée et non justifiée » ;
- le couronnement à moulons denticulés paraissait, aux yeux du directeur, un peu frêle et pouvait se dégrader facilement ;
- en ce qui concerne le tracé des arcades, le directeur préférait « le type d'arcade mauresque à bandeaux » plus étroit, dont il avait proposé l'adoption pour les nouvelles casernes d'Oran et de Mostaganem.

<sup>141</sup> Rapport du capitaine Kruger, chef du génie au Périer, au sujet de la façade du bâtiment à construire pour la compagnie montée à Géryville, le 23 mai 1895, SHAT 1H739 (plan).

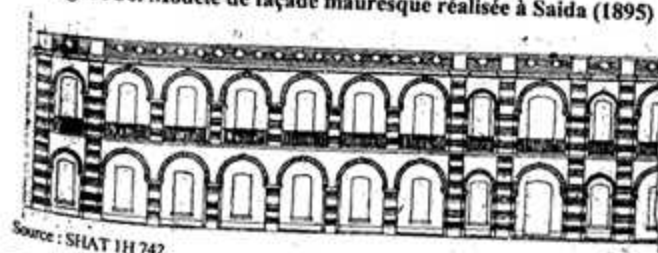
Figure 35. Façade d'un bâtiment militaire de Géryville (1895)



Source : SHAT 1H742

Ces adaptations avaient pour but d'apporter aux bâtiments un aspect proche de l'architecture indigène. La lettre du directeur du génie adressée au commandant supérieur du génie, révèle cette intention : « le chef du génie de Saida demande quelques explications au sujet du type de façade mauresque [...] au pavillon projeté pour la compagnie montée à Géryville [fig. 36]. le but à atteindre serait surtout de caractériser nettement les édifices par rapport aux réalisations françaises [...] Dans tous les cas le modèle de façade que vous m'avez adressé est d'un dessin élégant qui peut permettre de confirmer avec une économie sensible des façades de style mauresque, d'un heureux effet architectural et bien appropriées au climat de l'extrême Sud. »<sup>142</sup>

Figure 36. Modèle de façade mauresque réalisée à Saida (1895)

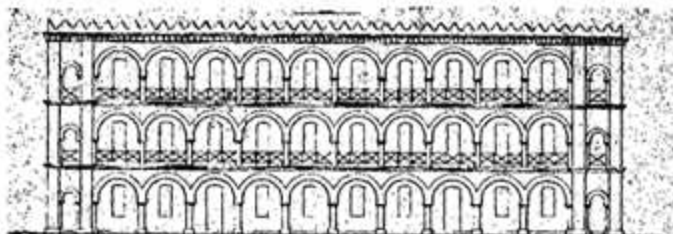


Source : SHAT 1H 742.

<sup>142</sup> Lettre du Colonel Henry, directeur du génie, à M. le général commandant supérieur du génie, le 23 juin 1895, SHAT 1H739.

Différents plans de bâtiments militaires d'Ain Sefra<sup>143</sup> confirment cette recherche d'adaptation au « local » qui restait au stade des premières intentions. Les vérandas et les éléments architectoniques « arabisants » ne constituaient pas une réelle adaptation à l'espace local puisqu'ils n'appartenaient pas à l'architecture spécifique du Sud. Ils étaient accolés d'une manière « libre » aux bâtiments militaires (fig. 37). Tel était encore le cas de l'hôpital d'Ain Sefra, construit en 1900 (fig. 38). Le génie persistait à y combiner des architectures du Nord « pour embellir les façades »<sup>144</sup>.

Figure 37. Façade bâtiment militaire d'Ain Sefra (1900)



Source : SHAT 1H798

Cet effort de « contextualisation » était réservé aux bâtiments importants et de représentation. Les habitations d'officiers et de soldats pour lesquels la réglementation était plus souple, demeuraient conformes aux archétypes militaires. Le petit atlas des bâtiments du casernement de Béchar est éloquent à ce propos<sup>145</sup>. Seule la véranda pourrait être considérée comme une forme d'adaptation, mais elle ne constitue pas une spécificité du Sud algérien.

#### IV.2.2 - Les édifices civils et les indigènes

Les ingénieurs du génie appliquèrent aux édifices civils une approche similaire à celle des bâtiments militaires. Nous avons choisi la construction de l'infirmerie indigène d'Ain Sefra pour en mesurer les conséquences. Cet édifice destiné, en premier lieu, aux autochtones ne semblait pas pour autant connaître un traitement particulier. La seule observation d'ordre esthétique portait sur un dôme prévu dans la partie médiane de l'infirmerie. Le gouverneur général recommanda sa suppression pour raison d'économie. L'essentiel des préoccupations concernait la répartition de la dépense.<sup>146</sup>

<sup>143</sup> Voir les façades de bâtiments militaires, hôpital, SHAT 1H798 et SHAT 1H801.

<sup>144</sup> Voir aussi hôpital de Colomb-Béchar, SHAT 1H801.

<sup>145</sup> Atlas des plans des habitations des officiers et des sous-officiers, SHAT 1H801.

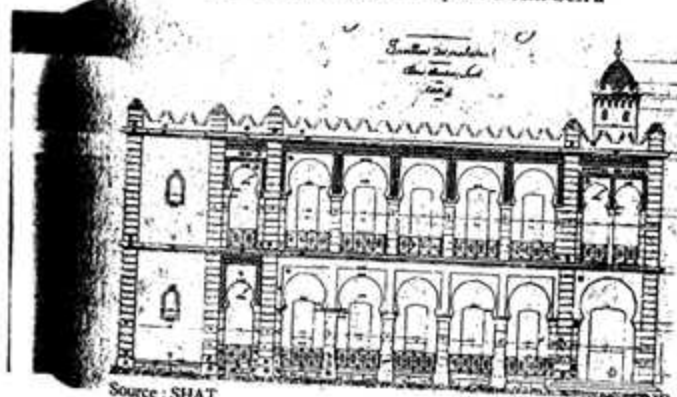
<sup>146</sup> Extrait du registre des délibérations de la commission municipale d'Ain Sefra, séance du 22 novembre 1906, CAOM 24H157.

Le manque de moyens conduisit les concepteurs des édifices civils à les penser principalement en fonction de ce facteur financier. Les conséquences de ces contraintes budgétaires étaient claires. Le projet a été établi en réalisant le plus d'économies possible. Il ne comportait pas de pierre de taille. Il était en briques et en maçonnerie ordinaire, les murs de clôture en toub avec fondation en maçonnerie. « L'ornementation de la cour a été prévue d'une façon aussi modeste que possible. »<sup>147</sup>

Cette situation se confirma les années suivantes. Elle concerna alors la majorité des édifices publics dans les agglomérations du Sud-Ouest. En 1925, un projet d'extension de l'infirmerie indigène d'Ain Sefra fut présenté<sup>148</sup>. L'effort d'économie y était poussé à un point tel que le gouverneur général intervint personnellement. Ce dernier estimait qu'il n'y avait pas lieu de chercher à réaliser des économies en remplaçant les murs en maçonnerie de pierre et de chaux par des murs en toub, et en réduisant les dimensions des ouvertures.<sup>149</sup>

Ainsi, jusqu'au début des années 1930, la conception architecturale était centrée sur l'économie de la construction, et sur l'optimisation des configurations spatiales. Elle s'occupait éventuellement de la situation de l'édifice par rapport aux parcours des indigènes. Il faut également noter l'attention portée à la question des matériaux.

Figure 38. Façade de l'hôpital d'Ain Sefra



Source : SHAT.

<sup>147</sup> Rapport de l'agent-voyer, signataire du projet, CAOM 1H157.

<sup>148</sup> Sur le projet d'extension et de transformation de l'infirmerie indigène d'Ain Sefra, 1925, SHAT 24H157.

<sup>149</sup> Lettre du GGA à M. le commandant militaire du territoire d'Ain Sefra, 17 mai 1924, CAOM 24H157.

## V - Conclusion

La période 1881-1930 constitue ainsi un moment de définition et de validation d'une co-production parfois balbutiante et d'autres fois pleinement opératoire.

Rappelons d'abord que la co-production est l'ensemble des pratiques coordonnées, sous-tendues par des relations et des interactions construites entre les différents acteurs et les divers modes de production urbains.

L'analyse de cette première époque nous permet d'éclairer, avec plus de précision, le contenu et le fonctionnement de la méthode ordonnant l'élaboration des relations et guidant la coordination des pratiques. Cette méthode (de co-production) apparaît ainsi comme un ensemble de principes auxquels s'astreignaient les responsables pour réaliser des projets et appliquer des programmes. Ces principes, de formes diverses (interdits, préceptes, postures...), constituaient des règles de conduite générale relatives à différents plans d'action et d'interaction (un plan social constitué principalement de représentants, un plan spatial). La méthode est fondée sur les combinaisons stratégiques de ces principes (d'où leur désignation comme stratégie), combinaisons élaborées en vue d'atteindre un objectif particulier et de manière à faire advenir certaines relations.

Ainsi, partant d'une finalité (coordonner l'usage d'un équipement par exemple), des principes (telle la non-intervention dans l'espace indigène) dont l'opérativité aurait été préalablement validée, sont convoqués pour orienter les responsables institutionnels dans leurs conceptions des actions, pour les guider au moment de traiter avec les populations, les alerter dès qu'ils procèdent à des choix bloquants. Au sein de ces stratégies (combinaisons de principes d'action selon un objectif), multiples par définition, peuvent être déployés plusieurs tactiques pour esquiver, contourner, contrecarrer, contraindre... l'Autre. Certaines stratégies peuvent être plus récurrentes et sont par conséquent considérées comme typiques voire consacrées, fixées ou reconnues comme telles. Néanmoins, il y a théoriquement autant de stratégies que de combinaisons possibles et d'objectifs.

Quels sont donc ces principes constitutifs de la méthode de co-production ?

Deux types de principes sont à distinguer même s'ils sont souvent combinés dans la réalité de l'action urbaine : les principes de mise en relation sur le plan social et ceux en œuvre sur le plan spatial.

### a- Schémas de principe pour l'organisation spatiale

Un premier principe spatial a guidé les actions françaises dans le Sud : l'extériorité. Éviter de pénétrer l'espace propre des indigènes et d'y intervenir, fut rapidement admis comme un précepte incontournable, même si sa transgression était parfois acceptée. Il constituait, dans tous les cas, un axe central des interrogations, des démarches et des stratégies du point de vue spatial. Un second principe, étroitement lié à ce premier, était l'intervention ponctuelle et limitée dans l'espace et dans le temps. C'est pourquoi l'aménagement et la construction de certains équipements furent particulièrement privilégiés (bornes fontaines, infirmeries indigènes...). Un troisième principe fut la ré-adoption de certains modes et de quelques techniques de construction. Il a principalement porté sur l'usage du matériau « terre crue » et sur l'utilisation des configurations architecturales qui lui étaient liées. Parfois, la forme des ensembles urbains ou des édifices était adaptée dès lors qu'elle contrariait les usages indigènes (voir l'organisation et l'orientation des infirmeries indigènes de manière à protéger l'accès et la circulation des femmes autochtones). Notons par ailleurs que certains dispositifs institutionnels se prêtaient particulièrement au mode d'implantation et d'appropriation local. Les ilots, à titre d'exemple, permettaient à plusieurs familles élargies, voire à une fraction de tribu, de s'installer au sein des villages tout en restant groupés et en reproduisant des structures spatiales propres.

De ces principes généraux ont découlé des schémas d'organisation gérant la relation établie entre les espaces institutionnels et ceux produits par les populations. Parmi ces schémas, notons plus particulièrement trois (les plus utilisés) : la mise à distance, la proximité gérée (notamment pour les poches d'indigènes dans les villages) et la juxtaposition comportant des articulations sous forme d'équipements (privilégiée pour les agglomérations où villages et ksar se font face). Chacun de ces schémas comporte des variantes inégalement reproduites selon les situations. Nous en avons montré des exemples tout au long de ce second chapitre.

### b- Postures et procédés de mise en relation sociale

Les principes mis en œuvre sur le plan social étaient soit des préceptes clairement énoncés par les officiers locaux, soit des postures intériorisées par ces mêmes responsables. Ils découlaient, pour la plupart, de la doctrine globale définissant les modalités d'interaction entre Français et indigènes. Ils en constituaient une explicitation particulière dans le domaine de l'aménagement, de l'urbanisme et de la construction.

Nous avons choisi, afin d'éviter une modélisation de démarches, en réalité complexes (nous y revenons plus bas), d'en dresser une liste non exhaustive et non hiérarchisante. Parmi les principes auxquels

s'astreignaient et se référaient les responsables institutionnels, citons les plus utilisés :

- la reconnaissance des droits de l'Autre ;
- l'utilisation d'intermédiaires ;
- l'usage de la menace ;
- l'invocation des règles françaises utilisées ailleurs (liée à la menace) ;
- la sanction par l'exemple : la menace symbolique (destruction d'une zriba par exemple) ;
- la prise de distance symbolique et la réaffirmation temporaire de la distance sociale (dans le jeu de proximité et d'éloignement) ;
- l'utilisation des lois et des règles locales : notamment les statuts des terres (intégrer en partie les règles et les modes de faire indigènes) ;
- la transaction ou l'échange (matériel : de biens comme les terrains, ou symbolique), le premier échange étant celui de la reconnaissance mutuelle ;
- la négociation inscrite dans la durée et dans le temps : avec ou sans « phase de répit » ;
- la simulation de l'ignorance de l'Autre et de ses actions ;
- la mise en valeur des apports institutionnels : sécurité (non-agression, voire menace), santé, enseignement et plus tard argent et emploi ;
- les concessions provisoires ou formelles ;
- le rappel des concessions passées ;
- la cristallisation (la signature) ritualisée des accords : l'importance de la parole donnée et donc de la durée (longue), de la personnalisation des rapports, des intermédiaires tel que les officiers des A.I.

Comme exposé tout au long de ce chapitre, l'ensemble de ces principes jouaient dans des démarches et des situations réelles complexes, qui ne permettent pas de mettre l'accent sur certains plus que sur les autres. Seule la reconnaissance de l'Autre et l'appel aux intermédiaires semblent récurrents, voire indispensables. Hormis ces deux derniers, les principes d'interaction sociale étaient invoqués, mobilisés, utilisés et combinés d'une manière différente selon les responsables, les régions et les moments. Plus important encore que le contenu de ces principes, les processus de leur élaboration et de leur combinaison sont déterminants dans la co-production de l'espace.

Cette capacité à définir et à reformuler le contenu de la méthode même est le principal enseignement de cette première période analysée. Comme nous l'avons vu, chaque phase de l'installation française, chaque intervention a exigé un nouvel apprentissage et la construction de nouvelles modalités d'action. Chacune de ces étapes, implantations de fortifications, constitution d'un domaine foncier, création de villages,

équipement de ces villages, nature différente oblige, a entraîné l'invention de nouveaux procédés, de nouveaux principes et de nouvelles combinaisons de ces derniers.

Pour réaliser ces définitions et ces reformulations, les responsables français ont dû emprunter des démarches intellectuelles invariablement structurées autour de quatre grands moments :

*1- La découverte de l'Autre* (la quête et la contre-quête de l'Autre) comme étranger : extérieur, différent et autonome (les trois caractères étant solidairement constitutifs de l'Autre). Elle passe par une confrontation brutale où, souvent, la première réaction est la tentation de nier l'Autre en essayant de l'effacer ou en feignant de l'ignorer (ignorer son existence même, car dans les deux cas, c'est son existence qui est au cœur du processus de découverte).

*2- La construction d'une image de l'Autre*

- D'abord, par négation de l'un des trois caractères (extérieur, différent et autonome). Souvent, durant ce premier temps, l'Autre est perçu comme un obstacle dans une démarche propre, notamment d'aménagement et de construction. Ainsi, selon les contextes, deux types de positions sont adoptées : celui du contournement (officier des A.I. s'éloignant des terres appartenant aux autochtones) et celui de la mise en ordre autoritaire (commandants du génie exigeant le séquestre du foncier indigène).

- Puis, réelle reconnaissance de certains composants de cet Autre :

- composants sociaux : les différences entre les ksour, les tribus, les rapports de force internes, la diversité des coutumes et des règles traditionnelles... ;
- composants spatiaux : modes d'implantations, différents éléments de l'espace ksourien (palmeraie, sources d'eau, cimetière, protections naturelles), les typologies des agglomérations (ksour, greniers fortifiés, constructions saisonnières ou rurales : zriba, etc.)...

*3- Approche de l'Autre et prise de contact*

Il s'agit là d'identifier les interlocuteurs pertinents en fonction d'une situation et d'un objectif particulier. Les intermédiaires, *caïd* et officiers des A.I., étaient ici principalement mobilisés. Leur connaissance des contextes locaux permettaient de repérer le chef de ksar, la djemaâ ou encore le représentant de clan vis-à-vis duquel, il était nécessaire d'agir et de procéder à des sollicitations. Elle aidait également à mieux cibler parmi les groupes autochtones, ceux susceptibles de répondre positivement à la demande institutionnelle. Elle était particulièrement efficace pour éviter ou pour s'écarter des ksour ou tribus qui, momentanément ou d'une manière permanente, risquaient d'entraver les

projets et les démarches officielles. Au-delà, ces intermédiaires permettaient de mieux faire advenir la prise de parole et d'en définir les termes de références. Autrement dit, ils procuraient aux décideurs les clés de lecture et d'expression premières pour entamer tout contact avec les populations locales.

#### 4- *Élaboration des relations*

Cette élaboration relevait de trois types de processus mis en œuvre, séparément ou parallèlement :

- tests et corrections des procédés : il s'agit de démarches bricolées et patiemment mises au point, où l'on tente différentes manières d'aborder (extériorité, négociation, menace, échange symbolique...) en mesurant leur efficacité à l'aune de l'acceptation et de la collaboration indigène, et en éprouvant leur opérativité en fonction de la capacité à contourner les obstacles autochtones et les facteurs bloquants locaux.
- Cristallisation en principes d'interaction : la reproductibilité d'un procédé dans plusieurs situations autorisait ou contrariait son adoption comme principe opérateur permanent dans la méthode de co-production. Ce n'est qu'à ce stade qu'une démarche, une façon de faire ou une tactique, utilisée dans une situation particulière, était reconnue, par une majorité de responsables, comme un principe capable de guider efficacement les prises de position institutionnelles ; et ce au-delà des spécificités d'un contexte.
- Construction de combinaisons stratégiques et typiques : les combinaisons procédaient de la même manière par approximation, tentative, test et correction puis cristallisation. Ainsi, les tactiques spécifiques déployées selon les situations, pour mettre en œuvre des projets d'aménagement ou d'urbanisme, étaient reconnues comme opérantes et devenaient des stratégies. Celles-ci, reproduites et montrant leur efficacité, étaient alors instituées en stratégies typiques, voire en procédures.

L'ensemble de ces moments clés constituait un processus complexe (rapidement résumé ici) mais cyclique. Il était reproduit dans sa totalité pour l'établissement de projet dans des contrées nouvelles et pour des programmes neufs. Il était également partiellement mis en œuvre pour faire face à des transformations des situations, notamment au cours des réalisations ou entre deux projets. Nous pouvons alors les décrire comme des mini-cycles permettant de définir d'autres principes et des combinaisons différentes. De cette manière, les stratégies ont été corrigées. En les considérant à nouveau comme des tactiques, les procédures sociales et les schémas spatiaux, aidant à la mise en œuvre d'un aménagement ou d'un plan, ont pu ainsi être adaptés aux situations nouvelles.

En réalité, nous utilisons ici le terme stratégie en partie par abus de langage. En effet, les combinaisons relevaient (particulièrement entre 1881 et 1930) autant de la tactique que de la stratégie. Continuellement en cours d'expérimentation et de reformulation, elles connaissaient parfois des bouleversements tels que nous ne pouvons pas toujours les considérer comme des stratégies à proprement parler. Ce terme est pertinent pendant des phases particulières, pour certaines situations et s'agissant de quelques actions précises (notamment d'équipement). Par ailleurs, la consécration d'une stratégie par sa reproduction régulière, et donc sa quasi-transformation en procédure, concernait beaucoup plus la période 1930-1957.

Précisons par conséquent notre propos en guise de conclusion de la première partie. Il s'agit ici de tenter une synthèse. Si celle-ci prend partiellement l'aspect d'un essai de modélisation (du fait de la nature même du propos), elle reste illustrative, constituée d'exposés (de procédés et d'objets) largement partiels ; l'objectif étant plus la description d'un principe de fonctionnement que sa traduction en une formule « modélisatrice » totale et définitive. En effet, nous tentons de reconstituer a posteriori une cohérence globale des démarches, d'en déceler « l'ordre caché » et d'en relater les constituants principaux. Ceci présente l'inconvénient de donner, pour ces démarches, une image cohérente, fixe, consacrée, organisée, alors que la réalité est toute autre : plutôt complexe, chaotique, bricolée, en phase avec les changements temporels, et dépendante des opportunités et des obstacles. Par conséquent, plus que de stratégies, nous devrions parler de séquences selon lesquelles des principes sont combinés ; séquences à la longueur et à la complexité variable, séquences totalement ou partiellement consacrées comme typiques (car efficaces), et donc intégralement ou imparfaitement reproduites. Quand ces séquences ou une partie d'entre elles avaient eu un succès particulier auprès des responsables, elles devenaient des routines pour ces derniers (malgré leur inégale efficacité).

### Troisième chapitre

**Face au bouleversement de la société  
indigène : décomposition et recomposition  
des institutions locales**

**Deuxième époque (1930–1957)**

**Le temps des confirmations  
et des doutes**

À la fin des années 1920, des changements se faisaient jour dans le cadre institutionnel, dans les doctrines d'actions et dans les actions même des responsables de la gestion du Sud. Durant la même période, les structures sociales locales vivaient des transformations. Trente à cinquante années de colonisation ne pouvaient rester sans effet sur les hiérarchies traditionnelles. Accentués à partir de 1945, ces changements annonçaient les bouleversements de la fin des années 1950 dans le système institutionnel et chez les populations locales.

Avant d'envisager de porter un regard sur les conséquences de ces transformations sociales et administratives sur la relation institutionnel-autoproduit, nous devons en préciser les contours, l'ampleur et les auteurs, et ce pour :

- le cadre institutionnel,
- les doctrines d'action et les pratiques des hommes de terrain.

possibilités matérielles d'exécution, ce décret n'a été appliqué dans les Territoires du Sud qu'aux tribus de sédentaires et de semi-nomades<sup>4</sup>. Des circonscriptions ont été considérées comme étant proprement sahariennes, et le statut à appliquer à leurs populations est resté celui antérieur à 1944<sup>5</sup>. Il faut signaler qu'à la suite de l'ordonnance du 7 mars 1944, la composition des commissions municipales mixtes des Territoires du Sud a été modifiée et fixée (arrêté gubernatorial du 9 juillet 1945) pour permettre une plus grande représentation des présidents de djemaâs et des caïds.

Tableau 1- Composition des commissions municipales mixtes à partir de 1945

Communes	Adjoint	Membres du 1 <sup>er</sup> collège	Présidents de djemaâs	Caïds
<b>Territoire d'Ain Sefra</b>				
C.M. d'Ain Sefra	1	6	5	6
C.M. de Colomb-Béchar	2	5	7	26
C.M. de Géryville	1	6	9	17
C.M. de Mécheria	1	5	1	12
<b>Territoire de Ghardaia</b>				
C.M. de Djelfa	1	6	19	18
C.M. de Laghouat	1	6	7	16
<b>Territoire de Tougourt</b>				
C.M. de Biskra	1	2	10	3
C.M. des Ouled Djellal	1	1	3	2
C.M. de Tougourt	1	4	5	9
C.M. d'El Oued	1	3		4

Source : Direction des territoires du Sud, *Exposé de la situation générale des territoires du Sud de l'Algérie de 1930 à 1946*, Alger, Imp. Officielle, 1947, 541 p.

En définitive, cette réforme qui a partiellement touché les régions du Sud, a surtout eu des répercussions sur l'approche et la représentation des populations locales. Faute d'établir un système citoyen dans l'ensemble du Sahara, cette réforme révéla l'enracinement de la forme française de djemaâ dans la représentation populaire.

<sup>4</sup> Direction des territoires du Sud, op. cit., p. 45.

<sup>5</sup> El Oued, Ouargla, du Tidikelt, du Hoggar et des Aijer, Taghit Abadla, de Tabelbala, de Béni Abbès ; Annexes de la Saoura et du Touat-Gourara, Ghardaia et poste d'El Goléa.

## I.2 - Une réforme du statut des djemaâs : une structure toujours rigide

Deux conceptions de la djemaâ étaient en vigueur au milieu des années 1940 : celle de l'administration qui la considérait comme un dispositif d'encadrement et comme un prolongement de ses propres structures, d'une part, et celle des responsables de terrain qui reconnaissaient les assemblées locales pour leur autorité et leur pouvoir réel, et qui attendaient une meilleure adéquation entre le schéma officiel et la réalité, d'autre part. La réforme entreprise en 1945 suscita, un moment, l'espoir de ces responsables locaux ; ils ne tardèrent pas à déchanter. L'objectif de la réforme du statut et du fonctionnement des djemaâs était similaire à celui de la nationalité : réduire les causes de la séparation et la ségrégation entre les algériens musulmans et les algériens non musulmans.

Le premier volet de cette réforme touchait au mode de constitution des djemaâs. Le décret du 8 janvier 1945<sup>6</sup> décidait en effet qu'elles ne devaient plus être désignées sur proposition des responsables locaux, mais qu'elles devaient plutôt être élues. Quelques régions sahariennes et le M'Zab furent exemptés de la mise en place de cette réforme. Pour toutes les autres régions, le décret stipulait qu'il devait être procédé à l'élection d'une djemaâ, dans chaque douar de commune, dans chaque fraction de douar ou groupement déterminé par arrêté du gouverneur général. À son tour, la djemaâ devait élire son président et son secrétaire. Le président était alors membre de droit de la commission municipale de la commune mixte. Les caïds devaient assister, comme représentants de l'administration, à toutes les délibérations de la djemaâ et restaient membres de la commission municipale de la commune mixte.

La constitution des djemaâs fut ainsi totalement institutionnalisée conformément au modèle de fonctionnement français. Une liste électorale des musulmans appelés à élire la djemaâ devait être constituée et fermée puis révisée par une commission composée de l'administrateur, d'un délégué de l'administration désigné par le gouverneur général, et d'un nombre d'indigènes choisis par la commission municipale. L'appel des décisions de cette commission devait être porté devant le juge de paix.<sup>7</sup>

<sup>6</sup> Décret du 8 janvier 1945 rendant applicable dans les Territoires du Sud de l'Algérie certaines dispositions du décret du 6 février 1919 et réglant le mode d'élection des djemaâs.

<sup>7</sup> Ibid.

## I - Le cadre institutionnel : continuité de la spécificité saharienne et renforcement des hiérarchies administratives

### I.1 - La continuité d'un particularisme administratif saharien : quand la réforme de la citoyenneté s'arrête aux portes du Sahara

L'organisation administrative a connu peu de transformations entre 1902 et 1944. La réforme majeure du statut des musulmans d'Algérie de 1944 y apporta des modifications importantes. Son application fut particulière pour le Sahara, confirmant ainsi la spécificité de ces *Territoires du Sud*.

#### I.1.1 - La réforme du statut des musulmans d'Algérie

Comme « l'action civilisatrice de la France en Algérie et dans les *Territoires du Sud* ne se conçoit pas sans réformes profondes dans l'ordre politique », et afin de « tempérer l'impatience des masses musulmanes sans ralentir leur évolution »<sup>1</sup>, le comité français de la libération nationale prit le 7 mars 1944, sur proposition du commissaire d'État aux affaires musulmanes, les décisions suivantes :

- conférer la citoyenneté française aux élites musulmanes sans abandon du statut personnel ;
- augmenter la représentation des musulmans dans les assemblées délibérantes ;
- faire accéder les musulmans à un plus grand nombre de postes administratifs ;
- tracer et réaliser un programme social et économique au profit des populations françaises musulmanes<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Direction des *Territoires du Sud*, *Exposé de la situation générale des territoires du sud de l'Algérie de 1930 à 1946*, Rapport d'ensemble présenté par ordre de M. Yves Chataigneau, ambassadeur de France, gouverneur général de l'Algérie, Alger, Imp. officielle, 1947, 541 p., pp. 38-39.

<sup>2</sup> Rappelons, qu'en 1919, plusieurs textes réformant la participation des arabes à la vie politique, avaient été promulgués : loi de février 1919 et le décret du 6 février 1919, relatifs aux droits électoraux des musulmans de l'Algérie ; la loi du 4 février 1919 sur l'accession des musulmans de l'Algérie aux droits politiques ; les décrets des 5 février 1919 et 5 mars

Pour mieux percevoir ce qu'apporte l'ordonnance du 7 mars 1944, il faut rappeler ce qu'était le régime politique antérieur des musulmans et les conditions de leur accession aux divers emplois. Avant l'intervention des nouvelles dispositions, la première possibilité offerte aux musulmans d'Algérie de passer de la situation de sujet au statut de citoyen en se faisant naturaliser a été définie par le sénatus-consulte du 14 juillet 1865. Il était nécessaire au musulman de suivre une procédure longue et lourde. Il fallait, en outre, satisfaire à l'une des conditions spéciales ; conditions draconiennes que très peu de musulmans remplissaient. Avec la nouvelle loi, ces conditions ont été en partie levées et allégées, puisque d'anciens militaires, et autres titulaires de diplômes français ou reconnus par la France, fonctionnaires et agents de l'État, membres des chambres de commerces, oukils judiciaires... avaient automatiquement droit à la citoyenneté. L'ordonnance du 7 mars 1944 proclama, en effet, dans son article premier, l'égalité des droits et des devoirs entre tous, aussi bien français musulmans que français non musulmans, et la possibilité d'accession des premiers à tous les emplois civils et militaires. « *Jamais aucun texte législatif français n'était allé si loin dans la voie de l'assimilation. L'ordonnance du 7 mars 1944 efface et dépasse toutes les dispositions prises antérieurement dans le même but. Elle établit, en fait, une égalité des droits et des devoirs pour tous les Français d'Algérie* »<sup>3</sup>.

#### I.1.2 - Les Sahariens en dehors de la réforme

L'ordonnance du 7 mars 1944 écartait les *Territoires du Sud* de ces changements. Son sixième article stipulait en effet : « *est réservé le statut des populations du M'Zab, ainsi que les populations des territoires proprement sahariens* ». Mais les responsables locaux ont considéré cette mise à l'écart du Sud injuste pour leurs administrés. Pour remédier à cette situation, le décret du 8 janvier 1945 a exclu de la restriction édictée par l'ordonnance du 7 mars 1944, les circonscriptions septentrionales des *Territoires du Sud*. « *Un décret du 7 janvier 1945 a rendu applicable dans la partie septentrionale des Territoires du Sud certaines dispositions du décret du 6 février 1919 et a réglé le mode d'élection des djemaâs : compte tenu du degré d'évolution des populations sahariennes et des*

<sup>3</sup> 1919 sur les djemaâs des douars dans les communes de plein exercice et dans les communes mixtes. Ces textes n'ont pas soulevé les mêmes doutes et les mêmes changements que ceux intervenus au lendemain de la seconde Guerre mondiale.

<sup>4</sup> Direction des territoires du Sud, op. cit., p. 43.

Les djemaâs n'étaient plus ces assemblées traditionnelles reconduites par les administrations françaises pour leur légitimité auprès des populations. Le processus de dédoublement des djemaâs risquait ainsi de s'accélérer. Le second volet de la réforme, qui avait pour objectif d'étendre les prérogatives des djemaâs, était modeste. Le décret n° 45-1942 du 29 août 1945 portant extension des attributions des djemaâs des douars dans les communes de plein exercice et dans les communes mixtes partait d'un constat : selon les termes du décret du 6 février 1919, toutes les questions concernant les intérêts du douar devaient être soumises à l'avis de la djemaâ préalablement à la délibération du conseil municipal en commune de plein exercice, ou de la commission municipale en commune mixte. En outre, la djemaâ était appelée à délibérer de plein droit sur un certain nombre d'affaires limitativement énumérées dans le décret précité, et qui concernaient essentiellement l'administration du douar, sa gestion financière et sa représentation. Pour être exécutoires, les délibérations des djemaâs devaient, à la veille de la réforme, recevoir l'approbation des conseils municipaux dans les communes de plein exercice et des commissions municipales dans les communes mixtes.<sup>4</sup>

L'objectif de la réforme n'était pas limité au seul élargissement des prérogatives. Plus fondamentalement, elle visait à faire des djemaâs des instruments « éducatifs » pour introduire les modes de régulation française auprès des populations. Le texte du décret est à ce titre sans équivoque : « *Le rôle de la djemaâ revêt une importance particulière. Non seulement en effet à raison des tâches administratives qu'il comporte, mais surtout parce qu'il offre à cette assemblée, dans le domaine politique, un puissant moyen éducatif. Mais, sur de nombreux points, ce rôle est négligé alors qu'il devrait être élargi pour répondre aux exigences nouvelles de la politique d'assimilation poursuivie par la France en Algérie. Cette politique vise notamment en effet à rapprocher le statut des djemaâs de celui des conseils municipaux* ».

Au-delà, le fonctionnement des djemaâs était conçu suivant les modèles administratifs français. En effet, selon le décret du 29 août 1945, les djemaâs de douars en commune de plein exercice et en commune mixte devaient se réunir en session ordinaire sur convocation de leur président dans le premier mois de chaque trimestre. Elles étaient autorisées à se

réunir en séance extraordinaire, à condition d'être convoquées par le maire ou l'administrateur avec l'autorisation du sous-préfet. Elles devaient également tenir un registre des délibérations à présenter aux inspecteurs généraux de l'administration, au préfet et au sous-préfet, à chacune de leurs tournées dans la commune. Dans ces registres, elles devaient rendre compte à l'autorité supérieure de leurs observations et suggestions. Le président de la djemaâ devait rendre compte immédiatement au sous-préfet des raisons qui auraient empêché la réunion des sessions ordinaires.

Bref, la djemaâ structurée comme une assemblée française devenait un dispositif d'encadrement obligatoire. En cherchant le rapprochement, les autorités centrales et dirigeantes s'éloignaient de ce qu'étaient, dans la réalité, les djemaâs existantes. Ces dernières tombaient alors dans la « clandestinité » quand les responsables locaux exécutaient le décret pour créer des doublures de djemaâs ; ou alors elles gardaient une relative reconnaissance institutionnelle quand elles continuaient à collaborer avec les autorités françaises et si celles-ci arrivaient à contourner le nouveau décret.

### I.3 - L'organisation communale : l'extension du statut de commune mixte

L'organisation communale qui était construite en fonction de la structure des postes et des cercles militaires, était restée relativement stable jusqu'en 1929. À cette date, une nouvelle répartition fut dessinée et fixa la structure des territoires militaires et la délimitation entre communes mixtes et communes indigènes pour plus de 35 ans (cf. tableaux plus bas). Ainsi, toute la région sud-ouest était couverte par des communes indigènes alors que l'est du Sahara comportait plutôt des communes mixtes. Cette répartition géographique correspondait à une plus grande présence des colons dans l'est du Sahara. Les richesses agricoles de Laghouat ou de Touggourt, leur proximité des villes relais vers le nord, ont attiré une population européenne plus importante. Néanmoins, à l'ouest, des centres comme Kenadsa et Béchar (découverte des mines de houilles, importance des centres militaires) constituaient des lieux de concentration des colons. À l'est comme à l'ouest, les communes aux modes d'administration différents accueillaient au même titre Européens et indigènes, et connaissaient donc les mêmes difficultés de gestion et les mêmes types de conflits (particulièrement sur le foncier). Les tableaux de

<sup>4</sup> Décret n° 45-1942 du 29 août 1945 portant extension des attributions des djemaâs des douars dans les communes de plein exercice et dans les communes mixtes.

<sup>5</sup> Ibid.

Les djemaâs n'étaient plus ces assemblées traditionnelles reconduites par les administrations françaises pour leur légitimité auprès des populations. Le processus de dédoublement des djemaâs risquait ainsi de s'accélérer. Le second volet de la réforme, qui avait pour objectif d'étendre les prérogatives des djemaâs, était modeste. Le décret n° 45-1942 du 29 août 1945 portant extension des attributions des djemaâs des douars dans les communes de plein exercice et dans les communes mixtes partait d'un constat : selon les termes du décret du 6 février 1919, toutes les questions concernant les intérêts du douar devaient être soumises à l'avis de la djemaâ préalablement à la délibération du conseil municipal en commune de plein exercice, ou de la commission municipale en commune mixte. En outre, la djemaâ était appelée à délibérer de plein droit sur un certain nombre d'affaires limitativement énumérées dans le décret précité, et qui concernaient essentiellement l'administration du douar, sa gestion financière et sa représentation. Pour être exécutoires, les délibérations des djemaâs devaient, à la veille de la réforme, recevoir l'approbation des conseils municipaux dans les communes de plein exercice et des commissions municipales dans les communes mixtes.<sup>4</sup>

L'objectif de la réforme n'était pas limité au seul élargissement des prérogatives. Plus fondamentalement, elle visait à faire des djemaâs des instruments « éducatifs » pour introduire les modes de régulation française auprès des populations. Le texte du décret est à ce titre sans équivoque : « *Le rôle de la djemaâ revêt une importance particulière. Non seulement en effet à raison des tâches administratives qu'il comporte, mais surtout parce qu'il offre à cette assemblée, dans le domaine politique, un puissant moyen éducatif. Mais, sur de nombreux points, ce rôle est négligé alors qu'il devrait être élargi pour répondre aux exigences nouvelles de la politique d'assimilation poursuivie par la France en Algérie. Cette politique vise notamment en effet à rapprocher le statut des djemaâs de celui des conseils municipaux* ».

Au-delà, le fonctionnement des djemaâs était conçu suivant les modèles administratifs français. En effet, selon le décret du 29 août 1945, les djemaâs de douars en commune de plein exercice et en commune mixte devaient se réunir en session ordinaire sur convocation de leur président dans le premier mois de chaque trimestre. Elles étaient autorisées à se

réunir en séance extraordinaire, à condition d'être convoquées par le maire ou l'administrateur avec l'autorisation du sous-préfet. Elles devaient également tenir un registre des délibérations à présenter aux inspecteurs généraux de l'administration, au préfet et au sous-préfet, à chacune de leurs tournées dans la commune. Dans ces registres, elles devaient rendre compte à l'autorité supérieure de leurs observations et suggestions. Le président de la djemaâ devait rendre compte immédiatement au sous-préfet des raisons qui auraient empêché la réunion des sessions ordinaires.

Bref, la djemaâ structurée comme une assemblée française devenait un dispositif d'encadrement obligatoire. En cherchant le rapprochement, les autorités centrales et dirigeantes s'éloignaient de ce qu'étaient, dans la réalité, les djemaâs existantes. Ces dernières tombaient alors dans la « clandestinité » quand les responsables locaux exécutaient le décret pour créer des doublures de djemaâs ; ou alors elles gardaient une relative reconnaissance institutionnelle quand elles continuaient à collaborer avec les autorités françaises et si celles-ci arrivaient à contourner le nouveau décret.

### I.3 - L'organisation communale : l'extension du statut de commune mixte

L'organisation communale qui était construite en fonction de la structure des postes et des cercles militaires, était restée relativement stable jusqu'en 1929. À cette date, une nouvelle répartition fut dessinée et fixa la structure des territoires militaires et la délimitation entre communes mixtes et communes indigènes pour plus de 35 ans (cf. tableaux plus bas). Ainsi, toute la région sud-ouest était couverte par des communes indigènes alors que l'est du Sahara comportait plutôt des communes mixtes. Cette répartition géographique correspondait à une plus grande présence des colons dans l'est du Sahara. Les richesses agricoles de Laghouat ou de Touggourt, leur proximité des villes relais vers le nord, ont attiré une population européenne plus importante. Néanmoins, à l'ouest, des centres comme Kenadsa et Béchar (découverte des mines de houilles, importance des centres militaires) constituaient des lieux de concentration des colons. À l'est comme à l'ouest, les communes aux modes d'administration différents accueillaient au même titre Européens et indigènes, et connaissaient donc les mêmes difficultés de gestion et les mêmes types de conflits (particulièrement sur le foncier). Les tableaux de

<sup>4</sup> Décret n° 45-1942 du 29 août 1945 portant extension des attributions des djemaâs des douars dans les communes de plein exercice et dans les communes mixtes.

<sup>5</sup> Ibid.

l'organisation communale de 1930, 1933 et 1938 qui suivent, montrent les adaptations opérées pour les unités de commandements chargées de la gestion des communes. Aucune transformation n'a eu lieu dans les communes mêmes (voir tableau suivant).

Tableau 2- Découpage communal et militaire des Territoires du Sud, en 1930

	Unités de commandement	Unités administratives
Territoire d'Ain Sefra chef-lieu : Ain Sefra	annexe de Géryville	C.M. de Géryville
	annexe de Mécheria	C.M. de Mécheria
	annexe d'Ain Sefra poste de Béni Ounif	C.M. d'Ain Sefra
	cercle de Colomb-Béchar	C.M. de Colomb-Béchar
	cercle de l'Ouest Saharien annexe du Touat-Gourara et poste de Timimoun annexe de la Saoura et poste de Béni Abbès	J.C.I. du Touat-Gourara J.C.I. de la Saoura
Territoire de Ghardaia chef-lieu : Laghouat	annexe de Djelfa	C.M. de Djelfa
	annexe de Laghouat	C.M. de Laghouat
Territoire de Touggourt chef-lieu : Touggourt	annexe de Biskra poste des Ouled Djellal	J.C.I. de Biskra
	annexe de Touggourt	C.M. de Touggourt
	annexe d'El Oued	C.I. d'El Oued
Territoire des Oasis chef-lieu : Ouargla	annexe d'Ouargla	J.C.I. d'Ouargla
	annexe d'Ajjer	
	annexe d'In Salah annexe du Hoggar	J.C.I. du Tidikelt-Hoggar

Source : Direction des Territoires du Sud, 1947.

En 1943, la zone de Colomb-Béchar prenant une importance accrue, des postes supplémentaires de contrôle militaire y ont été ajoutés. Ceci ne s'accompagna pas pour autant d'une adaptation de l'organisation communale. Il semble que les extensions des agglomérations proches de Colomb-Béchar posaient un problème de sécurité et ne soulevaient pas de questions de gestion et d'administration.

Il faut remarquer la création du territoire du Fezzan, conséquence de choix stratégiques ; ce territoire fut longtemps l'objet d'un conflit frontalier avec le Maroc. L'importance attribuée à ce territoire trouva d'ailleurs sa traduction dans un projet de mise en valeur agricole.

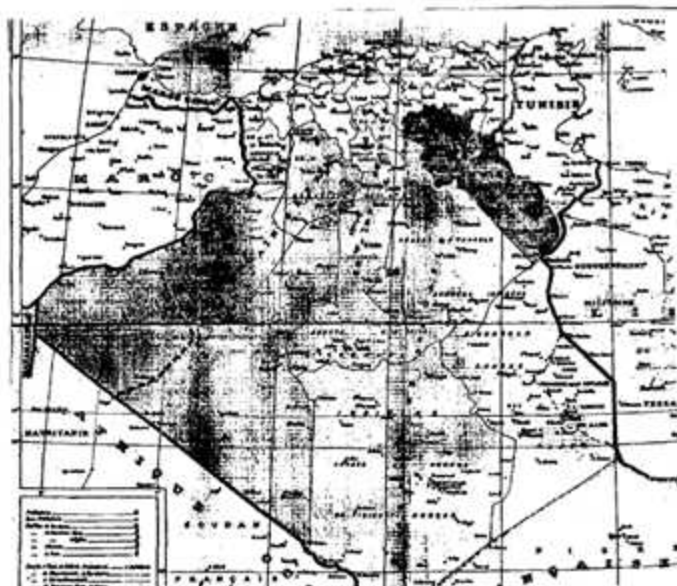
Tableau 3- Découpage militaire et communal en 1945

	Unités de commandement	Unités administratives
Territoire d'Ain Sefra chef-lieu : Colomb-Béchar	annexe de Géryville	C.M. de Géryville
	annexe de Mécheria	C.M. de Mécheria
	annexe d'Ain Sefra	C.M. d'Ain Sefra
	annexe de Colomb-Béchar avec les postes de Béni Ounif Abadla Kenadsa Béni Abbès Abadla Tabelbala	J.C.M. de Colomb-Béchar
	annexe du Touat et poste de Timimoun	J.C.I. du Touat-Gourara
	annexe de la Saoura	C.I. de la Saoura
Territoire de Ghardaia chef-lieu : Laghouat	annexe de Djelfa	C.M. de Djelfa
	annexe de Laghouat	C.M. de Laghouat
Territoire de Touggourt chef-lieu : Touggourt	annexe de Biskra poste des Ouled Djellal	J.C.I. de Biskra
	annexe de Touggourt	C.M. de Touggourt
	annexe d'El Oued	C.M. d'El Oued
Territoire des Oasis chef-lieu : Ouargla	annexe d'Ouargla avec le poste de Fort-Flatters	J.C.I. d'Ouargla
	annexe des Ajjer	
	annexe d'In Salah annexe du Hoggar	J.C.I. du Tidikelt-Hoggar
Territoire du Fezzan-Ghadamès chef-lieu : Sebha	subdivision de Sebha Oubari subdivision de Mourzouk subdivision de Brak	J.Circonscription du Fezzan
	circonscription de Ghadamès	circonscription de Ghadamès

Source : Direction des territoires du Sud, Exposé de la situation générale des Territoires du Sud de l'Algérie de 1930 à 1946, Alger, Imp. Officielle, 1947.

Pour résumer, la structure communale mise en place en 1905 a été adaptée, à partir de 1929, aux transformations sociales et militaires de la région. Elle continua sa superposition au dispositif militaire et donna une plus grande part au statut de communes mixtes, plus présent à l'est qu'à l'ouest. Cette organisation resta inchangée jusqu'en 1955.

Figure 1. Découpages administratifs des Territoires du Sud en 1945



## II - Des doctrines et des hommes face aux changements sociaux

### II.1 - Les difficultés d'administration des officiers en Algérie

La doctrine qui fondait la gestion de la relation avec les indigènes en Algérie, était fortement liée aux représentations des officiers et au cadre juridico-administratif. Confronté aux changements de ce cadre et à ceux des réalités locales, la mise en œuvre de la doctrine s'est transformée. Les officiers « dérivèrent » vers la bureaucratisation, la recherche de l'administration directe et l'affaiblissement des relais. Ces dérives constatées dans l'ensemble du pays semblent avoir été limitées dans le Sud.

#### II.1.1 - Les éléments d'une dérive

Les éléments qui suivent concernent l'ensemble de l'Algérie et donc le Sahara, dont la réaction sera exposée plus loin. En effet, les éléments de cette dérive étaient principalement :

- l'administratisation et la centralisation ;
- la recherche de l'administration directe ;
- le relâchement des liens avec les indigènes et le brouillage de la hiérarchie.

##### II.1.1.1 - L'administratisation et la centralisation

Sous l'effet de la durée, l'officier chargé en Algérie des Affaires indigènes et du contrôle de leur espace tendait à se transformer en agent d'administration. Frémeaux décrit minutieusement les étapes de cette administratisation : « La suppression des territoires de commandement met fin aux attributions préfectorales des généraux de division, celles-ci étant désormais exercées par le gouverneur général. Les responsabilités municipales passent des commandants territoriaux aux officiers des A.I. chefs d'annexe. Les notables indigènes (auxquels s'ajoutent dans les

communes mixtes des élus français) forment des « commissions » municipales, sorte de décalques des conseils municipaux, consultés sur l'établissement du budget. On est loin de l'administration simple et patriarcale des débuts, avec l'alourdissement de la tutelle des services centraux du gouvernement général, qui ne se contentent pas de centraliser, comme le bureau politique, mais ordonnent et contrôlent, et surtout réclament des écritures supplémentaires. De même, la tendance est à intégrer les services centraux des A.I. dans l'organisation générale. [...] À la base comme aux directions centrales, les organismes et les officiers chargés de gérer les relations avec les indigènes s'embourbent dans des mécanismes bureaucratiques qui handicapent grandement l'action des officiers »<sup>10</sup>.

La dérive bureaucratique que redoutait Lyautey, s'opérait de manière insidieuse sur la majeure partie du territoire algérien.

## II.1.1.2 - La recherche de l'administration directe

Dans la « circulaire du coup de barre » du 18 novembre 1920, Lyautey écrivait : « Nous avons l'administration directe dans la peau ». Cette circulaire destinée au protectorat du Maroc éclaire les mécanismes en œuvre en Algérie qui retint longtemps l'attention de Lyautey : « Nous ne savons pas l'arabe [...] Nous ne sommes pas patients. Et pour établir des rapports de service avec l'indigène, il faudrait au début et pendant longtemps beaucoup de patience. C'est une besogne ingrate, lassante à cause de la différence des mentalités, des habitudes de travail, de la difficulté de les astreindre à traiter les affaires publiques avec précision et rapidité [...] Chez nous, presque tout ce qui est administratif cède plus ou moins à la tendance de regarder l'indigène comme race inférieure, comme quantité négligeable »<sup>11</sup>.

La tendance à administrer directement les indigènes en se passant d'intermédiaires était, semble-t-il, perceptible dès le début de la politique indigène en Algérie. Elle fut difficilement réprimée dans les débuts de l'occupation et trouva par la suite un allié dans les réflexes de gestion des

officiers impatients d'obtenir des résultats immédiats. S'adresser directement à la population laissait alors penser que les ordres et les instructions allaient s'exécuter avec célérité.

Frémeaux insiste, pour expliquer cette tendance, sur les difficultés de la tâche qui exigeait une grande disponibilité, une pratique de la langue, et pas de façon sommaire, et des entretiens quotidiens confiants, empreints d'égards et de courtoisie réciproques.

La multiplicité des fonctions des responsables et la complexification croissante des procédures, des statuts, et des circuits administratifs n'étaient pas de nature à favoriser la satisfaction de toutes ces conditions. « L'officier, la plupart du temps, absorbé par de multiples occupations (dont notamment celle de « faire du papier ») n'a guère le temps de « boire des tasses de thé » - termes dans lesquels le général de Lamothe avait, avec humour et profondeur, défini au capitaine Justinard sa mission auprès du caïd Goundafi. Comment expliquer, convaincre, quand il faut fournir rapidement des porteurs, des moyens de transports, du ravitaillement, ou déjouer un complot ? Comment consacrer de longues heures aux entretiens quand les rapports et les budgets attendent ? Tout ce qui n'est pas indispensable à la bonne marche du service, tel que l'entendent les autorités supérieures, qui jugent sur les résultats, immédiats, a tendance à être sacrifié »<sup>12</sup>.

La conséquence directe de cette baisse d'attention envers la relation avec les indigènes, fut l'affaiblissement des intermédiaires, chefs de tribus ou caïds. Il faut insister sur la redéfinition des qualités attendues des chefs. À ceux-ci, on commençait par demander d'être des « hommes de poudre », capables de mener leurs guerriers au combat aux côtés des troupes françaises, puis de tenir leur commandement et enfin de manifester des qualités de fonctionnaires, conformes, toutes proportions gardées, à celles qu'on attendait des officiers placés au-dessus d'eux : collaborer dans la collecte des renseignements, dans l'établissement des recensements, et le perfectionnement du rendement des impôts. La régularité et la docilité comptaient plus que la vigueur ou l'autorité, selon une évolution analysée par Augustin Berque.<sup>13</sup>

<sup>10</sup> Ageron (Ch. R.), *Les Algériens musulmans et la France*, Paris : P.U.F., 1968, 2 Vol., 1296-Xpages, p. 10 ; Estoublon et Lefebvre, *Code de l'Algérie annoté*, suppl. 1911, p. 740 ; Ménaut (J.), *Questions indigènes, Affaires indigènes et Territoires du Sud*, B.C.A.F., décembre 1934, pp.714-719.

<sup>11</sup> Archives SHAT

<sup>12</sup> Frémeaux (J.), *L'Afrique à l'ombre des épées*, T.II : *Officiers administrateurs et troupes coloniales*, Paris : SHAT, 1994, p. 74.

<sup>13</sup> Berque (A.), « Esquisse d'une histoire de la seigneurie algérienne », *Revue de la Méditerranée*, 1949, N° 29, pp. 18-34, et N° 30, pp. 168-180.

### II.1.1.3 - Le relâchement des liens avec les indigènes et le brouillage de la hiérarchie

La recherche de la gestion directe des indigènes et l'accroissement de l'« administratif » accompagnèrent et encouragèrent l'éloignement de la structure sociale locale qui, elle-même, connaissait une mutation dans ses fondements. Dès 1918, le colonel Mangeot et l'officier interprète Paul Marty attirèrent l'attention de leurs supérieurs sur la « désagrégation de l'armature sociale » et du danger que cela constituait.<sup>14</sup>

Cette analyse qui concernait alors l'extrême sud du Sahara, réapparaissait dans les années 1930, lors du conflit avec les émirats de l'Adrar. Ces derniers étaient empêchés de percevoir le droit de protection sur leurs tributaires tout en étant appelés à seconder et à relayer les actions militaires françaises. Les officiers prenaient ainsi deux positions contradictoires. D'une part, ils essayaient d'accroître et d'utiliser l'autorité des chefs indigènes et d'autre part, ils l'affaiblissaient car elle s'exerçait dans un domaine où les militaires ne pouvaient accepter d'intermédiaires : la levée de l'impôt<sup>15</sup>. À cette période et dans cette région, la primauté de la sécurité avait prévalu devant les impératifs financiers. L'établissement de relations de confiance avec les indigènes et l'institution de relais influents furent privilégiés.

Cette tendance à ébranler les structures intermédiaires vit le jour dans le Nord, puis se propagea vers le Sud pour atteindre les hauts plateaux et les franges nord du Sahara. Ainsi, à la fin des années 1940, ce processus aboutit à l'affaiblissement des structures de liaison entre administrateurs et populations locales. « Dans les Hauts-Plateaux algériens, le commandement indigène paraît dans le même état de décrépitude qu'il l'est dans les territoires civils »<sup>16</sup>. En 1948, le capitaine de Fraguier<sup>17</sup> rapportait que le cercle de Géryville ne comptait plus que huit représentants des grandes familles parmi les dix huit caïds, et quelques notables traditionnels appartenaient aux 157 chefs de fractions. La possibilité de joindre facilement les lieux de direction devint plus importante aux yeux des administrateurs que le rang social ou l'influence

d'un caïd. Les propriétaires de chevaux ou de moyens de transport furent choisis avant tout autre candidat. Les caïds étaient par ailleurs choisis parmi les anciens militaires, subordonnés fonctionnaires ou traducteurs, car plus habitués aux rouages des procédures coloniales. Ce qui explique pourquoi 14 des 18 caïds de Géryville résidaient au chef-lieu.

La fonction administrative qui venait conforter une hiérarchie et une influence des chefs de fractions pour les mettre au service de la compréhension et de l'action des officiers sur le terrain, s'éloignait graduellement de la structure traditionnelle. À l'efficacité sociale et pratique d'un caïd chef d'une tribu, les officiers préférèrent, de plus en plus, l'efficacité administrative d'indigènes adaptés à l'organisation militaro-coloniale. Le lieutenant Leroy écrivait ainsi : « Le caïd n'est plus vraiment le « chef naturel » de la tribu mais de plus en plus le caïd de l'administration et son rôle est tellement plus de satisfaire nos exigences, notre tranquillité « administrative », que de diriger sa tribu. Nous avons été amenés à choisir un chaambi dit évolué. Ainsi une séparation se fait jour : « le caïd suit l'administration » alors que la tribu reste dirigée par « son patriarche, le chef de la grande famille, le notable, comme nous l'appelons »<sup>18</sup>.

En retour, cette tendance à sous-estimer le rôle du caïd ou plus généralement de l'intermédiaire, servit à la recherche d'une administration directe des populations. Un intermédiaire fort et influent était un obstacle dans une telle perspective. Ouvrir pour un plus grand fractionnement des communautés par le biais d'une augmentation du nombre de représentants locaux, devenait de fait une étape vers une gestion directe. « Nous sommes arrivés, écrivait le capitaine Chapelle, à administrer séparément chaque tribu et presque chaque fraction par l'intermédiaire des chefs, et nous servant, avec plus ou moins de bonheur, de continuité et d'à propos, de personnages [...] Alors que des fils ténus actionnaient ces marionnettes, nous les avons attachées avec de grosses ficelles, et nous les avons plus vite usées en trente ans de paix qu'elles ne s'étaient usées elles-mêmes au cours de cinq siècles de guerres »<sup>19</sup>.

<sup>14</sup> Colonel Mangeot et Marty (P.), « Les Touareg de la boucle du Niger », *Bulletin du comité des travaux historiques et scientifiques de l'A.O.F.*, 1918, p. 468.

<sup>15</sup> En Mauritanie, pour assurer notre sécurité, B.C.A.F., septembre 1932, pp. 512-515.

<sup>16</sup> Frémeaux (J.), op. cit., T.II, p. 79.

<sup>17</sup> Capitaine de Fraguier, *Influence de l'évolution des nomades sur l'élevage du mouton*, Mémoire C.H.E.A.M., 1948, 15 p., pp. 3 et 7.

<sup>18</sup> Lieutenant Leroy (G.), *Les Chaamba Berezga*, Mémoire, C.H.E.A.M., s.d. (1950), 67 p., p. 34.

<sup>19</sup> Capitaine Chapelle (J.), « Les Touareg de l'Air », C.C.F., N° 12, 1949, pp. 92-93.

## II.1.2 - L'exception saharienne à la recherche de la reconstitution des circuits d'intermédiaires

Après 1930, le Sahara resta en territoire militaire et garda au vu des lois son statut particulier. Ainsi, et contrairement aux régions du Nord, le maintien de certains pouvoirs exceptionnels et d'une partie de l'organisation militaro-juridico-administrative ancienne, confirma les officiers sahariens dans leur position de gestionnaire de fait. Ces officiers continuèrent à assurer les fonctions administratives, à organiser les travaux locaux, à contrôler les différents mouvements commerciaux et à juger les affaires locales qui leur étaient soumises<sup>20</sup>. Ils travaillaient toujours avec les notables locaux qui, parfois, étaient officiellement nommés collaborateurs avec le titre de caïds, d'aghas et de bachaghas au lieu d'« adjoints indigènes », titre utilisé au nord. Cette différenciation sémantique était un des instruments dont usaient les officiers pour promouvoir l'importance de la collaboration avec l'administration et maintenir le prestige des chefs de tribus qui acceptaient d'assumer pleinement ce rôle. La tradition des bureaux des *Affaires indigènes* restait très forte dans ces territoires. Les officiers de ce corps s'attachaient à l'application de la doctrine que leurs formateurs directs leur avaient transmise.

Armés de ce statut exceptionnel, les officiers du Sud ont eu recours à deux principaux moyens pour endiguer les dérives administratives et la dilution du corps d'intermédiaires indigènes :

- une moindre intervention dans les affaires intérieures des tribus ;
- une plus grande discrétion dans les actions d'administration.

### II.1.2.1 - Une moindre intervention dans les affaires intérieures des tribus

Le capitaine J. Cousin insistait par exemple sur la nécessité de respecter la hiérarchie locale dans le Hoggar où les esclaves Ikhlân n'avaient jamais demandé l'intervention des officiers pour être protégés ou émancipés<sup>21</sup>. Pour les nomades, dont l'organisation était variable et complexe, les

<sup>20</sup> Argeron, *Gouvernement général de l'Algérie, les territoires du Sud de l'Algérie*, Alger : Soubiron, 1930, CVII-684 p., p. 484.

<sup>21</sup> Capitaine Cousin (J.), *Vie économique et condition humaine en pays Hoggar*, mémoire C.H.E.A.M., 1946, 53 p.

officiers qui éprouvaient beaucoup de difficultés d'administration, finissaient par reconnaître l'inutilité d'une intervention forte et régulière. À ce propos, Durant écrivait : « tous ces petits groupements nomades sont autant de milieux qui ne demandent qu'à rouler. Nous aurons beau mettre la plus lourde au sommet, cela ne servira qu'à éparpiller plus vite toutes celles qui se trouvent au-dessous. Si on peut attendre d'un chef de l'influence, on ne peut attendre de lui qu'il exerce un véritable commandement »<sup>22</sup>. Il est important de remarquer comment ce principe était appliqué d'une manière variable selon les conditions politiques locales.

### II.1.2.2 - Une plus grande discrétion dans les actions d'administration

Ce changement s'est opéré suite à la remise en cause de l'efficacité même de la présence de la France dans ces territoires : « les résultats obtenus depuis notre entrée dans le pays paraissent, écrivait le capitaine Cousin, nier l'efficacité de la présence française et affirmer l'inutilité de l'effort entrepris pour améliorer le sort de ces populations déshéritées, si toutefois un effort réel a été tenté »<sup>23</sup>.

Cette discrétion de l'action passait par une meilleure séparation du rôle militaire et du rôle d'administrateur des officiers. Ainsi, des délégations de pouvoirs furent instituées pour permettre cette séparation sans enlever au commandant d'arme l'autorité que lui conférait son contrôle de la force militaire. Le capitaine Charpentier faisait remarquer en 1941 que « les officiers qui commandent les nomades n'ont absolument rien à voir, pour la plupart, avec l'administration »<sup>24</sup>. Le commandant Trancart remarquait le risque d'une trop grande séparation et soulignait les dérives dans les cas où « le groupe nomade demeure en dehors de toute action politique et administrative »<sup>25</sup>.

Dans cette nouvelle forme que prend le rôle d'officier-administrateur, Duret soulignait la nécessité de « bien se rendre compte que ce rôle est fait d'influence... et que c'est quelque chose d'assez vague, d'assez peu

<sup>22</sup> Capitaine Duret, *Au contact des grands nomades*, mémoire C.H.E.A.M., 1953, 77 p., p. 24.

<sup>23</sup> Capitaine Cousin (J.), op cit.

<sup>24</sup> Capitaine Charpentier, *Aspects politiques de l'administration des Touareg*, mémoire C.H.E.A.M., 1941, 7 p.

<sup>25</sup> Le commandant Trancart, *De l'emploi des unités méharistes dans l'administration des nomades. D'un instrument militaire périmé à un outil de commandement territorial*, mémoire C.H.E.A.M., 1946, 53 p.

palpable, sans normes administratives... il nous reste la satisfaction de savoir que ce troupeau éparpillé vit en paix, relativement heureux et cela reste, en définitive, notre but principal parmi eux »<sup>26</sup>.

Les officiers du Sahara utilisaient ainsi les adaptations aux spécificités locales et une mise en forme des hiérarchies locales (attribution de titres) plus stratégique et moins systématique pour maintenir le fonctionnement de leur administration des indigènes. Ces méthodes restaient d'ailleurs dans la continuité de la tradition des officiers des *Affaires indigènes*. « On peut admettre que, pratiquement jusqu'à la fin, les modes de commandement et d'administration en vigueur dans les territoires militaires ont obéi à des principes permanents. Cette constatation vient justifier a posteriori, la communauté des problématiques qui ont été à l'origine de l'organisation de ces territoires. Elle aide aussi à comprendre pourquoi ces territoires ont permis à un certain type d'officiers de se dégager, autant par affirmation de qualités personnelles que par l'effet d'une tradition »<sup>27</sup>.

Quand en 1931, l'introduction d'administrateurs civils fut envisagée, toutes les précautions furent prises pour maintenir la même méthode et la même politique. Les modalités d'introduction de ces administrateurs furent ainsi discutées lors d'une réunion, le 10 novembre 1931, rassemblant le directeur des *Territoires du Sud*, le chef de bureau à la direction des *Territoires du Sud*, le chef de service du budget des *Territoires du Sud*, le chef du service des *Affaires indigènes* et du personnel militaire, le sous-chef du service des *Affaires indigènes* et du personnel militaire.<sup>28</sup>

Les responsables de la direction des *Territoires du Sud* ont d'abord insisté pour maintenir l'intégrité de leur service et particulièrement sa composition militaire. Ils déclarèrent lors de cette réunion qu'ils ne pensaient pas « que cet administrateur puisse être au service central des *Affaires indigènes* et du personnel militaire en remplacement numérique d'un officier. Les attributions du service sont presque exclusivement militaires et l'on concevrait difficilement qu'elles fussent confiées à un administrateur civil ».

<sup>26</sup> Capitaine Duret, op. cit., p. 26.

<sup>27</sup> Frémeaux (J.), op. cit., T. II., p. 85.

<sup>28</sup> Procès verbal de la réunion de la direction des *Territoires du Sud*, le 10 novembre 1931, CAOM 24H244.

Il fut alors convenu, pour permettre l'apprentissage de ces administrateurs civils, de les envoyer en stage auprès des chefs d'annexes où ils auront à suppléer ces derniers et collaborer avec eux notamment à la préparation des budgets.

Ces administrateurs civils, au nombre de trois, étaient désignés sous les ordres des commandants de territoire à Mécheria pour le territoire d'Ain Sefra, à Djelfa et à Biskra pour les territoires de Ghardaia et de Touggourt. Ils devaient être placés en 1933 à la tête de trois communes des *Territoires du Sud* et devaient être secondés par un personnel complet d'administrateurs adjoints. Cette petite réforme devait entraîner le remplacement des interprètes militaires par les khodjas, et des médecins militaires par les médecins de colonisation.

Concernant les pouvoirs disciplinaires des administrateurs, le sous-chef du bureau des *Territoires du Sud* proposa lors de cette même réunion de prendre un arrêté rédigé ainsi : « Les attributions et les pouvoirs de toute nature exercés par les officiers des *Affaires indigènes* dans les *Territoires du Sud* sont également exercés par les administrateurs et administrateurs adjoints de commune mixte »<sup>29</sup>.

Cette proposition ne prit pas effet. Les autres responsables de la direction des *Territoires du Sud* s'y sont opposés arguant que de tels pouvoirs ne pouvaient être entre les mains d'autorités civiles non secondées par une force répressive. Concernant l'introduction plus large d'adjoints et de fonctionnaires civils, l'opposition fut moindre. Les budgets laissaient présager une réalisation très lente d'une telle réforme et les militaires continuèrent longtemps à assurer une grande part des fonctions d'administration, de gestion et d'assistance locales.

L'introduction de civils dans un corps constitué exclusivement de militaires semblait d'ailleurs si exceptionnelle qu'une compensation financière a été envisagée lors de cette réunion pour les officiers des *Affaires indigènes*.

Ainsi, une réelle protection du système d'administration local était maintenue. L'intrusion de nouveaux acteurs, même en nombre réduit, présentait aux yeux des responsables directs du Sahara un risque. Leur insistance sur la nécessité de l'apprentissage et des stages préliminaires pour ces nouveaux administrateurs trahit leur attachement à une manière de faire et une culture particulière dans la gestion des *Affaires indigènes*.

<sup>29</sup> Ibid.

## II.2 - Une recomposition du paysage des acteurs urbains

Parallèlement aux changements qui touchaient l'organisation administrative et judiciaire, des modifications s'opéraient dans la gestion des acteurs de la production et dans l'organisation de l'espace. Les deux principaux acteurs (officiers d'armes et officiers du génie) que nous avons identifiés pour la période 1880-1930, s'adaptèrent aux réalités qu'ils avaient rencontrées et aux changements décrits ci-dessus. Ils durent composer avec un troisième intervenant. En effet, l'arrêté du gouverneur général d'Algérie, daté du 13 octobre 1924, stipulait que dans chacune des communes mixtes et indigènes des *Territoires du Sud*, le service des travaux était confié, sous l'autorité et la surveillance des commandants supérieurs et leurs chefs d'annexe ou de poste, à un architecte-voyer. Les tâches dont l'architecte-voyer devait être chargé comprenaient tous les travaux neufs, de grosses réparations et des missions d'entretien, entrepris pour le compte de la commune, de la société de prévoyance et du bureau de bienfaisance ; il devait notamment s'occuper de la voirie, de l'hydraulique, des bâtiments et des plantations. Les architectes-voyers étaient chargés, par le même arrêté, des études et de l'établissement de tous les projets de travaux. Ils devaient en outre préparer les dossiers des adjudications et des marchés, surveiller les travaux exécutés par la voie d'entreprise et diriger eux-mêmes les travaux exécutés par voie de régie. Ils avaient obligation de tenir la comptabilité de tous les travaux conformément aux règlements en vigueur, de procéder à la réception des fournitures, et d'établir les décomptes et les procès-verbaux de réception des travaux. Enfin, ils étaient chargés d'assurer la conservation de tout le matériel du service et d'en tenir un inventaire.

Ainsi, à la lecture de l'arrêté du 13 octobre 1924, l'architecte-voyer semblait prendre la place du chef du génie local pour les travaux civils. L'arrêté confortait cette impression en considérant que l'architecte-voyer était le chef de service des agents permanents employés aux travaux communaux : surveillants, chefs de chantier, cantonniers, gardes des eaux, mécaniciens, garde-magasins, gardiens de citernes, ouvriers, et des auxiliaires recrutés à titre temporaire pour être employés à des travaux communaux.

Cette relative importance accordée aux architectes-voyers pouvait faire craindre des conflits avec le génie, d'autant plus qu'ils avaient des cultures professionnelles différentes. En effet, ils devaient être recrutés

parmi les architectes et les agents-voyers départementaux ou communaux de l'Algérie du nord, parmi les agents qui avaient passé avec succès les examens d'accèsion à l'emploi d'agent-voyer, ou à des emplois similaires, parmi les élèves des écoles spéciales de travaux publics et parmi les architectes diplômés.

L'arrêté du gouverneur général plaçait néanmoins ces nouveaux acteurs de l'urbain sous la tutelle des commandants militaires, réduisant ainsi les possibilités d'oppositions : « Il [architecte-voyer] exerce, sous la direction du commandant supérieur ou du chef d'annexe ou de poste, la police de la voirie, du roulage et des eaux. Il peut être chargé des fonctions de régisseur comptable pour tous les travaux »<sup>30</sup>. La nomination de ces architectes dépendait également du commandant d'armes puisqu'elle était prononcée par le gouverneur général, sur proposition des commandants supérieurs ou des chefs d'annexe ; cette proposition étant transmise accompagnée des avis motivés des commandants de territoire. Il en allait de même de leur promotion : leurs candidatures pour gravir les classes et les échelons, devaient transiter par les commandants supérieurs et les chefs d'annexes et de postes.

Dans les faits, il fallut attendre le milieu des années 1940 pour voir les architectes-voyers intervenir réellement dans les *Territoires du Sud*. L'écrasante majorité des actes de construction, d'urbanisme et d'aménagement était réalisée sous l'égide des officiers de commandement et du génie. Aussi, les projets continuèrent à opposer ces deux corps de l'armée, chacun revendiquant l'autorité sur les réalisations futures ou en cours. Durant la même période, entre 1929 et 1932, le transfert du chef-lieu du territoire d'Ain Sefra vers Colomb-Béchar fut décidé. Il marquait un changement de modèle urbain (qu'incarna dès lors Colomb-Béchar) et la reconduction d'une structure d'acteurs, partagée entre officiers d'armes et officiers du génie.

Le génie resta ainsi un acteur incontournable de l'aménagement des villes dans ces années 1940. Plus tard, s'il n'était plus parmi les premiers décideurs et initiateurs comme par le passé, il restait un important propriétaire foncier, le seul organisme capable de réaliser des travaux complexes, le seul pouvant bloquer les projets civils (les problèmes de sécurité des garnisons restant d'actualité).

<sup>30</sup> Arrêté du gouverneur général d'Algérie du 13 octobre 1924, CAOM 24H177.

### Répartition des travaux publics civils en Algérie entre les divers services

Indication des travaux	Service chargé des travaux	
	territoires civils	T. mixtes et arabes
Routes royales, stratégiques, provinciales	Ponts-et-Chaussées	Génie
Chemins vicinaux et de mulets - Chemins de fer	Ponts-et-Chaussées	Génie
Ponts, ponceaux et autres ouvrages d'art se rattachant à ces diverses voies de communication	Ponts-et-Chaussées	Génie
Travaux maritimes	Ponts-et-Chaussées	Ponts-et-Chaussées
Travaux de dessèchement	Ponts-et-Chaussées	Génie
Canalisation, endiguement et barrage des rivières et cours d'eau	Ponts-et-Chaussées	Ponts-et-Chaussées et Génie
Canaux, bassins, et tous ouvrages relatifs aux irrigations.	Ponts-et-Chaussées	P. et-C. et Génie
Nivellement et pavage des rues	Ponts-et-Chaussées	Génie
Aqueducs, conduits et distribution des eaux et établissements de bornes fontaines dans l'intérieur et l'extérieur des villes et villages	Ponts-et-Chaussées	Ponts-et-Chaussées et Génie
Égouts	Ponts-et-Chaussées	Génie
Plantations sur les routes et chemins, sur les berges des rivières, canaux et fossés de dessèchement et d'irrigation	Ponts-et-Chaussées	Génie
Forages des puits artésiens	Mines et forages	Mines et Génie
Hôtels affectés au gouvernement et à l'administration générale	Bâtiments civils	Génie
Églises, temples, mosquées, synagogues et autres édifices consacrés au culte	Bâtiments civils	Génie
Tribunaux, prisons, pénitenciers	Bâtiments civils	Génie
Érection de monuments	Bâtiments civils	Génie
Bâtiments affectés à tous les services administratifs, financiers et municipaux, civils et des mines	Bâtiments civils	Génie
Bâtiments affectés au service des ponts-et-chaussées	Ponts-et-Chaussées	Ponts-et-Chaussées
Bâtiments domaniaux	Bâtiments civils	Génie
Bâtiments et postes du service télégraphique	Bâtiments civils	Génie
Hospices, dispensaires et établissements de bienfaisance	Bâtiments civils	Génie
Bâtiments affectés à l'administration des arabes	Bâtiments civils	Génie
Caravansérails, foudouks, édifices usage des indigènes	Bâtiments civils	Génie
Salles de spectacles	Bâtiments civils	Génie
Fontaines, abreuvoirs, lavoirs et embranchements à l'intérieur qu'à l'extérieur des villes et villages	Bâtiments civils	Génie
Plans d'alignement des villes et villages	Bâtiments civils	Génie
Travaux d'installation de nouveaux centres de population, nivellement, construction de l'enceinte des édifices publics et des maisons destinées aux premiers colons, distribution des eaux, plantations sur les rues et places des nouveaux villages.		Génie

Source : CAOM Regt. Alg 113.

Progressivement, les travaux dans les centres passaient du domaine militaire (fortification, logements des officiers, marchés...) au domaine civil (commerces, routes et pistes...). Le financement ne s'effectuait plus par les circuits militaires et échappait donc au génie. Ce dernier perdit ainsi une partie de son influence sur le terrain.

### II.3 - L'urbanisme dans les budgets, ou les moyens investis dans l'urbanisme

À partir des années 1930, le financement des travaux dans les centres passa progressivement du budget du génie militaire au budget civil des *Territoires du Sud* et des communes (voir *Organisation communale*). Quels étaient donc les moyens budgétaires et financiers des organismes chargés de la construction et de l'aménagement ? C'est-à-dire de la direction des *Territoires du Sud*.

Le régime financier des *Territoires du Sud* a été fixé par la loi du 24 décembre 1902, les décrets des 30 décembre 1903 et 14 août 1905. Le budget de ces territoires conserva longtemps son caractère autonome. Préparé par le gouverneur général, il était réglé par décret après avis du conseil de gouvernement. À l'exception des recettes et des dépenses relatives aux pensions civiles, il comprenait toutes celles qui, dans le Nord, étaient effectuées sur le compte de l'Algérie et des départements. Toutefois, sans altérer le principe même de l'institution, le décret du 8 juillet 1944 était venu apporter un certain nombre de modifications importantes à ce régime. Cette réforme donnait plus d'autonomie d'action au gouverneur général en rapprochant le régime fiscal du Sud à celui du Nord et en permettant des augmentations plus rapides des assiettes et des populations touchées par l'impôt. On donna ainsi au gouverneur les moyens d'entreprendre les actions et les investissements nécessaires en restant dans les limites que traçait la loi de 1902.

Les *Territoires du Sud* voyaient leur budget augmenter rapidement à partir des années 1930. De 1931 à 1946, les recettes ordinaires étaient ainsi passées de 26 915 582 fr à 228 396 000 fr. Cette accélération s'opéra apparemment en 1940 et montra les effets des mesures sus-décrites.

**Tableau 4- Tableau des recettes et des dépenses des Territoires du Sud**

Exercice	Recettes		Dépenses	
	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires
1931	26.915.582	1.842.928	24.041.353	1.842.928
1935	26.281.821	4.941.437	24.104.091	4.941.437
1940	38.401.301	19.564.764	28.501.799	19.541.944
1946	228.396.000	58.500.000	227.906.411	58.500.000

Source : Exposé de la situation générale des territoires du sud de l'Algérie, 1947.

Les dépenses extraordinaires qui concernaient pour une bonne part les travaux d'aménagement et de construction, furent multipliées par 30 entre 1931 et 1946, alors que les dépenses ordinaires furent multipliées par 10. Ceci marquait une intervention accrue des autorités françaises dans la production de l'espace. Il faut remarquer plus particulièrement l'augmentation de la participation du produit du domaine dans les recettes ordinaires (tableau 5). Cette augmentation était importante à souligner car le produit du domaine était constitué principalement de la vente de terrains. Il était donc un indicateur de l'activité foncière et indirectement de l'activité d'aménagement. Ce produit du domaine ne constituait pas pour autant une part significative de l'ensemble des recettes ordinaires. C'est pourquoi on ne peut conclure que son augmentation s'inscrit dans une recherche de l'accroissement des recettes. Cette augmentation a accompagné une demande grandissante de projets d'équipement publics.

**Tableau 6- Produits du domaine de l'État dans le budget des TDS**

Exercices	Produits du domaine de l'État	Total recettes ordinaires
1931	1.694.512	26.915.582
1932	592.408	20.489.059
1933	821.566	25.890.367
1934	948.814	25.061.884
1935	770.682	26.281.821
1936	1.072.071	28.849.377
1937	1.349.070	31.105.802
1938	2.027.640	34.244.515
1939	1.378.546	34.131.230
1940	997.709	38.401.301
1941	1.492.974	54.770.161
1942	1.802.344	74.321.728
1943	736.481	58.727.355
1944	3.301.034	135.929.504
1945	1.541.000	145.094.415
1946	2.976.000	228.396.000

Source : Direction des territoires du Sud, 1947.

Constatons également une augmentation des dépenses destinées aux travaux ainsi que celles destinées aux populations locales (tableau 7).

Les dépenses d'administration générale qui comprenaient les dépenses d'assistance et d'hygiène publique, ont été multipliées par 8 entre 1931 et 1946. Pour la même période, la rubrique des travaux publics connaissait un taux de croissance d'environ 400 %. La dépense pour les œuvres de bienfaisance et d'utilité publique intéressant les musulmans n'était, quant à elle, multipliée que par 2 entre 1931 et 1944. Ceci montre la hiérarchie des moyens mis en œuvre dans l'amélioration des conditions de vie des indigènes.

**Tableau 8- Répartition des dépenses des Territoires du Sud**

Exercice	Administration Générale	Travaux publics	Œuvres diverses de bienfaisance et d'utilité publique intéressant les musulmans	Total des dépenses ordinaires
1931	1.946.841	5.527.470	293.491	24.041.350
1932	1.531.886	4.532.251	205.789	21.193.810
1933	2.163.174	5.115.618	286.487	25.460.300
1934	2.314.728	7.968.150	292.459	25.064.230
1935	2.462.638	4.544.719	261.521	24.104.090
1936	2.570.670	4.441.242	276.164	25.386.050
1937	2.861.730	4.548.975	266.790	25.016.980
1938	3.462.571	4.622.327	271.585	28.391.770
1939	3.760.216	4.507.676	271.336	30.107.150
1940	3.864.414	4.008.299	238.410	28.501.790
1941	6.908.388	3.884.845	230.761	46.357.850
1942	4.083.822	3.870.596	251.797	59.883.740
1943	5.915.522	4.943.488	465.696	46.511.700
1944	6.344.496	6.741.002	656.533	61.546.220
1945	10.570.690	13.620.496	-	144.986.530
1946	16.823.045	19.152.410	-	227.906.430

Source : Exposé de la situation générale des territoires du sud de l'Algérie, 1947.

Les travaux publics et les dépenses pour l'assistance et l'hygiène connaissaient une croissance similaire jusqu'en 1944, au moment où une plus grande préoccupation pour les problèmes d'hygiène apparaissait. Le Sud restait sujet à de multiples épidémies, aggravées par l'absence de réseau d'évacuation sanitaire dans les centres urbains. Les actions (de bienfaisance) destinées exclusivement aux musulmans représentaient, elles, environ 1 % des dépenses. Les travaux publics, l'assistance et l'hygiène constituèrent chacun environ 10 % de l'ensemble des dépenses ordinaires. Il faut néanmoins remarquer que le financement des grands travaux passait par un fonds d'emprunt particulier. Ainsi, à l'exclusion

## Quatrième chapitre

**Hésitations, interrogations et reformulations  
autour de la méthode de co-production**

Nous avons vu les répercussions du cadre institutionnel et des doctrines (des officiers des *Affaires indigènes*) sur la production de l'espace avant 1930. Pour chacune des grandes périodes de constitution des villes (installation, constitution du domaine militaire, création de villages, équipement des villages), nous avons constaté le passage progressif d'une administration autoritaire de l'aménagement de l'espace à sa gestion négociée.

Observons maintenant la période qui suit et les phases qui la constituent :

- l'extension « programmée » des villages et des villes,
- l'équipement de ces extensions,
- les Plans d'Actions Communaux.

Tous les changements sociaux et administratifs intervenus à la fin des années 1920 ont influé sur le mode d'aménagement de l'espace et donc sur la relation entre le mode institutionnel et le mode autoproduit indigène. Les responsables locaux, devant l'affaiblissement de leur position et de leur méthode, furent alors tentés par des méthodes plus autoritaires et parfois par la négation même de l'élément indigène dans les villes. Les projets d'aménagement dans le Sud de l'Algérie, entre 1930 et 1957, retracent l'histoire de cette hésitation entre une gestion négociée de l'espace et son aménagement unilatéral. Cette hésitation apparaît particulièrement évidente avec l'influence grandissante du Nord. Elle aboutit parfois à l'usage des méthodes de programmation et de planification urbaines.

Les solutions en cette période, malgré la prédominance de l'approche utilisée de 1881 à 1930, furent en fait multiples. L'impact réel de ces « nouvelles méthodes » fut également variable : leur adoption dans certains cas, leur adaptation locale dans d'autres cas, ou encore leur rejet total.

- des programmes et des actions de soutien et de solidarité s'adressaient de plus en plus aux populations autochtones.

La seconde vague de transformations intervint entre 1945 et 1947. Les réformes du statut des musulmans en Algérie, entreprises au lendemain de la seconde Guerre mondiale, ont peu concerné le Sahara. Elles n'ont pas conduit à l'effacement de sa spécificité juridique et administrative. Néanmoins, elles furent l'occasion d'introduire de nouvelles modalités d'organisation des représentants indigènes : réforme des procédures de constitution des djemaâs (élection), réforme de la participation des indigènes aux conseils municipaux et communaux, définition des modalités de participation aux élections nationales, etc. La difficulté de trouver des interlocuteurs au sein des populations, capables de maintenir les réseaux de décision et de négociation reliant le monde institutionnel et le monde ksourien, fut à cette occasion reconnue officiellement. Faute de proposer des réponses de fond, les responsables ont esquissé des solutions construites ponctuellement, dans chaque centre et avec chaque ksar.

Grâce à ces bricolages d'une part mais aussi au maintien d'une tradition propre aux officiers des A.I. (à l'échelon local et au sein des administrations centrales), la doctrine définissant les modalités d'élaboration des relations entre responsables français et indigènes, fut conservée. Elle mit également à profit une spécificité saharienne toujours vivace, après 1930, dans le domaine administratif, juridique et économique. L'autonomie dont jouissait encore bon nombre d'officiers et d'administrateurs locaux, leur laissait des prérogatives suffisantes pour affirmer une autorité vis-à-vis des autochtones, du moins pour en afficher les apparences. De cette manière, ils purent, malgré les obstacles et les bouleversements décrits plus haut, s'en tenir aux principes fondateurs de l'interaction avec les ksouriens et les nomades.

Alternant les interventions directes et le respect des hiérarchies locales, oscillant entre l'application de procédures officielles et la reconduction de traditions sahariennes, les responsables tentèrent de concilier leur héritage doctrinal et l'exigence d'adaptation à des situations diverses et surtout changeantes : si, dans certains ksour, les hiérarchies et les coutumes étaient encore en vigueur, dans d'autres agglomérations, les hybridations sociales, les démantèlements économiques et les recompositions d'autorités ont rendu les structures sociales plus complexes et difficilement perceptibles. La construction de relations stables et

indépendantes des contingences socio-politiques micro-locales devenait progressivement difficile. En effet, dans des villes comme Mécheria ou Béchar, habitées par des populations nomades ou ksouriennes provenant de différents horizons, il était désormais nécessaire de s'adresser aux familles élargies en lieu et place des tribus et des ksour, approchés ailleurs comme des ensembles cohérents aux assises socio-politiques claires. Pour résumer, la doctrine de mise en relation des responsables français et des indigènes resta sur les mêmes principes mais connut des transformations et des bricolages lors de sa mise en œuvre concrète. Elle souffrit exceptionnellement de remises en causes profondes dans certains centres urbains importants et pendant des crises sociales où seul le recours aux procédés officiels semblait pouvoir éclaircir les situations (voir notamment les exemples de désignations de djemaâs par le suffrage, après 1945).

des grands travaux d'équipement du Sahara (routes, chemins de fer, aéroports...), les projets menés dans les centres concernaient pour la plupart la question sociale abordée systématiquement sous deux angles : celui de l'hygiène et celui de l'enseignement. Le bilan des actions entreprises dans ces centres au cours des années 1929 à 1946, en atteste.

#### Travaux d'aménagement des centres réalisés entre 1929 et 1946

- Annexe de Géryville : agrandissement du groupe scolaire de garçons. Construction d'une école indigène à Arabaouat et Boussemghoum. Agrandissement de l'infirmerie indigène de Géryville. Construction d'un poste de secours à El-Haïa. Aménagement d'une maternité à l'infirmerie indigène de Géryville.
- Annexe de Mécheria : Construction de deux classes à l'école de garçons de Mécheria et aménagement de dix classes dans les bâtiments de la redoute. Construction de salles de consultation à Mécheria, Ain Ben Khellil et Bou-Guern. Construction de latrines publiques, de trottoirs et caniveaux. Empierrement des rues du centre.
- Annexe d'Ain Sefra : Reconstruction d'une classe au groupe scolaire d'Ain Sefra. Construction d'un établissement thermal à Ain-Ouarka, d'une salle de consultations à Moghar-Foukhani. Construction d'un pavillon de radiologie à l'infirmerie d'Ain Sefra et de salles de consultations à Forthassa, Sfisfa, Ain-Ouarka.
- Annexe de Colomb-Béchar : Construction d'un groupe scolaire de garçons à six classes, de deux classes et d'une salle d'enseignement à ménager à l'école de filles de Colomb-Béchar. Construction de cinq classes de garçons à Colomb-Béchar et de trois classes à Kenadsa. Extension de l'hôpital militaire de Colomb-Béchar. Construction d'une salle de consultations à Kenadsa. Reconstruction de l'infirmerie de Béni Abbès. Construction d'un Hôtel des Postes à Colomb-Béchar. Construction du bordj administratif de Kenadsa et de bâtiments administratifs à Colomb-Béchar et Kenadsa. Construction d'une mosquée à Béni Abbès. Construction d'un réseau d'égouts à Colomb-Béchar.
- Annexe du Touat-Gourara : Construction d'une école à deux classes à In Salah, d'une classe et d'une salle de douches à l'école d'Adrar. Agrandissement de l'infirmerie de Timimoun. Construction de postes de secours à Guern-el-Guessa, Bou-Faddi et Inzegnia. Construction d'un hôpital à Adrar et de deux classes à Biout-el-Ainine.

Ces travaux, réalisés sur une période aussi longue, peuvent sembler dérisoires au regard des investissements consentis pour l'équipement de l'ensemble du Sahara, mais il ne faut pas perdre de vue, comme nous l'avons mentionné plus haut, qu'ils ne constituaient pas l'ensemble de l'activité de construction dans ces centres. En effet, ces derniers connaissaient des croissances importantes ; l'énumération qui précède se limite à l'action publique répertoriée dans les rapports de budget. Enfin, il est intéressant de constater que la répartition de ces équipements dénote une conscience de l'enjeu régional de ces programmes (nous le verrons dans l'analyse spatiale).

### III - Conclusion

La période 1930-1957 est marquée par un ensemble de changements politiques et de transformations administratives. Ces dernières étaient concomitantes et parfois liées à des mutations profondes au sein de la société indigène.

La première vague de transformations intervint à la fin des années 1920. Nous pouvons les résumer dans les points suivants :

- la pacification définitive de la région (1929) ;
- l'introduction d'administrateurs civils au côté des militaires pour la gestion des centres urbains (1931-1933) ;
- la participation des ponts-et-chaussées aux projets et aux travaux d'aménagement en collaboration avec les services du génie militaire (la décision d'introduire les architectes-voyers est prise en 1924 et exécutée à partir de 1929) ;
- le changement du chef-lieu des territoires du Sud-Ouest (d'Ain Sefra à Colomb-Béchar) qui correspond à un changement de modèle-type (de la petite ville associée à un ksar, on passe à une agglomération aux grandes ambitions et à forte croissance, 1930-1933).

Les conséquences de ces premiers changements sont multiples :

- le cadre institutionnel devenait plus contraignant avec des procédures administratives nouvelles ;
- les intervenants dans le champ urbain se multipliaient sur le terrain et dans les procédures (architecte-voyer, investisseurs industriels...) ;
- les officiers des *Affaires indigènes* voyaient leur pouvoir d'influence s'affaiblir ;
- les intermédiaires indigènes (chefs de djemaâ, caïd...) perdaient de leur efficacité car les responsables français recherchaient des personnes ayant plus d'affinité avec l'administration française (la recherche de l'administration directe) ;
- un nouveau regard « social » était porté sur les indigènes et sur leurs conditions de vie concomitamment à une prise de conscience des effets induits par la présence française sur les populations et leurs organisations sociales ;

## I - Les extensions « programmées » des villes

Il peut paraître inadéquat de parler d'extension, comme période en soi, pour des villages et des villes qui n'ont cessé de croître et d'évoluer depuis leur création. Cette croissance s'est faite en partie par densification et en partie grâce au prolongement des trames mises en place lors des « fondations » (voir l'exemple de Timimoun, fig. 2). Par ce terme, nous désignons un agrandissement important et décidé (planifié) du territoire occupé par les villages, et ce en réponse à une croissance démographique et des demandes de terrains.

Pour l'ensemble des agglomérations, ces extensions « significatives » se sont opérées ou ont été réalisées 50 à 60 ans après la création du premier noyau du village. Les premières extensions apparurent à la fin des années 1920. Mécheria inaugura, en 1928, ce mouvement. Nous considérons, en réalité, que ces agrandissements ont vraiment marqué de leur empreinte une période en soi, car ils ont inauguré une nouvelle conception de l'aménagement urbain et donc une gestion particulière de l'espace des indigènes.

Rappelons qu'à partir de 1930 (décisions prises en 1924), la responsabilité de la conception et de la réalisation des projets n'incombait plus aux seuls ingénieurs du génie mais également aux ingénieurs des travaux publics et aux ingénieurs de voirie. Ceci impliquait un affaiblissement de la force d'influence des officiers des A.L., « représentants » des intérêts locaux. En effet, les choix se jouant en dehors de l'administration militaire, ce maillon connu ainsi un affaiblissement de fait. La composition des rapports de force n'était plus la même.

Conséquence de ce changement, après 1930, l'idée de « village indigène » fit son apparition comme composant des programmes. Les responsables commençaient à penser « méthodiquement » la séparation anticipative et programmatique des autochtones et des Européens, à l'intérieur des villages. Ils s'éloignaient ainsi de la réalité des « poches » indigènes dans l'espace colonial.

Pour lire la relation entre les deux modes, pendant cette période, nous analysons les extensions des villages suivant les critères suivants :

- leur localisation par rapport à l'espace indigène (position par rapport au ksar) ;
- leur position par rapport aux parcours ;
- leur prise en compte du statut des terrains ;
- l'accès des indigènes aux nouveaux lots.

Notons, d'ores et déjà, une différence entre les actions mises en œuvre dans les villes importantes, comme Colomb-Béchar ou Mécheria, et celles investies dans les villes secondaires comme Adrar ou Timimoun.

Figure 2. La croissance de Timimoun par additions successives d'îlots



## 1.1 - La croissance des villes sahariennes : entre agrandissements successifs et lotissements planifiés

À la fin des années 1920 et au début des années 1930, deux conceptions nouvelles firent leur apparition dans l'aménagement urbain : l'idée de planification et l'idée d'extension sur des aires importantes du territoire. L'attitude institutionnelle vis-à-vis de l'espace indigène fut variable selon les villes et parfois dans la même ville en fonction de l'intervention des officiers des A.I. Cette variation trahissait une hésitation entre la reproduction de l'ancienne démarche, à la recherche de compromis, et une nouvelle conception abstraite et éloignée des conditions locales, fondée sur la planification.

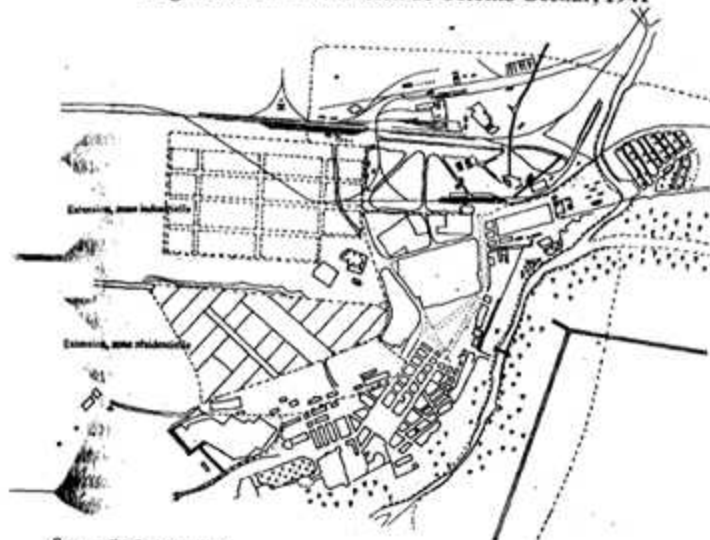
Le meilleur exemple de la nouvelle approche fut le projet d'extension de Colomb-Béchar en 1941. Cette ville devint en 1930 chef lieu du territoire d'Ain Sefra. Elle se substitua alors à la ville d'Ain Sefra comme « l'exemple à suivre » en matière d'aménagement. On la citait régulièrement pour justifier les choix opérés dans d'autres centres sahariens. Ce lieu de décision où résidaient les ingénieurs et les décideurs de l'aménagement, devint source « d'innovation » comme l'avait été Ain Sefra. Ce rôle « d'énonciateur » allait persister après l'indépendance.

Le projet d'extension de Colomb-Béchar, établi en 1941, rompait avec l'approche conventionnelle, car il n'était pas le résultat des sollicitations d'habitants ni une réponse à leurs demandes de terrains. Il partait d'un constat global : la ville manquait de logements et connaissait une surdensification dans certaines de ses parties. Cette différence peut paraître bien minime, mais elle constitue une innovation conceptuelle majeure. Le projet de Colomb révèle ainsi les fondements théoriques et les aspects pratiques de la nouvelle approche :

- la planification prévoyait une réalisation étalée dans le temps selon des phases précises ;
- on appréhendait l'ensemble de la ville à travers un zoning ;
- les zones correspondaient à des fonctions qui reprenaient les préceptes les plus connus du fonctionnalisme ;
- on se préoccupait préalablement de l'équipement de toutes ces zones ;
- on ne voulait plus opérer par à-coups et progressivement comme par le passé, d'où l'étude de financements privés amortis sur le long terme (le

budget des Territoires du Sud n'étant pas capable de prendre en charge un programme de cette envergure d'un seul tenant).

Figure 3. Plan d'extension de Colomb-Béchar, 1941



Source : CAOM 24H107.

Les programmes de Colomb-Béchar étaient, de fait, plus complexes dans leur conception et plus rigides dans leur constitution. Les rapports types et les courriers réguliers qui avaient permis la mise en place des équipements dans les villages, n'étaient plus suffisants. Le dossier du projet d'extension de Colomb-Béchar était subdivisé en plusieurs programmes distincts, soit en fonction des travaux à effectuer, soit selon les nécessités de réalisation. Cette subdivision était la suivante :

### 1- programme d'extension :

- a. projet d'exécution des terrassements pour le nivellement des artères du lotissement d'extension résidentiel ;
- b. projet d'adduction d'eau sur ce même lotissement ;
- c. projet d'évacuation des eaux usées sur ce même lotissement ;

- 2- programme d'aménagement : projet des servitudes esthétiques pour l'ensemble du centre ;
- 3- programme des arrêtés municipaux :
  - a. projet d'arrêtés réglementant la police de la voirie et des constructions ;
  - b. projet d'arrêtés réglementant la police sanitaire ;
- 4- programme financier :
  - a. projet d'emprunt pour l'exécution des travaux du lotissement d'extension résidentiel ;
  - b. projet de marché et de cahier des charges pour la vente des terrains du lotissement d'extension résidentiel.<sup>31</sup>

Le recours au prêt était une nouveauté étroitement liée à l'importance du projet. Il semblait inhérent à la logique même de la nouvelle approche : pour la première fois dans le Sud-Ouest de l'Algérie, une extension n'était pas conçue comme réponse aux sollicitations pour l'achat de terrains urbains, mais comme un projet anticipant et prenant en charge la demande à venir. L'emprise au sol concernée n'en était alors que plus importante et dépassait largement les actions habituelles et les capacités publiques. Par ailleurs, les responsables considéraient que les aménagements devaient être à la charge des futurs habitants et usagers. Ils estimaient que le projet ne pouvait faire appel aux subventions de la commune et du gouvernement général mais devait « s'autofinancer ». Ainsi, l'extension n'était plus réalisée par un déploiement de la trame d'îlots du village, égal aux demandes de terrains enregistrées. Elle devenait une opération d'aménagement urbain de grande envergure avec toutes ses composantes modernes.

Le commandant du territoire responsable du projet de Colomb écrivait : « ... c'est ainsi que le nouveau programme s'applique à l'ensemble des dépenses à engager sur l'ensemble du lotissement au lieu d'envisager une réalisation par tranches successives et de se borner tout d'abord aux travaux à exécuter sur les îlots nord et est du plan d'extension. Comme le fait remarquer avec raison à mon sens, l'architecte-voyer dans son rapport, ce développement rapide du centre de Colomb-Béchar justifie cette conception d'ensemble de préférence à la solution quelque peu timide antérieurement proposée. Sans doute, ce programme élargi exige que la commune puisse disposer de crédits importants. Mais le financement, tel qu'il est étudié, basé sur un

<sup>31</sup> Voir Annexe et Commune mixte de Colomb-Béchar : *Travaux neufs, projet d'aménagement et d'extension du centre de Colomb-Béchar*, rapport de l'architecte-voyer, juin-juillet 1941, CAOM 24H107.

*emprunt à taux réduit à court terme, que les établissements bancaires s'offrent à consentir, est à étudier... »*<sup>32</sup>

L'approche planificatrice et programmatrice conduisit à une intervention accrue des administrations centrales, en amont et en aval des programmes. Avant 1930, les projets se faisaient les uns après les autres, à la suite des sollicitations successives des responsables locaux. Ces derniers utilisaient, d'une manière relativement autonome, les moyens mis à leur disposition par les autorités centrales. Leurs choix étaient entérinés dans la majorité des cas. Ce mode de faire permettait aux officiers, responsables des postes et des annexes, d'adapter leurs décisions aux conditions et aux circonstances locales, mais surtout aux « réactions » des indigènes, souvent complexes et peu prévisibles.

La nouvelle conception réduisait cette marge de manœuvre indispensable pour gérer la relation entre l'institutionnel et l'autoproduit indigène. Dans le cas de Colomb-Béchar, les autorités centrales devaient contrôler de près un projet urbain de cette importance et les responsables locaux faisaient plus souvent appel à eux pour adosser leur décision et garantir les financements. Cependant, il faut noter, qu'au même moment, d'anciens officiers des A.I. en fonction dans le Sud, arrivèrent à la direction de quelques administrations centrales (direction des *Territoires du Sud*, sections du G.G.A.). Ils encouragèrent ainsi l'intégration des indigènes dans les programmes et le maintien de la structure territoriale ksourienne.

Parallèlement, les officiers locaux des A.I. intervenaient régulièrement lors de la conception des projets pour en contrôler les conséquences sur l'espace existant. Nous en voulons pour illustration la requête du chef d'annexe de Colomb-Béchar au sujet du projet d'extension. Il écrivit au commandant du territoire pour que soit pris en compte les terrains appartenant aux indigènes et pour limiter l'extension dont l'emprise devait être déterminée par le géomètre. Il souhaitait ainsi réduire le rayon des extensions à 5 km autour de Colomb<sup>33</sup>. Il insista également pour que soit défini le périmètre de la nouvelle Houillère de Colomb-Béchar, afin de régulariser les occupations constatées en 1941 et éviter les contestations futures. Pour le chef d'annexe, le centre ne pouvait s'étendre que dans la région Sud, à l'Ouest de la piste transsaharienne et entre cette piste et celle de Kenadsa. Il proposait donc, primo de délimiter les terrains qui devaient être compris dans ce nouveau

<sup>32</sup> Lettre du colonel Liebre, commandant le territoire d'Aïn Sefra, à M. le gouverneur général, le 7 octobre 1941, CAOM 24H107.

<sup>33</sup> Lettre du capitaine Heapret, chef d'annexe de Colomb-Béchar, à M. le commandant militaire du territoire de Colomb-Béchar (A.I.), le 28 janvier 1942, CAOM 24H107.

plan d'extension, et secundo, sachant que ces derniers appartenaient aux tribus locales, d'en déterminer la situation juridique. Au sujet des terrains situés au nord du centre, il écrivait en 1942 : « *le Méditerranée-Niger [entreprise de transport] prévoit actuellement un programme de construction de baraquements provisoires pour ses services et son personnel. Il est probable que plusieurs de ces installations deviendront définitives. Il serait souhaitable qu'un lotissement soit effectué dans cette région, en vue de la régularisation ultérieure de ces occupations* »<sup>34</sup>. Cette zone constituait, en effet, un lieu probable de contentieux. D'une part, les premières installations « industrielles » n'ont pas donné lieu à des autorisations ou à des négociations avec les propriétaires indigènes, d'autre part, de nouveaux arrivants indigènes, à la recherche de travail, commençaient à s'y installer. Le chef d'annexe, sans s'opposer au projet, tentait d'en réduire les répercussions négatives sur les relations avec les indigènes.

Deux postures furent ainsi en œuvre et en confrontation dans les villes du Sud à partir des années 1930 : l'une s'inscrivait dans la continuité de la démarche d'adaptation au local et l'autre était planificatrice et abstraite. Les conséquences de cette double posture sur l'espace et plus particulièrement sur la coexistence de l'institutionnel et de l'autoproduit indigène semblent plus limitées que ne le laisse penser le nouveau « discours ».

#### 1.1.1 - L'introduction de la planification : vers une conception « rigide » de l'espace ?

Jusqu'à la fin des années 1920, les plans des villages étaient conçus sur la base d'une trame qui définissait un ensemble d'îlots réguliers. Ceux-ci étaient progressivement occupés, subdivisés ou adaptés en fonction des contraintes conjoncturelles. Il s'agissait assez souvent d'une trame posée sur le territoire permettant de gérer les ajouts successifs de nouveaux terrains. Les plans de ville, dans leurs premières conceptions, proposaient une structure viaire globale et portaient rarement sur les détails d'aménagement. Ces derniers étaient pensés en fonction des priorités et des disponibilités financières.

Progressivement, les projets d'urbanisme recherchèrent un contrôle préliminaire des aménagements et donc eurent tendance à proposer des solutions de plus en plus précises. D'un village à l'autre, l'effort de maîtrise de l'espace par des plans plus détaillés était inégal.

<sup>34</sup> Ibid.

Ainsi, pour Adrar, village puis ville secondaire, des plans furent proposés mais demeurèrent relativement souples. C'est ce dont témoignait le chef d'annexe en 1947 quand il écrivait : « *le plan cadastral d'Adrar fait ressortir le souci qu'ont eu les différents chefs d'annexe de respecter le projet primitif établi par le capitaine Rongieras en 1929. Dans tout le Touat, seul Adrar a bénéficié de ce souci d'urbanisme* »<sup>35</sup>. En effet, ce plan a été modifié et amendé progressivement quand le besoin s'en faisait ressentir. En 1929, le capitaine Rongieras arrivait à Adrar, en établit une première version qui a été peu à peu précisée et mise en forme. Le commandant d'Exéa en fit une nouvelle interprétation en 1945. Entre-temps, un plan général de 20 équipements de l'annexe avait été établi le 25 février 1944.

Le plan du commandant Rongieras, en 1929, comportait principalement une grande place (la place Laperrine), de forme carrée de 300 mètres de côté environ ; au nord du village, une place pour commerçants ; à l'ouest, la porte de Colomb-Béchar, des écoles, la poste de Bouberrous ; à l'est, l'hôtel de la C.G.T.S, la porte de Timimoun, le marché, la porte de Reggan ; et au sud, le bordj militaire (fig. 4). En dehors de ces quelques constructions, un seul bâtiment n'était pas pris en compte dans le plan, le bordj Citroën, situé à 500 m environ au sud-est de la place, utilisé en 1947 comme infirmerie indigène, puis abandonné.

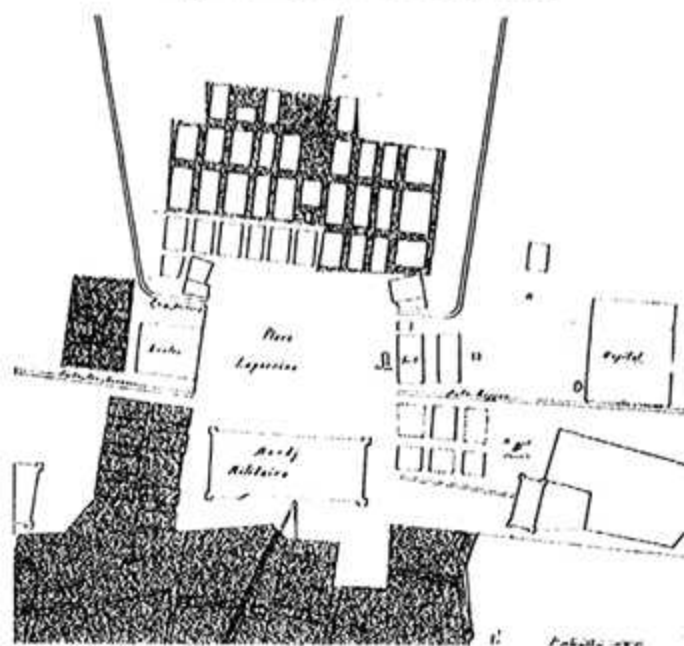
Jusqu'en 1947, les officiers continuèrent les aménagements en se basant sur ce plan et surtout en en respectant les alignements.

Le plan du commandant d'Exéa, en 1945, ajouta quelques éléments :

- 1- la construction d'une cité administrative, traversée par de larges rues (avec trois pavillons d'officiers, bâtiments de la mairie, bâtiments des contributions, recette municipale, P.T.T. et déplacement du bâtiment des medjalés) ;
- 2- l'aménagement d'une place ;
- 3- la création d'allées arborées de part et d'autre, tout autour du bordj militaire ;
- 4- la construction d'un ouvroir indigène et d'une école « ménagère » ;
- 5- la construction d'une rue comprenant dix pavillons uniques de chaque côté, futur quartier indigène réservé au nord du village ;
- 6- la création d'une classe supplémentaire dans le groupe scolaire ;
- 7- la transformation du foundouk en Dar El Askri.

<sup>35</sup> PAC du Touat-Gourara (Adrar), 1947, CAOM 1Y377.

Figure 4. Extension d'Adrar après 1930



Source : CAOM.

Ces plans, tout en annonçant des intentions de planification et d'aménagement précis de l'espace, se contentaient, en réalité, de confirmer la grille spatiale de base en proposant des équipements structurants complémentaires. Ces derniers participaient, d'une certaine manière, au contrôle de l'espace. Ils conservaient, néanmoins, aux officiers de larges possibilités pour adapter leurs décisions aux actions ou aux exigences des indigènes.

Mécheria connut une évolution assez similaire. Aux yeux des responsables, elle représentait une ville importante dont il fallait maîtriser la croissance.

Pour cela, des plans furent établis et leur succession illustre la manifestation progressive d'une volonté de contrôle et de planification précise.<sup>36</sup>

À l'origine, le noyau de Mécheria qui ne comprenait pas de ksar, était constitué de la redoute des troupes françaises. Le premier plan d'ensemble dressé en 1891 consistait en une trame régulière d'îlots. En 1896, la commune en occupa plusieurs parcelles pour installer ses services municipaux : un bordj administratif et des maisons pour les fonctionnaires. Plus tard, autour du centre d'administration, vinrent s'installer des commerçants. Ainsi, se développa le village de Mécheria, au milieu de la steppe, sans aucune préoccupation agricole et industrielle. En 1910, le plan intégra le village nègre, lotissement construit dans le faubourg sud de Mécheria. Centre d'administration, cette localité devint rapidement le lieu de rendez-vous où les nomades prirent l'habitude d'effectuer leurs échanges, surtout à partir du moment où la voie ferrée dépassa Saida pour traverser le territoire de la commune mixte avant de gagner Ain Seffa et Colomb-Béchar. Ce centre de fonctionnaires, de commerçants et d'artisans vivait de l'activité des nomades et des alfatiers de la steppe. Il n'avait cessé de s'agrandir du fait de la sédentarisation des nomades qui s'était poursuivie activement depuis la première Guerre mondiale.

Le plan dressé en 1928 par le service de la voirie locale pour l'agrandissement du centre, rompait avec cette approche qui entérinait l'addition des actions successives et peu programmées (fig. 5). Il n'accompagnait plus la croissance « naturelle » pour proposer des aires d'implantation dédiées aux futurs habitants<sup>37</sup>. Une attention particulière était alors portée aux détails d'aménagement et aux formes des parcelles. Une telle précision appela, en retour, une intervention accrue de l'administration centrale. Celle-ci fit ainsi irruption dans un domaine dont elle se préoccupait peu ou pas du tout jusque-là. Ainsi, peut-on lire, dans une lettre de la direction des *Territoires du Sud* du G.G.A. de 1929,<sup>38</sup>

<sup>36</sup> PAC de Mécheria, 1947, CAOM 1Y375 (plan).

<sup>37</sup> Les lotissements urbains et ruraux dont le plan avait été arrêté définitivement en 1937 par le service topographique du département d'Oran, ont été intégralement aliénés plusieurs années après le premier plan.

<sup>38</sup> Note de service du service des travaux publics, direction des *Territoires du Sud*, GGA, 1929, CAOM 24H177 (plan joint).

d'annexe, d'ajouter une parcelle demandée par les autorités du « Méditerranée-Niger » dans la zone d'extension.

Les détails d'aménagement donnèrent lieu, plus que pour tout autre projet, à des interventions des autorités centrales. Celles-ci relevèrent certaines contradictions et des carences dans les choix effectués. Ainsi, concernant le terrassement et surtout l'installation de l'infrastructure, les responsables des ponts-et-chaussée au G.G.A. écrivaient : « *Les travaux (de terrassement) comportent seulement les déblais et remblais pour l'ouverture des rues du lotissement de la zone résidentielle B.... Enfin l'empierrement des rues n'est pas prévu. L'écoulement des eaux pluviales n'étant par suite pas assuré normalement et par ailleurs les rues étant en partie en déblai, en partie en remblai, dans ce dernier cas au-dessus du terrain naturel, les rues risqueront d'être détériorées et certains lots inondés lors des pluies violentes comme il s'en produit à Colomb-Béchar.* »<sup>43</sup>

Pour achever de « verrouiller » l'ensemble du plan d'aménagement et d'extension, les concepteurs y intégrèrent un programme d'arrêtés municipaux assurant la stricte application du plan. Dans la lettre gubernatoriale du 2 juin 1941, le directeur des *Territoires du Sud* tenta d'en réduire les contraintes pour les indigènes en demandant des allègements. Ainsi « amendé », le programme d'arrêtés fut approuvé sous la forme de deux projets distincts : l'un concernait la police de la voirie et des constructions et l'urbanisme, réglant entre autres le programme d'aménagement du centre de Colomb-Béchar ; l'autre portait sur la police sanitaire.

Le plan d'aménagement et d'extension de Colomb donna également lieu à la définition de zones dans son volet « planification urbaine ». Ces zones avaient des périmètres précis et correspondaient à des usages particuliers<sup>44</sup> (fig. 3) :

- a- zone de la palmeraie,
- b- zone commerciale,
- c- zone industrielle,
- d- zones réservées (l'ancien cimetière indigène, le terrain d'atterrissage ...),
- e- zones résidentielles (le ksar indigène, les îlots militaires, le lotissement d'extension résidentiel).

<sup>43</sup> GGA, service des travaux publics, note pour le directeur des *Territoires du Sud*, 21 octobre 1941, CAOM 24H107

<sup>44</sup> Voir Annexe et Commune mixte de Colomb-Béchar, op. cit.

La précision de définition du périmètre de ces zones, n'était pas de rigueur avant 1930, y compris pour les terrains revendiqués par les indigènes.

Les règlements interdisaient le franchissement de ces limites et insistaient sur le respect des fonctions attribuées à chaque zone. Les concepteurs n'avaient pas prévu à cette occasion d'espaces de croissance pour le ksar, ni pour le cimetière indigène ou encore pour les autres espaces utilisés par les autochtones. Ces derniers étaient comptabilisés dans les zones résidentielles et devaient y trouver théoriquement la réponse à leur demande en terrains à bâtir.

La planification spatiale, dans son acception moderne, était encore plus affirmée par l'usage du zoning. Elle devait être réutilisée, pensait-on, à partir du cas bécharien pour les autres villes du Sud-Ouest.

Ainsi, le plan d'urbanisme d'Ain Sefra, établi le 22 février 1946, fixait à son tour des arrêtés et des règlements concernant la police de la voirie et des constructions, et surtout, il reprenait à cette occasion le principe du zoning (la zone résidentielle et administrative, la zone militaire, la zone commerciale,...). Le centre d'Ain Sera fut partagé en neuf zones qui devaient toutes répondre, « *tout au moins pour les réalisations nouvelles, à des obligations bien précises.* »<sup>45</sup>

Dans les faits, les définitions de ces zones furent réinterprétées et peu respectées au cours de la mise en œuvre des plans. Les occupations informelles et les utilisations multiples en contredirent les limites et les monofonctions originelles. Les autorités locales et centrales entérinaient par nécessité ces changements pour intervenir ultérieurement avec de nouveaux projets.

### 1.1.2 - Planification et équipements : réalisation progressive ou programmation précise

La nouvelle approche planificatrice et programmatrice avait également des conséquences sur la réalisation des équipements. Avant 1930, ces derniers étaient décidés suite aux recommandations du G.G.A., à des projets ponctuels du génie et à des avis souvent décisifs des chefs d'annexe. La dimension, la forme et l'emplacement des équipements pouvaient être ainsi adaptés en fonction des oppositions ou des revendications indigènes.

À la fin des années 1920, l'introduction de la programmation annuelle ou pluriannuelle allait progressivement réduire cette marge de liberté. En effet,

<sup>45</sup> PAC d'Ain Sefra, 1947, CAOM 1Y372.

Figure 5. Plan d'extension de Mécheria 1928



Source : CAOM 24H177

Ces choix étaient plus révélateurs, à cette étape, d'une amélioration de la maîtrise de l'espace que d'un contrôle réel et effectif de celui-ci. En effet, ces dispositifs restaient encore relativement souples et étaient peu respectés, voire régulièrement transformés pour s'adapter aux contingences et aux contraintes locales.

Tel était également le cas du premier plan de lotissement de Béchar. Des dépassements, des « irrégularités » et des modifications y étaient enregistrés en 1934. C'est à l'occasion du lancement du projet de voie reliant la gare et le centre de Colomb-Béchar en 1940, que nombre de ces transformations

furent révélées. En analysant les dessins fournis pour la réalisation de cette voie et établis sur la base de l'ancien plan dressé en 1934<sup>39</sup>, nous pouvons observer les nombreuses modifications dans l'implantation des constructions : le quartier du Makhzen avait été déplacé dans le nouveau quartier indigène à créer dans l'extension. Sur l'emplacement prévu pour la création d'un quartier du Makhzen, et suite aux indications du chef d'annexe Monsarrat, l'architecte-voyer édifia, en 1936 et 1937, une partie des locaux dépendant du service des travaux de la commune. Les bâtiments qui étaient situés sur le côté droit de la redoute, avaient été rasés par l'autorité militaire<sup>40</sup>. D'autre part, l'hôtel des postes qui devait être créé, a été finalement construit à un autre emplacement.

Le projet d'avenue reliant le centre et la gare se trouva ainsi dans l'obligation d'entériner ces modifications qui, officiellement, n'étaient pas enregistrées. Les autorités finissaient par adapter leurs propres projets à ces nouvelles situations.<sup>41</sup>

À l'opposé des exemples précédents, le plan d'aménagement et d'extension de Colomb-Béchar, établi en 1941, introduisit une maîtrise et un contrôle précis de l'espace grâce à la planification et à la programmation. Les concepteurs y approfondirent l'étude des détails malgré l'ampleur des réalisations envisagées. En plus des projets et des programmes présentés en introduction de ce chapitre, le plan de Béchar comportait un projet des servitudes esthétiques qui illustrait le principe d'une mise en œuvre rigoureuse des espaces prévus.<sup>42</sup>

Dans son ensemble, le plan d'extension interdisait toute modification ultérieure. Une seule rectification y fut exceptionnellement apportée. Elle concernait la limite de la zone de la palmeraie, au nord du centre de Colomb-Béchar. La modification de cette limite initialement dressée à la hauteur de la palmeraie, permit, après modification et après intervention du chef

<sup>39</sup> Ce plan devait donner une idée du rattachement de l'avenue en question avec le centre de la commune et avec l'emplacement du nouveau lotissement prévu pour l'extension du centre.

<sup>40</sup> Voir le rapport de l'architecte-voyer : *Projet d'ouverture d'une nouvelle avenue devant desservir la nouvelle gare avec le centre de Colomb-Béchar*, annexe de la C.M. de Colomb-Béchar, le 25 mai 1940, CAOM 24H161.

<sup>41</sup> Note technique sur l'avant-projet d'ouverture à Colomb-Béchar d'une avenue pour la desserte de la nouvelle gare, service des travaux publics du GGA, mai 1940. CAOM 24H161.

<sup>42</sup> Annexe et Commune mixte de Colomb-Béchar : *Travaux neufs, projet d'aménagement et d'extension du centre de Colomb-Béchar*, rapport de l'architecte-voyer, juin-juillet 1941, CAOM 24H107.

elle exprimait des intentions de maîtrise spatiale et une volonté de couvrir plusieurs années de travaux et plusieurs décennies de besoins. Il semblait nécessaire, pour les concepteurs, de préciser préalablement tous les détails techniques et financiers. Ils souhaitaient s'écarter de la réalisation par tranches ou par phases afin d'atteindre la maîtrise financière et le contrôle rigoureux des projets. Nous en voulons pour preuve le témoignage de l'architecte-voyer responsable du plan d'extension du centre de Colomb-Béchar :

*« Les difficultés auxquelles nous nous sommes heurtées pour concilier le produit de la vente des terrains du lotissement résidentiel, avec l'établissement des projets, scindés en plusieurs tranches, de l'adduction d'eau potable et l'évacuation des eaux usées sur ces terrains, nous ont fait abandonner l'idée que nous avions eu à notre avant-projet ; aussi l'étude que nous présentons a été faite pour l'ensemble des dépenses à engager sur l'ensemble de ce lotissement. L'adduction d'eau potable et l'évacuation des eaux usées du lotissement résidentiel d'extension, devraient être prévues de la façon suivante, afin que les canalisations et le réservoir de l'adduction d'eau qui devraient être posés et construits puissent être utilisés par l'ensemble de ce lotissement ; le réseau d'évacuation des eaux usées ait des canalisations suffisantes à l'écoulement de celles-ci au collecteur de la ville pour permettre l'évacuation de l'ensemble [...] Colomb-Béchar étant appelée à un accroissement rapide, il valait mieux, avoir une conception d'ensemble, afin de faciliter cet accroissement. »<sup>46</sup>*

Pour les autres équipements, le même principe fut retenu. En fonction de leur estimation des besoins, les concepteurs prévirent un ensemble d'immeubles et d'aménagements des espaces publics. Ils les situèrent dans la ville d'une manière précise sachant pertinemment qu'ils ne seraient réalisés que plusieurs années plus tard. Ils engageaient ainsi d'une manière décisive le programme d'équipement de la ville et finissaient d'inscrire une conception rigide de l'espace.

Le plan du commandant d'Exéa pour Adrar, en 1945, éclaire également cette nouvelle tendance qui ignorait les moyens nécessaires et les conditions locales de réalisation. Il prévoyait, sur des emplacements précis, une cité administrative, des pavillons d'officiers, les bâtiments de la mairie, les

bâtiments des contributions, la recette municipale... Jamais une ville du Sud de cette dimension n'avait connu une telle profusion d'équipements et de projets. Dans l'approche antérieure à 1930, ces équipements auraient été programmés les uns après les autres en fonction des moyens et des revendications locales ou des recommandations gouvernementales. Dans le projet d'Exéa, ils sont prévus d'un seul tenant. Dans les faits, la mise en œuvre de cet ambitieux programme ne s'éloigna pas, d'ailleurs, de cette méthode première, mais son origine programmatique constituait un changement important dans la représentation de l'espace.

Fondamentalement, c'est le processus d'aménagement urbain même qui était bouleversé. Au lieu de partir des capacités et des moyens disponibles (moyens financiers, subventions publiques, aide du génie, capacités locales à mettre en œuvre les projets) pour définir les équipements à réaliser, les nouveaux concepteurs se basaient d'abord sur leur analyse des besoins. Ces derniers étaient quantifiés puis traduits en plans d'extension et d'aménagement. Ils connaissaient ainsi une réponse urbaine globale.

L'ancienne méthode se fondait également sur les nécessités exprimées ou évaluées, mais celles-ci jouaient comme des éléments initiateurs du projet et ne déterminaient pas, ni ne dictaient son contenu. L'approche « programmatrice » qui présumait sa capacité à anticiper les besoins (parfois les plus lointains), choisissait, dimensionnait et implantait les projets selon une grille d'analyse particulière qui permettait de traduire les attentes en plans. Parmi ces techniques de traduction, le zoning semblait le plus opératoire pour la spatialisation des besoins supposés. Cette approche impliquait, ultérieurement, une quête des moyens qui, n'ayant pas été pris en compte à l'origine, posaient systématiquement problème (encourageaient le recours aux prêts).

### 1.1.3 - Les nouveaux financements : l'accès restreint des indigènes aux nouveaux lotissements ?

L'approche programmatrice s'accompagnait d'une nouvelle méthode de commercialisation des terrains. Les responsables des plans d'extension ne se considéraient plus dans une logique de mise à disposition de terrains viabilisés pour encourager la venue et l'installation de colons. À la fin des années 1920, les lotissements, conçus comme réponses à des besoins, devaient être financés par les futurs habitants. L'apport économique de ces derniers à la vie locale n'était plus pris en compte.

<sup>46</sup> Annexe et Commune mixte de Colomb-Béchar, op. cit., nous soulignons.

Par ailleurs, l'importance des projets et le recours au prêt conduisaient à une nette augmentation des prix des terrains. C'est ce qu'expliquait l'architecte-voyer dans son programme financier pour le plan d'aménagement de Colomb-Béchar :

*« Envisageant l'ensemble du lotissement et les travaux sur cet ensemble, nous avons la possibilité de cette réalisation en réduisant le prix de revient du mètre carré, en imputant à la totalité des terrains, les frais d'exécution des travaux, à la condition toutefois, de trouver l'argent à emprunter pour le financement de ceux-ci, car une partie importante des terrains ne peut être vendue immédiatement. C'est donc sur la possibilité d'un prêt d'argent pour le financement des travaux à exécuter sur le lotissement d'extension résidentiel qu'a été basé l'ensemble de cette étude. »<sup>47</sup>*

La conséquence de cette nouvelle conception était ainsi une augmentation des prix qui atteignit les 2000 % en quelques années. Les indigènes qui, jusque-là, accédaient sans grandes difficultés aux terrains des villages, se retrouvaient confrontés à de lourdes contraintes financières. Avant 1930, les obstacles qu'ils rencontraient tenaient en quelques points : oppositions et réclamations d'Européens, intransigeances des responsables techniques (officiers du génie) sur les procédures, et exceptionnellement des interdits gouvernementaux. Dans toutes ces situations, les chefs d'annexe et les officiers des A.I. intervenaient comme intermédiaires et obtenaient souvent la levée de tout ou partie des réserves. Le prix des terrains avait rarement constitué un obstacle à l'intégration des indigènes dans des lotissements européens. Avec la nouvelle approche, l'augmentation des prix a eu pour conséquence, dans les situations où elle fut appliquée, le rejet d'une partie de la population non européenne à l'extérieur des lotissements programmés. Ce rejet faisait d'ailleurs partie des nouvelles conceptions que laissaient entrevoir les plans d'aménagement de quelques villes (nous le verrons plus bas). Les indigènes, dépourvus de moyens, refusant parfois une telle augmentation de prix ou ne pouvant reconnaître un tel statut à ces terres qu'ils considéraient traditionnellement sans grande valeur, s'installèrent dans ces lotissements sans payer ou bâtirent dans leur voisinage proche. Les plans d'aménagement ne parvenaient pas, par conséquent, à atteindre le contrôle de l'espace auxquels ils aspiraient. Les problèmes de gestion urbaine

<sup>47</sup> Annexe et Commune mixte de Colomb-Béchar, op. cit.

demeurèrent les mêmes et l'intervention des chefs d'annexe comme intermédiaires, restait indispensable.

Dans les quelques villes où ces plans furent esquissés ou proposés (Colomb-Béchar, Mécheria et Adrar), les officiers des A.I. (locaux ou centraux) essayèrent de rendre leurs conséquences plus supportables. Le directeur des Territoires du Sud au GGA recommanda une simplification et une transparence de la composition des prix fonciers pour qu'ils soient plus compréhensibles et plus acceptables. Il conseilla d'en soustraire le coût de viabilisation : « il y aurait intérêt, afin d'éviter toute contestation possible entre les propriétaires des lots et la commune, à ce que celle-ci exécutât l'ensemble des travaux de voirie destinés à mettre en état de viabilité le lotissement projeté à charge par elle de poursuivre, auprès des acquéreurs, le recouvrement des dépenses engagées, par exemple au prorata de la superficie des lots vendus. »<sup>48</sup>

D'autres contraintes économiques et spatiales découlaient de ces premières considérations financières. Elles sont illustrées par les obligations précisées dans les contrats-types pour la vente des lots. Dans l'extension de Colomb-Béchar, le contrat<sup>49</sup> insistait, dans son article 5, sur le règlement des charges de vente dans un délai d'un mois (sans quoi la déchéance était prononcée). L'article 12 exigeait le paiement du prix du terrain au moment même de la signature de l'acte de vente. Le 13<sup>e</sup> article mettait à la charge de l'acquéreur les frais et les honoraires de la transaction en plus du prix de vente. Les délais, courts et fixes, s'opposaient à des usages qui, jusque-là, permettaient aux indigènes, comme à d'autres habitants, de régler progressivement les droits et de négocier ces délais avec le chef d'annexe. Ces nouvelles obligations dont le respect était contrôlé par le commandant du territoire ou par le GGA, influaient sur l'espace. Le 1<sup>er</sup> article du même contrat-type interdisait la vente de plusieurs lots à la même personne, sauf si le chef d'annexe l'autorisait pour des raisons exceptionnelles. Or les indigènes procédaient par achat de plusieurs lots pour permettre le regroupement de leurs familles dans un voisinage proche et pour constituer ce que nous avons appelé « les poches indigènes » dans les villages. Le 3<sup>e</sup> article exigeait, lui, la construction sur un lot, d'une bâtisse d'une valeur minimum de soixante mille francs dans un délai de neuf mois à compter de la prise de possession du terrain. Cette condition ne

<sup>48</sup> GGA, service des travaux publics, note pour M. le directeur des Territoires du Sud, 21 octobre 1941, CAOM 24 H 107.

<sup>49</sup> Projet de cahier des charges : vente de gré à gré des lots urbains du plan d'extension du centre de Colomb-Béchar, fait vers le 20 octobre 1941, CAOM 24 H 107.

correspondait pas aux moyens financiers des indigènes ni à leur mode d'implantation qui suivait une démarche différente : la construction lente et par étapes de l'habitation. Souvent, les indigènes construisaient quelques lots et laissaient d'autres pour les habitations de leurs enfants et descendants. Ils se regroupaient alors dans une ou deux habitations.

Le 10<sup>e</sup> article chargeait, quant à lui, les futurs habitants de la construction des caniveaux, des bordures et des dallages des trottoirs et ce dans un délai d'une année. Il précisait que devait être utilisées des dalles du pays ou des carreaux de ciment. Il était clair qu'en dehors du coût supplémentaire qu'elle représentait, cette exigence ne correspondait pas au mode d'appropriation de l'espace des indigènes et des habitants du Sud d'une manière générale. Ce type d'aménagement était rare dans des régions sahariennes et contredisait le principe d'une optimisation des moyens pour l'aménagement des espaces intérieurs. L'aspect extérieur de la maison n'était pas en cette période une préoccupation majeure.

Les conditions dictées par les articles du contrat de vente œuvraient pour la réalisation rigoureuse du programme et le recouvrement des dépenses en ignorant les spécificités locales. Ces conditions qui contrariaient les usages et les moyens des indigènes, participaient à une vision de la ville où ils étaient cantonnés à l'extérieur des extensions proprement européennes. Cette pratique vit sa formalisation dans le projet d'extension de Colomb-Béchar de 1941, mais prit naissance à la fin des années 1920 à Mécheria. En effet, on y procéda à une vente aux enchères des lots, ce qui contribua à l'augmentation des prix<sup>50</sup> au regard des ksouriens. Ainsi, cette procédure qui visait la rentabilité financière, constituait une nouvelle pratique défavorable aux indigènes.

Dans les faits, des écarts entre la conception théorique et les pratiques concrètes apparaissent rapidement. Les plans et les textes juridiques décrivaient une nouvelle vision des villes dont la mise en œuvre sur le terrain était toute autre. Ces textes finirent alors par s'infléchir pour épouser les contours de la réalité. En témoigne l'évolution des contrats-types pour la commercialisation des lots. Une dizaine d'années après le plan de Colomb, les conditions de vente de terrains, à Adrar, furent revues à la baisse. Seul l'article 12 des nouveaux contrats d'achat stipulait : « *L'acquéreur sera tenu, sous peine de la déchéance [...] d'édifier sur le lot acquis un immeuble à usage d'habitation avec jardin potager attenant, construit suivant les procédés en usage dans le pays d'une valeur minima de cinquante mille*

<sup>50</sup> Lettre du gouverneur général de l'Algérie à M. le commandant militaire du territoire d'Ain Sefra, le 30 août 1929, CAOM 24H177.

*francs et d'achever la construction dans un délai d'un an à compter du jour de la notification de la signature de l'acte de vente. Il est, par ailleurs, interdit sous la même sanction de forer des puits sans le consentement de l'administration.* »<sup>51</sup>

Par ailleurs, les pratiques étaient beaucoup moins sévères que ne laissent penser les textes juridiques et programmatiques. Les principaux responsables, chargés de l'application des règlements, reproduisirent, pour beaucoup, les méthodes construites au début du siècle. Ils ne pouvaient devenir intransigeants en quelques mois, particulièrement avec les indigènes. Pour cela, ils durent d'une part, assumer les remontrances de leurs supérieurs devant les retards de paiement, et d'autre part, obtenir des concessions des indigènes malgré l'affaiblissement de leur autorité.

#### I.1.4 - Les espaces indigènes et européens : entre proximité et mise à distance

Jusqu'en 1930, les indigènes s'installaient relativement librement dans les villages et dans les lotissements, en se regroupant dans des parcelles urbaines proches. Cette proximité spatiale et cette cohabitation des deux modes de production de l'espace étaient quotidiennement gérées par les officiers des A.I. et par les chefs indigènes.

L'approche programmatique et planificatrice allait théoriser et systématiser la séparation entre espace indigène et espace européen. Elle étendait ainsi le principe de prise de distance entre ksar et village, aux villes européennes en cours de constitution, pour l'approfondir et en faire une séparation « hermétique ». L'approche planificatrice était à ce titre paradoxale. D'une part, ses objectifs de contrôle et de maîtrise invitaient à mieux appréhender les besoins des futurs habitants et à les prendre en charge dans leur totalité. D'autre part, la grande différence entre les attentes des Européens et celles des indigènes posait la question d'une programmation différenciée, que les concepteurs n'étaient pas à même de réaliser. Ils se trouvaient pris entre l'obligation de répondre à une demande dans un plan rigoureusement défini et l'incapacité de lire et de traduire les besoins non européens car inconnus, changeants et exigeant une liberté d'action dans l'espace et dans le temps. Pour résoudre cette contradiction, les tenants des nouveaux plans ont écarté les indigènes des programmes urbains. Ils les ont évincés du schéma

<sup>51</sup> Contrat de vente de gré à gré d'un lot de terrain à bâtir à Adrar, pour M. Ali Ben Hamidou, le 23 février 1950, CAOM H 107.

théorique construit pour gérer l'espace européen. Ils pensaient ainsi contourner une question qui, de toute manière, restait présente sur le terrain. Dans le plan de Colomb-Béchar, en 1941, les indigènes furent ignorés, oubliés ou niés. Il fallut l'intervention du directeur des *Territoires du Sud* pour rappeler qu'ils habitaient aussi la ville et nécessitaient également une prise en charge : « *La nouvelle zone résidentielle B est entièrement réservée aux habitations européennes mais, par contre, rien n'est prévu en ce qui concerne l'extension de la population musulmane ou israélite dont l'installation avait été primitivement comprise dans cette zone.* »<sup>52</sup>

Les plans d'aménagement urbain n'ont pas tous atteint cet extrême dans la négation ou dans la mise à l'écart des non-Européens. Ils confirmaient, pour certains, une volonté de séparation des espaces indigènes et des espaces européens.

En 1945, le plan du commandant d'Exéa prévoyait au nord d'Adrar, la construction de dix pavillons uniques pour constituer le noyau du futur quartier indigène « réservé »<sup>53</sup>. Dans ce noyau, les besoins des indigènes étaient assimilés à ceux des Européens puisque le projet adoptait un type d'habitat européen. Le commandant d'Exéa tentait, avec beaucoup d'hésitations, une programmation visant les indigènes ; d'où un nombre réduit de logements. Il se réserva, en définitive, comme chef d'annexe, la possibilité d'adapter le projet aux évolutions futures en se limitant à la définition d'une aire d'installation, d'un noyau originel.

Le plan d'urbanisme d'Ain Sefra, en 1946, définit une zone réservée aux indigènes. Dénommée « la cité indigène » par l'auteur du plan, elle constituait un périmètre dont le contenu exact n'était jamais précisé.

Pour donner aux gestionnaires le moyen de maîtriser l'urbain, la nouvelle approche essayait ainsi de limiter l'impact de cet espace indigène incontrôlé en le confinant dans une zone « à part ». Cette solution pratique s'appuyait sur la réalité de ce qu'on nommait « les cités indigènes », précédemment appelées « villages nègres ». En effet, dans quelques villes, d'importants regroupements d'indigènes à l'intérieur ou à proximité des villages européens, représentaient plus que des poches d'indigènes, en fait de véritables petites « cités ». Il s'agissait principalement de quartiers construits à Béchar et à Mécheria, dès les années 1910, par des indigènes arrivés des régions voisines et qui n'accédaient pas aux terrains du village européen.

<sup>52</sup> GGA, service des travaux publics, op. cit.

<sup>53</sup> PAC du Touat Gourara, 1947, CAOM 1Y377.

Ces quartiers étaient liés à l'incapacité du village de Béchar et de Mécheria à prendre en charge l'ensemble de la demande de terrains et non à une séparation planifiée et préalablement pensée.

Malgré cette récupération des « villages arabes », les plans d'aménagement et d'extension ne parvinrent pas à réaliser la séparation et donc la mise à l'écart souhaitée des indigènes. Dans le cas de Mécheria, le chef d'annexe témoigne du sort réservé aux lotissements destinés aux Européens. En 1947, il écrivait : « *Ces nouveaux sédentaires profitant de la mise à exécution du plan de lotissement (le premier) installent leurs tentes sur le terrain, bâtissent la maison tout autour et suppriment ensuite la tente. C'est ainsi que le village nègre et le quartier neuf ont pris une extension considérable. Toutes les couches de population y sont mélangées et il n'y a pas de quartier spécifiquement européen ou « ksourien » ou arabe ou israélite ou marocain ou gourarien. Le nombre d'habitants s'élève à près de 5 000.* »<sup>54</sup>

Ainsi, les plans finissaient par regrouper des catégories différentes de la population, dont des indigènes. Les velléités de ségrégation ne réussirent pas à ébranler cette mixité ethnique qui, en persistant, prolongeait la coexistence entre le mode institutionnel et le mode indigène. Les confrontations et les problèmes ne semblaient pas solubles par la séparation théorique entre les catégories d'habitants, ni par la mise à l'écart radicale de l'autoproduction spatiale indigène.<sup>55</sup>

## I.2 - Les extensions et le foncier : les tentations d'autoritarisme

Les premiers plans d'extension, malgré leurs intentions programmatiques et donc leur éloignement des contraintes locales, n'ont pas systématiquement conduit à un accaparement autoritaire de terrains.

Pour le plan d'extension de Colomb, en 1934, le chef d'annexe procéda avec un certain respect à l'égard du foncier indigène. La région de Colomb-Béchar n'ayant pas été soumise aux opérations du sénatus-consulte, il pensait prématuré de fixer les limites d'une propriété sur des terres dont le statut juridique restait à déterminer. Il considérait, néanmoins, que les parcelles

<sup>54</sup> PAC de Mecheria, 1947, CAOM 1Y375.

<sup>55</sup> Il faut également signaler une continuité : la mise en forme du partage du « territoire ». Les extensions du village étaient conçues de manière à éviter les croissances en cours. C'est l'exemple de Timimoun ou d'Ain Sefra. Les extensions s'y sont spatialement réalisées, dans des directions opposées ou des directions parallèles.

accueillant les bâtiments militaires et au sujet desquelles nul propriétaire (individu, djemaâ, institution religieuse) n'avait fait valoir de droit, pouvaient être considérées comme des « biens vacants et sans maîtres » et être incorporées au domaine privé de l'État. En revanche, il émit quelques réserves sur des lots non bâtis que le responsable du génie voulait intégrer au plan d'extension. Ces parcelles (terrains de manœuvres et de cavalerie, champ de tir terrestre et aérien) dont la superficie avoisinait les 10 000 hectares, étaient impropres aux cultures, mais servaient de pâturages et de zone de parcours pour les Oulad Djerir. Le chef d'annexe écrivait à leur propos : « jusqu'ici, par suite d'un accord tacite, les militaires et les indigènes ont pu, sans friction aucune, utiliser simultanément ces terres réputées « arch » mais il faudrait s'attendre à des protestations de la part des tribus si celles-ci devaient être brutalement dépossédées des terrains dont il s'agit. Or, une entente est possible. La djemaâ des Oulad Djerir que je viens de pressentir n'est pas intransigeante. Elle consentirait à céder à l'État la propriété des parcelles intéressant les garnisons à condition que pendant les périodes de non-utilisation de ces terres par les militaires, les droits de pacage que la tradition lui reconnaît sur celles-ci se trouvent intégralement conservés. Cette clause ne paraît pas inacceptable. Elle aurait pour avantage de concilier raisonnablement les intérêts des parties et surtout de hâter la constitution du domaine militaire de Colomb-Béchar. »<sup>56</sup>

Le chef d'annexe proposa ainsi d'incorporer les terres occupées par les constructions militaires dans le domaine privé de l'État et d'utiliser les parcelles non bâties, présentées dans le plan d'extension, sous réserves de protéger les droits de la djemaâ des Oulad Djerir.

Le gouverneur général et son directeur des *Territoires du Sud* s'opposèrent à cette proposition car elle ne protégeait pas suffisamment la propriété des autochtones. Elle affectait au domaine militaire les parcelles de terrain présumées « arch », nécessaires aux besoins de la garnison de Colomb-Béchar, sur le seul fondement de l'ordonnance du 9 novembre 1845. Le directeur des *Territoires* rappela que les dispositions de cette ordonnance ne pouvaient être appliquées qu'aux biens dépendant du domaine privé de l'État. Or, l'État n'avait aucun droit de propriété sur ces terrains qui revêtaient un caractère collectif et inaliénable. Ainsi, cet épisode fut l'occasion pour le directeur des *Territoires du Sud*, ancien officier des A.I. dans le Sahara, de rappeler à ses successeurs dans les annexes, les principes d'action

concernant l'espace indigène et particulièrement ceux concernant leur propriété foncière. À la suite de ce rappel, le gouverneur général écrivit pour faire connaître sa décision : « Sans doute, l'État a-t-il le droit d'appréhender les immeubles présumés vacants, mais cette appréhension ne crée pas, à son profit de propriété. Elle a seulement pour effet de marquer le point de départ d'une prescription trentenaire à la suite de laquelle son droit se trouvera consolidé « erga omnes ». Les terrains « arch » étant imprescriptibles, cette procédure est inopérante dans le cas dont il s'agit. Il semble dans ces conditions, préférable, en attendant qu'il soit procédé aux opérations de délimitation et de répartition prévues par le sénatus-consulte du 22 avril 1863, que l'autorité militaire se contente d'utiliser en fait les terrains, conformément à l'autorisation qui lui en a été donnée par la djemaâ intéressée »<sup>57</sup>. L'ensemble du projet d'extension proposé par le chef du génie s'en trouvait ainsi remis en cause.

En plus des revendications militaires et indigènes, s'ajoutaient, à partir du début des années 1930, les sollicitations d'importants investisseurs, industriels, responsables de sociétés de commerce international... Les chefs d'annexe rencontraient alors plus de difficultés pour analyser les enjeux et pour arbitrer entre les différents impératifs. Désormais, ils devaient choisir entre les investissements des opérateurs économiques (entreprises de transport, d'exploitation de minerais...) et le respect des spécificités indigènes.

En 1941, le chef d'annexe de Colomb fut sollicité pour l'achat de deux parcelles de terrain à bâtir, situées dans la partie nord du centre, de surfaces respectives 11 677 m<sup>2</sup> et 59 077 m<sup>2</sup>. L'une de ces demandes était présentée par le directeur de l'exploitation de la Houillère de Colomb-Béchar, pour y construire une villa. La seconde était présentée par le « Méditerranée-Niger » (importante compagnie de transport international) qui souhaitait construire un grand hôtel. Le chef d'annexe proposa alors d'intégrer ces deux parcelles dans le plan d'extension de Colomb-Béchar et de les aliéner au profit de la commune. Pour appuyer sa demande, il souligna l'urgence d'accueillir le directeur de la Houillère de Colomb-Béchar. Il faisait référence à la dépêche du gouverneur général du 5 septembre qui prescrivait de hâter l'installation du directeur de la Houillère et de « faciliter du même coup la bonne marche de l'industrie houillère, d'importance nationale. »

<sup>56</sup> Lettre du lieutenant Corrazen, chef de l'annexe de Colomb-Béchar, à M. le commandant militaire du territoire, le 6 septembre 1933, CAOM 24H107

<sup>57</sup> Lettre du gouverneur général de l'Algérie à M. le général commandant supérieur du génie en Algérie, le 7 mars 1935, CAOM 24H107

En proposant l'insertion de ces deux parcelles dans le plan d'extension, le chef d'annexe envisageait la réalisation d'une partie du programme de construction de logements communaux, projet qui n'avait pu être retenu faute de moyens financiers. Les avantages d'une présence « industrielle » étaient clairs. La tentation d'en user pour justifier des décisions rapides et autoritaires, devint importante. Elle poussa le chef d'annexe à envisager des procédures expéditives pour surmonter les obstacles juridiques : « *Les actes de vente de gré à gré doivent mentionner l'origine de propriété : or, la situation juridique de ces terrains n'a jamais été précisée et j'ignore si un texte peut permettre de les classer terrains communaux [...]. On doit donc les considérer comme biens vacants et sans maîtres aux termes de l'article 259 du code civil* »<sup>58</sup>. Le chef d'annexe proposait la réalisation d'un procès-verbal de prise de possession permettant leur incorporation au domaine de l'État, qui en ferait ensuite la cession à la commune pour un prix symbolique. Il rappelait que cette formule avait été adoptée, en 1928, pour la vente des lots du plan d'agrandissement de Mécheria, et considérait que cette même procédure pouvait être admise pour les terrains devant être vendus au Méditerranée-Niger et à la Houillère.

Le directeur des Territoires du Sud et le gouverneur général ne cédèrent pas à ces sollicitations. Bien au contraire, ils accordèrent une attention particulière à cette affaire qui risquait d'engendrer des conflits entre indigènes et Européens, en transférant la propriété des uns vers les autres.

Le gouverneur et le directeur des Territoires commencèrent par s'opposer aux premiers travaux de construction apparus sur les parcelles en question. S'ils avaient l'intention de céder ces terrains aux entreprises qui les sollicitaient, ils entendaient le faire dans la légalité et dans le respect des droits indigènes. Le chef d'annexe avait en effet laissé faire des travaux de construction entrepris par les Houillères sur l'une des deux parcelles. Le gouverneur général écrivit alors au responsable de la Houillère pour y mettre un terme et pour rappeler le respect des procédures qui seules pouvaient nous prémunir contre d'éventuelles contestations ultérieurement, en l'occurrence celles des indigènes : « *J'ai l'honneur de vous faire connaître que le terrain sur lequel doit être construite la villa du directeur de la Houillère de Kenadsa, fait actuellement l'objet d'une procédure de prise de possession au nom de l'État en vue de la cession de cet immeuble à la commune de Colomb-Béchar. [...] Jusque-là, il ne m'est pas possible d'accorder l'autorisation de procéder à des constructions sur ce terrain. Si,*

*comme vous en manifestez l'intention, des travaux étaient néanmoins entrepris sur ce lot, ce ne pourrait être qu'à vos risques et périls en attendant la cession régulière qui pourra vous être faite de ce terrain.* »<sup>59</sup>

Le schéma des rapports de force antérieur à 1930 n'était plus le même. Les chefs d'annexe et les officiers des A.I. ne s'opposaient plus au seul ingénieur du génie, mais devaient faire face aux pressions des grands opérateurs privés. Cependant, les ventes au profit des entreprises leur offraient des ressources financières locales supplémentaires et leur procuraient, par conséquent, une plus grande indépendance vis-à-vis des autorités centrales. Paradoxalement, la perspective de ces marges de manœuvre conduisait les responsables locaux à céder à la précipitation ; et ils bafouaient alors les règles légales et les droits indigènes. Ils provoquaient en retour l'intervention des administrations centrales, garantes de ces règles et de ces droits. D'une certaine manière, les rôles s'inversaient.

Plus que ces nouveaux rapports de force, c'est l'approche planificatrice qui raviva les tentations de prise de possession autoritaire des terres présumées indigènes. Les plans d'urbanisme étant conçus comme réponse à des besoins, ils ne prenaient pas en compte, en amont, la nature des terrains existants. Les responsables locaux devaient, après approbation, trouver et se donner les moyens de mettre en application ces plans. Jusqu'à la fin des années 1920, les projets, réalisés progressivement, permettaient d'approcher les problèmes fonciers avec précautions et sur la base de négociations régulières et successives avec les indigènes. Réaliser des programmes pluriannuels, à partir de 1930, exigeait une aire importante mais surtout une approche globale et préliminaire que la structure foncière locale, peu connue et complexe, rendait bien difficile.

Les responsables chargés de l'application des plans étaient ainsi confrontés à des réalités peu propices à leur mise en œuvre. Ils furent donc tentés de résoudre ces problèmes en écartant autoritairement les composantes indigènes de la réalité locale, en l'occurrence le foncier. Parallèlement, les traditions forgées par les officiers des A.I. encourageaient plutôt l'usage des méthodes consensuelles fonctionnant par les pourparlers directs.

Le plan de Colomb reflète cette hésitation entre les deux façons de faire. Il rappelle des procédés autoritaires écartés dès le début du siècle et confirme ceux adoptés pour négocier les solutions avec les indigènes.

<sup>58</sup> Lettre du capitaine Hequet, chef de l'annexe de Colomb-Béchar, à M. le colonel commandant militaire du territoire (A.I.), le 10 octobre 1941, CAOM 24 H 107 (plan).

<sup>59</sup> Lettre du gouverneur général (secrétariat général) au directeur des Chemins de fer algériens, le 21 mars 1942, CAOM 24H107.

En 1941, le responsable des travaux publics du G.G.A. soulignait que la situation juridique des terrains à aliéner dans le cadre du plan d'extension de Colomb-Béchar, n'était pas définie. Il reconnaissait la difficulté de définir une procédure, particulièrement avec l'urgence que présentait l'extension du centre de Colomb-Béchar, mais ne pensait pas que la procédure de prise de possession, maintes fois proposée par le chef d'annexe, était adéquate. « *pour réserver l'avenir, écrivait-il, c'est-à-dire pour pallier les dépassements qui pourraient se produire sur l'estimation des projets établis par l'architecte communal, il paraît prudent de fixer le montant de l'emprunt à contracter par la commune à 2 500 000 francs au lieu de le limiter strictement au chiffre de 1 888 400 f. [...] la commune a la faculté d'appeler celui-ci par tranche correspondante à ses besoins [...], notamment pour l'achat ou l'indemnisation des terrains* »<sup>60</sup>. Il craignait, en effet, que la procédure de prise de possession ne donna lieu à des indemnisations voire à des achats de parcelles revendiquées par quelques particuliers.

Le directeur des domaines, soucieux du coût supplémentaire et de la complexité des procédures, préférait considérer les terrains comme biens vacants et sans maître. Il voulait permettre à l'État de les appréhender à ce titre, en application de l'article 539 du code civil et de la circulaire gouvernementale du 31 janvier 1893<sup>61</sup>. Il estimait que la prise de possession des terrains vacants et sans maître constituait la procédure couramment employée dans les régions du Sud où la condition juridique des immeubles n'était pas encore fixée. Il est vrai que dans plusieurs cas, cette solution avait été utilisée. Suivant un procès-verbal du 15 octobre 1934, un terrain de 2 500 hectares avait été appréhendé dans la partie sud-est du Chott Gharbi (C.M. Mécheria) pour permettre à l'administration de le louer à un particulier qui y exploitait des carrières de calcaire. En 1940, des terrains nécessaires à l'exploitation de la mine de Kenadsa avaient été appréhendés, en exécution d'une décision du 15 janvier 1940. En 1941, des lots à bâtir du centre d'Adrar avaient été inscrits dans le domaine de l'État puis vendus au fur et à mesure des demandes d'acquisition suivant le même mode.

Tous ces exemples témoignent de cette tendance grandissante à passer outre les structures foncières indigènes afin de réaliser les plans et de répondre aux sollicitations croissantes des investisseurs privés. Il est vrai qu'une partie de

ces projets avaient mis à profit des négociations passées et des accords implicites (Adrar, Kenadsa), mais ils inscrivait progressivement le principe d'une action autoritaire. Ces exemples venaient ici légitimer la proposition du directeur des domaines de prise de possession de fait, des terrains nécessaires au plan d'extension de Colomb-Béchar.

Dans son avis définitif, le directeur des domaines écrivait : « *En l'absence de toute revendication formellement exprimée ou maintenue par les représentants des collectivités ou services publics qui ont assisté à la reconnaissance des terrains, on peut admettre que ceux-ci constituent des biens vacants et sans maître et entrent dans la seconde des catégories énumérées dans mon rapport du 3 novembre. Rien ne me paraît donc s'opposer à leur prise de possession par l'État ; puis à leur consignation sur le sommier de consistance des biens domaniaux non affectés. Après accomplissement des formalités sus-indiquées, la vente des terrains par l'État pourra être envisagée.* »<sup>62</sup>

Ainsi, le chef d'annexe et le directeur des domaines d'une part, le responsable des travaux publics au GGA et le directeur des Territoires du Sud d'autre part, défendaient des façons de faire opposées concernant le foncier. Même si les contraintes locales empêchaient très souvent les prises de possession autoritaires, la méthode consensuelle pour résoudre les problèmes fonciers était clairement remise en cause. Les nouveaux besoins et la nouvelle approche ne pouvaient se satisfaire de l'addition d'accords successifs.

### I.3 - Les extensions et l'affaiblissement des intermédiaires : le recours accru aux règlements et à la réglementation

À partir des années 1930, les responsables des communes sahariennes furent confrontés à un affaiblissement de leur pouvoir. La quête d'une influence sur le fonctionnement interne des autochtones et la recherche du contact direct brouillèrent leur image d'arbitre impartial. Favorisant des individus habitués aux fonctionnements institutionnels, l'administration désignait, de plus en plus, d'anciens militaires et spahis au poste de cadi, les préférant aux chefs de tribus et de clans qui, eux, possédaient un pouvoir effectif sur les

<sup>60</sup> GGA, service des travaux publics, note pour M. le directeur des Territoires du Sud, 21 octobre 1941, CAOM 24 H 107.

<sup>61</sup> Lettre du directeur de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre du département d'Oran à M. le gouverneur général d'Algérie (Territoires du Sud), le 3 novembre 1941, CAOM 24 H 107.

<sup>62</sup> Lettre du directeur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre du Département d'Oran à M. le gouverneur général (Territoire du Sud), le 3 février 1942, CAOM 24H107.

habitants indigènes. Concomitamment, les nouvelles procédures devinrent complexes et longues, et surtout placèrent les chefs d'annexe et les responsables des bureaux arabes dans une position d'exécutants des décisions prises au niveau des administrations centrales.

Les chefs d'annexe, affaiblis, furent tentés de recourir à la réglementation ou, du moins, de laisser faire sa mise en place. Ils pensaient, ainsi, trouver de nouveaux moyens pour réguler la vie de leur cité et pour arbitrer les conflits qui s'y déroulaient. Les règles et les règlements semblaient, à leurs yeux, pouvoir pallier leur difficulté à continuer une méthode fondée sur l'analyse, la médiation et la négociation. Il est clair que cette tentative du « réglementaire » se faisait au dépend de la gestion de la coexistence institutionnel-autoproduit. Les règles, correspondant aux conceptions institutionnelles, reportaient sur les plans théorique et juridique, des confrontations qui se passaient auparavant sur le terrain.

Cette évolution était également liée à l'approche planificatrice des villes et des villages. Un ensemble de règles immuables dans le temps assurait une cohérence des actions futures émanant de particuliers, garantissait le respect du plan, et interdisait toute « déformation » de son image. En conséquence, la promulgation croissante des règlements se traduisait par :

- une systématisation des polices de voirie et d'urbanisme qui s'appliquaient à l'ensemble du territoire d'une agglomération ;
- une plus grande sévérité des conditions de vente de terrains dans les lotissements : les conditions réalisaient une sélection des futurs habitants retenant ceux susceptibles de se conformer au plan.

Dès 1929, le plan d'extension de Mécheria fut pourvu d'un cahier des charges comportant un ensemble de règles pour la construction<sup>63</sup>. C'est ensuite Géryville qui vit la mise en place d'une police de voirie. Tous ces appendices réglementaires n'étaient pas des nouveautés, mais leur systématisation et le recours à leurs articles pour arbitrer les conflits constituaient une nouvelle tendance.

Le plan d'extension de Colomb-Béchar (1941) fut l'occasion de mettre en place un dispositif réglementaire complet et pensé dans sa totalité : « Dans l'ensemble du projet, seul, le premier programme comprend l'ensemble des travaux à exécuter pour l'aménagement du lotissement d'extension résidentiel. Les autres programmes prévoient : la réglementation administrative qui s'imposait pour l'application des lois qui régissent la

voirie, la santé publique et l'urbanisme, ainsi que le règlement financier des dépenses à engager et à recouvrir pour la réalisation du premier programme. »<sup>64</sup>

Modifié par la lettre gubernatoriale du 2 juin 1941, puis définitivement approuvé, ce programme réglementaire comportait deux projets :

- le premier concernait la police de la voirie, des constructions et de l'urbanisme, réglant entre autres le programme d'aménagement du centre de Colomb-Béchar. Il dictait les surfaces et les types de constructions autorisées et donnait des indications sur les aménagements des espaces publics ;
- le second projet portait sur la police sanitaire. Celle-ci fixait les obligations des habitants pour l'installation des égouts et A.E.P., pour leur entretien et leur paiement.

Enfin, des aspects réglementaires furent introduits par le biais des contrats de vente. Les conditions stipulées dans ces actes de vente portaient aussi bien sur le type, la nature que le délai de réalisation de la bâtisse. Ces conditions, liées à des sanctions sévères, devaient amener les acquéreurs et les futurs habitants à se soumettre à l'image projetée et prévue dans le plan d'extension. Elles avaient aussi pour finalité une rentabilisation rapide des investissements en accélérant l'installation définitive, l'usage des équipements et par conséquent leur paiement. Comparés aux premiers contrats de vente pour le village de Kreider (cf. deuxième chapitre), les nouveaux « cahiers des charges » pour la vente de gré à gré étaient de véritables grilles systématiques et contraignantes. D'une condition unique sur la construction, les responsables passaient à une batterie de règles qui ne concernait pas la seule relation parcelle privée-environnement extérieur (c'était le cas de quelques règlements de la voirie de Mécheria avant 1930), mais gérait la forme et le fonctionnement de l'espace « intérieur » : mode de construction, durée de réalisation, relation entre parcelles, saillies...

Au-delà du contrôle de la gestion de l'espace, les concepteurs du plan de Colomb-Béchar avaient l'ambition de maîtriser l'image finale de la ville. Une harmonisation des constructions dans les parcelles à vendre leur semblait donc nécessaire, et elle passait par un « conditionnement »<sup>65</sup> de ces parcelles et de leur vente.

<sup>63</sup> Lettre du gouverneur général de l'Algérie à M. le commandant militaire du territoire d'Ain Sefra, le 30 août 1929, CAOM 24H177.

<sup>64</sup> Annexe et Commune mixte de Colomb-Béchar, travaux neufs, op. cit.

<sup>65</sup> Nous entendons par là aussi bien le conditionnement au sens de l'endoctrinement préalable que la mise en place de conditions.

## Le cahier des charges pour la vente de gré à gré de terrains des lotissements prévu au Plan d'extension de Colomb-Béchar

### Article 1er.

Il ne sera vendu qu'un seul lot par acquéreur. Cependant, sur demandes motivées, le chef d'annexe, Maire, décidera aussi si l'intéressé peut acquérir deux ou plusieurs lots.

### Article 2e.

Les immeubles vendus ne pourront être cédés à titre gratuit ou onéreux sans le consentement du chef d'annexe avant l'expiration d'un délai de dix ans, à dater du jour de l'acquisition. Toute transmission effectuée contrairement aux dispositions ci-dessus entraînera la déchéance prévue à l'article cinq.

### Article 3e.

Les acquéreurs seront tenus sous peine de la déchéance prévue à l'article cinq, d'édifier sur les lots urbains objet de cette vente, et dans un délai de neuf mois, à compter du jour de l'entrée en jouissance, des constructions d'une valeur minimum de soixante mille francs.

### Article 4e.

Les plans de constructions dont il est parlé à l'article 3, devront être établis en tenant compte des arrêtés municipaux et du règlement de voirie en vigueur. Aucune habitation, ne pourra être édifée avant que l'acquéreur n'ait obtenu l'autorisation de construire, sous peine de la déchéance prévue à l'article cinq. L'acquéreur est tenu en élevant des constructions sur l'immeuble vendu, de se conformer au plan d'alignement et de nivellement qui lui sera donné par le service compétent.

### Article 5e.

À défaut d'exécution des charges et conditions de la vente, la déchéance sera prononcée contre l'acquéreur, un mois après la signification d'une contrainte, ou d'une sommation administrative restée sans effet. La déchéance sera prononcée par arrêté du chef d'annexe, sous réserve du recours en conseil d'État statuant au contentieux. [...] Nul ne pourra se rendre acquéreur s'il n'en a obtenu l'autorisation de M. le commandant Militaire du Territoire d'Ain Sefra conformément aux décrets du 16 novembre 1940 et du 20 mai 1941. [...]

### Article 8e.

pour l'exécution des actes de vente, les acquéreurs devront déclarer faire élection de domicile à Colomb-Béchar, ou ils consentiront que toutes significations y relatives leur soient valablement faites. [...]

### Article 10e.

Les bordures avec caniveaux seront construites au droit des lots adjugés aux frais, et par les soins des acquéreurs, le dallage des trottoirs restant également à la charge des adjudicataires qui s'engagent à faire exécuter ces ouvrages dans le délai d'un an. Ceux-ci devront être réalisés en dalles du pays ou en carreaux de ciment.

### Article 11e.

Prix : Le prix de vente est fixé à seize francs le mètre carré.

### Article 12e.

Les acquéreurs dûment autorisés conformément aux décrets du 16 novembre 1940 et du 20 mai 1941 ? et à l'arrêté gubernatorial du 12 juin 1941, paieront le prix de leur acquisition entre les mains du Receveur Municipal, au moment de la signature de l'acte.

### Article 13e.

Les frais droit et honoraires auxquels les ventes donneront ouverture seront à la charge des acquéreurs en sus du prix de leur acquisition.

Source : Projet de cahier des charges. Vente de gré à gré des lots urbains du plan d'extension du centre de Colomb-Béchar. Fait le 20 octobre 1941. CAOM 24 H 107.

Ce type de conditions pour la vente et l'accès aux terrains se propagea dans d'autres villages et villes du Sud. Néanmoins, elles n'atteignirent pas la sévérité et l'interventionnisme de l'exemple bécharien. Selon les agglomérations, elles touchaient plus particulièrement certains domaines de la transaction et de la construction. Nous pouvons l'illustrer par l'exemple des contrats de vente signés à Adrar dix ans après le plan d'extension de Colomb. Le quatrième article de ces contrats stipulait que le futur accédant ne pouvait opérer des changements dans la propriété, ni faire des coupes de bois, ni encore procéder à des démolitions et à l'extraction du sol, sans avoir obtenu une autorisation du gouverneur général. L'article 9 obligeait, quant à lui, l'acquéreur qui élevait des constructions sur l'immeuble vendu, de se conformer au plan d'alignement et de nivellement. Il devait, de plus, se conformer aux lois et règlements de police concernant la voirie, la salubrité publique, les puits, les fontaines, les conduits, les égouts fosses d'aisances, etc. L'État ne prenait aucun engagement en ce qui concerne l'ouverture ou la viabilité des routes, chemins, rues et autres voies publiques, et entendait rester complètement étranger, en tant que vendeur, à tous les frais que pouvait occasionner les nivellements, pavages, éclairages, conduites d'eau, installations d'égout, etc. Les pouvoirs publics moins exigeants avec des acheteurs, ne s'engageaient, en retour, qu'à réaliser un minimum d'aménagements. Le dernier article (le dixième) indiquait que l'immeuble vendu ne pouvait être cédé à titre gratuit ou onéreux sans le consentement du chef d'annexe et avant l'expiration d'un délai de vingt ans à compter du jour où il aurait satisfait à l'obligation de construire une bâtisse<sup>66</sup>. Tout en étant moins contraignantes que celles de Colomb, ces règles n'en constituaient pas moins un essai de contrôle de l'espace par les responsables de l'aménagement. Les chefs d'annexe avaient parfois recours à ces règlements pour gérer les confrontations avec les indigènes. Ces dernières constituaient alors un argument supplémentaire de négociation, car les chefs des familles ksouriennes reconnaissaient rarement une légitimité à ces règles. La menace de sanctions réglementaires venait s'ajouter aux autres formes d'intimidation dont usaient les officiers. Ainsi, plus qu'éclairer les fonctionnements mis en œuvre sur le terrain, les textes réglementaires décrivaient les nouvelles conceptions. Ils nous permettent de mieux mesurer la tension et les hésitations entre différentes modalités d'action. La recomposition de l'environnement institutionnel a ébranlé la doctrine originelle des officiers des A.I. et a empêché d'en constituer une en modèle d'action figé.

<sup>66</sup> Contrat de vente de gré à gré d'un lot de terrain à bâtir à Adrar, pour M. Ali Ben Hamidou, le 23 février 1950, CAOM H 107.

## II - L'équipement des villes et des villages après 1930

### II.1 - L'équipement et l'urbain

Après 1930, l'équipement des villes du Sud et de leur extension fut l'occasion de mettre en place des dispositifs nouveaux pour la gestion institutionnelle de l'espace indigène. Ces changements se matérialisèrent de deux manières :

- la création d'une action spécifique pour l'équipement des espaces indigènes. D'une part, cette action inaugurait une approche systématique et globale de ces espaces, et d'autre part, elle poursuivait la méthode des projets ponctuels qui ne se cantonnaient plus à l'extérieur du territoire indigène ;
- la gestion, plus complexe, des équipements et des programmes partagés par les Européens et les indigènes.

Ces changements conduisirent à des comportements qui semblaient antinomiques car hésitant entre des méthodes opposées :

- une programmation pluriannuelle des équipements nécessaires aux indigènes et à leur activité, particulièrement agricole ; une intervention accrue à l'intérieur de l'espace indigène mais par des projets successifs (en couvrant la totalité de cet espace, c'est-à-dire les palmeraies et les foggaras) ;
- un recours au règlement pour pallier le manque de maîtrise dû à l'affaiblissement des relais ; une mise à l'écart totale de l'espace indigène quand la volonté institutionnelle et les moyens financiers le permettaient.

#### II.1.1 - Les équipements spécifiques aux indigènes : innovations et continuités

La réalisation d'équipements spécifiques aux indigènes a concerné, pour la grande majorité, les villages et les villes présentant des implantations ksouriennes anciennes. Elle fut déployée selon deux orientations : d'une part, l'équipement des territoires indigènes (visant l'armature régionale et les lieux de production tels que les palmeraies...) et d'autre part, les espaces de vie des autochtones (ksour...).

#### II.1.1.1 - Equiper le territoire indigène : programmation pluriannuelle et projets ponctuels

Jusqu'à la fin des années 1920, l'équipement des ksour et des villes du Sud passait par des sollicitations régulières et des projets ponctuels, envisagés les uns après les autres. Cette manière de procéder permettait aux chefs d'annexe d'ajuster ces projets, d'un côté à la demande et aux moyens mis en œuvre, et de l'autre aux modes d'appropriation des indigènes. Progressivement, elle avait conduit les responsables de l'aménagement à appréhender les régions sahariennes d'une manière globale. Elle participa ainsi à l'élaboration d'une approche nouvelle, version civile de la conception militaire (stratégique) du territoire, visant deux objectifs : équiper les villes d'importance et maintenir les villages-relais.

Cette nouvelle approche recherchait une prise en charge régulière et systématique des autochtones en matière d'équipement. Elle tentait de conforter la structure régionale de l'espace indigène en évitant les déséquilibres (d'équipement) entre les agglomérations. Il y avait à la fois l'intérêt des relais pour les voies commerciales (et militaires) dans cet immense territoire et l'avantage de garder aux indigènes des moyens de vie et de production minimaux.

La nouvelle approche venait ici en complément de l'ancienne, et non pour se substituer à elle. En effet, les chefs d'annexe continuaient à solliciter la réalisation de différents équipements (particulièrement en cas d'urgence) et avaient la liberté de réorienter les caractéristiques de ceux prévus dans les programmes pluriannuels destinés à l'ensemble régional.

#### a - Les premières approches programmatiques et la prise en charge de la structure territoriale de l'espace indigène

La volonté d'équiper régulièrement et méthodiquement les ksour et les villes du Sud se traduisait par la mise en place des programmes pluriannuels. Ces programmes étaient construits sur la base des rapports des chefs d'annexe, sollicités par le directeur des *Territoires du Sud*. Ils se présentaient comme un ensemble de travaux à entreprendre sur plusieurs années, dans des lieux précis et selon des objectifs définis et argumentés par les chefs d'annexe.

Le premier programme pluriannuel d'équipement pour le Sud date de 1928. Il s'agissait d'un programme détaillé des grands travaux à réaliser sur une période de dix années avec un budget de 150 millions de francs consentis par

la métropole, pour « l'amélioration de la situation matérielle des populations indigènes ». Sept rubriques constituaient ce programme :

- les travaux hydrauliques,
- l'agriculture,
- les constructions scolaires pour l'enseignement des indigènes,
- les ouvriers et industries familiales indigènes,
- les infirmeries indigènes et l'assistance médicale,
- les routes et pistes caravanières,
- les chemins de fer.

En consultant les contenus de ce programme, la « systématique », notamment spatiale, de l'action envisagée apparaît clairement et ce dans toutes les rubriques.

Pour les travaux hydrauliques, le programme prévoyait un budget de 38 millions de francs. Il comptait différentes réalisations :

- a- L'aménagement et la création de points d'eau destinés à abreuver des troupeaux transhumants. Ces travaux s'étendaient principalement sur les territoires militaires d'Ain Sefra, de Ghardaia et en partie sur l'Algérie du Nord. Ils avaient pour but de créer des réserves d'eau sur les parcours suivis par des tribus nomades obligées, chaque année, de transhumier des régions du Sud vers les hauts plateaux ;
- b- la construction du barrage de Foun-el-Guerza ;
- c- l'exécution de forages artésiens et de travaux hydrauliques divers. Le forage de puits artésiens qui amenaient à la surface du sol l'eau souterraine destinée à assurer l'irrigation de vastes oasis, rentrait lui aussi dans le cadre du programme puisque les propriétaires des palmeraies étaient presque exclusivement indigènes.

Pour les constructions scolaires de l'enseignement des indigènes, le programme de 1928 se fondait sur un ensemble de constructions scolaires arrêté en 1924. La réalisation en avait été poursuivie en fonction des possibilités financières du budget du Sud. En 1928, une partie était achevée, mais il fallait assurer la continuation de la plus grande partie restant à exécuter. La dépense exigée, d'une part par l'achèvement du programme de 1924, d'autre part par la réalisation de constructions nouvelles qui s'étaient révélées nécessaires depuis cette époque, fut chiffrée à 6 millions (cette somme était répartie d'une manière précise entre les différents projets).

Les infirmeries indigènes et l'assistance médicale avaient connu une attention particulière depuis le début de l'occupation. Dès la création de la direction des *Territoires du Sud* en 1902, l'effort de l'administration s'était porté sur le développement des services d'assistance aux indigènes. Avec l'organisation d'une direction du service de santé, propre à ces territoires,

toutes les œuvres d'assistance avaient pris une nouvelle extension. Le programme de 1928 résumait les améliorations à poursuivre pour chaque ville, chaque village et chaque ksar. Il reflétait ainsi une préoccupation majeure et un intérêt dont les motivations politiques et idéologiques étaient anciennes : « L'utilité majeure des institutions d'assistance et d'hygiène réservées aux indigènes est aujourd'hui absolument démontrée. La moralité et la civilisation d'une population indigène en retirent de multiples profits. »<sup>67</sup>

Les programmes d'ensemble qui suivirent, furent moins réguliers et devinrent progressivement sectoriels. Néanmoins, ils poursuivirent cette approche qui partait des besoins identifiés et analysés sur site par les responsables locaux pour construire les actions. Ils s'adressèrent également, d'une manière volontariste, aux zones les moins équipées dans le Sud. Les projets, ainsi prévus, étaient adaptés aux besoins réels et aux moyens de mise en œuvre. Leurs réalisations étaient étalées sur plusieurs années (comme leur financement) et correspondaient à une vision globale de la structure du territoire, structure créée et maintenue par les indigènes principalement.

#### *b - La reconduction d'une méthode : des projets ponctuels et une réponse selon la demande*

L'équipement des villes et des villages du Sud passait également par des projets ponctuels et des sollicitations particulières, hors programmes pluriannuels. Ces projets s'inscrivaient, comme les programmes d'ensemble, dans l'approche globale du territoire indigène. En effet, dans les écrits des chefs d'annexe, des commandants de territoire et des directions centrales (des A.I. et des TDS), la construction de canaux d'évacuation ou la réfection des toitures de mosquées côtoyaient la réparation des séguis et des foggaras ou le réaménagement des voies transsahariennes.

Nous retrouvons alors l'importance des officiers des A.I. et des chefs d'annexe que les programmes pluriannuels ont tendance à masquer. Différents travaux étaient régulièrement entrepris à l'initiative des responsables des agglomérations et concernaient, de plus en plus, les espaces proprement indigènes. Pendant cette période, il s'agissait principalement des palmeraies. Ces initiatives étaient souvent soutenues par les commandants de territoire et parfois par le G.G.A.

Quelques exemples en attestent. Quand, en 1930, le chef d'annexe de Ain Sefra sollicita une aide pour la réfection de la séguia Kebira de Béni-Ounif,

<sup>67</sup> Ibid.

le commandant du territoire d'Ain Sefra alloua rapidement une enveloppe budgétaire à cette fin : « Étant donné l'intérêt que présente le travail projeté pour la palmeraie qui souffre de la pénurie d'eau et compte tenu du fait que la collectivité intéressée se compose de petits propriétaires, peu fortunés, vivant uniquement de leurs jardins, j'alloue à la commune mixte d'Ain Sefra une subvention de 7 429 f égale au montant du projet ».<sup>68</sup>

Ces travaux ne concernaient pas les seuls villages ou ksour importants. En 1936, les responsables constataient que la foggara d'un petit ksar, Moghar Tahtani, construite dans un lit d'oued et sur un fond de sable défectueux, s'était rapidement obstruée, entraînant l'impossibilité d'utiliser l'eau d'une source abondante, nécessaire à l'irrigation de la palmeraie (7 500 palmiers).

Le responsable du cercle d'Ain Sefra supervisa les travaux de réfection et de consolidation réalisés par les indigènes. Cette attention pour des ksour, pourtant sans importance stratégique du point de vue militaire ou politique, traduisait une préoccupation quant aux équilibres territoriaux et régionaux. Les premières vagues de migrations ksouriennes vers les centres urbains commençaient à montrer leurs effets et l'abandon des cultures dans certaines régions posait le problème de la prise en charge de populations sans revenus. Le commandant du cercle, pour appuyer sa demande d'aide à ce petit ksar, écrivait : « si nous tenons à fixer les quelques cinq cents habitants du ksar de Moghar Tahtani presque complètement abandonnés, il n'y a pas longtemps encore, et à assurer l'exploitation normale d'une palmeraie qui donne les meilleures dattes « ghars » de la région et dont nos indigènes tirent un grand profit, une aide est nécessaire. »<sup>69</sup>

Les préoccupations politiques et la nécessité de maintenir une relation privilégiée avec les indigènes, restaient également prédominantes. Encourager l'effort déployé par ces ksouriens pour entretenir leur foggara et leur palmeraie faisait partie de cette construction de la relation pacifiée et de cette reconnaissance de l'Autre. Aussi, pour soutenir la demande de subvention destinée au ksar du Moghar, l'administrateur du cercle d'Ain Sefra écrivait : « Le résultat immédiat des efforts faits par les travailleurs sous la direction du caïd Aissaoui El Habib a produit un contentement général. Les ksouriens, encouragés, ont fourni un travail important [...] Ainsi, la participation des bénéficiaires aux dépenses est largement intervenue pour la réalisation des travaux prévus pour l'année 1936. Il

serait souhaitable que ces travaux puissent être continués en 1937. [...] La méthode de travail essayée cette année s'est avérée excellente. Les ksouriens de Moghar méritent d'être encouragés et les efforts qu'ils ont faits en vue de l'amélioration de la culture du palmier... »<sup>70</sup>. Le commandant du cercle d'Ain Sefra mit également en exergue, pour les mêmes raisons, le rôle joué par le caïd dans cette affaire : il loua sa capacité à rassembler les moyens locaux dans la réparation de la foggara. En complimentant son relais institué auprès des populations, il le renforçait à la fois aux yeux des responsables supérieurs de l'administration française et vis-à-vis des autres ksouriens. Les premiers en constatant l'aptitude d'organisation du caïd, et les seconds en l'utilisant pour relayer leurs demandes, participèrent à consolider la légitimité et par conséquent l'autorité du caïd. « Il s'agit là, écrivait le commandant de cercle au sujet de la foggara de Moghar, de travaux de nécessité première dont l'importance dépasse de beaucoup la subvention qui pourrait être attribuée sous forme de secours. J'ajoute que si les possibilités budgétaires permettaient d'accorder une indemnité au caïd Aissaoui El Habib pour l'achat d'une noria, nous ferions œuvre équitable et utile, en ce sens que nous récompenserions les efforts d'un chef qui sait conduire ses administrés au travail, en même temps que l'utilisation d'une noria [...] pourrait servir d'exemple aux indigènes et les inciter à rechercher d'autres moyens d'irrigation »<sup>71</sup>. L'aide fut accordée par le commandant du territoire et par le GGA.

Pour autant, cet argumentaire et ces critères n'étaient pas toujours aussi décisifs. Les sollicitations continuaient régulièrement à parvenir des chefs d'annexe demandant des subventions pour différents projets et différents ksour, mais les réponses n'étaient pas constamment favorables. Les responsables centraux et les supérieurs hiérarchiques accordaient les aides avec parcimonie, et de plus en plus avec réticence. Ils considéraient que les programmes généraux devaient assurer toutes ces actions et que la maîtrise budgétaire était mise en péril avec cette manière de faire. Progressivement, les refus de subventions, pourtant reconnues nécessaires, devenaient plus nombreux.

En 1941, le chef d'annexe d'Ain Sefra fit une demande d'aides de la même nature que celle effectuée, en 1936, pour Moghar. Les ksour Moghar Tahtani, Moghar Foukani, Sfissif et Asla nécessitaient la réfection des ouvrages d'irrigation endommagés par des pluies. Le chef d'annexe

<sup>68</sup> Lettre au sujet de la réfection de la séguia Kebira de Béni-Ounif, le commandant militaire du territoire d'Ain Sefra, 5 août 1930, CAOM 24H158.

<sup>69</sup> Rapport du commandant du cercle d'Ain Sefra à M. le général commandant militaire du territoire d'Ain Sefra (A.L.), le 26 octobre 1936, CAOM 24H159.

<sup>70</sup> Lettre de l'administrateur de la commune mixte d'Ain Sefra à M. le commandant supérieur du cercle d'Ain Sefra, le 10 septembre 1936, CAOM 24H159.

<sup>71</sup> Rapport du commandant du cercle d'Ain Sefra à M. le général commandant militaire du territoire d'Ain Sefra (A.L.), le 26 octobre 1936, CAOM 24H159.

s'appuyant sur les mêmes critères et les mêmes préoccupations, argumenta sa demande en écrivant : « les ksouriens sinistrés ont accompli un effort important. Tous ces travaux ont été effectués gratuitement par les intéressés dirigés par leurs chefs indigènes. Ces efforts méritent à mon avis d'être soutenus »<sup>72</sup>. L'avis du commandant militaire du territoire fut pourtant négatif. Il estimait que la situation des cultivateurs des ksour de Moghar Tahtani, Moghar Foukani, Sfisifa et Asla était, certes, digne d'intérêt, mais qu'il n'y avait pas lieu de leur allouer des subventions chaque fois que des dégâts étaient causés à leurs jardins par des pluies. Il rappelait que, déjà en octobre 1938, les ksour de Moghar Tahtani et Moghar Foukani avaient bénéficié de « grosses subventions », et de secours en nature pour remettre en état leurs jardins et leurs séguis dévastés par les crues. Et de conclure dans sa lettre en écrivant : « Il y a lieu de ne pas encourager l'habitude de solliciter des secours après chaque pluie ». Par courrier du 19 août 1941, le gouverneur général soutint l'avis du commandant du territoire. Il considérait également qu'il y avait risque d'encourager la dépendance des indigènes. Il refusait par conséquent la demande d'aide du chef d'annexe.

Cet exemple permet de resituer la relation avec les indigènes dans l'ensemble des préoccupations institutionnelles d'alors. Cette relation constituait pour les administrateurs locaux une question essentielle ; en revanche, pour les responsables supérieurs, elle avait la même importance que la gestion des moyens budgétaires. Ainsi, les responsables du génie n'étaient pas les seuls à refuser une prédominance du rapport indigènes-Français et voulaient considérer tout autant d'autres facteurs.

#### II.1.1.2 - Équiper l'urbain indigène : intervenir à l'intérieur et à l'extérieur des ksour

Parallèlement à ces actions qui concernaient l'approche territoriale de l'espace indigène, des travaux étaient envisagés et réalisés à l'intérieur de l'espace ksourien. Ces équipements étaient essentiellement de petite dimension mais choisis pour leur importance stratégique. Les « grands équipements » étaient plus rares mais procédaient de la même méthode, c'est-à-dire une conception graduelle où les officiers essayaient d'adapter l'action aux modes d'appropriation indigènes.

#### a - Les petits projets : intervenir à l'intérieur de l'espace

##### indigène

L'action à l'intérieur de l'espace indigène s'accordait avec les petits équipements. Il s'agissait d'intervenir par « petites touches ». Néanmoins, ce qui facilitait l'acceptation de cette intrusion institutionnelle dans le monde indigène, c'était l'implication des cadis dans ces projets et leur conception en fonction des représentations indigènes. Ainsi, les opérations en matière d'équipement étaient réalisées pour :

- la construction ou la reconstruction des mosquées ;
- l'accès à l'eau potable (lavoir et fontaine...) ;
- la construction et l'aménagement de l'habitat ;
- les travaux destinés à l'aide des populations ksouriennes.

##### a.1 - Construction et réparation de mosquées

Aux yeux des officiers et des responsables français, les mosquées constituaient un lieu et une bâtisse importante dans la vie des indigènes. Ils y portaient une attention croissante en proposant des aides pour leur entretien et leur édification.

À titre d'exemple, en 1941, l'architecte-voyer proposa à ses supérieurs le projet de « réparation » de la mosquée de Sidi Bouktil, dans le ksar d'Ain Sefra. Il présenta au G.G.A. un dossier pour la reconstruction de la terrasse. Malgré l'insuffisance des moyens techniques et financiers, le responsable du G.G.A. fut favorable au projet. Il proposa, en raison de la pénurie en fer à ronds et par ailleurs de l'urgence du projet, de substituer la terrasse en ciment armé par une terrasse constituée de rails réformés avec vouutelettes en briques creuses. Cette solution avait été utilisée pour l'infirmerie de la Houillère de Kenadsa. Il semblait que les chemins de fer algériens disposaient encore des mêmes matériaux. Par conséquent, l'architecte adopta, pour la couverture des bâtiments, ce système de terrasse plus économique et surtout adapté aux moyens disponibles. « En conséquence, écrit l'architecte du GGA, si le principe de l'allocation de la subvention était admis, il conviendrait d'inviter les autorités locales à soumettre à l'approbation un avant-projet qui devra comprendre les dessins (plan, coupes, élévation) du bâtiment ainsi qu'un plan des fers et être accompagné d'un rapport dans lequel l'architecte-voyer

<sup>72</sup> Lettre du chef de l'annexe d'Ain Sefra à M. le colonel commandant militaire du territoire d'Ain Sefra, le 28 juin 1941, CAOM 24H159.

indiquera, la nature des maçonneries conservées et précisera si leur solidité est suffisante pour supporter la terrasse projetée. »<sup>73</sup>

Ainsi, constatant l'accord du *caïd* du ksar, le responsable du G.G.A. ne s'embarrassa pas de procédures et de détails techniques. Il rechercha l'efficacité en utilisant les moyens disponibles sur terrain. Le peu d'intérêt accordé par les indigènes à ces aspects structurels autorisait tout écart par rapport aux règles techniques et procédurales, pensait-on.

Il faut remarquer que l'intervention française se limitait à la mise à disposition des matériaux et à l'aide technique. La construction fut réalisée par les indigènes.

Encouragés, semble-t-il, par cette première opération, les responsables envisagèrent la construction de mosquées neuves pour les indigènes des ksours. Tel fut le cas de la mosquée de Béni Abbès. Le projet prit naissance lors de la délibération du 16 février 1946 de la commission municipale de Colomb-Béchar. Celle-ci signalait « l'utilité » que présentait la construction d'une mosquée à Béni Abbès, où n'existait aucun établissement religieux, alors que ce centre était un lieu qui attirait de nombreux voyageurs tant Européens qu'indigènes. La dépense pour la construction de cette mosquée devait être en majeure partie versée par les « fidèles » de la région. Toutefois, l'assemblée communale avait décidé d'inscrire un crédit de 15 000 f comme participation de la commune. Une demande de subvention de 65 000 f fut également adressée à l'administration centrale des *Territoires du Sud*. Cette dernière répondit favorablement au commandant du territoire : « la réalisation envisagée constituerait une bonne propagande française. Vous avez, de votre côté, appuyé d'un avis favorable cette demande en raison de la portée politique du projet dont il s'agit. »<sup>74</sup> Cette intervention institutionnelle, toujours sous-tendue par des préoccupations stratégiques, fut également l'occasion de prescrire des solutions dans un domaine jusqu'alors peu abordé : l'esthétique des espaces destinés aux indigènes. Le responsable des TDS après examen du dossier, écrivait au sujet de la mosquée de Béni Abbès : « Il convient, en effet, d'alléger le minaret en réduisant de 5 m à 4 m la largeur de sa base et d'élever le portique d'entrée jusqu'au niveau de la coupole, laquelle doit constituer un couronnement d'ouvrage. »<sup>75</sup>

<sup>73</sup> Note de service du GGA, le 24 juin 1941, CAOM.

<sup>74</sup> Lettre de la direction des T.D.S. (GGA) à Monsieur le commandant militaire du territoire d'Ain Seffa,

le 17 mai 1946, CAOM 24H163.

<sup>75</sup> Ibid.

Pour les responsables, les projets de construction ou de restauration de mosquées furent l'occasion d'exprimer leur intérêt pour l'espace indigène, y compris dans leurs aspects esthétiques et plastiques. Les avis restaient néanmoins extrêmement rares et occasionnels à ce sujet. Les interventions institutionnelles se cantonnaient, pour la plupart, à une participation financière, technique et en matériel, laissant la plus grande liberté d'expression au mode de production indigène.

## a.2 - L'amélioration de l'accès à l'eau potable

Dès le début de l'occupation française, l'accès à l'eau potable posa problème aux « aménageurs », particulièrement à travers les modes d'appropriation des indigènes. À partir de 1930, pour améliorer et faciliter l'accès à ce « service », les solutions consistèrent en l'introduction de lavoirs, d'abreuvoirs et de puits à l'intérieur des espaces ksouriens. Ces projets ne présentaient pas beaucoup de difficultés puisque les relations régulières, établies entre Français et indigènes pour ce type d'installation, s'étaient inscrites dans un *modus operandi* implicite.

En 1938, par exemple, la commune du Touat-Gourara procéda à une série de petits équipements. Le 12 octobre 1938, le président de la commune, constatant l'extension rapide du village nègre (250 habitants), fit construire une fontaine-abreuvoir à l'intérieur du village, près d'une séguia détériorée<sup>76</sup>. Un mois plus tard, la commission communale s'apercevait que l'emplacement où les indigènes d'Adrar, du ksar d'Ouled Oucher et du village nègre lavaient leur linge, était devenu « malpropre et malsain ». Il devenait par conséquent urgent d'installer un lavoir ainsi qu'une fontaine à cet endroit. Ce que le président de la commune décida en en référant aux *caïds* des tribus concernées, puisque cet espace était principalement utilisé par leurs femmes.<sup>77</sup>

À Timimoun, entre 1931 et 1936, plusieurs abreuvoirs furent construits à proximité du ksar, à la suite des conflits apparus entre nomades et ksouriens. Ils furent utilisés également par certains quartiers du village européen. De la même manière, les ksour du Tinerkouk, situés entre Timimoun et Goléa, virent des puits et des fontaines créés pour les caravanes et les voyageurs.

<sup>76</sup>

Extrait de délibération de la commune indigène du Touat-Gourara, le 12 octobre 1938, Adrar, CAOM 24H200.

<sup>77</sup> Extrait de délibération de la commune indigène du Touat-Gourara, le 14 novembre 1938, CAOM 24H200.

Ces puits servirent aussi d'appoint aux habitants puisqu'ils étaient installés à proximité ou à l'intérieur des ksour à la demande des caïds. Ces derniers firent valoir leur capacité à protéger et à entretenir de tels équipements.

Il serait fastidieux d'énumérer, de façon exhaustive et dans le détail, l'ensemble de ces petits projets. Dans les chapitres précédents, nous en avons montré les enjeux et avons analysé de quelle manière ils engageaient la relation entre le mode institutionnel et le mode indigène. Ils montrent, à partir de 1930, que l'introduction d'équipements à l'intérieur des espaces indigènes participait de la nouvelle méthode institutionnelle.

### a.3 - Construction et aménagement pour l'habitat ?

L'attention portée par les communes à l'habitat indigène et à son aménagement, après 1930, était une nouveauté. Cet écart de la règle de l'extériorité restait, comme pour les équipements, limité et ne constituait pas une tentative de contrôle ou de réduction de la liberté d'action des indigènes dans leur espace.

L'intervention institutionnelle ne tenait souvent qu'à une aide financière destinée à la construction ou à la reconstruction d'habitations détruites (par des pluies).

En 1944, par exemple, l'annexe du Touat-Gourara, avait été affectée par des pluies importantes, et des précipitations avaient causé de graves dégâts aux constructions et aux habitations. Le compte-rendu du capitaine d'Exéa donne une idée des premiers dégâts constatés ; selon lui, toutes les constructions auraient souffert. Il estimait, en particulier, que toutes les terrasses étaient à refaire. Dans certains bâtiments, des pièces entières étaient à reprendre. Dans les ksour, le nombre des maisons indigènes qui se seraient écroulées, était « très important et dans plusieurs tribus, on déplore des blessés et des morts ». Nous insistons ici sur l'ampleur des dégâts relatés par le rapport de l'officier local, car les aides accordées par l'administration française dans ce genre de situation étaient très rares. Elles venaient pallier des situations de catastrophe grave telle que celle que connut Timimoun en 1944. Face à ces conditions exceptionnelles, le commandant du territoire accorda des aides pour Timimoun. Il expliqua alors : « Quand on connaît le mode de construction en cause dans les oasis du Gourara et du Touat, on peut sans peine se faire une idée du désastre. Le commandant Murat a donné, sur

place au chef d'annexe d'Adrar et au chef de poste de Timimoun les instructions voulues pour que des premiers secours soient distribués. »<sup>78</sup>

Quelques mois plus tard des aides financières furent distribuées par l'intermédiaire des caïds. Les officiers recommandèrent, à cette occasion, la construction avec des matériaux « modernes ». Cette seule intervention sur les modalités techniques d'édification des habitations resta en définitive lettre morte, puisque la terre crue fut principalement utilisée.

Les interventions dans ce domaine touchaient ainsi rarement la construction des habitations proprement dites. L'aménagement des espaces extérieurs constituait l'essentiel de l'intrusion institutionnelle dans le territoire urbain des indigènes : aménagement des rues et des places, construction de trottoirs, mise en place des pavages... Ainsi, en 1930, la commission municipale d'Ain Sefra établit son programme pour l'entretien des rues, des places, des plantations et des pépinières<sup>79</sup>. À cette commission était invité le caïd d'Ain Sefra car il fallait son accord pour mettre en œuvre le pavage de la principale voie reliant le ksar à la ville, ainsi que certaines ruelles à l'intérieur du ksar.

En 1938, pour Mécheria, l'architecte-voyer prévoyait la construction de trottoirs et de caniveaux y compris dans les zones occupées par les indigènes. Il écrivait dans son rapport : « Cette année l'effet portera sur la partie sud-est de l'agrandissement où sont construits de nombreux immeubles sur des lots à bâtir vendus par la commune aux particuliers, dont beaucoup d'indigènes. Rappelons que les conditions de vente obligeront les acquéreurs à payer à titre de quote-part pour la construction future de ces trottoirs, des sommes en rapport avec les longueurs bordant leurs lots. Aussi, convient-il maintenant que la commune remplisse à son tour les obligations ainsi contractées. »<sup>80</sup>

### a.4 - « Les chantiers de charité » : l'occasion d'un échange entre les deux modes de production de l'espace

L'appauvrissement des populations du Sud et la sensibilité accrue des responsables vis-à-vis des difficultés sociales les conduisirent à proposer un certain nombre de palliatifs. Parmi ces solutions d'urgence, des travaux

<sup>78</sup> Lettre du lieutenant colonel Natal, commandant du territoire d'Ain Sefra, à M. le gouverneur général d'Algérie, le 20 novembre 1944, CAOM 24H200.

<sup>79</sup> Note de Service, Alger, le 17 juin 1930, signé de l'ingénieur des ponts-et-chaussées, chef du service des T.P. des TDS, CAOM 24H158.

<sup>80</sup> Extrait du rapport de l'architecte-voyer sur la construction de trottoirs et de caniveaux en 1938, le 27 mai 1938, CAOM 24H180 (plan joint).

étaient engagés pour permettre aux habitants d'accéder à un revenu, pendant de courtes périodes de l'année (2 à 3 mois).

Ainsi peut-on lire, dans une note de la direction des TDS de 1934: « *Les propositions du chef de poste du Gourara sont inspirées par celle de venir en aide à la population qui risque de souffrir de la faim à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1935. De ce fait, certains travaux de pistes envisagés sont peut-être d'utilité contestable, mais l'obligation d'éviter de déplacer trop loin de leur résidence les familles des travailleurs a conduit l'autorité locale à répartir les travaux dans tous les caïdats.* »<sup>81</sup>

Ces actions se multiplièrent dans l'ensemble des communes, particulièrement après la seconde guerre mondiale. Elles consistaient, pour la plupart, en la réfection de routes et de chemins. Bien que ces travaux et leurs motivations fassent l'objet d'une réflexion particulière dans le cinquième chapitre de cette thèse, nous avons voulu, ici, noter leur importance comme l'occasion de nombreux contacts entre les deux modes de production de l'espace. D'une part, ils représentaient une conjoncture favorable pour intervenir sur des essais utilisés par les indigènes, et d'autre part, ils étaient les lieux propices pour que les habitants autochtones apprennent les techniques et les modes de faire institutionnels. C'est à partir de ces « chantiers de charité » que nombre d'indigènes furent recrutés et intégrés dans des projets plus réguliers de constructions des habitations européennes ou des projets d'équipement.

D'autres situations de collaboration (l'appel aux artisans locaux pour la réalisation de décors sur plâtre, la construction des chemins de fer et poteaux télégraphiques...) furent des situations propices à ce type d'échange.

#### **b - Les grands équipements : la confirmation du principe d'extériorité**

Pour les grands travaux et les grands équipements, l'intervention restait à l'extérieur des espaces indigènes.

Ainsi, la commune du Touat-Gourara<sup>82</sup> programma, en 1939, un nombre important d'équipements (la construction d'un foundouk à Adrar, la construction d'un pavillon destiné aux réunions du Medjelés de Timimoun, etc.) Ces édifices étaient installés sur des terrains du domaine public ou de la

<sup>81</sup> Note de service, direction des TDS, service des T.P. (signé par l'ingénieur des ponts-et-chaussées), 15 novembre 1934, CAOM 24H200.

<sup>82</sup> Extrait de la délibération de la commune indigène du Touat-Gourara, février 1939, CAOM 24H200.

commune. Ils étaient situés à l'extérieur des espaces proprement indigènes mais demeuraient non loin d'eux.

En revanche, les infrastructures, particulièrement les réseaux d'AEP, continuaient à poser problèmes. En effet, les solutions négociées dans les années 1910 et 1920 perturbèrent l'entretien du réseau et son extension ultérieure. L'exemple du réseau d'AEP à Ain Sefra illustre cette situation conflictuelle, opposant la recherche d'une gestion rigoureuse des installations (par l'architecte-voyer) et un mode d'appropriation local et traditionnel. En 1947, trois sources principales d'eau alimentaient l'agglomération d'Ain Sefra. Elles semblaient suffire aux besoins malgré la ponction faite pour le ksar et certains jardins de la palmeraie, ponction qui avait fait l'objet d'un accord entre le chef d'annexe, le chef du génie et le caïd du ksar. Néanmoins, au courant de la même année, l'architecte-voyer faisait le diagnostic suivant concernant le réseau de distribution : « *ce réseau est en pleine anarchie : aucun plan n'a pu en être levé, et les fonctionnaires municipaux eux-mêmes ignorent totalement où passent les conduites ; les branchements clandestins se sont multipliés. Les conduites fortement entartrées, sont très usées [...]. Le manque de compteurs crée un gaspillage insensé. Dans ces conditions une solution s'impose : refaire totalement le réseau actuel* »<sup>83</sup>. Cette solution devait néanmoins intégrer un obstacle majeur : la prise en charge des indigènes, principaux consommateurs dépourvus de compteurs et dispensés du paiement régulier de leur consommation. Ainsi qu'il ressort du rapport de l'architecte-voyer, la population agglomérée était de 1329 habitants en 1947 ; la population du village nègre (desservi par borne fontaine) se montait à environ 500 habitants. La population du ksar n'était pas recensée, étant donné qu'elle était alimentée par un captage qui lui était propre. Pour l'architecte-voyer, le problème du village indigène devait aller en s'aggravant puisqu'il prévoyait un accroissement de 50 % pour la population européenne et de 100 % pour la population musulmane du village (en 60 ans environ). La tentation était alors grande d'intervenir dans les périmètres indigènes, pour y contrôler la consommation et y assurer l'entretien. L'architecte se résolut à adopter une autre solution en réalisant l'impossibilité d'une telle intrusion. Il décida d'écarter le ksar de son projet et de s'occuper du village nègre auquel il attribua une nouvelle borne fontaine. De cette manière, il octroya aux indigènes deux fois et demi moins d'eau potable qu'aux

<sup>83</sup> Rapport de l'architecte-voyer de Colomb-Béchar sur l'alimentation en eau potable d'Ain Sefra, réfection du réseau de distribution urbaine, le 1<sup>er</sup> mai 1947, CAOM 24H159.

Européens. Suite aux protestations du caïd et de quelques représentants municipaux, l'architecte-voyer accorda d'autres bornes fontaines supplémentaires mais exigea que les canalisations fussent installées à l'extérieur du village nègre, autorisant ainsi un entretien régulier et un contrôle plus ferme.

## II.1.2 - Les équipements communs aux Européens et aux indigènes : hésitations et tentations autoritaires

Nous évoquons, à présent, les décisions, les actions et les récits qui laissent entrevoir les hésitations concernant la méthode d'équipement fondée dès 1881 sur la reconnaissance des droits et des usages indigènes. Les témoignages présentés ci-dessous, montrent les tentatives de réadaptation de cette méthode et les tentations de retourner aux solutions radicales qui ignoraient les habitants autochtones et leurs spécificités.

### II.1.2.1 - Encadrer ou contrôler la production spatiale indigène ?

Avec l'affaiblissement des relais sociaux et la croissance du nombre d'équipements, les décideurs tentèrent, avec beaucoup de peine, de contrôler les différentes initiatives individuelles. Ces décideurs se trouvèrent confrontés, plus particulièrement, aux actions et aux modes d'appropriation indigènes qu'ils éprouvaient de la peine à appréhender, à comprendre et donc à maîtriser. Ces difficultés les conduisirent souvent à recourir aux règlements. Nous retraçons, ici, les principaux traits de ces tentatives de contrôle du mode de production indigène, tentatives oscillant entre les expériences de réglementation « adaptée » et les affirmations réglementaires autoritaires.

#### *a - Essais de maîtrise par des règles ouvertes à la négociation*

Dans les premières années de la décennie 1930, les autorités supérieures, en charge de l'administration des *Territoires du Sud*, s'interrogeaient sur le manque de textes réglementaires dans les communes sahariennes, et recommandaient leur mise en place. Parallèlement, les officiers et les responsables locaux se trouvaient progressivement dépassés par la forte croissance urbaine des centres urbains. Ceux-ci appelaient un renouvellement et une extension des équipements et des infrastructures.

Dans ce contexte, la commune mixte de Géryville entreprit, en 1930, la mise en place d'une réglementation du service d'AEP. Dans un premier temps, le projet de règlement pour la distribution des eaux, adopté par la commission municipale<sup>44</sup>, le 15 novembre 1930, ne reçut pas l'approbation du gouverneur général. Afin de procéder à un correctif, ce dernier fit parvenir au chef d'annexe un modèle de règlement établi par le service des travaux publics en vigueur dans le Nord de l'Algérie. En août de la même année, le président de la commune présentait à la commission municipale un second projet de règlement, rédigé conformément au modèle. Il obtint alors le visa du gouverneur général.

L'usage des modèles réglementaires provenant du Nord ne signifiait pas leur reproduction intégrale. Des adaptations étaient revendiquées et introduites par les responsables locaux (malgré la pression des supérieurs hiérarchiques). Ainsi, pour l'adoption du règlement des services des eaux de Géryville, un habitant, membre élu de la commission municipale, exprima sa crainte que l'application de l'article 13 ne donne lieu à des abus. Cet article stipulait que dans toutes les rues et voies publiques où il n'y avait pas de conduites de distribution, les riverains voulant obtenir des concessions pouvaient demander l'installation d'une canalisation ; chacune de ces demandes devait être soumise à une délibération de la commission municipale qui décidait de la construction effective si les demandes étaient assez nombreuses. Ce membre de la commission municipale demanda une application souple de cet article, étant entendu par exemple que, pour les quartiers en voie de construction en 1930, la commune ne devait pas tirer argument de ces prescriptions pour se soustraire à l'obligation de poser des bornes fontaines et par suite, d'assurer à ses frais l'installation d'une canalisation. Cette intervention permit ultérieurement aux indigènes d'obtenir le prolongement, dans leurs quartiers, du réseau d'AEP, et ce malgré les réticences régulières exprimées au sein de la commission municipale.

D'autres interventions permirent de rendre la réglementation moins contraignante. Elles n'en éliminèrent pas pour autant les pesanteurs administratives et les interdictions coercitives. Ainsi, pour le règlement du service des eaux de Géryville, la bureaucratisation des procédures était claire et constituait un obstacle pour les indigènes.

<sup>44</sup> Extrait du registre des délibérations de la commission municipale de la commune mixte de Géryville, le 29 août 1931, CAOM 24 H 170.

Le second article de ce règlement définissait d'une manière précise la forme que devait prendre une demande de concession. Il stipulait qu'elle devait être adressée par lettre recommandée au chef d'annexe, administrateur de la commune, et être conforme à un modèle. Elle devait indiquer en particulier : l'usage auquel l'eau était destinée, la rue et le numéro de l'immeuble à desservir, le nom du propriétaire... Chacune de ces demandes devait être soumise à une délibération de la commune mixte.

D'autres types de contraintes peuvent être relevés ainsi que les marges de négociation qu'elles ménageaient. Les articles 7 et 9 essayaient de mettre un terme à des pratiques indigènes considérées comme anarchiques. Tout en dictant nombre d'interdits, ils laissaient la porte entrouverte à quelques dérogations, négociées et accordées par le chef d'annexe.

Ces actions étaient interdites uniquement quand elles n'avaient pas « obtenues au préalable l'autorisation écrite du service des eaux » ; d'où les opportunités de dérogations.

L'article 7 atténuait, encore plus, la portée de ces interdictions qui touchaient directement les pratiques indigènes. Il stipulait qu'un seul branchement pouvait alimenter un ou plusieurs immeubles si ces immeubles appartenaient au même propriétaire et n'étaient séparés que par un mur mitoyen ou une cour. Tout concessionnaire devait obtenir à ses frais les autorisations pour l'occupation du domaine public ou privé nécessaire à l'installation du branchement de sa concession. Il était donc permis aux familles indigènes de regrouper plusieurs parcelles et d'y implanter plusieurs bâtisses tout en obtenant les installations nécessaires.

Les articles 13 et 14 indiquent un éloignement du dispositif incitatif et volontariste. Désormais, les responsables satisfaisaient les besoins en équipements en fonction des subventions et reportaient l'intégralité des charges sur les redevances des habitants. L'article 14 était précis à ce sujet : « Pour alimenter en eau potable les lotissements, les propriétaires dont les terrains seront divisés par lots et dont la voirie aura été acceptée par la commune, devront s'entendre avec le service des eaux pour l'établissement à leurs frais exclusifs du réseau des canalisations »<sup>85</sup>. L'investissement financier ajouté à la lourdeur de cette procédure n'était pas de nature à favoriser l'accès des indigènes à ce service car ne faisant pas partie de leurs us et coutumes. Néanmoins, les responsables avaient l'avantage de pouvoir réunir, dès leur installation, un nombre suffisant de demandes pour inciter (ou même obliger) les services des eaux et la commission municipale à procéder aux premiers travaux pour l'AEP.

<sup>85</sup> *Projet de réglementation du service des eaux, juin-septembre 1931, CAOM 24H170.*

## ***b - Tentatives de contrôle par des interdictions et des incursions dans « le domaine privé »***

Parallèlement à ces tentatives de maîtrise de l'espace par une formalisation des procédures et par des interdicts autorisant des négociations, les responsables ont envisagé des méthodes plus intransigeantes.

Ainsi, en 1931, les responsables de la commune d'Ain Sefra décidèrent de mettre en pratique un ancien règlement de voirie adopté en 1909, mais inutilisé des années durant<sup>86</sup>. Lors de sa première approbation, le général Lyautey préféra suspendre l'application de ce règlement, car il craignait une réaction de rejet catégorique, peut-être même violent de la part des habitants, particulièrement les indigènes. L'objectif était clair : « permettre aux chefs d'annexe [...] d'obtenir par la négociation avec les chefs indigènes ce que les règlements empêchent par leur arrogance »<sup>87</sup>.

En 1931, devant la perte inexorable en efficacité des relais sociaux, l'architecte-voyer fit appel à cet ancien règlement. Il entendait l'appliquer à l'intérieur des quartiers indigènes du village et ultérieurement aux principales voies du ksar. Il en proposa des modifications pour mettre en place un dispositif efficace de protection de l'espace public et des voies de circulation. Ainsi, le règlement se présentait comme un ensemble d'interdictions sur l'usage et la construction des voies publiques, interdictions reproduites à partir des modèles adoptés, au début du siècle, dans le Nord de l'Algérie.

Le premier article stipulait que nul ne pouvait, sans autorisation préalable, faire un ouvrage touchant à la conservation de la voie publique ou à la facilité de circulation le long des chemins, des rues et des places publiques. Il précisait une série d'interdits (faire sur ces chemins, rues et places ou leurs dépendances, une tranchée ouverte, de construire, reconstruire, ou réparer un bâtiment, mur ou clôture quelconque à la limite des rues et des chemins, etc. L'article 8 venait compléter cette liste d'interdictions.

Enfin, les articles 10 et 11 apportaient des interdicts particuliers. Le premier précisait que les propriétés riveraines situées en contrebas de la voie

<sup>86</sup> Commune mixte d'Ain Sefra, arrêté établissant un règlement de voirie applicable aux centres d'Ain Sefra et de Beni Ounif, 15 janvier 1909, CAOM 24H157.

<sup>87</sup> Note interne de la commanderie du territoire militaire d'Ain Sefra, signée pour Lyautey, 1909, SHAT.

publique devaient recevoir les eaux qui en découlaient naturellement. Le second empêchait de pratiquer, dans le voisinage de la voie publique, des excavations de quelque nature que ce soit, si ce n'était aux distances déterminées par l'architecte-voyer.

Ces interdictions s'opposaient, presque terme à terme, à un ensemble d'appropriations indigènes de l'espace. Nous comprenons dès lors pourquoi le général Lyautey suspendit l'application de ce règlement pour le village d'Ain Sefra.

Mieux encore, les interdits ne se limitaient pas aux seules voies publiques, ils prétendaient également réguler l'intérieur de l'espace privé des particuliers (des indigènes). Poursuivant dans sa recherche du contrôle systématique, l'architecte-voyer finit par inscrire des règles touchant à la construction même des bâtisses et donc à l'aménagement intérieur des parcelles. Ainsi, dans l'article 4 de ce règlement, les constructions en saillie sur les alignements d'un plan approuvé de façon régulière, n'étaient autorisées que si elles n'avaient pas pour effet de consolider le mur de la façade. L'article 6 envisageait, pour la première fois, la destruction par l'administration d'une bâtisse située à l'intérieur d'une parcelle privée. Ainsi, lorsqu'une construction en bordure de la voie publique menaçait ruine, et que « la sûreté publique était en danger », le péril constaté par l'architecte-voyer pouvait faire l'objet d'une injonction de démolir dans un délai déterminé. En cas de péril imminent, la démolition d'office des constructions pouvait être ordonnée d'urgence.

Cette intervention entraînait, elle aussi, en contradiction avec les pratiques ksouriennes. Dans la tradition indigène, une habitation pouvait être abandonnée et laissée en ruines pendant plusieurs années sans que cela ait posé problème. Les populations récupéraient alors, au fur et à mesure de la détérioration de la bâtisse, les pierres, la terre et les troncs pour la construction d'autres habitations. Ces ruines ne représentaient pas un danger (habitations d'une faible hauteur pour la plupart) aux yeux des ksouriens. Elles ne constituaient pas un encombrement des voies publiques. Quand des matériaux débordaient des limites d'une parcelle au point de gêner l'usage de l'espace public, les habitants les remettaient à l'intérieur de manière à dégager le passage, si tant est que les matériaux n'aient pas été récupérés auparavant pour d'autres chantiers.

La destruction volontaire et administrative d'un édifice privé, acte grave aux yeux des indigènes, fut inscrite, à plusieurs reprises, dans le règlement comme une décision possible et justifiée, presque banalisée. Ainsi, dans

l'article 9, si la circulation sur la voie publique était gênée par une œuvre quelconque, cette œuvre devait être détruite d'office, après une simple sommation administrative, et les lieux rétablis dans leur ancien état au frais et risques de celui à qui elle appartenait.

Enfin, l'intervention à l'intérieur d'une parcelle et sur une bâtisse trouva sa traduction dans l'article 12 par une régulation stricte des dimensions et des composantes de façades. Nous retrouvons une liste de dimensions pour les saillies mobiles et un ensemble de taxes en fonction du mètre de façade, du nombre de balcons et de fenêtres. L'anachronisme des objets architecturaux, ici réglementés, sans lien avec l'architecture locale (corniches, pilastres...), y compris la plus occidentalisée, illustre l'importation-reproduction des règles du Nord. Le dispositif réglementaire adopté ne pouvait qu'être en contradiction avec les pratiques et les formes architecturales et urbaines locales.

Plus globalement, nous pouvons constater une forte formalisation des procédures et donc une bureaucratisation qui constituait en soi un obstacle à la participation des indigènes dans la construction et dans la gestion de l'espace. Les demandes et les autorisations décrites dans le règlement ne pouvaient être présentées en bonne et due forme par une majorité des habitants autochtones. Le premier article précisait, par exemple, que toute demande d'autorisation des ouvrages particuliers et temporaires sur la voie publique devait être présentée sur papier timbré. Selon l'article 2, les autorisations devaient être délivrées par le capitaine chef d'annexe sur l'avis de l'architecte-voyer. Toutes ces subtilités procédurales, essentielles aux yeux de l'architecte-voyer, ne pouvaient qu'échapper aux habitants autochtones. Ainsi, outre les difficultés de mise en forme administrative, les délais d'obtention des autorisations auraient été incompréhensibles pour des indigènes habitués à traiter directement avec les chefs d'annexe et à connaître les décisions dans l'immédiateté de la négociation. Plus encore, les refus d'autorisation justifiés par un défaut de document ou par un manquement à la procédure, auraient été inacceptables pour les autochtones. Le responsable des A.I. à Ain Sefra ne trouvait à cette réglementation que des inconvénients et peu ou pas d'avantages.

Il faut noter la position prédominante accordée par le règlement à l'architecte-voyer et au directeur du domaine. Leur avis n'était plus consultatif mais devenait décisif dans la plupart des situations considérées. Le chef d'annexe voyait par conséquent ses prérogatives réduites dans le cheminement théorique de la décision. Selon le règlement, il ne pouvait plus,

L'objectif n'était alors plus de rendre possible une présence française pacifiée et d'assurer le fonctionnement des centres dans le Sud, mais l'heure passait progressivement mais inexorablement à la mise en œuvre d'une conception et d'une image particulière de la ville. Cette vision rejoignait la démarche planificatrice et programmatrice. Mieux, elle s'en emparait. Il y avait là une inversion de la démarche qui avait prévalu chez les chefs d'annexe et les officiers des A.I. avant 1930 : de la gestion des moyens disponibles visant une coexistence « intercommunautaire » négociée, on passe à l'esquisse d'un fonctionnement social unique recherchant les moyens de sa mise en œuvre. Cette inversion restait d'abord abstraite et inscrite dans les règlements et les programmes. Elle n'avait qu'un faible d'impact sur la réalité des événements, ses conceptions ne semblaient pas être l'apanage de la majorité des responsables « centraux ». Néanmoins, ceux-ci faisaient parfois pression sur leurs subalternes, auteurs des choix opérationnels, pour obtenir l'interdiction de telle construction indigène ou l'application d'une règle particulière. Les chefs d'annexe, à leur tour, n'obtenant pas des résultats rapides par la négociation, étaient parfois tentés d'user des méthodes autoritaires justifiées par des règlements tout aussi autoritaires.

#### II.1.2.2 - Les moyens financiers défavorables à la prise en compte des indigènes

Durant les années 1930-1940, nous pouvons distinguer deux types de villes, selon le financement de leurs équipements :

- celles gérées au plus près des moyens disponibles, où les indigènes étaient pris en compte (leurs apports et leurs besoins) ;
- les grandes villes (en réalité ici, Colomb-Béchar) où, ayant décidé une promotion urbaine intensive, les responsables investirent beaucoup de capitaux, reléguant, par la même, l'espace indigène au second plan de leurs préoccupations.

Pour la construction des équipements à Colomb-Béchar, les responsables firent appel à la participation de la Houillère de Kenadsa mais surtout à d'importantes subventions de la direction des *Territoires du Sud*. Les prêts jouaient également un rôle non négligeable et étaient obtenus grâce aux garanties du gouvernement général. La perspective d'une forte croissance économique de la commune venait encourager cette confiance des établissements de crédits. Seuls les secteurs qui prenaient traditionnellement en compte l'équipement des indigènes, continuèrent à le faire.

Ainsi, l'inspecteur général de l'enseignement des indigènes se rendit à Colomb-Béchar et à Kenadsa en 1941 pour étudier sur place la scolarisation européenne et indigène<sup>92</sup>. Après accord avec le commandant du territoire d'Ain Sefra, le chef d'annexe de Colomb Béchar, le chef de poste de Kenadsa, le sous-directeur de la Houillère, il présenta le programme complet des écoles et classes à construire. De la même manière, un programme d'entretien des centres de santé fut établi pour la commune.

En dehors de ces deux domaines, l'enseignement et la santé, les autres équipements programmés à Colomb-Béchar étaient conçus en faisant peu cas des habitants non européens. Ceux-ci étaient même rejetés à l'extérieur des zones d'extension comme nous l'avons signalé plus haut. Le programme des travaux d'équipement à l'occasion du plan d'extension de Colomb-Béchar est éloquent à ce propos. Hormis le bureau des *Affaires indigènes*, l'ouvroir des sœurs, l'infirmerie indigène de Kenadsa et les bains maures, tous les équipements étaient destinés aux Européens. Les concepteurs du programme pensaient écarter ainsi l'ensemble des problèmes liés à la présence des indigènes dans une ville et à la mise en œuvre de leurs modes spécifiques d'appropriation de l'espace. De la stratégie du contournement ou de la négociation, les responsables du plan de Béchar passèrent à l'élimination de « l'obstacle indigène » en ignorant, ou au mieux, en minimisant son importance.

<sup>92</sup> Lettre du recteur de l'académie d'Alger à M. le gouverneur général (direction des TDS), le 16 décembre 1941, CAOM 24H161(plan).

dès lors, négocier aussi librement les solutions intermédiaires. La réduction de ses marges de manœuvre ne signifiait pas dans ce règlement son annulation puisqu'il restait le président de la commission municipale, c'est-à-dire de l'institution qui, en définitive, validait ou invalidait les procédures.

Dans les faits, l'application de ce règlement s'avérait difficile, notamment à Ain Sefra. L'architecte-voyer ne tenta pas longtemps de mettre en œuvre ces règles pour le ksar. Il limita ses interventions au village où elles conduisirent à des conflits avec les habitants, particulièrement les indigènes. Le chef d'annexe garda une partie de son rôle de représentant de l'autorité française et de négociateur tout en prenant en compte les recommandations de l'architecte-voyer et du directeur du domaine, souvent relayés par les supérieurs hiérarchiques.

Néanmoins, ces règlements, peu appliqués et sans grande emprise sur les réalités locales, reflètent les motivations et les représentations en œuvre dans l'aménagement de l'espace et dans la conception des équipements. L'infléchissement de ces représentations vers un contrôle accru a, lui, un impact indirect mais essentiel sur la gestion de la relation entre les deux modes de production de l'espace. L'attitude du lieutenant colonel Liebray, commandant du territoire d'Ain Sefra, au sujet de la salubrité de certains quartiers de Colomb-Béchar illustre cela :

*« J'ai pu constater, dans le centre de Colomb-Béchar, à côté des quartiers qui font honneur aux efforts d'urbanisme de l'autorité locale, l'existence de nombreux endroits délaissés, sales, qui séparent l'ensemble. L'un des plus caractéristiques à cet égard est le quartier où se trouve massée la population israélite<sup>88</sup>. Cette agglomération d'immeubles insalubres, longeant les rues dénivellées, sans trottoirs ni caniveaux, est un danger pour la salubrité publique. À toute heure du jour et de la nuit, les habitants projettent sur la voie publique leurs latrines et leurs eaux usées sans aucun souci du lieu, de l'heure et des gens qui circulent. Les rues sont ainsi transformées en véritables cloaques malodorants et insalubres. Les alentours de l'hôtel du territoire notamment donnent un exemple typique de cet état des choses. En particulier, il existe à l'entrée de la rue Isabelle-Eberhart, un égout qui ne peut évacuer toutes les déjections apportées par la population juive avoisinante, et le trop plein s'écoule en larges flaques*

<sup>88</sup> C'est en réalité un quartier habité aussi bien par des israélites que par des musulmans. Ces habitants de religion ou de naissance juive sont les israélites des petits ksour du Touat et de Tamentit pour certains. En considérant la période historique (1942), nous pouvons nous expliquer que le commandant du territoire ne nomme pas ce lieu « quartier indigène » comme à l'accoutumée mais le désigne par « quartier israélite ».

*sur la place Lutaud, pénétrant jusque dans la cour du territoire. Je n'ignore certes pas les difficultés rencontrées pour obtenir de cet agglomérat de gens qui n'ont aucun souci d'hygiène, des habitudes de propreté, mais j'estime que des efforts énergiques et constants doivent être poursuivis pour faire disparaître peu à peu la malpropreté et l'aspect lépreux de ces quartiers. Profitant du renforcement momentané du personnel de votre annexe, il apparaît qu'il serait opportun de désigner un de vos officiers pour s'occuper spécialement de cette question, et, par des inspections fréquentes s'assurer de l'exécution des ordres donnés. La police locale devra se montrer plus active. Des lieux et des heures seront fixés par arrêté pour l'évacuation des eaux ménagères. Des amendes sanctionneront les infractions, restant entendu que cette reprise en mains devra se faire progressivement et sans brutalité, l'amende n'intervenant que si les observations préalables sont restées sans effet. Des chefs d'îlots responsables pourront être désignés dans chaque quartier. La construction de trottoirs et le nivellement des rues devront être poursuivis, les façades des immeubles recrépies et reblanchies. [...] J'attacherai du prix à ce que, pour le 1<sup>er</sup> février au plus tard, l'aspect du centre de Colomb-Béchar se soit amélioré nettement, dans le sens indiqué par la présente lettre.»<sup>89</sup>*

Cette lettre résume d'une manière spectaculaire et violente<sup>90</sup> les idées et les conceptions qui sous-tendent, d'une manière explicite ou implicite, les essais de contrôle du mode d'appropriation autochtone. Écrite en 1942, elle révèle également l'inefficacité des règlements mis en place dès le début des années 1930 pour le contrôle de la production de l'espace ou l'usage des équipements. Cette inefficacité semblait encourager les responsables à user de plus d'autoritarisme et de règles sévères vis-à-vis des indigènes. Enfin, cette missive montre comment les pratiques des ksouriens apparaissaient de plus en plus insupportables et inacceptables aux yeux de certains officiers. Ces derniers considéraient que leurs villes et leur plan d'urbanisme devaient correspondre à une idée précise de l'espace civilisé « salubre et beau, digne représentation de l'action française dans ces régions. »<sup>91</sup>

<sup>89</sup> Lettre du lieutenant-colonel Liebray, commandant militaire du territoire d'Ain Sefra à M. le chef d'annexe, administrateur de la commune mixte de Colomb-Béchar, le 11 janvier 1942, CAOM 24H163.

<sup>90</sup> Il est clair que ce regard négatif, voire méprisant, porté sur les établissements indigènes est présent depuis le début de l'occupation française, mais il est resté, jusque-là, enfoui en arrière-plan lors des prises de décision.

<sup>91</sup> Lettre du lieutenant-colonel Liebray, op. cit., le 11 janvier 1942.

Pourtant, ce programme de Colomb-Béchar était principalement financé par le budget des TDS. Ce dernier prenait en charge près des deux tiers de son coût final, alors que pour les autres villes, cette part dépassait rarement les 50 %. Il est difficile d'expliquer cet investissement de la direction des *Territoires du Sud* dans un projet qui prenait si peu en compte ses objectifs premiers, à savoir l'intégration des indigènes. Il révèle, au moins, l'engagement et le volontarisme d'une administration centrale dans un plan qui semblait exemplaire, quitte à sacrifier dans une première étape le volet indigène de sa politique.

Cet important investissement dans le plan d'extension et d'aménagement de Colomb se fit aux dépens des villes de plus petites dimensions. Comme le montrent les prévisions de constructions et de réalisations pour 1943 et 1944, l'engagement des TDS pour le territoire saharien était loin de rivaliser avec celui exprimé à Colomb-Béchar. Pour ces deux années, les programmes destinés aux villes petites et moyennes, représentaient moins du sixième des programmes de Colomb-Béchar. En 1943, les dépenses liées à ces programmes n'étaient prises en charge qu'à hauteur d'un tiers par la direction centrale des *Territoires du Sud*; alors que pour Colomb les subventions atteignirent près des deux tiers.

Tableau 9- Programme d'équipement des TDS pour 1944

Type d'ouvrages	Prix de l'ouvrage	Part du prix pris en charge p. TDS
<b>Bâtiments administratif</b>		
Construction de deux logements d'instituteurs	300.000	150.000
Réfection des locaux disciplinaires	50.000	25.000
Construction d'un bureau des P.T.T.	100.000	50.000
Construction d'une recette municipale	100.000	50.000
Construction d'une justice de paix	100.000	50.000
<b>Urbanisme</b>		
Alimentation en potable du centre urbain d'Adrar. Construction d'un château d'eau - canalisation pour la distribution dans les rues et les immeubles	2.000.000	250.000
Evacuation des eaux usées. Construction d'un réseau d'égouts et d'une station d'épuration.	2.000.000	250.000

Source : CAOM 24H246

Faute de moyens, les petites villes ne pouvaient mener à terme des projets qui prenaient en compte les indigènes et leurs spécificités. Les difficultés étaient encore plus grandes puisque cette prise en compte signifiait une

rentabilité moindre et donc un investissement volontariste devenu rare, car majoritairement dédié à Colomb. Par conséquent, les autres agglomérations devaient soit gérer leurs moyens au plus juste, soit abandonner les programmes.

Tel fut le cas du projet de réseau d'AEP à Ain Sefra. En 1948, par arrêté du gouverneur général, « la commune mixte d'Ain Sefra est autorisée à emprunter à la caisse des retraites de l'Algérie, aux conditions de cet établissement, une somme de douze millions de francs remboursable en trente ans. Cet emprunt est destiné à procurer les ressources nécessaires à l'exécution des travaux pour la distribution d'eau potable dans le centre d'Ain Sefra »<sup>93</sup>. Des difficultés financières et de recouvrement du prêt se firent jour lors de l'étude détaillée. En raison du retard apporté à l'acceptation du prêt, le crédit initialement prévu pour cette exécution s'était avéré insuffisant pour couvrir, en 1948, toutes les dépenses. Par conséquent, les membres élus de la commission municipale renoncèrent, en 1948, à des travaux « dont l'utilité est, certes, incontestable, mais dont le coût d'exécution est vraiment hors de proportion, non seulement avant le produit à en retirer, mais aussi avec les ressources financières de la commune et de ses contribuables. »<sup>94</sup>

Ainsi, les communes étaient conduites à recourir à leurs moyens propres. La gestion des impôts locaux devenait primordiale pour les villes de dimensions modestes. Ce recours croissant aux moyens propres signifiait une augmentation des impôts locaux qui ne manquait pas, parfois, de susciter le mécontentement des indigènes. Les chefs d'annexe étaient ainsi pris entre la nécessité de trouver des moyens (entre autres chez les indigènes) pour réaliser leurs projets et l'obligation de maintenir une relation régulière et non conflictuelle avec les habitants, relation qui passait aussi par un impôt peu élevé. C'est dans ce dilemme que se retrouvait, en 1947, le chef d'annexe de la Saoura. En effet, l'application aux habitants de sa commune, de la taxe des prestations, avait augmenté les recettes ordinaires de 65 %. Cette taxe était à 90 % payée par la tribu des Reguibat Lgouacem. Pour cette raison, le chef d'annexe considérait que les recettes ne devaient pas bénéficier majoritairement au centre urbain de Tindouf, mais prioritairement à la tribu. Il expliquait également comment les membres de Rehuibat Lgouacem

<sup>93</sup> Arrêté du gouverneur général, mars 1948, CAOM 24H159. 4

<sup>94</sup> L'administrateur principal de la commune mixte d'Ain Sefra à M. le colonel commandant militaire du territoire d'Ain Sefra (affaires indigènes), le 19 avril 1948, CAOM 24H159 (plan).

comprenaient l'importance de cette charge qui correspondait à l'entretien du personnel communal, au fonctionnement des bureaux de l'annexe et de l'infirmerie indigène, à l'assistance, à l'entretien de la voiture communale, tous des services dont le fonctionnement se faisait en grande partie à l'usage de la tribu.<sup>95</sup>

Si les conditions politiques locales permettaient au chef d'annexe de la Saoura une telle augmentation des impôts, ce n'était pas le cas de la majorité des centres et des agglomérations. Ces dernières continuaient à gérer des croissances minimales des revenus et une augmentation progressive des impôts, nécessaires pour programmer des équipements et des projets relativement adaptés aux contraintes locales.

Ce rapide tour d'horizon montre que les doctrines et les méthodes ne résistaient pas toujours à la disponibilité des moyens financiers et techniques, et aux ambitions que ces derniers suscitaient. Pour nombre de responsables, les indigènes et leur appropriation de l'espace étaient alors une contrainte surmontable dans la mise en œuvre de leurs plans.

## II.2 - L'équipement et l'architecture

À partir des années 1930, les responsables du Sud commencèrent à se soucier de l'image de leur ville : le regard extérieur de l'étranger ou du touriste prenait une place grandissante dans les projets. De plus en plus, les équipements urbains étaient considérés comme des objets et des espaces de représentation. La préoccupation esthétique des bâtisses qui, jusque-là, était réservée aux édifices militaires, concernait dorénavant les équipements publics civils.

### II.2.1 - Une architecture entre les esthétiques personnelles, le style mauresque et la méconnaissance de l'art ksourien

Le débat sur l'esthétique allait se développer autour des goûts des architectes-voyers et des chefs d'annexes. L'architecture locale apparaissait sporadiquement quand un responsable chargeait un artisan local de réaliser

une fresque, une partie d'un décor en plâtre ou l'encadrement d'une porte d'entrée. Cet intérêt restait ainsi très limité.

L'aspect extérieur des bâtisses étant principalement l'objet des conceptions et des appréciations individuelles, il donnait lieu à des conflits (personnels) parfois difficiles à arbitrer. Nous en voulons pour exemple les discussions qui ont eu lieu autour des édifices publics de Colomb-Béchar. En 1937, lors de la construction d'un groupe scolaire de garçons, M. Chevaux, architecte-voyer de la commune, décida, une fois les travaux terminés, de plaquer sur l'entrée de ce bâtiment de « style néo-mauresque », un ensemble décoratif comprenant diverses mosaïques.

Pour le commandant du territoire, ces mosaïques défiguraient la façade du bâtiment. Elles n'étaient pas prévues dans le projet initial qui avait été soumis à l'approbation du gouverneur général. S'adressant à ce dernier, le commandant du territoire écrivit pour affirmer son désaccord : « vos services auraient vraisemblablement refusé d'approuver cette ornementation où l'indigence du dessin ne le cède qu'à la fadeur du coloris qui relève plus de l'art du confiseur que de celui du mosaïste et qui, placée à l'entrée d'un établissement d'instruction ne peut qu'exercer une influence déplorable sur le développement du goût artistique chez les jeunes élèves qui le fréquentent. »<sup>96</sup>

En 1938, le problème s'aggrava. L'architecte-voyer établit, alors, les plans d'un hôtel des postes dans le même style que celui du groupe scolaire, et plaça, à son entrée, trois panneaux décoratifs représentant divers paysages que le commandant du territoire réprouvait. Ce dernier sollicita le gouverneur général pour « pour remettre les choses en ordre » : « l'architecte-voyer, écrivit-il, en mal de modernisme et mis sans doute en goût par son essai précédent au groupe scolaire, jugea opportun de remplacer la décoration mauresque approuvée par vous, par une décoration ultramoderne où figureraient un bateau, une micheline, un avion et une station de T.S.F. D'autre part, il me paraît impossible de le laisser récidiver à l'hôtel des postes la déplorable expérience qu'il a tentée au groupe scolaire et qui déshonore cet édifice. De tous les bâtiments administratifs, c'est en effet l'hôtel des postes qui, dans toutes les localités, reçoit le plus fréquemment la visite des étrangers qui viennent y déposer lettres et télégrammes. Il serait fâcheux que la vue de la façade les incitât à des

<sup>95</sup> Lettre du capitaine J. Faugère, chef de l'annexe de la Saoura, à M. le colonel commandant militaire du territoire, Tindouf, le 28 novembre 1947, CAOM 24H202.

<sup>96</sup> Lettre du général Trinquet, commandant du territoire d'Ain Sefra à M. le gouverneur général (direction des TDS), le 26 novembre 1938, CAOM 24H161.

*réflexions peu flatteuses à l'égard du goût colonial français. En outre, je poursuis la réalisation, sur la place Foch, d'un ensemble architectural basé sur la sobre ordonnance homogène des bâtiments qui la bordent. La fantaisie de M. Cheveaux viendrait introduire dans cet ensemble une note discordante.* »<sup>97</sup>

Il faut rappeler que l'architecte-voyer était arrivé en 1935 à Colomb-Béchar après quelques années d'exercice en France. À cette époque, les débats, dans les écoles d'ingénieurs et particulièrement à l'école des beaux-arts, tournaient autour du mouvement moderne et du « renouvellement stylistique ». Les éléments de ces débats interféraient obligatoirement dans ceux qui occupaient les responsables de la construction et de l'aménagement dans le Sud. Dans la réponse de l'architecte-voyer de Colomb-Béchar à ses détracteurs, nous retrouvons ce qui agissait alors la sphère des « architectes » :

*« ... Nos conceptions architecturales peuvent être modernes, mais nous nous permettons de faire respectueusement remarquer que le goût qui préside l'idée architecturale à Colomb-Béchar avait besoin d'être amélioré, nous ne croyons pas avoir démerité en donnant quelque tonalité et du cachet qui manquaient et qui manquent encore beaucoup dans l'observation de l'harmonie des lignes architecturales et de couleurs, qui plaisent tant aux touristes visitant le pays [...]. Aux palmeraies s'ajouteront à présent et dans l'avenir du moins nous l'espérons, quelques édifices qui relèveront l'ensemble de l'architecture de l'agglomération de Colomb-Béchar, dans laquelle, il n'y a que quelques années, l'on ne trouvait encore que le taudis. Des preuves de notre goût nous ont déjà été décernées par les compliments des différents artistes fréquentant notre centre [...] qui ont trouvé que la décoration que nous avons réalisée sur la porte d'entrée du groupe scolaire de garçons avait du cachet et s'alliait très bien à la masse de l'ensemble de cette construction, tant par son allégorie - destination du bâtiment. »*<sup>98</sup>

Pour l'architecte-voyer comme pour le commandant, l'aspect architectural était limité à une dimension esthétique dont la seule composante était la façade. En effet, l'appréciation esthétique du bâtiment passait, pour eux, par

le regard extérieur, systématiquement assimilé à celui du touriste. L'étranger et son appréhension des réalisations devenaient le critère et le moyen de mesurer la pertinence des compositions architecturales.

## II.2.2 - Cacher, masquer les édifices anciens et indigènes

La préoccupation esthétique ne conduisit pas à une plus grande reconnaissance de l'architecture ksourienne, mais au contraire, à sa négation : tentatives de masquer et de cacher toute production architecturale indigène ne correspondant pas à la conception esthétique des responsables. Cette forme d'épuration et de sélection puis de recouvrement ou de réparation esthétique commença dans les quartiers et les édifices européens.

En 1940, à Colomb, le chef d'annexe présenta au commandant du territoire un « projet de décoration architecturale » pour la façade du bâtiment de la « Mairie et Justice de Paix ». Cet édifice devait être accolé à un immeuble de logements considéré comme vétuste et inesthétique. La nouvelle façade risquait de mettre davantage en exergue « la médiocrité » de cet immeuble. Dans une lettre adressée au commandant du territoire, le chef d'annexe précisait : « il se détache à l'extrémité de la route qui doit être l'aboutissement de l'avenue de la nouvelle gare de Colomb-Béchar et sera le premier bâtiment administratif offert à la vue des visiteurs. Par suite des circonstances actuelles, il n'est pas possible de songer à la démolition et à la reconstruction de cet édifice. La seule solution économique consiste à en modifier la façade et de trouver une décoration architecturale s'harmonisant avec celle du bâtiment voisin de la poste. »<sup>99</sup>

La « couverture » de l'espace indigène exigeait, quant à elle, des travaux plus importants. Quelques exemples illustrent cette approche qui n'avait pas toujours les moyens de ses ambitions.

Une des premières propositions concerna Béni Abbès. Le projet partait du constat que l'oasis devenait un centre touristique de plus en plus fréquenté (au cours de l'année 1937, 250 touristes environ l'avaient visitée), mais ne comportait pas les aménagements nécessaires. Pour le chef d'annexe, il était nécessaire d'améliorer l'entrée du village qui « laissait à désirer »<sup>100</sup>. Un

<sup>97</sup> Ibid.

<sup>98</sup> Lettre de M. Cheveaux, architecte-voyer, à M. le gouverneur général (direction des TDS), le 30 novembre 1938, CAOM 24H161.

<sup>99</sup> Lettre du capitaine Hequet, chef d'annexe de Colomb-Béchar, à M. le colonel commandant militaire du territoire (A.I.), le 25 avril 1940, CAOM 24H161.

<sup>100</sup> *Projet de travaux d'urbanisme à Béni-Abbès*, par le capitaine Paris, chef de poste de Béni-Abbès, le 26 octobre 1937, CAOM 24H202.

projet de travaux était dressé en collaboration avec un architecte-urbaniste. Il comportait principalement :

- 1- la construction d'une galerie de 14 arcades destinée à servir de souk à proprement dit s'adossant aux anciennes boutiques des indigènes ;
- 2- l'aménagement d'une place dite place du souk. Les espaces concernés par ces réaménagements étaient principalement ceux édifiés et utilisés par les indigènes.

De la même manière, le chef d'annexe de la Saoura procéda à une série de travaux qui permirent de masquer quelques constructions « inesthétiques ». Il expliquait, dans une lettre, les ouvrages à édifier et leurs effets : *« les quatre koubas [coupôles] du nouveau souk faisant le pendant aux koubas de l'ancien souk de manière à réaliser une symétrie totale par rapport à la porte centrale du souk ; les portes dites monumentales du centre du souk face à la porte est du bordj ; la porte sud du souk surmontée d'une kouba et réalisation de la symétrie de la porte nord de l'ancien souk ; une série d'arcades destinées à camoufler la maison du goum qui donne dans le souk. »*<sup>101</sup>

Timimoun illustre également cette tendance. Le chef d'annexe changea la position du marché et l'éloigna de la place Laperrine où se trouvait la mairie et la redoute militaire (place qui fut classée sur la liste du patrimoine). Un nouveau marché fermé fut construit plus près du ksar, l'objectif étant de faire écran à l'agham de Sidi Brahim. Enfin, l'ensemble de la face sud du ksar fut soumis à un alignement strict par la construction d'une bande de constructions.

Les responsables institutionnels du Sud restaient, malgré tout, en deçà des grands projets d'aménagement et « d'embellissement » des villes du Nord où il s'agissait d'effacer l'espace indigène visuellement, après l'avoir réduit démographiquement et spatialement. Les actions dans le Sud, tout en subissant cette influence, restaient mesurées et limitées.

En conclusion, les années 1930 et 1940 n'ont pas apporté un nouveau regard institutionnel sur l'architecture indigène autoproduite. Paradoxalement, l'intérêt naissant pour les aspects esthétiques des édifices contribua à la mise en absence d'un tel regard. Il s'est parfois traduit en un dédain pour les réalisations architecturales autochtones.

Ainsi, l'interaction entre les représentations des responsables français et celles des habitants, sur ce plan, fut minime.

<sup>101</sup> PAC de la Saoura, 1947, CAOM 1Y376.

### III - Les Plans d'Action Communaux

Au lendemain de la seconde guerre mondiale et des événements de Sétif et de Kharata (Algérie, 8 mai 1945), une « réforme » des institutions et des méthodes d'administration fut entamée sur l'ensemble du territoire. Dans ce contexte, les chefs d'annexe du Sud furent invités, en 1947, à produire des plans d'action communaux. Il s'agissait de réaliser un état des lieux puis d'émettre des propositions d'actions et de projets selon la grille suivante :

- organisation administrative,
- urbanisme et travaux d'édilité,
- habitat,
- viabilité,
- hydraulique et adduction d'eau,
- électrification,
- scolarisation,
- assistance médicale.

Dans une certaine mesure, les PAC (Plans d'action communaux) furent l'occasion de mettre en forme et de « conceptualiser » une partie des actions ponctuelles réalisées depuis le début des années 1930. Ils permettent de vérifier que nombre de conceptions restaient communes à l'ensemble des officiers et des responsables. Ils donnent une image arrêtée du fond idéologique et du fondement théorique alors en vogue en 1947.

Par ailleurs, les PAC posèrent, pour la première fois, d'une manière programmatique et en terme de solidarité, la question de l'habitat et du logement indigènes. Le terme programmatique n'impliquait pas, comme nous le verrons ci-après, un programme à mettre en œuvre. Il signifiait que, dans l'approche méthodique du territoire, le logement des indigènes était systématiquement analysé et évalué comme toute autre composante. Cette analyse ne débouchait pas obligatoirement sur une proposition de projet. Néanmoins, elle correspondait à un changement important : la généralisation (parmi l'ensemble des responsables) d'une approche globale de la ville. Les responsables se faisaient obligation de regarder l'espace dans sa totalité. Les tentations d'ignorer l'espace indigène ou d'écarter les parties où l'action publique ne pouvait se faire, devenaient interdites par les recommandations gouvernementales, par la grille d'analyse et par la situation politique. Les chefs d'annexe se voulaient une problématique globale sans pour autant prétendre à une globalité des réponses. La différence est essentielle à ce stade.

Dans ces années 1947-1948, l'hésitation entre un traitement autoritaire de l'espace indigène et sa gestion négociée restait toujours d'actualité, malgré la position plus confortable (car abstraite) que pouvait conférer l'élaboration des PAC. La nécessité de prendre en compte ce type d'espace était établie mais la méthode restait variable d'une ville à l'autre et d'un responsable à l'autre.

Nous pouvons ainsi lire les continuités et les changements constatés à l'occasion des PAC :

- 1- les continuités étaient principalement :
  - une recherche d'intermédiaires (de plus en plus difficile) ;
  - un équipement orienté vers les Européens, extérieur à l'espace indigène et utilisé pour conserver la structure régionale ;
- 2- parmi les changements notés :
  - un intérêt pour l'habitat indigène, encouragé par la grille systématique et imposé pour tous les PAC ;
  - la proposition de logements « adaptés » pour des indigènes : programmes limités pour des raisons idéologiques mais aussi à cause du déficit de moyens ;
  - généralisation d'une approche hygiéniste et esthétisante de l'espace indigène.

### III.1 - Des continuités : séparation des espaces et recherche d'intermédiaires

Les plans d'action communaux inscrivaient et formalisaient, par écrit, les représentations et les méthodes mises en œuvre par les chefs d'annexe, depuis le début de l'occupation. Ils révèlent ainsi, à la fois, le mode de faire et les conceptions qui le fondaient. Nous avons retenu trois continuités principales dans les approches institutionnelles depuis la période 1880-1930 :

- considérer les indigènes comme inadaptés aux règles et aux contraintes de la société française ; et par conséquent, incapables de participer à la vie politique et inaptes pour prétendre à la gestion d'une commune ;
- séparer des espaces européens et indigènes avec un équipement stratégique et extérieur à ces derniers ;
- porter une attention particulière à la structure locale et régionale de l'espace, et la conforter par des équipements.

#### III.1.1 - Le regard sur les indigènes : une « évolution insuffisante », la recherche et le renforcement des intermédiaires

Concernant le regard porté sur la population, nous retrouvons, dans les PAC, le jugement de retard mais aussi le souhait de voir ces populations mieux représentées. Ce souhait était lié à la recherche d'intermédiaires et à l'amélioration de leur efficacité.

Cette convergence ne doit pas masquer la diversité des situations : au Gourara et dans la Saoura, on considérait la population « *très en retard* », alors qu'à Mécheria, on admettait qu'elle était globalement évoluée et capable d'une meilleure organisation autonome. Dans cette diversité, nous retrouvons l'expression commune d'une nécessité « *d'évolution* » de la population afin de favoriser sa participation à la vie « politique » et aux prises de décision. L'obstacle à cela était l'insuffisance des revenus et des activités économiques. En effet, l'accès à d'autres statuts signifiait l'obligation de se soumettre à des taxes et des impôts supplémentaires. Or les chefs d'annexe considéraient que les populations locales n'étaient pas encore prêtes à assumer financièrement de tels changements. À leurs yeux, elles étaient inadaptées aux logiques de régulation et de fonctionnement politiques et sociaux français, et exigeaient par conséquent une approche spécifique faite d'adaptations progressives et de négociations successives. Cette approche interdisait la reproduction de certaines normes pour l'administration des individus ou pour l'aménagement de leur espace.

Le regard que nous décrivons ici, est celui des auteurs des PAC, c'est-à-dire des seuls chefs d'annexes et non de l'ensemble des protagonistes de l'aménagement dans le Sud.

##### III.1.1.1 - Des indigènes toujours « non évolués » et « non intégrables » dans le système français

L'idée que les indigènes étaient en retard et incapables de gérer une commune, s'exprimait d'une manière différente d'un chef d'annexe à un autre.

À Geryville, le responsable du PAC estimait que la commune de plein exercice n'était pas viable en 1947, en raison de « *la masse énorme des non évolués* ». Il ajoutait que si la circonscription érigée en commune de plein exercice, était limitée au centre, ses ressources seraient insuffisantes pour faire face aux charges d'un budget normal.

De même pour Mécheria, le degré d'évolution était évalué « faible dans l'ensemble ». Le chef d'annexe en voulait pour preuve, la fréquentation scolaire assez peu importante, assurée seulement par les enfants des familles aisées. Par ailleurs, la population était sans cesse augmentée par des habitants venus des tribus. Cela expliquait, aux yeux du responsable, que la majorité des adultes fût analphabète.

L'évaluation du chef d'annexe d'Ain Sefra se voulait plus nuancée. Il déclarait qu'à cette période, en dehors d'une trentaine de familles aisées (propriétaires d'immeubles, commerçants, éleveurs), l'ensemble de la population « demeurait modeste ». Ceux du ksar s'adonnaient presque essentiellement à la culture maraîchère, exploitant de petits jardins au prix de gros efforts. Les chefs de familles habitant le centre, vivaient du petit commerce et de l'artisanat ou étaient employés comme manœuvres ou auxiliaires par les administrations et les chemins de fer. La population du village nègre était « d'une manière générale misérable ».

Pour le Touat-Gourara, le chef d'annexe était beaucoup plus sévère. Il écrivait : « La production du pays est à peine suffisante pour assurer la nourriture médiocre des habitants. De ce fait, la difficulté majeure pour sortir de l'état primitif, tout se résume au problème critique du ventre, aucune place ne reste pour des considérations d'un ordre plus élevé. Trop primitives pour imaginer et donc désirer une évolution. Tendance très nette de se méfier des innovations. Esprit conservateur et attaché à son droit coutumier. »<sup>102</sup>

### III.1.1.2 - Une représentation plus importante et une plus grande autonomie pour les indigènes ?

L'évaluation de « l'évolution » des indigènes, dans les PAC, devait répondre à une question première : est-ce que les populations étaient coupables de diriger leurs affaires d'une manière autonome et selon les procédures de l'administration française ? En d'autres termes, il s'agissait de savoir, s'il était possible d'élever des groupements de populations indigènes en communes de plein exercice. À ce propos, les avis des chefs d'annexe divergeaient, révélant, par là même, les incertitudes et les interrogations.

À Géryville, le responsable du PAC semblait défendre une nouvelle organisation administrative pour les habitants de Bou Samghoun. En effet, ce ksar, village berbère construit sur la rive gauche de l'oued du même nom,

<sup>102</sup> Ibid.

s'adonnait en 1947 à des cultures sahariennes riches et relativement prospères. Le chef d'annexe constatait alors un « degré d'évolution » beaucoup plus avancé dans ce ksar que partout ailleurs. Il suggérait que les habitants pouvaient trouver parmi eux une élite capable de former un conseil municipal et susceptible de diriger convenablement un centre municipal.

Le chef d'annexe de Mécheria était favorable à la constitution d'une commune par les indigènes. Tout en constatant que la population se contentait du régime des *Territoires du Sud* et du fonctionnement des communes mixtes, il estimait opportun de tenter cette expérience. Néanmoins, en raison des conséquences fiscales qu'elle entraînait, l'expérience risquait d'être pénible à bon nombre d'administrés qui auraient eu à supporter des impositions supérieures à celles en vigueur en 1947.<sup>103</sup>

Le chef d'annexe du Touat-Gourara réfutait l'utilité d'une nouvelle organisation donnant aux indigènes plus de pouvoir et de responsabilité. Il écrivait : « Nous estimons que dans l'état actuel des choses, le Touat-Gourara qui reste aussi primitif dans son ensemble qu'il y a 50 ans à notre arrivée, a besoin d'une direction et d'une autorité européenne pour son administration ; nous estimons qu'il n'est pas mûr pour être livré à lui-même avec une organisation démocratique du type européen. Sous peine de grave échec, il ne pourra être procédé à l'évolution politique et administrative du pays que lorsque le moyen aura été trouvé d'augmenter sa production et donc d'améliorer son standard de vie. L'évolution politique de l'individu ne peut en aucun cas être ce moyen, nous l'avons expliqué. »<sup>104</sup>

### III.1.1.3 - Le renforcement des structures et des intermédiaires indigènes

S'il y avait hésitation sur l'érection de communes indigènes aux pleins pouvoirs, le renforcement des intermédiaires et des représentants indigènes était, quant à lui, un objectif largement partagé et acquis. Il constituait la préoccupation majeure des chefs d'annexe en 1947. Certains responsables envisagèrent une intervention directe dans la constitution des djemaâs ou la fonctionnarisation des caïds. D'autres responsables soutinrent une démarche moins interventionniste. Sur ce point précis, les propositions furent au contraire différentes. En 1947, dans la commune de Géryville, seules les tribus « sénatus-consultées » étaient pourvues de djemaâs élues, dont le président faisait partie de la commission municipale. C'est pourquoi le chef

<sup>103</sup> PAC de Mécheria, 1947, CAOM 1Y375.

<sup>104</sup> PAC du Touat-Gourara, op. cit.

d'annexe proposait d'étendre cette mesure à toutes les tribus de l'annexe, quelle qu'ait été leur situation vis-à-vis du sénatus-consulte, surtout qu'elles possédaient toutes des listes électorales : « *On mettrait ainsi fin à une anomalie résultant du fait que certaines petites tribus sont représentées à la commission municipale par un caïd et un président de djemad, tandis que les grandes tribus ne sont représentées que par leur caïd* »<sup>105</sup>. Au même moment, ce responsable proposait un regroupement des caïdats et leur remplacement par un fonctionnaire musulman. Il suggérait de réduire de 19 à 6 le nombre de ces fonctionnaires puisque les voies de communication et les moyens de transport étaient suffisants pour étendre le commandement sur une plus grande surface. Cette proposition tombait paradoxalement en contradiction avec les premières puisqu'elle affaiblissait les représentants indigènes en les éloignant de leurs tribus et de leurs familles.

Pour Mécheria, le renforcement des relais visait une partie de la population d'une manière sélective. Il concernait principalement la tribu des Sendan. Comprenant environ 1 600 personnes en 1947, cette tribu possédait une djemaâ élue, commune avec celle du centre. Cette djemaâ constituait, pour le chef d'annexe, un embryon d'organisation municipale dans le cadre Sendan-Mécheria, car elle seule possédait des terrains de culture productifs. Le responsable du PAC envisageait l'intégration de ces représentants indigènes à la commune de plein exercice mais se voyait opposer l'antagonisme existant entre les populations arabes de cette tribu et les éléments ksouriens du centre de Mécheria. Cette opposition s'était ravivée lors de la dernière élection de djemaâs.

Le chef d'annexe du Touat-Gourara était partisan d'un minimum d'intervention dans les institutions de représentation indigènes. Il estimait que l'introduction d'un système administratif basé sur l'élection des djemaâs de douars au suffrage universel « en lieu et place de la djemaâ désignée par les seuls blancs » et en toute liberté, risquait d'amener, rapidement, un bouleversement de la société et de donner la majorité « à l'élément le plus primitif (les esclaves) qui ne pourrait en aucun cas être créateur, ni organisateur ».<sup>106</sup>

Malgré leurs doutes et leurs divergences, les PAC montrent que les préoccupations et les questionnements, en 1947, restaient de même nature et de même ordre qu'au début du siècle. Aussi, les modalités d'action vis-à-vis des indigènes et de leur espace ne semblent pas avoir été radicalement bouleversées à l'occasion de ces plans communaux.

<sup>106</sup> PAC de Gényville, 1947, CAOM 1Y374.

<sup>106</sup> PAC du Touat-Gourara, op. cit.

### III.1.2 - L'équipement : d'abord pour les Européens et toujours à l'extérieur de l'espace indigène

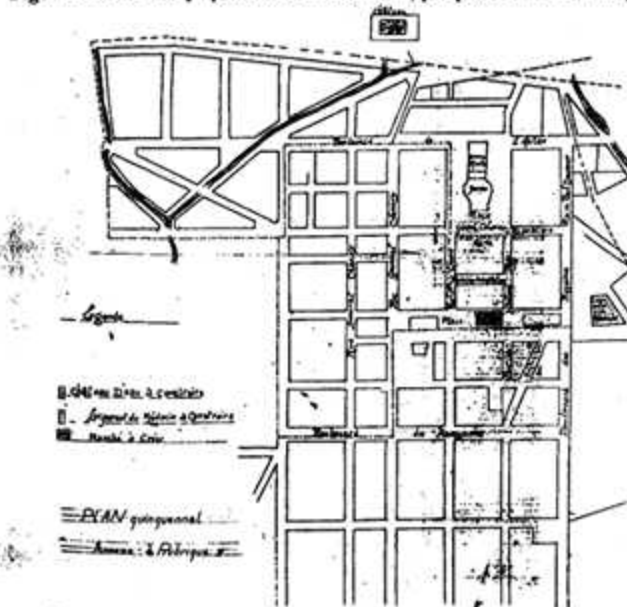
Si, dans les PAC, les chefs d'annexe se posaient la question de l'équipement des indigènes, ils se préoccupaient d'abord et avant tout des Européens. Les équipements destinés aux indigènes étaient alors moins nombreux et restaient programmés à l'extérieur de leur espace.

Ainsi, le chef d'annexe de Mécheria programma dans le PAC :

- la poursuite de l'aménagement des trottoirs ;
- la création d'un groupe scolaire;
- la construction d'un centre de formation professionnelle :

Aucun équipement public, dans le PAC de Mécheria, ne semble prévu pour les seuls indigènes.

**Figure 6. Plan d'équipement de Mécheria, proposé dans le PAC, 1947**



Source: CAOM.

Le chef d'annexe d'Ain Sefra intégra des équipements destinés aux autochtones et les situa à proximité de leurs quartiers et du ksar. Néanmoins, faute de moyens, il s'astreignit à un minimum. Ainsi, le programme du PAC comportait principalement un ensemble de réalisations destinées aux Européens (construction des bureaux de la commune mixte, construction de logements pour les employés communaux...) <sup>107</sup>. Néanmoins, pour les ksour, le responsable prévoyait, dans chacun d'eux, la construction d'une « maison du caïd ». Quant au village, si les travaux d'adduction d'eau (réfection du captage de Skouna) donnaient des quantités d'eau suffisantes, il programmat la réalisation d'équipements destinés aux indigènes (un réseau complet d'égouts, trois vespasiennes dans le centre, un marché central, un lavoir public...).

### III.2 - Et des changements : vers une prise en charge de l'habitat indigène

Le principal changement qu'apportèrent les PAC est le fait même de porter un regard sur l'habitat indigène dans le cadre d'études et de plans d'aménagement communaux. L'explicitation officielle d'un tel regard était en soi une nouveauté.

Pour autant, les pratiques des responsables n'ont pas été radicalement bouleversées dans les PAC. Nous y retrouvons aussi bien des constats ne débouchant pas sur des interventions (l'habitat est l'affaire des particuliers), que des propositions de petits projets d'habitat indigène.

#### III.2.1 - L'habitat et l'habitation des indigènes sous un regard nouveau : les deux constats

Le regard sur l'habitat indigène et ses implications étaient différents d'un responsable à l'autre et d'un site à l'autre. Aussi, trouve-t-on autant de constats négatifs que de bilans satisfaisants. Selon les officiers, cet habitat était sans exigences spécifiques ou présentait des carences exceptionnelles.

<sup>107</sup> PAC d'Ain Sefra, 1947, CAOM 1Y372.

#### III.2.1.1 - Un habitat et des habitations sans problèmes particuliers ?

Certains chefs d'annexe considéraient que l'habitat des indigènes ne connaissait pas de problèmes exceptionnels. Cette appréciation et cette lecture étaient émises à propos des quartiers indigènes des villages (Géryville, Mécheria, Ain Sefra) et aussi du ksar dans le cas particulier d'Ain Sefra.

Pour Géryville, le chef d'annexe écrivait : « En ce qui concerne l'amélioration de la condition de vie des populations, il y a lieu de prévoir la réfection de l'adduction d'eau, l'installation du tout à l'égout et l'aménagement des rues du quartier de Chraba » <sup>108</sup>. Ce dernier, principalement occupé par des indigènes, n'exigeait pas, aux yeux du chef d'annexe, un traitement spécifique car il souffrait, comme les autres quartiers de la ville, de quelques manques en matière d'aménagement et d'infrastructures.

Pour Mécheria, le responsable ne s'émouvait pas particulièrement de l'état de l'habitat indigène et le considérait comme une composante importante du centre. Il se satisfaisait du « respect de l'alignement » et d'un équipement en eaux réalisé « grâce à des fontaines ».

Pourtant, dans les années 1940, Mécheria connaissait une forte croissance. Au nord, près de la gare, un quartier neuf, habité par des nomades sédentarisés, était en construction. Au sud, le village nègre s'était considérablement agrandi en quelques années. Le chef d'annexe ne relevait ainsi aucun problème dans ces extensions, ni dans leur organisation urbaine, ni dans le fonctionnement intérieur de leurs habitations. Il écrivait : « Le type de maison est à peu près uniforme : il comporte une cour intérieure, quelques chambres habitées soit par une seule famille soit par plusieurs. Il n'y a pas d'étages. Les habitations sont faites soit en pierre sèche soit, le plus souvent, en pierre et mortier. Les maisons sont construites sur des lotissements réglementés et respectent l'alignement. Les maisons sont desservies en eau par des fontaines publiques. Quelques maisons seulement ont une concession et bénéficient de l'eau à domicile. » <sup>109</sup>

Il est à noter que le regard ne portait pas, seulement, sur l'ensemble urbain, mais aussi sur les habitations indigènes et leur organisation. Il faut également souligner que ce regard se voulait objectif, c'est-à-dire descriptif et non évaluatif. En revanche, le chef d'annexe revenait à une démarche évaluative

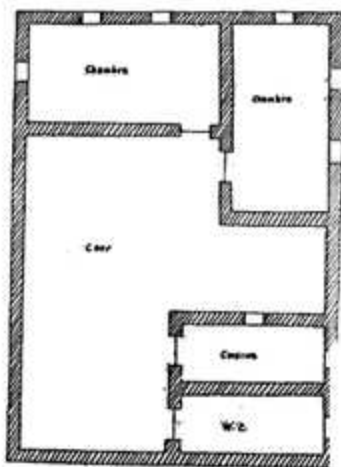
<sup>108</sup> PAC de Géryville, op. cit.

<sup>109</sup> PAC de Mécheria, op. cit.

à nos yeux d'Européens qu'à l'heure actuelle, il n'est guère possible, à part quelques portions près, de remédier à cet état de choses et d'autoriser de nouvelles constructions à l'intérieur de ces deux douars. De plus, de nombreuses ruines, vestiges du passé, subsistent encore »<sup>115</sup>.

Ici aussi, l'habitation n'appelait pas, semble-t-il, des critiques particulières. Le chef d'annexe écrivait : « D'une manière générale, les maisons indigènes se composent d'une cour intérieure entourée de murs suffisamment hauts de manière à ce que les passants ne puissent voir ce qui se passe à l'intérieur. À l'intérieur, réparties, deux, trois ou quatre pièces donnent sur la cour. Les maisons sont bâties en terre : les murs en trois briques de terre séchée au soleil ou bien en terre battue. La toiture est généralement faite en tronc ou branches de palmiers recouverts d'une petite couverture de terre. Il n'existe que peu de maisons à deux étages. »<sup>116</sup>

Figure 7. Maison indigène étudiée pour l'établissement du PAC de la Saoura



Source : CAOM

<sup>115</sup> PAC de la Saoura, op. cit.

<sup>116</sup> Ibid.

Pour Colomb-Béchar, le responsable voulut porter son attention sur l'habitat indigène du seul centre urbain, excluant les ksour. Il considérait que la question de l'habitat musulman ne se posait que pour l'agglomération de Colomb-Béchar : « Il semble en effet qu'on doive éliminer de cette étude les différents ksour de l'annexe, où la population composée d'agriculteurs, propriétaires de jardins ou khammas, vivent dans des habitations en pisé, construites plus ou moins sommairement. Un programme d'amélioration de leur habitat entraînerait de telles dépenses, qu'il faut pour l'instant renoncer à l'envisager. Par contre, la situation de l'habitat à Colomb-Béchar mérite de retenir l'attention. »<sup>117</sup> Encore une fois, Colomb-Béchar et son chef d'annexe constituaient une exception en écartant l'habitat indigène des ksour, bien que des problèmes y fussent identifiés. L'approche de cet habitat dans le centre intégrait moins, comme dans les autres cas, le souci d'économie et de cohérence de l'ensemble de la ville, qu'il ne se préoccupait, en premier lieu, de l'hygiène pour les Européens. Le petit ksar du centre, comportant des problèmes aussi graves, n'a pas connu la même attention. Situé plus loin du centre européen que le quartier de Chaâba, il représentait un danger plus faible de contamination.

Ainsi, les réglementations du Sud-Ouest connurent une analyse particulière de l'espace urbain indigène. Les responsables en effectuèrent une évaluation négative ou positive selon trois critères : le respect de l'espace public, l'application des règles sanitaires et la disponibilité d'équipements minimaux. Cette « intrusion » dans un espace jusque-là considéré comme réservé, trouva à l'occasion de ces PAC une formalisation et une relative légitimation. Le regard sur l'intérieur des habitations restait, lui, distancé et peu évaluateur. Il constituait une grande innovation en soi, même s'il restait descriptif et n'ouvrait pas explicitement sur des propositions opérationnelles.

### III.2.2 - L'habitat indigène : des projets nouveaux dans des programmes nouveaux, les trois alternatives

Ce nouveau regard sur l'habitat indigène n'a pas eu immédiatement et systématiquement pour conséquence l'élaboration de projets spécifiques. Il donna lieu à des propositions diverses fondées, chaque fois, sur l'un des trois postulats suivants :

- l'habitat, dont celui des indigènes, était l'affaire des particuliers, ceux-ci étaient seuls responsables de sa construction ;

<sup>117</sup> PAC de Colomb-Béchar, op. cit.

quand il traitait de l'équipement de ces habitations en eau potable. Par conséquent, les propositions donnèrent lieu uniquement à des recommandations dans le domaine de l'équipement extérieur et dans celui du contrôle des alignements.

De même à Ain Sefra, le chef d'annexe appréhendait son centre d'une manière globale. Il écrivait dans les premières lignes du PAC : « *Le centre forme avec le ksar une entité qui ne saurait être dissociée à l'occasion de l'érection en commune de plein exercice. Celle-ci comprendrait donc le centre (presque essentiellement européen et israélite) et le village nègre (apport de populations musulmanes venues de l'extérieur).* »<sup>110</sup>

Le responsable de l'annexe était ainsi conscient de la composition hétérogène du village. Il rapportait, lui-même, que la population du centre n'offrait aucune unité ethnique : les Européens constituaient une composante sédentaire peu importante, les israélites représentaient les sédentaires les plus nombreux au centre, le village nègre était formé de musulmans d'origine très diverses, venus de l'extérieur (soudanais, marocains, nomades ruinés provenant de l'annexe ou des annexes voisines), le ksar accueillait la population « d'origine » et de langue arabe.<sup>111</sup>

Ainsi, seul l'habitat marginal de certains indigènes soulevait des commentaires clairement négatifs chez le responsable du PAC. Dans leur ensemble, le ksar et les quartiers indigènes étaient considérés, nous le constatons, comme toutes les autres parties de la ville, c'est-à-dire comme des lieux présentant des carences pas plus graves ni plus urgentes que les îlots européens.

### III.2.1.2 - Un habitat aux graves carences et des habitations sans problèmes ?

En dehors d'Ain Sefra, de Mécheria et de Géryville, les chefs d'annexe ont eu un regard radicalement différent. Ils identifiaient dans l'habitat indigène et autour de sa production un ensemble de problèmes importants. Ce constat était particulièrement fait pour les centres comportant des ksour.

Le meilleur exemple en était l'agglomération du Touat-Gourara. Cette commune comptait, en 1947, 131 ksour (regroupant 40 000 habitants) répartis sur une ligne de palmeraie longue de 210 km, large d'environ 10 à 15 km. Certains avaient une population inférieure à 50 habitants. Pour le chef d'annexe, tous ces ksour étaient de « *très anciens villages étriés dont*

*on ne saurait envisager l'amélioration sans les raser intégralement pour rebâtir à neuf* ». Il reconnaissait que, depuis l'arrivée des Français, beaucoup de ces villages s'étaient un peu « *aérés et étendus* », mais il ajoutait : « *les vieilles casbah subsistent toujours, vestiges des temps où la sécurité n'était pas assurée et les pillleurs audacieux. Ces vieilles bâtisses sont toujours habitées et sont restées très sordides et malsaines* »<sup>112</sup>. Il opposait cette image à celle du chef-lieu, Adrar, organisé suivant un plan d'urbanisme : « *Pour ramassé qu'il puisse paraître à première vue, il est très dégagé ; les rues en sont larges, se groupant à l'angle droit, aboutissant toutes à une grande place. Toutes les constructions, immeubles privés ou publics, sont bâties suivant le même style « néo-soudanais », qui, avec la teinte rouge des façades donne un cachet très pittoresque à l'ensemble.* »<sup>113</sup>

Le responsable de l'annexe était moins sévère et critique vis-à-vis de l'espace indigène dans le village. Pourtant, au nord de la place, face à la kasba Servières, le village nègre connaissait une croissance rapide. De l'avis du chef d'annexe, aucun problème particulier n'était à relever dans cette zone : « *l'ensemble du centre urbain d'Adrar est construit suivant le plan conçu en 1929 par le capitaine Rongieras : rues larges, perpendiculaires les unes aux autres ; les maisons bâties sur un modèle extérieur identique* »<sup>114</sup>. Ces mots sont autant une description qu'une prescription de modèle à l'aune duquel doivent être évalués les ensembles urbains.

L'analyse des habitations se voulait encore plus neutre. Le responsable du PAC s'astreint à une description succincte : les maisons étaient de type à terrasse, sans étage, comportant une ou deux pièces dans lesquelles toute la famille vivait, une cour avec un abri pour l'âne. L'exiguïté des espaces décrits n'était l'objet d'aucun commentaire, ni d'aucune critique comme l'a été celle de l'espace urbain ksourien. De même, le niveau de confort intérieur était jugé en fonction d'un mode de vie indigène et au vu des moyens locaux.

La commune de la Saoura connut une présentation assez proche dans le PAC. En effet, Tindouf, chef-lieu, avait vu le chiffre de sa population passer de 1 à 1800 en 13 ans. Le chef d'annexe décrivait la nouvelle agglomération en ces termes : « *les maisons indigènes bâties sur les deux versants d'un oued se sont agglomérées d'une façon si inextricable et si incompréhensible*

<sup>110</sup> PAC de Ain Sefra, op. cit.

<sup>111</sup> Ibid.

<sup>112</sup> PAC du Touat-Gourara, op. cit.

<sup>113</sup> Ibid.

<sup>114</sup> Ibid.

- l'habitat indigène appelait une amélioration de son niveau de confort et une aide financière et technique ;
- l'habitat indigène devait être, en partie, pris en charge par les instances publiques, pour sa construction et son financement.

Ainsi, en dehors de Géryville, toutes les propositions sur l'habitat indigène comportaient des projets de construction de logements. Il s'agissait là d'une nouveauté, dont il faut mesurer les implications réelles.

En effet, ces projets étaient de petites dimensions. Ils concernaient les plus pauvres ou les ruraux. Ils constituaient parfois des projets types à reproduire (exemple de la Saoura). Enfin (et surtout), ces projets étaient, pour la plupart, conçus comme une réponse à des besoins. Pour Géryville, aucune suggestion ne fut faite pour l'habitat indigène ; les responsables y appliquèrent le principe de « l'habitat affaire des particuliers ».

Colomb-Béchar, parmi toutes ces villes, connut un projet d'habitat pour indigènes avec toutes les composantes d'un programme de « recasement » : un plan type, un site pour l'ensemble du quartier, un effort pour obtenir des loyers bas, etc.

### III.2.2.1 - L'habitat, « affaire des particuliers »

« L'habitat est l'affaire des particuliers » : tel était le principe régulièrement rappelé à tous les chefs d'annexe. Aussi, dans les PAC, les projets d'habitat indigène étaient souvent présentés comme des exceptions à ce principe, car considérés comme des réponses à des besoins et à des situations urgentes. La règle demeurait la même dans l'écrasante majorité des cas : chaque habitant devait construire seul son logement tout en respectant les « règles d'urbanisme ».

Le centre de Géryville fut un exemple d'application de ce principe, puisque aucun projet et aucune aide n'étaient proposés dans son plan communal. Il faut rappeler, pour comprendre, l'évolution démographique de cette ville. Dans les années 1930, la crise du cheptel avait entraîné la ruine d'un nombre important de nomades qui, n'ayant plus de moyens d'existence sur leurs terrains de parcours, étaient venus à Géryville. Dans la décennie 1940, le nombre d'emplois et les activités y diminuèrent rapidement encourageant l'émigration des populations vers les villes du Tell. Par conséquent, le chef d'annexe estimait, en 1947, que Géryville allait demeurer sans industrie, donc sans aucune possibilité d'augmentation du nombre des travailleurs.

L'accroissement de sa population et son habitat n'était donc pas à prévoir. Il écrivait : « Le problème ne se pose pas non plus pour les ksour dont la plupart sont en voie de dépeuplement, par suite de l'exode rural vers le Tell, des jeunes à la recherche de situation plus lucratives. [...] Le problème de l'habitat dans les centres et dans les ksour peut très aisément être laissé à l'initiative privée, sous le contrôle des autorités locales. »<sup>118</sup>

De même pour Mécheria, les seuls logements qui occupèrent l'attention furent ceux des fonctionnaires, et exceptionnellement ceux des Européens (seul un projet en dehors du centre était prévu).

Au Touat-Gourara, le chef d'annexe établit une différence entre la production de l'habitat dans le centre et dans les ksour. Il estimait qu'en tribu (dans les ksour), cette question était traitée le plus simplement du monde : l'habitation était utilisée autant qu'elle pouvait tenir ; elle était rarement entretenue, sauf par la classe aisée. Le plus souvent, lorsqu'elle était devenue inhabitable, on allait construire plus loin. Il concluait à une efficacité de ce système au vu des exigences et des besoins des indigènes.

En Saoura, l'approche présentait une spécificité puisque le centre était installé sur les ruines d'un ancien village abandonné. Le chef d'annexe mit en œuvre, dès le début, le principe d'un habitat construit par les particuliers, tout en reprenant et en accompagnant la méthode traditionnelle indigène. Une grande partie des ruines de Tindouf a ainsi été réutilisée. Les briques en terre et les autres matériaux servirent à alimenter les chantiers d'habitations nouvelles. Le chef d'annexe attribua à tout nouveau constructeur une ou plusieurs ruines comme site de chantier ou comme « carrière de briques ». Pour les maisons existantes, il s'était contenté de restreindre leurs extensions. Dans les douars, il interdisait toute construction nouvelle « *risquant d'encombrer les espaces restés libres* ». En conclusion du PAC, il écrivait : « Ainsi, pour Tindouf, le problème de l'habitat est simple. La population l'a déjà résolu en construisant elle-même, mais il reste cependant une grande partie de la population qui ne trouvant à se loger, est exploitée par des usuriers »<sup>119</sup>. Il proposa alors, parmi les priorités du programme de réalisation de la Saoura pour 1947, « d'encourager la population civile à construire à son propre compte des habitations. »

<sup>118</sup> PAC de Géryville, op. cit.

<sup>119</sup> PAC de la Saoura, op. cit.

### III.2.2.2 - L'apport de l'institutionnel : équipement, amélioration du confort et aide financière ou technique

Nous ne développerons pas longuement cette partie, car elle relève d'actions d'équipement (des zones d'habitat) similaires à celles décrites plus haut. Nous voudrions plutôt souligner certains changements :

- l'équipement ne concernait plus l'habitat dans sa globalité mais visait l'habitation dans ses « conditions de confort ». Seule la formulation était nouvelle. Les conséquences pratiques ne constituaient pas des nouveautés puisqu'il s'agissait globalement des mêmes projets ;
- le responsable institutionnel n'intervenait plus dans l'habitat des indigènes, par le seul biais des équipements, mais en apportant, désormais, un soutien technique, voire financier direct.

Le chef d'annexe de Mécheria s'inscrivait dans cette transformation des conceptions quand il écrivait : « En ce qui concerne Mécheria-centre, il y a lieu pour le moment de prévoir seulement l'amélioration des conditions de vie des habitations actuelles. »

Le chef d'annexe d'Ain Sefra détaillait les composantes de cette amélioration pour les indigènes. Il recommandait :

- pour les habitants aisés, la mise à la disposition et à la portée de toutes les commodités possibles (adduction d'eau potable, électricité, etc.),
- pour les populations de la classe laborieuse, en plus des réalisations ci-dessus, une obligation aux propriétaires de doter les habitations louées d'un minimum de confort.<sup>120</sup>

Les propositions que nous retrouvons dans ces PAC, restaient pour la plupart des définitions d'objectifs. Les seules concrétisations reproduisaient les procédures d'équipement passées. Néanmoins, nous pouvons remarquer que ces propositions touchaient à des dispositifs internes aux habitations, voire à des modes d'appropriation particuliers de l'espace intérieur. Nous en voulons pour exemple une solution suggérée par le chef d'annexe du Touat-Gourara : « Pour les installations sanitaires, l'éducation sanitaire de la population indigène est à faire. Le Touati n'en voit pas la nécessité et laisse faire, par le soleil, mais les sœurs blanches, les médecins, les infirmiers s'emploient activement à les convaincre et les habituer. La construction de l'école ménagère d'Adrar viendra inévitablement améliorer l'hygiène dans tout le Touat, par l'éducation de la base de la femme indigène. »<sup>121</sup>

<sup>120</sup> PAC de Ain Sefra, op. cit.

<sup>121</sup> PAC du Touat-Gourara, op. cit.

### III.2.2.3 - Quelques propositions et quelques projets pour l'habitat(ion) des indigènes

Les propositions de prise en charge de l'habitat indigène par l'administration étaient restreintes : elles restaient, pour la plupart, au stade de la définition des objectifs et des stratégies globales. Certains projets étaient exceptionnellement réalisés quand ils répondaient aux situations de détresse et d'urgence. Il s'agissait alors de projets de dimensions réduites, aux objectifs limités et s'adressant à un public précis.

Ainsi, dans le PAC de Mécheria, le seul projet prévu et que nous pourrions inscrire dans cette catégorie, était situé à l'extérieur du centre. À la rubrique « Paysannat », était prévue la construction de logements pour les attributaires de terrains irrigables. Les logements comprenaient chambres, cour et cuisine par groupe de quatre, à répartir sur une aire de 50 hectares et construits par tranches successives pour arriver à loger 32 familles. Ce projet était par ailleurs inscrit dans un plan quinquennal des TDS et ne devait pas être pris en charge par la commune.

Le chef d'annexe d'Ain Sefra était, lui, plus ambitieux et écrivait : « La construction des habitations « bon marché » et des différents refuges ou abris devra être prise en charge exclusivement par l'État, les communautés locales ne pouvant participer financièrement à ces dépenses. La main d'œuvre ordinaire, mi-spécialisée et même spécialiste (maçons, tailleurs de pierres, etc.) peut se trouver sur place, ainsi que les matériaux courants (à l'exclusion des ciments, bois de charpente, bois d'œuvre, tuiles ou produits d'étanchéité) »<sup>122</sup>. Concernant l'application concrète de ces objectifs dans un plan annuel des réalisations, le responsable du PAC restait plus réservé et affirmait qu'elle « ne peut être fixée car elle [dépendait] exclusivement des crédits mis à [sa] disposition par la colonie ». Il proposait comme première réalisation urgente, compte tenu de la situation en 1947, la construction d'un refuge musulman à Ain Sefra ; puis l'édification d'une cité indigène (H.B.M.) visant la disparition progressive du village nègre.

Le PAC du Touat-Gourara suggérait, lui, des groupements d'habitations isolées. Il se fondait sur « l'instinct grégaire » de la population et recherchait la concentration des ressources dans un espace restreint (à cause du problème de l'eau). Cette proposition prévoyait un type de maison prenant en compte « les expériences précédentes et le genre de vie ». Ainsi, le programme annuel des réalisations au Touat-Gourara comportait, en 1947, l'étude d'un plan de village type puis la recherche de l'emplacement où

<sup>122</sup> PAC d'Ain Sefra, op. cit.

il devait être construit, en tenant compte des possibilités en eau, des moyens de vivre des futurs habitants et des opportunités d'exportation de leurs excédents de ressources. Aussi concret que semble être ce programme, la réalisation restait largement aléatoire car dépendante de l'investissement des pouvoirs centraux dans ce type de projet. Le chef d'annexe avouait lui-même : « Seul le gouvernement pourra financer cette entreprise, l'amortissement des capitaux investis ne pouvant être réalisé avant de nombreuses années. »<sup>123</sup>

Pour Colomb-Béchar, la création d'une cité indigène, destinée à recaser tout d'abord les familles évacuées de la « Chaâba », fut envisagée. L'emplacement de la cité fut choisi au sud du centre européen, à l'est de la piste transsaharienne. En ce qui concerne l'exécution opérationnelle, le chef d'annexe pensait abandonner le principe des alignements continus de maisons accolées et adopter celui des blocs de cinq ou six habitations groupées. Les dégagements qui allaient ainsi être obtenus permettaient la plantation de palmiers. Le chef d'annexe se référait au type de construction dit ghorfa (édifié à Hussein Dey), car réalisé en matériaux du pays et avec une main d'œuvre peu qualifiée et rapidement disponible.

À l'instar des autres propositions, l'exécution de cet ambitieux projet n'était pas assurée : « Aucune précision ne peut être donnée, avouait l'auteur du PAC, car la réalisation de cette cité indigène est fonction des crédits que la colonie veut y consacrer. »<sup>124</sup>

En définitive, les PAC n'ont pas bouleversé les pratiques institutionnelles face à l'espace autoproduit indigène. Ils ont néanmoins dévoilé au grand jour les velléités officielles à intervenir au sein de l'espace autochtone. Si la nature de cette intrusion et ses limites étaient encore le sujet de divergences, elles ne constituaient plus l'objet d'un interdit de principe. Les PAC, conséquences d'une commande politique conjoncturelle, n'ont pas obtenu les moyens de leurs propositions et n'ont pas connu de mise en œuvre. Ils apportèrent un diagnostic précieux et esquissèrent les orientations des actions futures, celles qu'un autre temps et qu'une autre doctrine allaient tenter de concrétiser.

<sup>123</sup> Ibid.

<sup>124</sup> PAC de Colomb-Béchar, op. cit.

## IV - Conclusion

La période 1930-1957 a vu la confirmation de certains procédés et l'introduction de nouveaux outils dans la production de l'espace. Des hésitations et des doutes quant à l'efficacité de ces procédés, développés entre 1880 et 1930, ont régulièrement émaillé les projets urbains et encouragèrent, parfois, le recours à des démarches autoritaires.

Les confirmations concernaient d'abord les principes fondateurs : recours aux représentants indigènes, approche préalable pour l'appropriation du foncier, négociation des dimensions et des emplacements des projets, extériorité des équipements...

Les adaptations ou les « nouveautés » résultaient principalement de l'introduction de dispositifs institutionnels provenant du Nord et de leur combinaison avec ceux déjà utilisés :

- la programmation pluriannuelle a été associée à l'action ponctuelle (projet après projet) puisque les deux s'appuyaient sur les responsables locaux. Ceux-ci en ont ainsi assuré la cohérence d'ensemble ;
- les programmes pluriannuels visant l'ensemble du territoire participèrent à conforter et à confirmer l'armature urbaine et régionale ;
- certains règlements introduits permirent et autorisèrent nombre d'adaptations, d'abord en désignant le chef de l'annexe comme principal décideur (même si ses décisions contredisaient quelques règles), puis en prévoyant des dérogations aux règles générales ;
- les sanctions prévues par ces règlements furent réutilisées lors des pourparlers comme outils supplémentaires dans la stratégie de négociation institutionnelle (comme complément de la menace et de l'intimidation symboliques) ;
- l'intervention de nouveaux opérateurs (entreprises et grands commerçants) fut utilisée pour porter et pour financer les projets locaux (même si cela entraînait le sacrifice de certains droits indigènes) ;
- les projets (mesurés et limités) à l'intérieur des espaces réservés aux indigènes permirent de renforcer la relation avec leurs chefs, relation quelque peu mise en péril à partir de 1930. Vis-à-vis des responsables

## Tables des matières

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>11</b>
<b>LE SENS DE L'OBSERVATION ET SES MOTS.....</b>	<b>17</b>
<b>L'EXPOSE CHRONOLOGIQUE.....</b>	<b>21</b>
 <b>PREMIERE EPOQUE (1880-1930)</b>	
<b>LE TEMPS DES CONQUETES ET DES APPRENTISSAGES.....</b>	<b>25</b>
<b>PREMIER CHAPITRE .....</b>	<b>27</b>
<b>FACE A L'INDIGENE : LA CONSTRUCTION D'UNE DOCTRINE</b>	
<b>D'ACTION SPECIFIQUE.....</b>	<b>27</b>
<b>I - Le cadre institutionnel, la particularité saharienne .....</b>	<b>30</b>
I.1 - L'organisation administrative .....	30
I.2 - L'organisation judiciaire.....	38
<b>II - Les hommes .....</b>	<b>40</b>
II.1 - Des doctrines.....	40
II.2 - ...et des pratiques.....	44
<b>III - Conclusion.....</b>	<b>56</b>
 <b>DEUXIEME CHAPITRE.....</b>	<b>59</b>
<b>VERS UNE METHODE DE CO-PRODUCTION DE L'ESPACE .....</b>	<b>59</b>
<b>I - Les premières installations fortifiées : de l'imposition à</b>	
<b>l'insertion .....</b>	<b>63</b>
I.1 - La systématique militaire.....	64
I.2 - Les premières inflexions de l'approche systématique.....	65
I.3 - L'adoption du réseau ksourien, la proximité spatiale .....	69
I.4 - Quelle proximité du ksar : accolement ou prise de	
distance ?.....	73
<b>II - La constitution du domaine militaire : du séquestre à la</b>	
<b>négociation.....</b>	<b>76</b>
II.1 - La systématique géométrique et réglementaire.....	76
II.2 - Les premières adaptations des mécanismes de définition	
du domaine militaire .....	80
II.3 - La prise en compte des structures locales.....	82
II.4 - À la recherche d'une adaptation aux limites spatiales et	
à la valeur foncière .....	85
II.5 - Les blocages et le recours à l'expropriation.....	87
II.6 - Du choix autoritaire à la négociation .....	88

premiers : le respect des coutumes et des hiérarchies locales. Quand ces dernières semblaient en dilution alors que les organisations de substitution restaient opaques (ou inexistantes), l'élaboration de nouveaux procédés d'interaction entre responsables français et indigènes devenait problématique.

2- La capacité à combiner les principes, nouveaux et/ou anciens :

Ce sont particulièrement les combinaisons imaginées entre des principes anciens et ceux introduits après 1930, qui ont permis de maintenir une coordination des pratiques institutionnelles et indigènes. L'alliance entre programmation pluriannuelle et projets successifs, entre menace symbolique et règlement, entre équipement stratégique et planification, a réalisé l'articulation des nouveaux outils officiels et des procédés adaptés aux spécificités et aux populations locales, depuis le début du siècle. Ces nouveaux outils ont également participé à maintenir le processus de redéfinition continue évitant de figer l'ensemble des procédés en procédures fixes et en routines. Ils n'ont pas directement contribué à en définir de nouveaux, propres au Sud, mais ont été des éléments indispensables à la dynamique générale de reformulation.

Toutes ces combinaisons ont obéi à des règles de compatibilité. Par exemple, la planification, niant l'extériorité et l'autonomie totale des opérateurs non publics, elle ne pouvait être articulée à ces principes. En revanche, certaines complémentarités n'ont pas été utilisées. Le zoning et la mise à distance spatiale pouvaient être alliés mais l'ont rarement été. Les quartiers réservés aux indigènes n'ont pas été déterminés ou circonscrits selon un zoning particulier. Ce dernier définissait les seules aires inscrites dans les plans d'urbanisme dont, souvent, les espaces indigènes étaient exclus.

Ainsi, la méthode de co-production a montré sa capacité non seulement à adapter ses principes aux nouvelles données mais également à intégrer des modes d'action fondés selon des doctrines et des modèles métropolitains, répondant à des finalités originelles propres et différentes. Elle a plus difficilement assumé les changements sociaux et la complexité grandissante qu'ils introduisaient.

### **Troisième époque (1957-1980)**

**Un nouveau temps,  
le ton des certitudes**

de l'administration centrale, ces actions furent l'occasion de mettre en lumière l'apport des populations indigènes et plus particulièrement le rôle structurant et organisateur de leurs dirigeants (caïd, djemaâ...). Vis-à-vis des populations autochtones, l'administration française et plus directement le responsable local apparurent comme partenaires fiables en raison de leur appui régulier. Officier et chef indigène voyaient leurs légitimités respectives renforcées et leurs autorités d'action reconstruites ;

- ces interventions furent enfin un moment d'échange plus large (qui ne concernait plus certains indigènes employés sur les chantiers français) des techniques et des modes de construction et d'aménagement, échange qui fit sentir ses conséquences quelques années plus tard (cf. chap. 7).

Toutes ces adaptations et ces nouvelles dispositions témoignent d'une capacité à reconstruire la co-production et sa méthode. En effet, face aux transformations sociales et administratives, il était légitime de s'interroger sur l'aptitude des responsables à maintenir les mêmes procédés et les mêmes principes d'action dans le domaine urbain : dans quelle mesure la co-production pouvait se passer d'une structure sociale forte ? Avait-elle réussi à se dispenser d'intermédiaires clairs ? Était-elle capable de faire face à des apports extérieurs, en moyens financiers et en conceptions nouvelles (planification et programmation), l'extrayant en partie d'un fonctionnement endogène, presque autarcique ?

Nous avons décrit, dans la conclusion du second chapitre, le fonctionnement de principe de la méthode de co-production et son mode d'élaboration. Nous avons également souligné la tendance à ériger certaines combinaisons ou séquences stratégiques d'action en procédures, voire en routines. Face aux changements sociaux et administratifs, ces fixations autour de certains principes sont apparues au grand jour, représentant des inerties dans les modes d'intervention. Par ailleurs, la transgression de certains principes dans quelques cas a entraîné des blocages ou des abandons de quelques projets. Devant ces différentes défaillances, des doutes quant à la possibilité de réformer la méthode de co-production pouvaient être émis. C'est surtout son adaptation à des structures sociales et à des contextes politico-administratifs complexes qui posait question. De nouvelles stratégies devenaient nécessaires alors que d'autres étaient déjà totalement désuètes.

La méthode de co-production était éprouvée dans domaine essentiel de son fonctionnement :

1- La capacité à fonder de nouveaux principes d'action et à constater celles qui n'étaient plus opératoires :

Il s'agit d'abord de la capacité à analyser et à intégrer (accepter) les changements contextuels, c'est-à-dire la capacité à reproduire le processus même de définition des principes : la découverte de l'Autre, son approche, la mise en relation par le test, la validation et la cristallisation.

En reproduisant ce processus, les responsables français ont constaté l'impossibilité de maintenir le principe de mise à distance spatiale qui, faute de réserve foncière suffisante, devenait contradictoire avec un respect accru des droits indigènes. Il entraînait une prise en charge financièrement plus pesante (indemnisation, acquisition au prix du marché...). Il devenait nécessaire de le relayer plus efficacement par des négociations et des concessions régulières de terrains indigènes, à titre gracieux.

Un autre exemple illustre la capacité de la méthode à recycler des procédés étrangers (exogènes) définis loin du contexte saharien, voire au cœur de l'institutionnel métropolitain. Ainsi, le règlement a été associé au principe de la menace pour accentuer son effet de persuasion et d'intimidation. Le règlement participa également à la définition des termes premiers des négociations et parfois à préciser les clés de lecture et d'expression institutionnelles. En revanche, il n'a pas pu remplacer les intermédiaires comme cela a été tenté dans certains cas. Il participa dans leur travail de construction d'un référentiel commun. Mais, conçu comme seul régulateur de la vie urbaine et de l'activité de construction, il joua, à l'opposé, en faveur de l'éloignement entre institutionnel et autoproduit. Ainsi, quand les règlements dictaient seuls les termes du processus de mise en relation ou quand ils l'incarnaient eux-mêmes, les blocages et les ruptures entre les deux modes s'aggravaient et la coordination des pratiques devenait difficile. La co-production et l'énoncé d'un règlement ne sont pas incompatibles de fait ; ils le sont quand le second est affirmé (voire imposé) à l'exclusion des autres régulations sociales.

Les responsables rencontraient particulièrement plus de difficultés pour les principes et les combinaisons touchant au plan social. La défaillance des intermédiaires et les difficultés à accompagner les transformations socio-économiques ont mis au jour une incapacité à dépasser les principes

III - La création des villages européens : pour une cohabitation des pratiques .....	91
III.1 - La position des villages .....	91
III.2 - Les villages et le statut du foncier .....	100
III.3 - Les indigènes dans les villages .....	107
IV - L'équipement des villages .....	116
IV.1 - L'équipement urbain .....	116
IV.2 - L'équipement et l'architecture .....	138
V - Conclusion .....	144

## DEUXIEME EPOQUE (1930-1957)

### LE TEMPS DES CONFIRMATIONS ET DES DOUTES .....

#### TROISIEME CHAPITRE

##### FACE AU BOULEVERSEMENT DE LA SOCIETE INDIGENE :

##### DECOMPOSITION ET RECOMPOSITION DES INSTITUTIONS LOCALES .....

I - Le cadre institutionnel : continuité de la spécificité saharienne et renforcement des hiérarchies administratives .....	156
I.1 - La continuité d'un particularisme saharien : quand la réforme de la citoyenneté s'arrête aux portes du Sahara .....	156
I.2 - Une réforme du statut des djemaâs : une structure toujours rigide .....	159
I.3 - L'organisation communale : l'extension du statut de commune mixte .....	161
II - Des doctrines et des hommes face aux changements sociaux .....	165
II.1 - Les difficultés d'administration des officiers en Algérie .....	165
II.2 - Une recomposition du paysage des acteurs urbains .....	174
II.3 - L'urbanisme dans les budgets, ou les moyens investis dans l'urbanisme .....	177
III - Conclusion .....	181

#### QUATRIEME CHAPITRE

##### HESITATIONS, INTERROGATIONS ET REFORMULATIONS AUTOUR

##### DE LA METHODE DE CO-PRODUCTION .....

I - Les extensions « programmées » des villes .....	188
I.1 - La croissance des villes sahariennes : entre agrandissements successifs et lotissements planifiés .....	190
I.2 - Les extensions et le foncier : les tentations d'autoritarisme .....	209
I.3 - Les extensions et l'affaiblissement des intermédiaires : le recours accru aux règlements et à la réglementation .....	215
II - L'équipement des villes et des villages après 1930 .....	220

II.1 - L'équipement et l'urbain .....	220
II.2 - L'équipement et l'architecture .....	246
III - Les Plans d'Action Communaux .....	251
III.1 - Des continuités : séparation des espaces et recherche d'intermédiaires .....	252
III.2 - Et des changements : vers une prise en charge de l'habitat indigène .....	258
IV - Conclusion .....	269

## TROISIEME EPOQUE (1957-1980)

### UN NOUVEAU TEMPS, LE TON DES CERTITUDES .....

#### CINQUIEME CHAPITRE

##### FACE AU SAHARIEN : INTEGRATION A LA SOCIETE GLOBALE ET

##### FIN DE LA SPECIFICITE REGIONALE .....

I - La constitution d'un nouveau regard sur le Sahara .....	278
I.1 - De l'indigène à l'indigent (avant 1945) : du sanitaire au « social » d'urgence .....	278
I.2 - De l'indigent au citoyen-chômeur (1945-1955) : pour une approche systématique et globale des populations .....	280
I.3 - Vers le Saharien français (1955-1962) : l'aboutissement du processus d'intégration au monde institutionnel français .....	282
II - Les discours politiques face aux discours <i>scientifiques</i> sur le Sahara : la construction d'une nouvelle doctrine .....	285
II.1 - L'opposition du discours politique et du discours <i>scientifique</i> : un processus de construction doctrinal vertical et discursif .....	285
II.2 - Trois principes pour une nouvelle doctrine : volontarisme, interventionnisme et modernisation .....	292
III - Une nouvelle organisation juridique et administrative : la fin de l'exception saharienne .....	297
III.1 - Le ministère du Sahara et l'OCRS : le contrôle du centre métropolitain et la fin de l'autonomie du Saharien .....	298
III.2 - Les départements et les arrondissements : l'intégration au système français et la fin de la spécificité saharienne .....	301
III.3 - Les communes et les centres administratifs : outils de l'interventionnisme ou dernière tentative d'adaptation au local ? .....	303
IV - Conclusion .....	306

## SIXIEME CHAPITRE

### LA RELATION INSTITUTIONNEL-AUTOPRODUIT ENTRE MODELES

#### INTEGRATIONNISTES ET PRATIQUES SEGREGATIONNISTES.....311

- I - Le cadre législatif: de l'encadrement procédural à la coercition réglementaire.....314
  - I.1 - À la recherche d'un encadrement des actions d'aménagement et de construction (1957-1960).....316
  - I.2 - La continuité administrative et réglementaire (1962-1963).....323
  - I.3 - De l'encadrement au contrôle (1970-1976).....324
- II - Les formes architecturales et urbaines: des principes et des modèles.....327
- III - Les trois outils de mise en œuvre.....328
  - III.1 - Une action sociale et économique pour contrôler l'espace.....329
  - III.2 - Privilégier l'équipement structurant pour « occuper le terrain ».....331
  - III.3 - Produire de l'habitat: limiter, réparer, éloigner l'espace non institutionnel.....333
- IV - Conclusion.....380

#### CONCLUSION : TOUT CONTRE L'AUTRE.....385

#### LA CO-PRODUCTION : LES CONDITIONS PREALABLES.....386

- I - La reconnaissance de l'Autre.....387
  - II - Construire le regard et la doctrine de la reconnaissance.....390
- #### SUR L'ELABORATION D'UNE METHODE DE CO-PRODUCTION.....394
- I - Des procédés et des postures dans le plan social.....395
  - II - Des schémas pour le plan spatial.....399
  - III - La combinaison des procédés et l'imbrication des plans d'action comme méthode.....402

#### AU-DELA DE LA CO-PRODUCTION : POUR CONSIDERER DE NOUVEAUX SCHEMAS D'ANALYSE.....403

#### GLOSSAIRES.....411

#### REPERES BIBLIOGRAPHIQUES.....415

## Glossaires

### Glossaire des sigles et des abréviations

AI	Affaires Indigènes
ACL	Agglomération chef-lieu
AEP	Alimentation en eau potable
ALN	Armée de libération nationale
ANAT	Agence nationale d'aménagement du territoire
AP	Autorisation de programmes
APC	Assemblée populaire communale
APFA	Accession à la propriété foncière agricole
APW	Assemblée populaire de wilaya
AS	Agglomération secondaire
BIA	Bureau industriel africain
BNCR	Bureau national de la construction rurale
BTS	Béton de terre stabilisée
CAS	Centres d'Administration Saharienne
CRHR	Commissariat à la reconstruction et à l'habitat rural
CEM	Collège d'enseignement moyen
CNEP	Caisse nationale d'épargne et de prévoyance
CI	Commune indigène
CM	Commun mixte
CP	Crédit de paiement
DAAS	Direction des affaires administratives et sociales (ministère du Sahara)
DAU	Direction de l'urbanisme et de l'architecture (ministère de l'Habitat, Algérie)
DC	Direction de la construction (ministère de l'Habitat, Algérie)
DNC	Direction nationale des coopératives (Armée nationale algérienne)
DUCH	Direction de l'urbanisme de la construction et de l'habitat
EFE	Ecole fondamentale élémentaire
FLN	Front de libération nationale (parti)
GGA	Gouvernement général d'Algérie
GHI	Groupeement d'habitat intermédiaire
HLM	Habitation à loyer modéré
HSO	Houillères du Sud Ouest (entreprise d'exploitation des mines du sud ouest algérien)

OCRS	Organisation commune des régions sahariennes
ONS	Office nationale de statistique
OPGI	Offices de promotion et de gestion immobilière
PAC	Plan d'action communal
POS	Plan d'occupation des sols
PROHUZA	Le Centre d'études et d'information des problèmes humains dans les zones arides
PUP	Plan d'urbanisme provisoire
PUD	Plan d'urbanisme directeur
RGPH	Recensement général de la population et de l'habitat
SAS	Sections administratives spécialisées (de l'Algérie)
SAP	Secteur agricole et pastoral
SAU	Surface agricole utile
SUC	Subdivision de l'urbanisme et de la construction
SUCH	Subdivision de l'urbanisme de la construction et de l'habitat
TDS	Territoires du Sud (administration)
TOL	Taux d'occupation par logement
TOP	Taux d'occupation par pièce
VRD	Voiries et réseaux divers
ZET	Zone d'extension touristique
ZI	Zone industrielle
ZHUN	Zone d'habitat urbain nouvelle

## Glossaire des termes arabes

Adel (pl. A'doul)	Juge d'application.
Agham (term. berbère)	fortification construite par les habitants d'une palmeraie pour s'y réfugier en cas de rezou et pour y emmagasiner leurs récoltes.
Arch (terres)	terres correspondant aux propriétés collectives tribales
Bordj (lit. : tour)	fortification construite pour défendre les villages
Bour (terres)	terres isolées, loin des oasis, ou sur les bords des pistes caravanières, occupés de bouquets de palmiers non entretenus.
Cadi	Juge dans la loi islamique.
Caid	Chef d'une tribu, d'un douar ou d'un ksar, reconnu ou désigné par l'administration française pour gérer les affaires de sa communauté et y faire appliquer les décisions officielles.
Chraa	Ensemble des lois musulmanes
Deglet nour	Catégorie de dattes particulièrement prisée en Algérie et sur les marchés internationaux
Djemaâ	Assemblée traditionnelle constituée de sages et de personnes influentes, chargée de la gestion des affaires et de l'arbitrage des conflits de la communauté. L'administration française en a parfois constitué une institution officielle jouant comme relais entre indigènes et fonctionnaires coloniaux.
Foggara	Conduite souterraine drainant l'eau d'une nappe et l'amenant par la gravité vers des jardins situés nécessairement en contrebas. Dans certains cas, ces jardins peuvent se trouver légèrement au-dessus de la bouche de foggara.
Fqih (pl. Foqaha)	Jurisconsulte et spécialiste des lois musulmanes et coutumières

Khammas	Ouvrier agricole exploitant qui met en valeur le jardin d'un propriétaire contre une part de la récolte. Cette part varie selon les oasis et les conditions de travail.
Khechba	Tronc de palmier servant de poutre porteuse dans les planchers traditionnels.
Kouba	coupole.
Ksar	Habitat traditionnel du Sahara maghrébin construit en terre crue.
malem (pl. maalmine)	Maître-maçon.
Melk (terres)	La terre melk est la propriété privée reconnue comme telle à la suite de culture, de construction ou du creusement d'un puits.
O'rf	Ensemble des lois coutumières.
Rahba	Place dans un quartier ou cours dans une habitation.
Sebaga (terres)	La terre, dite « sabega » (pluriel « souabeg »), est une terre possédée collectivement par une tribu, qui ne peut s'aliéner par un groupe ou par un individu qui l'aurait occupé et exploité avant tout autre.
Seguia	Canal d'irrigation des palmeraies.
Touisa (touiza)	Organisation traditionnelle du travail communautaire afin de réaliser des ouvrages individuels ou collectifs.
Zaouia	Lieu de recueillement fondé par un homme pieux.
çoff	Clan. Dans le Sud-Ouest algérien par exemple, existaient deux çofs, Ihmad et Seffian.
Daira	Sous-préfecture.
Touba (toub)	brique de terre crue.
Wilaya	Département.
Zkak	ruelle ou voie de distribution d'un ksar.

## Repères bibliographiques

### Institutionnel et Informel

- **ABAC, CPU**, *Les ensembles de logements à développement progressif à Bogota (Colombie)*, Plan Construction et Habitat, MELT, 1985, 242 p.
- **Ameur (M.)**, *Fès... ou l'obsession du foncier*, Fascicule de recherches n° 25 d'URBAMA, Tours, 1993, 428 p.
- **Arecchi (A.)**, « Urbanisation (L') africaine Maputo (Mozambique). L'aménagement en auto-construction des banlieues de Canico. », *Cités africaines*. (fra.); no 4, janv.-fevr. 1986.- pp. 4-8.
- **Bahi (H.), El Malti (M.), Guerraoui (F.), Hamdouni-Alami (M.)**, *Habitat clandestin au Maroc*, Rabat, CNCPRST - ENA, 1986
- **Bekkar (R.)**, « Habitants (Les) bâtisseurs à Tlemcen. Compétences et savoir-faire. », *Annales de la recherche urbaine.*, No 66, Mars 1995.- pp. 61-71.
- **Bilvar (T.)**, « Construction et reconnaissance des barrios urbains du Vénézuéla », in : *Les annales de la recherche urbaine*, n° 66, mars 1995, pp. 81-86.
- **Bisilliat (J.)**, *La construction populaire au Brésil. Une expérience à Sao Paulo*, Karthala-ORSTOM, 1995, 174 p.
- **Buregess (R.)**, « Petty commodity housing of dweller control? a critique of John Turner's views on housing policy », in : *World Development* n°6, 1978, pp. 1105-1134 ;
- **Burgess (R.)**, « Some common mis-conception about self help housing policies in less developpes countries. », USA, In : *african Urban Quarterly*, Vol 2, Nov, 1987, pp. 365-376.
- **Canel (P.); Girard (C.)**, « Paradigme (un) à l'épreuve des faits, l'autoconstruction en ville africaine », *Tiers monde*. (fra.); t. XXIX, no 116, oct.-dec. 1988.- pp. 1121-1133.
- **Chabbi (M.)**, *Une nouvelle forme d'urbanisation à Tunis : l'habitat spontané péri-urbain*, Doctorat Paris-XII, 1986
- **Coing (H.)**, *Capital et habitat populaire.*, Bordeaux, CEGET, 1977.- 21 p., bibliogr.; (colloque sur les mécanismes de la croissance de l'espace urbain à la périphérie des villes dans les pays tropicaux, bordeaux, 1977).

- Coquery-Vidrovitch (C.) et Nedelec (S.), *Tiers-mondes : l'informel en question*, Paris, Ed. L'Harmattan, 1991, 285 p.
- Deboulet (A.), *Vers un urbanisme d'émanation populaire, compétences et réalisations des citadins. L'exemple du Caire*, thèse de doctorat, IUP, 1994, 729 p.
- Drummond (D.), *Architectes des favelas*, Dunod, 1981, 112 p.; Ward (P.) (ed.), *Self-Help Housing a Critique*, Masell Publishing Limited, Alexandrine Press, 1982, 291 p.
- Durrand-Lasserve (A.); Clerc (V.), *Régularisation et intégration des quartiers irréguliers. Leçons d'expériences en Afrique, dans les Etats Arabes, en Asie et en Amérique Latine (Regularization and integration of irregular Settlements : lessons from experience)*, Paris, Les auteurs, 1996.- 89+37-93 p.
- El Kadi (G.), *Urbanisme (L') spontané au Caire*, Tours, URBAMA, fascicule No 18, 1987, 371 p.
- Genestier (P.) (ed.), *Vers un nouvel urbanisme. Faire la ville, comment ? Pour qui ?* Actes de la journée APERAU, Institut Français d'Urbanisme, 1992, La Documentation française, 1996, 275 p.
- Goueff (S.), « Var : une ségrégation de luxe », in : *Urbanisme*, n° 323, mars-avril 2002, pp. 62-64
- Hatzfeld (H.), Hatzfeld (M.), Ringart (N.), « La ville travaille la question de l'emploi dans les interstices », in : *Les annales de la recherche urbaine*, n° 76, septembre 1997, pp. 11-19.
- Haumont (n.), Marie (a.) (S. dir.), *Stratégies urbaines dans les pays en voie de développement*, Paris, Ed. L'Harmattan, 1987, 331 p.
- Le Goix (R.), « Les communautés fermées dans les villes des États-Unis. Aspects géographiques d'une sécession urbaine », in : *Espace géographique* tome 30, n°1, 2001, pp. 81-93.
- Martinand (C.), Landrieu (J.) (s. dir.), *L'aménagement en questions*, Ed. DAEL-ADEF, 1996, 342 p.; Coll., *Sécuriser l'urbanisme*, (Pref. J.-P. Lacaze), Ed. ADEF, 1997, 181 p.
- Nations Unies, *Rapport d'habitat : conférence des Nations Unies sur les établissements humains, Vancouver 31 mai - 11 juin 1976*, Vancouver, Ed. Nations Unies., 1976, 219 p.
- Navez-Bouchanine (F.), *Habiter la ville marocaine*, Ed. L'Harmattan, Gaetan Morin éditeur, 1997 (thèse soutenue en 1991), 352 p.

- Navez-Bouchanine (F.), *Informel (l') comme facteur d'intégration à la ville*, Rimouski, les auteurs, 1993.- 18 p., bibliogr.; colloque les politiques d'appui au secteur informel dans les pays en développement de l'ACFAS).
- Osmont (A.), « Du programme à la réalité : la banalisation d'une opération d'aménagement foncier à Dakar. », Paris, In *Politiques et pratiques urbaines dans les pays en voie de développement*, Tome1, Nicole Haumont et Alain Marie (S. Dir.), Ed. L'Harmattan, 1987, pp. 164-183.
- Osmont (A.), *Banque (La) mondiale et les villes*, Paris, Ed. Karthala, 1995, 309 p.
- Perouse (J.-F.), « Istanbul cernée par les cités privées », in : *Urbanisme*, n° 324, mai-juin 2002, pp. 26-31 ;
- Sassen (S.), *The global city : New York, London, Tokyo*, Princeton University Press, 1991.
- Souami (T.), *L'institutionnel face à l'espace autoproduit. Histoires d'une possible co-production de la ville*, Institut Français d'Urbanisme - Université de Paris-8, 1999, 734 p.
- Souami (T.), *La crise de l'urbanisme, et après...*, ministère de l'Équipement, Plan Urbain, 1998, 60 p.
- Toussaint (J.-Y.), *Architecte-urbaniste en Algérie, un fragment de la crise algérienne*, Thèse de doctorat, Université de Paris-X-Nanterre, 1992, 675 p.
- Turner (J.F.C.), *Logement (Le) est votre affaire*, Paris, Ed. Le Seuil, 1976, 198 p.
- UNESCO, *Séminaire régional sur l'habitat spontané et l'habitat économique*, Paris, Ed. UNESCO, Ministère du développement urbain et de l'habitat de l'Éthiopie, Centre expérimental de recherches et d'études du bâtiment et des travaux publics (C.E. B.T.P.), 1985, 256 p.
- Ward (P. M.), *Self-help Housing, a critique*, Londres, Mansell Publishing Limited, Alexandrine Press, 1982, 296 p.
- Yapi-Diahou (A.), *Politiques (Les) urbaines en Côte d'Ivoire et leurs impacts sur l'habitat non planifié précaire, l'exemple de l'agglomération d'Abidjan*, Thèse de doctorat, Paris, L'auteur, 1994.- 2 T., 718 p.

## L'Algérie et l'aménagement

- **Benamrane (D.)**, *Crise de l'habitat et perspective de développement socialiste en Algérie : 1945-1980*, 1980, Centre de recherche en économie appliquée.
- **Brule (J.-C.) et Fontaine (J.)**, *L'Algérie, volontarisme étatique et aménagement du territoire*, Tours, Ed. URBAMA, Université de Tours, Université de Franche-Comté Besançon, 1986, 248 p.
- **Commissariat National de la Révolution Agraire**, *Principe de l'auto-construction et son application pour l'édification des villages de la révolution agraire - Séminaire national sur l'habitat rural*, Alger, Ed. CNRA, 1973, 18 p.
- **Cote (M.)**, *L'Algérie ou l'espace retourné*, Paris, Ed. Flammarion, 1988, 362 p.
- **Deluz-Labruyere (J.)**, « Planification urbaine et quartiers spontanés. Un exemple d'intervention à Blida », Paris, In : *Politiques et pratiques urbaines dans les pays en voie de développement*, Tome1, Nicole Haumont et Alain Marie (S. Dir.), Ed. L'Harmattan, 1987, pp. 264-282
- **Descloitre (A.)**, *Organisation urbaine et structures sociales en Algérie*, Bruxelles, J.J.C.D., 1962.
- **Descoltes (R.)**, *L'Algérie des bidonvilles : le Tiers Monde dans la cité*, Paris, Mouton, 1961.
- **DIONE (M.)**, *Les enjeux des politiques et les techniques des travaux publics en Afrique du Nord. La politique des plans d'équipement et de modernisation. Contribution à l'histoire de la colonisation française en Afrique du Nord*, Paris, Thèse de doctorat en urbanisme, IFU, 1995, 672p.
- **Ghanem (M.)**, « L'évolution de deux quartiers d'habitat "illicite" à Constantine », Paris, In : *Politiques et pratiques urbaines dans les pays en voie de développement*, Tome2, Nicole Haumont et Alain Marie (S. Dir.), Ed. L'Harmattan, 1987, pp. 44-53
- **Hafiane (A.)**, *Les défis de l'urbanisme, l'exemple de l'habitat illégal à Constantine*, Alger, Ed. OPU, 1989, 290 p.
- **Hamidou (R.)**, *Le logement : un défi*, Alger, Ed. ENAP - OPU - ENAL, 1989, 409 p.
- **Kaddache (K.)**, « Modernité et tradition : Eléments de réflexion sur la crise identitaire », Alger, In *Habitat, Tradition, Modernité*, N° 1, octobre 1993, 1993, pp. 25-32

- **Lesbet (D.)**, « Projet Logement-Formation-Jeunes », Alger, In *Habitat, Tradition et Modernité*, n° 2, juin 1994, 1994, pp.163-172
- **Malverti (X.)**, **Picard (A.)**, *Les traces de ville et le savoir des ingénieurs du génie*, Ecole d'architecture de Grenoble, 1989, 155 p.
- **Ministère de l'Equipement et de l'Aménagement du Territoire**, *Demain l'Algérie, l'état du territoire, la reconquête du territoire*, Alger, Ed. OPU, 1995, 432 p.
- **Saidouni (M.)**, *Rapports de force dans l'urbanisme colonial algérois (1855-1935) ou de la genèse de l'aménagement urbain à Alger*, Paris, Thèse de doctorat en urbanisme, IFU - Paris 8., 1995, 508 p.
- **Sgroi-Dufresne (M.)**, *Alger, 1830-1984 : Stratégie et enjeux urbains*, Paris, Ed. Recherche sur les civilisations, 1986, 252 p.
- **Sidi Boumediene (R.)**, « Interventions sur le tissu urbain : quelques réflexions », Alger, In *Les tissus urbains*, Colloque international d'Oran 1-3 déc. 1987, Ed. Enag, 1989, pp. 35-44

## Sahara

- « L'urbanisme en Afrique du nord », Paris, In : *L'urbanisme aux colonies et dans les pays tropicaux*, T.I., 1932, pp. 22-108.
- « Oasis, concours d'architecture saharienne », Paris, In : *cahiers du CSTB*, n° 55, cahier 442, 1962, 45 p.
- *La pacification du Sahara et la pénétration saharienne (1852-1930)*, Alger, Publication du Comité National Métropolitain du Centenaire de l'Algérie, 1930.
- *Les amis du Sahara*, Revue, Oct. 1931 - Oct. 1938.
- *Recherches sahariennes*, Paris, Ed. CNRS, 1979.
- **Bailaga (A.)**, *Timimoun, l'oasis rouge du Gourara*, Paris, Thèse de doctorat, Paris V, 1981.
- **Bisson (J.)**, « El Abiodh Sidi Cheikh, ou la naissance d'une ville nomade », Tours, In : *Petites villes et villes moyennes dans le monde arabe*. T. I, Fascicule d'URBAMA, 1986, pp. 139-152.
- **Bisson (J.)**, *La Gourara, étude de géographie humaine*, Alger, IES, 1956.
- **Capot-Rey (R.)**, « Greniers domestiques et greniers fortifiés au Sahara. Le cas du Gourara », Alger, In : *Travaux de l'Institut de Recherches Sahariennes*, T. XIV, 1er - 2e Sem., 1956.

- **Capot-Rey (R.)**, *Problèmes des oasis algériennes*, Alger, Publication du CNRS, 1944, 39 p.
- **Champault (F. D.)**, *Une oasis du Sahara nord-occidental : Tabelbala*, Paris, Ed. CNRS, 1969, 486 p.
- **Echallier (J.-C.)**, *Essai sur l'habitat sédentaire traditionnel au Sahara algérien*, Paris, Thèse, université de Paris, 1965, 216 p.
- **Echallier (J.C.)**, *Villages désertés et structures agraires anciennes du Touat-Gourara*, Paris, AMG, 1972.
- **ELM (E.)**, *Evolution de l'art urbain dans le Sahara algérien. Contribution à l'étude des groupements humains en zone aride*, Paris, Thèse d'urbanisme, université de Paris, 1966, 206 p.
- **Gautier (E.F.)**, *Cahiers du centenaire de l'Algérie, T3, L'évolution de l'Algérie de 1830 à 1930*, Paris, Comité National Métropolitain du Centenaire de l'Algérie, 1930.
- **Gautier (E.F.)**, *Le Sahara*, Paris, Ed. Payot, 1923.
- **Gautier (E.F.)**, *Les oasis sahariennes*, Alger, Imp. Foulana, 1905, 30 p.
- **Gouvernement général, Direction des Territoires du Sud**, *Exposé de la situation générale des territoires du Sud de l'Algérie de 1930 à 1946*, Alger, Impr. Officielle de l'Algérie, 1947, 541 p.
- **Grandet (D.)**, *Cinq études urbaines et architecturales sur le Sud-Ouest algérien*, Oran, USTO, 1985.
- **JOSSE (R.)**, « Problèmes sahariens, recherches géographiques dans la Saoura », Alger, In *Annales algériennes de géographie*, n° 9, Janv.-juin, 1970, pp. 45-92.
- **Lieutenant M. (Médecin-militaire)**, *L'oasis rouge*, 1946.
- **Marouf (N.)**, *Lecture de l'espace oasien*, Paris, Ed. Sindbad, 1980, 281 p.
- **Marouf (N.)**, *Terroirs et villages algériens*, Alger, Ed. OPU, 1981.
- **Martin (A.G.P.)**, *Quatre siècles d'histoire marocaine au Sahara de 1504 à 1902, au Maroc de 1804 à 1912 : d'après les archives et la documentation indigènes*, Paris, Ed. Alcan, 1923.
- **PROHUZA**, *Enquête sur l'emploi de la population active dans les départements des Oasis et de la Saoura -Adrar*, Paris, Ed. PROHUZA, 1961, 2 Vol.

Achevé d'imprimer sur rotative numérique par Book It !  
dans les ateliers de l'Imprimerie Nouvelle Firmin Didot  
Le Mesnil-sur-l'Estrée

N° d'impression : 1.1.6494

Dépôt légal : Décembre 2003

Imprimé en France